

Numéro 568



Septembre 75

LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

France :
nouvelles perspectives

Tournant
dans la situation mondiale

PORTUGAL:

Nouvelle défaite de la
contre-révolution

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à
l'administration.

CCP Michel Renaudie, n° 30 040 74 - 45 La Source

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT

Imprimerie ABEXPRESS - PARIS

Portugal, nouvelle défaite de la contre-révolution

par Jacques MEYRAND

La révolution portugaise concentre à l'heure actuelle tous les problèmes de la révolution prolétarienne et, ainsi qu'il en fut en 1917 à propos de la révolution russe, toutes les forces politiques interviennent d'une façon ou d'une autre, agissant directement ou indirectement sur les événements du Portugal. La comparaison avec la révolution russe ne relève pas du hasard. En 1917, la révolution d'Octobre frappait les trois coups de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde. Pour ou contre la révolution russe, c'était un clivage qui correspondait aux antagonismes fondamentaux dans tous les pays.

La lutte occupait tous les terrains : en Russie, interventions politiques, militaires, économiques ; à l'extérieur, affrontements des forces sociales et politiques. Elles mettaient aux prises toutes les organisations, partis, gouvernements, tenant de la

révolution et de la contre-révolution. C'est que la révolution russe concentrait l'ensemble des problèmes qui confrontaient l'humanité. Plus qu'un enjeu, plus qu'une partie d'un processus mondial, elle était une force motrice de la lutte des classes mondiale, et, du fait de sa place historique, première révolution prolétarienne victorieuse, première révolution de la chaîne des révolutions qui constitue la révolution prolétarienne mondiale. Aujourd'hui encore, tant dans ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'Octobre, la propriété collective des moyens de production, le prodigieux développement des forces productives, la puissance, bien que latente, que le prolétariat a acquise, que par suite de la réaction bureaucratique qui s'est fait jour en URSS et qui est l'expression de la réaction bourgeoise ayant pénétré, occupé et dé-

général d'Etat ouvrier sans avoir été en mesure de le détruire, de liquider la propriété collective des moyens de production, mais en leur infligeant des contradictions et des distorsions terribles et sans nombre, la révolution russe et la contre-révolution en URSS jouent un rôle mondial considérables.

La révolution portugaise a éclaté à un autre moment historique qui lui confère une importance européenne et mondiale sans commune mesure avec la superficie, la population du Portugal, la place économique et politique qu'occupait précédemment ce pays. Survenant après la grève générale de mai-juin 1968 en France, le mouvement qui, en Tchécoslovaquie, engageait la révolution politique, l'explosion révolutionnaire en Pologne de décembre 1970 à janvier 1971, pour ne citer que les faits les plus saillants, la révolution portugaise est le premier chaînon de cette partie de la chaîne de la révolution mondiale qui sera formée des maillons de la révolution en Europe, unissant, fusionnant la révolution sociale et la révolution politique. En d'autres termes, la révolution en Europe connaît une nouvelle période : celle où, s'appuyant sur ses conquêtes antérieures, le prolétariat prendra le pouvoir politique dans les pays capitalistes et expropriera la bourgeoisie ; où il reconquerra le pouvoir en URSS, le conquerra en Europe de l'Est, chassera les bureaucraties parasitaires, gèrera, en les régénérant, les rapports sociaux de production de ces pays ; où il unifiera l'Europe au sein des Etats-Unis socialistes d'Europe. La révolution portugaise est la première de ce segment de la révolution mondiale ; de là son importance européenne et mondiale. Tout comme la révolution russe, la révolution

portugaise est, répétons-le, plus qu'un enjeu. Toutes les forces sociales et politiques y interviennent directement ou indirectement. Les affrontements politiques qui se déroulent au Portugal sont en relation directes avec les luttes politiques qui ont lieu dans l'Europe entière. A l'étape actuelle, la révolution portugaise est plus qu'un secteur de la lutte des classes mondiale, elle en est une force motrice.

La sainte-alliance contre la révolution portugaise

C'est pourquoi toutes les forces attachées à la défense de l'ordre bourgeois mènent depuis seize mois une offensive acharnée contre la révolution portugaise. La bourgeoisie portugaise, l'impérialisme mondial, chaque bourgeoisie en particulier, des USA, d'Europe, sont intéressés au premier chef à ce que le mouvement du prolétariat portugais soit stoppé, canalisé, brisé, que les anciennes conditions d'exploitation que des masses immenses veulent faire disparaître, soient restaurées. Mais il n'y a pas qu'eux : la bureaucratie du Kremlin, toutes les bureaucraties parasitaires ne le sont pas moins. La révolution portugaise, premier chaînon de la nouvelle période de la révolution en Europe, les luttes de classe du prolétariat portugais se répercutent dans l'Europe entière. Ainsi que des brandons enflammés, elles risquent de faire exploser tel un baril de poudre cette Europe bourgeoise saturée de contradictions que la crise de tous les rapports sociaux, économiques, politiques, menace de disloquer. C'est ce qu'il reste de l'ordre européen que le Kremlin

et l'impérialisme américain ont laborieusement constitué qui s'effondre, et cet ordre conditionne l'existence et de la bureaucratie du Kremlin elle-même comme des bureaucraties satellites. A moins que plus directement encore, la révolution portugaise ne fasse sa jonction avec un nouvel élan de la révolution politique en Europe de l'Est. En tout cas, chaque nouvelle explosion révolutionnaire au Portugal ébranle l'appareil international du Kremlin en Europe. Dans ces conditions, toutes les forces de la contre-révolution internationale se coalisent et agissent à l'intérieur et à l'extérieur du Portugal contre la révolution prolétarienne qui s'y déroule.

Les forces propres de l'impérialisme et de la bourgeoisie portugaise n'ont pas suffi pour sauver l'ordre bourgeois. Depuis le 25 avril 1974, le PCP a dû s'engager à fond pour contenir les masses. Derrière l'écran de sa politique se sont préparés trois coups d'État. Après l'échec de ces coups d'État, une offensive de la réaction, sous la forme d'un coup d'État militaire classique est pour le moment devenu impossible. Le PCP est monté en première ligne jouant une des cartes de la bourgeoisie, lesquelles deviennent de plus en plus rares. Après l'échec du coup d'État du 11 mars 1975, cette nouvelle victoire des masses, le PCP a dû se charger de la tentative d'une nouvelle offensive contre-révolutionnaire. Le corps des officiers est l'épine dorsale d'un État bourgeois disloqué. Mais l'armée est elle-même décomposée sous le feu de la révolution : la lutte des classes la déchire. Le corps des officiers est déchiré de contradictions. Les ambitions de chacune des cliques composées de ces officiers hier capitaines,

aujourd'hui généraux, aux ambitions d'autant plus dévorantes que la bourgeoisie a besoin d'eux, sont un facteur supplémentaire de crise. L'appareil stalinien est la force la plus cohérente, la plus unie, qui défend avec acharnement une politique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie, c'est actuellement, du point de vue politique, ce qui reste de l'appareil d'État, précisément ce corps des officiers que représente le MFA. Consolider le MFA, lui subordonner le prolétariat, l'aider à reconstruire l'État bourgeois, fût-ce à partir d'une dictature militaire couverte du manteau de « la révolution », telle a été la politique du PCP depuis le 11 mars et les élections du 25 avril 1975 à l'Assemblée constituante. Il a été le fer de lance de la contre-révolution, au nom de la révolution, cela va sans dire.

Cette offensive de la contre-révolution menée sur une telle ligne a introduit de nouvelles contradictions car elle ne pouvait réussir qu'en brisant le PS que les masses poussaient en avant, et pour briser celles-ci. En cas d'échec, le PS sera demain nécessaire à ceux qui tenteront de stabiliser un certain ordre social et politique.

La bataille qui vient de se dérouler au Portugal et qui n'est pas terminée, est la bataille de tous les prolétariats d'Europe. Elle est notre bataille. Elle éclaire d'un jour cru les positions des uns et des autres. En même temps que son issue est de grande importance pour le développement de la révolution en Europe, elle éclaire ce que sont et comment s'affronteront les forces de la révolution et de la contre-révolution. Le prolétariat français est directement intéressé et il ressent profondément

ce qui se passe au Portugal comme éléments de sa propre lutte de classe. Car c'est de ses problèmes dont il s'agit.

Une bataille décisive pour l'avenir de la révolution portugaise

Dans cette bataille gigantesque dont l'issue est de savoir quelle classe fondamentale de la société (la bourgeoisie ou le prolétariat entraînant toutes les masses laborieuses derrière lui) va l'emporter, toutes les forces politiques, tous les courants, organisations, partis du mouvement ouvrier, ont pris position.

Depuis l'échec cinglant de la troisième tentative de coup d'Etat militaire de la bourgeoisie portugaise, depuis le 11 mars 1975, avec la même unanimité qui leur faisait nier, avant le 11 mars, l'existence de la révolution prolétarienne, tous les partis de la bourgeoisie comme ceux de la classe ouvrière, à l'échelle internationale, en reconnaissent la réalité. Plus, même le PPD, le parti bourgeois le plus important aujourd'hui du Portugal, même le MFA, cette expression politique du corps des officiers de l'armée bourgeoise, se prononcent depuis le 11 mars pour un avenir « socialiste » dans ce pays. Au nom de ce « socialisme » promis par l'armée, les dirigeants du PCP appellent les masses à subordonner toute leur activité au MFA. Nous verrons plus loin de quelle façon très concrète et avec quels résultats. Toutes les nuances du centrisme et du gauchisme plus ou moins décomposé, contre le mouvement du prolétariat, apportent leur soutien le plus net à la politique du PCP, c'est-à-dire leur appui au MFA. La

constitution, fin août, d'un « front d'unité populaire » entre le PCP, les partistes de la LCI et différents autres groupes petits-bourgeois stipule ainsi son point 4 :

« La création d'un front qui englobe les partis et autres organisations politiques révolutionnaires, les militants révolutionnaires, le MFA et les organes autonomes de pouvoir populaire auxquels se réfère le document-guide de l'alliance peuple-MFA, constituent une issue pour le processus révolutionnaire » (1).

C'est d'une clarté absolue : tous les partis et organisations qui se réclament du « communisme » et de la « révolution », à savoir, le FSP, la LCI, la LUAR, le MES, le PDP, le PCP et le PRT-BR affirment d'une seule et même voix : le sort de la révolution n'est pas l'affaire du prolétariat c'est l'affaire du MFA, c'est-à-dire de l'armée, ce qui reste de l'Etat bourgeois portugais après seize mois de bouleversements révolutionnaires.

Ainsi chacun a pris position. D'un côté, l'appareil stalinien que viennent appuyer les prétendus « révolutionnaires », bloquent à fond avec le MFA et proposent une « solution politique à la crise » dont le contenu fondamental est, comme nous l'analysons plus loin en détail, de placer le prolétariat, ses organisations, sous le contrôle politique du MFA, donc de l'armée autour de laquelle il

(1) Le « texte de l'accord unitaire » publié par *Rouge* n° 311 du 29 août commence par ces mots : « En présence de représentants du MFA qui ont simplement convoqué la réunion. » Quant au « document-guide de l'alliance peuple-MFA » qui constitue le programme de ce « front », il s'agit du projet corporatiste adopté par l'Assemblée du MFA le 9 juillet dernier et que nous analysons dans cet article.

s'agit, pour la bourgeoisie, de reconstruire son Etat, l'Etat bourgeois.

De l'autre côté, la classe ouvrière cherche une voie indépendante. Depuis le 25 avril 1974, seule de toutes les organisations ouvrières, l'OCI a combattu pour la défense de la révolution prolétarienne au Portugal, pour une politique ouvrant une issue au prolétariat. Sur la question aujourd'hui décisive, de l'indépendance de classe des organisations ouvrières, syndicats et partis, seuls les trotskystes du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais combattent de façon nette. Le Parti socialiste, pour son compte, n'accepte pas la dictature du MFA, la liquidation des libertés démocratiques.

De quel côté sont la contre-révolution et la révolution ?

Dans les derniers jours du mois d'août précisément, Spinoła, le candidat portugais au rôle de Pinochet, n'a cessé de faire des déclarations reprises par la presse mondiale. Spinoła diagnostique froidement, au compte de sa classe, la bourgeoisie, la situation créée par seize mois de révolution prolétarienne :

« Le Portugal, dit-il le 28 août à Rio de Janeiro, n'a pas de forces armées, il a plutôt des bandes armées, dont l'indiscipline est un reflet fidèle de la situation anarchique d'un pays en voie de désintégration. »

Spinoła avait compris dès le lendemain du 25 avril que le Portugal allait vers « l'anarchie », c'est-à-dire que la révolution était en train de mettre à bas l'Etat bourgeois. C'est lui qui, à trois reprises, le 10 juillet 1974 (tentative Palma Carlos de

« coup d'Etat à froid » cassé par une puissante manifestation des travailleurs de la fonction publique), le 28 septembre 1974 (échec de la « manifestation de la majorité silencieuse » qui devait permettre de restaurer l'ordre dans l'Etat), puis le 11 mars 1975, c'est Spinoła qui fut l'âme de la détermination contre-révolutionnaire de la bourgeoisie portugaise. Il est d'ailleurs tout à fait significatif que les « capitaines » du MFA, aujourd'hui pour la plupart devenus généraux, ces officiers supérieurs que les dirigeants du PCP suivis par la LCI présentent comme des « libérateurs » désireux d'instaurer le « socialisme », il est significatif que, jusqu'au 28 septembre tout au moins, tous les chefs du MFA se soient donné pour chef Spinoła, le centre de la contre-révolution, le « sauveur » indispensable qu'il fallait à tout prix placer à la tête de l'Etat en péril.

Pourquoi Spinoła a-t-il échoué à trois reprises ? Précisément parce que la révolution traverse l'armée elle-même de haut en bas. Chaque tentative manquée de la réaction ne ne faisait qu'approfondir le cours de la révolution, entraînant une désagrégation encore plus profonde de l'Etat. Le coup du 11 mars a marqué un tournant dans cette dégradation, si l'on peut dire, pour la raison que la masse de l'armée, les soldats, fraternisant une fois de plus avec les masses, ont refusé de suivre les officiers putschistes. Après le 11 mars, la cassure s'accroît à un point tel entre les soldats du rang, les officiers inférieurs et le corps des officiers du MFA qu'il devient impossible à la bourgeoisie portugaise d'utiliser son armée pour un coup d'Etat classique. Telle est la réalité fondamentale qui explique pourquoi malgré

les obstacles politiques qu'il rencontre sur son chemin, le prolétariat portugais n'a pas pu être stoppé dans son mouvement. La révolution est toujours la plus forte, elle parvient à écarter les obstacles les uns après les autres. C'est d'ailleurs pourquoi tous ses ennemis se rassemblent contre elle pour tenter de briser son élan.

Les élections ont ouvert une voie au prolétariat

Après le 11 mars, quel était l'objectif de la bourgeoisie ? Empêcher autant que faire se pourrait que la radicalisation de la situation ne disloque l'appareil de l'armée lui-même, c'est-à-dire le corps des officiers regroupés dans le MFA (2). Le coup du 11 mars lui-même s'explique d'ailleurs par la crainte de Spínola et des sommets de la hiérarchie militaire, comme l'expliquait le *Financial Times*, que les élections ne donnent une majorité aux partis ouvriers. Or, après l'échec du putsch,

(2) A ce propos, il importe de dissiper une « ambigüité » savamment entretenue par les défenseurs du MFA. Contrairement à ce qu'expliquent les stalinienis et autres, le MFA n'est pas « l'avant-garde » « démocratique » ou « révolutionnaire » du corps des officiers. Le MFA est l'expression politique de la totalité du corps des officiers de l'armée portugaise avec, à sa tête, « l'ami » de Spínola, l'ancien chef d'Etat-Major de Caetano, le général Costa Gomès. Ce qui explique que c'est au nom du MFA que les officiers supérieurs prétendument « de gauche » ou « socialistes » (c'est ainsi que *France Nouvelle* caractérisait par exemple Costa Gomès en novembre 1974) n'hésiteraient pas, s'ils en avaient les moyens, à s'engager dans un coup d'Etat. Si la révolution devait refluer, c'est du sein du MFA que sortiraient les « sauveurs » du Portugal bourgeois.

il ne fut pas possible à l'armée d'annuler les élections à la Constituante. Et précisément, ces élections donnèrent une écrasante majorité aux partis ouvriers. La question du pouvoir allait-elle pouvoir être réglée positivement puisque chacun se réclamant de la « démocratie », il aurait été conforme aux principes de la démocratie que la réalité du pouvoir tombe entre les mains de l'Assemblée constituante ?

Comme on le sait, il n'en fut rien. A la veille des élections, le MFA, soutenu totalement par les dirigeants du PCP, décrète que la Constituante aurait des pouvoirs limités, qu'en aucun cas le résultat des élections ne devrait influencer sur la composition du gouvernement. Le MFA devait aller plus loin. Il décidait de « s'institutionnaliser » (en créant le Conseil de la Révolution auquel était, théoriquement, dévolu tous les pouvoirs), bafouant ainsi, avant même les élections, la souveraineté du peuple dont il se réclame depuis le 25 avril 1974. Il imposait aux partis politiques de la classe ouvrière la signature d'un pacte par lequel ces derniers reconnaissaient la prééminence du MFA à la tête de l'Etat, et qui enlevait les pouvoirs souverains à la Constituante.

Tout cet échafaudage ne reposait néanmoins, et ne repose encore, que sur un terrain mouvant. Les événements consécutifs à l'élection de la Constituante l'ont amplement montré.

Il importe d'examiner cependant ici quel est le rapport entre le mot d'ordre de la Constituante souveraine avec la révolution prolétarienne en marche et ce que signifie, au Portugal, l'existence d'une telle Assemblée composée en majorité de députés des partis ouvriers.

A première vue, il peut sembler paradoxal que dans un pays impérialiste comme le Portugal où a commencé la révolution prolétarienne, la classe ouvrière puisse utiliser à son profit le mot d'ordre démocratique bourgeois de l'Assemblée constituante. Mais le paradoxe n'est qu'apparent. Au Portugal, comme en Espagne, la bourgeoisie impérialiste au pouvoir depuis des décennies, sur la base de l'écrasement des masses laborieuses, s'est montré historiquement incapable de réaliser un certain nombre de tâches accomplies dans les siècles passés dans les pays où la bourgeoisie (Angleterre, France par exemple) a été une classe révolutionnaire, tâches de caractère historiquement progressif. Trotsky posait ainsi la question en janvier 1931 :

« Ce serait du « doctrinarisme » le plus piteux et le plus stérile qu'opposer le mot d'ordre de la dictature du prolétariat aux tâches et aux mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire (république, révolution agraire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, confiscation des biens ecclésiastiques, indépendance nationale, assemblée constituante révolutionnaire). Avant de conquérir le pouvoir, les masses populaires doivent se grouper autour d'un parti révolutionnaire dirigeant. La lutte pour la représentation aux Cortès à telle ou telle étape de la révolution peut faciliter considérablement la solution de cette tâche » (3).

Révolution agraire, confiscation des biens ecclésiastiques, droits et

libertés démocratiques les plus larges (incluant l'indépendance des partis ouvriers et des syndicats à l'égard de l'Etat), ce sont là des tâches démocratiques pour la réalisation desquelles le peuple portugais combat avec acharnement. Les marxistes savent qu'à l'époque de l'impérialisme décadent, la bourgeoisie, et particulièrement la bourgeoisie impérialiste portugaise, n'a aucune capacité historique, aucune énergie propre. La raison en est simple. L'exercice des libertés démocratiques les plus larges, sur les ruines de l'Etat salazariste-caetariste donne au prolétariat industriel et à la paysannerie révolutionnaire les plus larges possibilités de se rassembler comme classe et d'imposer leurs propres solutions. Ainsi la réalisation concrète des mots d'ordre démocratiques ouvre immédiatement aux masses la voie à l'exercice de leur propre pouvoir. Pour que la réforme agraire libère la masse de la paysannerie portugaise, *au Sud comme au Nord* de la domination des gros propriétaires liés au capital financier, il est nécessaire que le prolétariat prenne la direction de la nation. C'est parce qu'elle ne peut dominer, dans un tel pays, qu'en étouffant les masses dans le corset de l'Etat corporatiste que la bourgeoisie portugaise s'oppose de front à la réalisation complète des tâches démocratiques, qu'elle tente d'empêcher l'organisation autonome des masses ouvrières et paysannes à tous les niveaux.

(3) Le lecteur se reportera avec intérêt aux textes de Trotsky rassemblés par Pierre Broué dans *La révolution espagnole (1930-1940)*, Editions de Minuit. En plus des textes cités ici (pp. 71 et 83), d'autres articles et lettres de Trotsky éclairent cette même question. Ce livre est en vente à la SELIO au prix de 160 F.

Le prolétariat, pour parvenir au pouvoir en entraînant avec lui la majorité de la population laborieuse, reprend ainsi à son propre compte, tout en développant son propre programme indépendant, les mots d'ordre de la démocratie politique que

combat la bourgeoisie. Dans une lettre à André Nin de février 1931, Trotsky revient sur cette question dans ces termes :

« Je pense qu'il ne vous sera guère possible de renoncer au mot d'ordre des Cortès constituantes révolutionnaires. La population d'Espagne ne compte-t-elle pas plus de 70 % de paysans ? Comment comprendraient-ils le mot d'ordre d'une « république ouvrière » ? Les socialistes et les républicains, d'un côté, les curés de l'autre, diraient aux paysans que les ouvriers veulent les prendre sous leur coupe et les régenter. Que leur expliquerez-vous ? Je ne vois qu'une seule réponse à faire dans les circonstances présentes : nous voulons que les ouvriers et les paysans chassent les fonctionnaires nommés par le pouvoir supérieur, et, d'une façon générale, tous les fauteurs de violences, tous les oppresseurs, et qu'ils expriment leur libre volonté par le suffrage universel. On pourra *amener* les paysans à la république ouvrière, c'est-à-dire à la dictature du prolétariat, au cours de la lutte qui se déroulera pour la conquête des terres et pour leurs autres objectifs ; mais il n'est pas possible de proposer *a priori* aux paysans la formule de la dictature du prolétariat » (3).

Au Portugal, le 25 avril 1975, les « Cortès constituantes » ont été élues. Les masses se sont ouvert une voie indépendante dans le cadre des élections. Elles se sont clairement prononcé contre une année de pouvoir du MFA et de gouvernement de coalition en refusant de voter blanc (c'était, on s'en souvient, la consigne donnée par le MFA) et en donnant la majorité aux partis ouvriers, le PS et le PCP.

Est-ce un hasard si toutes les forces politiques qui se réclament du « socialisme » et de la « révolution » depuis le 11 mars se battent contre

la souveraineté de la Constituante portugaise ? Car l'exercice de cette souveraineté signifierait immédiatement : la majorité appartenant aux partis ouvriers, il est nécessaire de constituer le gouvernement qu'exige la volonté du peuple, le gouvernement PS-PCP présidé par Mario Soares excluant toute alliance avec les partis de la bourgeoisie et le MFA.

Quelle que soit sa politique, la venue au pouvoir, porté par la vague révolutionnaire, d'un gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois, a une signification révolutionnaire immense : le prolétariat peut porter au pouvoir un gouvernement des partis qu'il considère comme ses partis. La satisfaction de ses revendications est donc possible, l'expropriation du capital est donc possible, le pouvoir peut passer aux masses jusqu'alors opprimées, les oppresseurs en être chassés. Le prolétariat est prêt à constituer à tous les échelons, à fédérer, à centraliser nationalement, ses comités dans lesquels ses organisations prennent toute leur place, comités fonctionnant démocratiquement ainsi que des parlements révolutionnaires, structure du pouvoir de la classe ouvrière accomplissant les tâches politiques d'expropriation des classes exploitantes. Un tel gouvernement est en soi un puissant appel à la constitution, au regroupement des « soviets ».

Aujourd'hui, parce que les staliens les combattent de plein front et parce que règne la division entre les deux grands partis ouvriers, les commissions de délégués élus des travailleurs restent parcellisées, naissent, disparaissent, renaissent pour disparaître à nouveau ; elles ne peu-

vent pas trouver encore la voie de leur centralisation. Dans le Nord, les ligues indépendantes de petits paysans qui se sont constituées pour réaliser la « réforme agraire » que Lisbonne promet en paroles à la paysannerie, sont attaquées par les staliniens qui défendent le vieil ordre agraire établi, c'est-à-dire la domination du capital dans les campagnes.

Ainsi, la souveraineté de la Constituante ne saurait être contradictoire avec l'organisation des comités ouvriers et des comités de petits paysans dans tout le pays. Bien au contraire. Un gouvernement PS-PCP porté au pouvoir par la révolution donnerait à celle-ci un puissant élan, indépendamment de la politique des partis le composant. Les comités se développeraient dans tout le pays, renaîtraient là où ils sont en sommeil, déploierait toutes leurs possibilités, ouvrant ainsi la voie à la constitution des organes de l'Etat ouvrier.

D'ailleurs, du strict point de vue des principes de la démocratie dont se réclament, en les bafouant dans les faits, les dirigeants du PCP et le MFA, que signifie la souveraineté de la Constituante ? L'exemple historique de la Convention est là. La révolution française de 1789-1793 n'a pu renverser les vieux rapports politiques légués par l'Ancien Régime et en imposer de nouveaux permettant le développement des forces productives que par la dictature de la Convention qui n'hésita pas à sacrifier, en mai 1793, le parti des Girondins, ces derniers étant partisans du compromis qui laissait en place les bases de l'Ancien Régime. C'est l'énergie révolutionnaire des sans-culotte, des masses laborieuses de l'époque, dans les

villes comme dans les campagnes, qui a porté les coups décisifs qui ont permis d'abattre de fond en comble la vieille machine de l'Etat aristocratique, en utilisant y compris les moyens de la terreur.

Au Portugal, la Constituante souveraine ouvrirait pour les plus larges masses la voie à la destruction complète de l'Etat bourgeois légué par le salazarisme. A savoir : la liquidation définitive (et non partielle comme jusqu'à présent) de la PIDE et de la GNR (cette dernière toujours en place), le bouleversement complet du régime de l'armée et leur remplacement par le pouvoir de la majorité décidant souverainement dans le cadre de la Constituante. Ainsi, sous le drapeau de la lutte la plus résolue pour la démocratie, les masses avanceraient-elles à grands pas vers la constitution de leurs propres organes de pouvoir. Telle est la raison de l'acharnement de tous ceux qui, au Portugal, combattent contre la Constituante souveraine, contre l'axe politique du gouvernement PSP-PCP.

La politique contre-révolutionnaire de la direction du PCP

La profondeur de la révolution qui soulève toutes les masses laborieuses du pays a très rapidement conduit tous les défenseurs de l'Etat bourgeois à faire bloc autour du corps des officiers, c'est-à-dire du MFA, de la hiérarchie militaire. Aux premiers jours de la révolution, les masses ouvrières, à Lisbonne et dans tout le pays acclamaient follement Alvaro Cunhal et le PCP qui se prononçait « pour l'alliance des forces populaires avec le MFA ». C'est au nom de cette politique que les dirigeants

du PCP condamnaient avec véhémence, dès mai 1974, la vague de grèves qu'ils réussissaient à stopper pour un temps, en juin, après avoir fait rentrer les postiers. (4)

Ainsi, dès le début de la révolution, le PCP a-t-il dû s'engager totalement dans une politique de défense de l'Etat bourgeois. En même temps, pour tromper les masses, « l'alliance peuple-MFA » était présentée comme une étape vers le « socialisme ». Ce qu'il s'agissait de faire admettre aux masses, c'est que le MFA, « initiateur du 25 avril 74 » était l'authentique porteur de la révolution, sa véritable représentation et que les masses devaient s'en remettre à la « sagesse » et à la politique du gouvernement de coalition présidé, rappelons-le, par Spinola.

Entre le 28 septembre et le 11 mars la grande bataille menée conjointement par le MFA et les dirigeants du PCP contre le prolétariat l'a été sur la question décisive de l'indépendance et de l'unité syndicale. La révolution a porté en masse les ouvriers

(4) Sur l'explosion révolutionnaire immédiatement consécutive au coup d'Etat du 25 avril (destiné, rappelons-le, à prévenir la révolution), on peut relire *La Vérité* numéros 564 et 565 et surtout la brochure de l'OCI publiée par la SELIO en décembre 1974, *Problèmes de la révolution portugaise*, 142 p., 8 F. Notons qu'*Informations Ouvrières* n° 713 du 23 juillet 1975 écrit : « Le PCP doit alors (en mai-juin 74), intégrant toutes les contradictions de la bourgeoisie, affronter directement les masses laborieuses. Les premiers résultats en seront que, dès juin 1974, les postiers contraints de reprendre le travail après une campagne de calomnies et de violences orchestrées par les dirigeants stalinien de l'Intersyndicale, abandonneront en masse le PCP. Des cadres militants postiers sous la dictature déchireront la carte du « parti » pour adhérer au Parti socialiste », in *Problèmes de la révolution portugaise*, III.

vers les partis politiques, le PCP et le PS et, en plus grand nombre encore vers les syndicats, en même temps que se constituaient les premières commissions de délégués élus dans les plus grandes entreprises comme aux chantiers navals de Lisnave. Les cadres du PCP qui, avec d'autres militants syndicaux avaient pris le contrôle de nombreux syndicats corporatifs à partir de 1969 réussiront, dans les mois qui suivent le 25 avril 1974 à occuper tous les postes clés du mouvement syndical. C'est alors qu'est proposé par le gouvernement provisoire le MFA soutenu par le PCP, au nom du projet de loi sur « l'unicité syndicale » qui rencontre immédiatement l'opposition du parti socialiste. Rappelons pour quelles raisons. L'article 6 stipule :

« L'Etat a le droit de dissoudre toutes les associations syndicales estimées par lui « illégales » et se prononce sur toute révision des statuts. » Et l'article 37 : « Le contrôle de la légalité de l'activité des associations syndicales est de la compétence des tribunaux. »

Ce projet (la loi sera adoptée le 30 avril) vise à interdire toute indépendance des syndicats par rapport à l'Etat. Contre ce projet inique, la résistance des travailleurs s'exprime au travers du Parti socialiste qui dénonce le retour au corporatisme que tente d'imposer la bourgeoisie avec l'appui total, sans réserve, du PCP. (5)

(5) Rappelons que le 14 janvier, contre l'opposition des travailleurs qui utilisent le canal du Parti socialiste pour manifester leur opposition au projet de loi instituant des syndicats corporatistes, le PCP et l'Intersyndicale qu'il contrôle organisent une manifestation de soutien à la loi et au MFA à laquelle, écrit *Rouge*, « nos camarades de la Ligue communiste internationaliste avaient lancé leur propre

Le 11 mars, nous le savons, n'a pu réussir parce que les masses ont paralysé le pays, fraternisant avec les soldats et ôtant toute possibilité aux officiers putschistes. Le 13 mars, le correspondant de *L'Humanité* à Lisbonne félicite la Junte, du sein de laquelle ont opéré les officiers spino-listes : « *Oui, décidément, écrit M. Acquaviva, la junte démocratique a marqué un nouveau point. La réaction n'a pas eu sa revanche.* » Dès le 20 mars, dans une interview au *Times* de Londres, Cunhal déclare que :

« *Le PCP soutenait fermement l'institutionnalisation du MFA, nécessaire à la fois avant et après les élections. Dans la situation présente au Portugal, une alliance entre le peuple et les forces armées est essentielle pour maintenir la liberté et bâtir la démocratie.* »

Dans la même interview, Cunhal se prononce pour le maintien du Portugal au sein de l'OTAN.

Le 21 mars, Cunhal déclare à l'AFP qu'« *ici, il n'y aura pas de démocratie bourgeoise, c'est-à-dire des libertés démocratiques d'un côté et le pouvoir des monopoles de l'autre.* » La référence au « pouvoir des monopoles » qui doivent disparaître est purement formelle. En effet, le PCP participe au gouvernement de coalition avec la bourgeoisie qui n'a aucune intention de supprimer de son plein gré les « monopoles ». Par contre, ne pas respecter les principes de la démocratie politique, dénier tout pouvoir réel à la Consti-

appel à rejoindre ces manifestations ». Sept mois plus tard les pablistes n'hésiteront pas à constituer avec les stali-niens un « Front d'unité populaire » pour le soutien au projet d'Etat corporatiste du MFA !

tuante dans le but de reconstruire l'Etat bourgeois, telle est l'orientation ouvertement défendue jour après jour par l'appareil stalinien.

A la veille des élections où chacun craint la défaite des partis bourgeois, le MFA se fait donner tous les pouvoirs, ce qu'il ne peut faire que par un « renoncement volontaire » des partis ouvriers. La direction du PCP justifie le 7 avril la signature, le 11, du pacte imposé par le MFA, pacte qui stipule « *l'institutionnalisation du MFA et son intervention dans la vie politique portugaise, au moins pour une durée allant de trois à cinq ans.* »

Le Parti socialiste dans son fameux communiqué du 13 janvier s'est opposé à « l'unicité syndicale », négation de l'unité syndicale.

Il a dit « *Non au pluralisme syndical d'inspiration bourgeoise !* » et « *Oui à l'unité bâtie par les travailleurs !* » Néanmoins le PS a signé lui aussi, bien qu'avec des réticences, le pacte imposé par le MFA aux partis contre la révolution qui se prépare à remporter une victoire sur le terrain (pourtant défavorable au prolétariat) des élections. Mais avant d'examiner la place et le rôle joué actuellement par le PS dans la lutte des classes au Portugal, poursuivons l'examen des relations entre l'appareil stalinien et les masses.

Les staliniens frappent de plein fouet le mouvement révolutionnaire des masses

Une des premières déclarations de Mario Soarès, au lendemain des élections est de souligner que les voix additionnées du PS et du PCP donnent la majorité au prolétariat à la

Constituante. Mais le PS, hésitant, maintient sa présence au sein du gouvernement de coalition et ne dénonce pas le pacte imposé le 11 avril par le MFA liant les partis ouvriers à la politique définie par l'armée.

L'*Humanité* du 28 avril, s'empresse d'écrire, sous le titre, « La signification complexe des résultats électoraux » :

« Les porte-parole du MFA tiennent à mettre en exergue cette caractéristique du scrutin fondée sur l'addition des suffrages obtenus respectivement par le Parti socialiste (PS), le Parti communiste portugais (PCP) et le Mouvement démocratique populaire (MDP). Cette addition est-elle artificielle ? Les calculs du MFA prennent-ils appui sur un terrain solide, compte tenu de la répartition et de l'origine des voix recueillies par ces trois partis ?

« Une première interrogation surgit. A quoi est due la performance réalisée par le PS ? Ses deux millions d'électeurs sont-ils tous des adeptes du socialisme ? Répondre par l'affirmative revient à oublier que le PS a bénéficié d'apports extérieurs et étrangers à la « famille socialiste ». S'il est vrai — et le contester serait omettre une dimension de la réalité du pays — que le PS a canalisé les suffrages d'ouvriers, de paysans, d'employés sincèrement attachés à l'idéal du socialisme, il est tout aussi vrai que la tonalité anti-communiste de sa campagne lui a valu le soutien de secteurs de l'opinion hostiles et opposés à la perspective socialiste. Comment expliquer autrement les pourcentages élevés enregistrés dans le nord du pays, dans des circonscriptions où la droite est encore influente ? Un électorat composite, donc hétérogène, animé par des motivations contradictoires. »

L'« idée » qu'il s'agit d'inculquer, c'est que l'électorat du PS est « arriéré », à l'image de ces « paysans du

nord » que les staliniens veulent faire passer pour une « masse réactionnaire ». La direction du PCP est claire, elle entend faire admettre l'image politique suivante radicalement fautive du pays ; d'un côté sont les porteurs de la révolution, le MFA et le PCP, de l'autre, il y a le PS, à l'électorat réactionnaire (dans les assemblées syndicales, les staliniens se déchaînent alors contre les militants du PS, les traitant de « fascistes »). Donc, pas question d'un gouvernement PS-PCP, pas question d'un front unique des deux grands partis ouvriers ! Il faut maintenir à tout prix le MFA et le PPD au pouvoir (5 bis).

Mais les élections radicalisent la situation, en dépit des conclusions tirées par les staliniens. Les dirigeants du PCP décident donc de provoquer directement les travailleurs, de dresser l'obstacle de leur politique contre-révolutionnaire contre le mouvement des masses qui se dirige vers le pouvoir, de passer brutalement à l'offensive.

(5 bis) Lorsque cet article a été écrit, les dirigeants du PC portugais n'avaient pas encore pris position « en principe » contre le PPD comme ils l'ont fait au moment des tractations entreprises par l'amiral Avezedo pour la constitution du sixième gouvernement provisoire. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les staliniens portugais s'en prennent formellement, en paroles, au PPD qui, effectivement, est un parti de la bourgeoisie portugaise qui lutte pour la restauration de l'ordre corporatiste et n'hésiterait pas, si les moyens lui en étaient donnés, à appuyer un coup réactionnaire. Au lendemain du coup d'Etat spinoïste du 11 mars, Cunhal répondait aux travailleurs qui criaient « *Une seule solution, fusillez la réaction ! A bas le PPD !* » par ces mots : « *Camarades, j'entends scander : "Fusillez les responsables." Ici il apparaît que nous ne sommes pas d'accord.* » Et L'*Humanité* du

Dès le 1^{er} mai, c'est le parti socialiste qui est visé. L'Intersyndicale interdit à Mario Soares de prendre la parole au meeting de Lisbonne. Cette provocation va être exploitée à fond. Le 2 mai commence le coup de force contre le quotidien socialiste *Republica*. Le prétexte est simple : la « commission ouvrière » contrôlée par le PCP et certains gauchistes refuse de laisser publier les comptes rendus du meeting du 1^{er} mai qui mettent en cause la responsabilité des dirigeants de l'Intersyndicale. Puis, le 19 mai, toute possibilité d'expression quotidienne est interdite au PS. Le PCP fait publier une édition « pirate » du journal socialiste, séquestre son directeur, fait intervenir l'armée dans ses locaux.

La raison de cette politique est clairement indiquée dans *L'Humanité* du 9 mai qui s'indigne que :

« Le pacte (du 11 avril) soit remis en question. Le journal socialiste « *Republica* » affirme que cette plate-forme « ne règle pas tous les problèmes » ; il assure que le moment est venu de « capitaliser » le résultat des élections en recherchant de nouveaux équi-

18 mars, mettant les points sur les « i », écrivait : « Les communistes ne demandent pas l'éviction du PPD de cette coalition (gouvernementale). Ils demandent au PPD de se prononcer clairement, de cesser d'être le cheval de Troie de la réaction à l'intérieur du gouvernement. » Aujourd'hui, en dépit de leurs « réserves » à l'égard du PPD, les stalinien(ne)s n'hésitent pas à siéger dans un gouvernement d'unité nationale avec ce même PPD. C'est ce qu'ils appellent « savoir faire des compromis ». Tout militant conscient comprend que de tels « compromis » sont dictés par la même politique contre-révolutionnaire. Ainsi les stalinien(ne)s, en dépit de tout, n'ont en rien renoncé à mener la même politique d'alliance avec les partis bourgeois, y compris les plus discrédités.

libres économiques, politiques, sociaux. »

Le séquestre contre *Republica* mis en pratique, le MFA met en garde, le 21 mai, le Parti socialiste. Pour les officiers supérieurs,

« le PC est réellement engagé dans la mobilisation populaire pour la production » ; quant au « PS, il dissimule mal sa méfiance à l'égard de l'accélération imprimée au processus révolutionnaire » car... « il ne s'engage pas réellement dans la mobilisation pour l'augmentation de la production. »

En clair, il faut frapper le PS, d'abord en le muselant, en déchaînant la calomnie contre lui pour la raison essentielle que le prolétariat se regroupe derrière lui pour faire entendre sa voix et tenter d'imposer sa volonté. Déjà l'appareil stalinien exerce un quasi-monopole de fait dans l'information. La majorité des rédacteurs des grands quotidiens : *Diario de Noticias*, *O Seculo*, *Diario de Lisboa*, etc., défendent sa politique qui colle à celle du MFA. Même chose à la radio et à la télévision. Dans ce contexte le séquestre contre *Republica* est ressenti comme un camouflet par les masses et les militants ouvriers, une attaque contre une des libertés les plus importantes : la liberté de la presse. Le PCP a fait la preuve de son ardeur à « mobiliser » pour... la production ; en condamnant les grèves, en les brisant lorsqu'il l'a pu, en dissolvant (comme à la TAP par exemple) les commissions de délégués élus de travailleurs, en prenant le contrôle des syndicats ou en se cramponnant par tous les moyens à leur direction (calomnies, violences contre les militants sont la règle, particulièrement contre ceux du PS dans les assemblées syn-

dicales) (6). Depuis le 25 avril 1974, pour empêcher les masses de s'emparer des municipalités abandonnées par les fascistes, les staliniens et leurs satellites du MDP se sont installés, avec l'aide de l'armée et pour préserver le cadre de l'Etat bourgeois, dans de très nombreuses mairies. Dans les campagnes, les staliniens s'opposent ouvertement aux organisations indépendantes des petits-paysans et défendent les gros possédants, les « notables » en place sous Salazar-Caetano. Ils se prononcent catégoriquement contre les élec-

tions municipales alors que les masses aspirent à gouverner par elles-mêmes. Contre la paysannerie laborieuse, les staliniens sont passés à l'offensive après les élections, tout comme ils se déchaînent contre la classe ouvrière, contre les militants ouvriers dans les syndicats, contre le Parti socialiste où s'exprime la volonté propre des travailleurs.

La masse des travailleurs contre l'appareil stalinien

Ce n'est pas la première fois que l'appareil stalinien joue le rôle de

(6) La presse internationale qui comprend si bien quel immense service la politique des staliniens rend à la bourgeoisie portugaise à la dérive, s'est bien gardé de relater ce qui se passe dans les Assemblées syndicales. Ainsi le 28 mai 1975, les dirigeants PCP des syndicats professionnels des Assurances de Porto présentent un projet de loi portant sur la gestion des assurances dans les trois secteurs, nationalisé, mixte et compagnies à capital étranger. Le projet aboutit à transformer le syndicat en courroie de transmission de l'Etat. A Lisbonne, les staliniens veulent faire adopter le projet en 24 heures au cours d'une réunion où ne seraient convoqués que les délégués (sur 3 000 travailleurs des assurances dans la capitale). Par motions et pétitions, les travailleurs condamnent les procédés des dirigeants PCP du syndicat. Il impose la prise en considération d'un contre-projet élaboré par les militants socialistes qui propose que les organes de gestion soient élus par les travailleurs et confiés à une commission de travailleurs élus, sans aucune intervention des syndicats ni de l'Etat, pour éviter l'intégration des syndicats et garantir leur indépendance. Entre le 9 et le 16 juin, dans les bureaux, les travailleurs des assurances approuvent le projet du PS. Alors que les staliniens convoquent l'AG dans une salle de 250 personnes, la masse des employés fait échouer l'opération : 3 000 travailleurs imposent leur Assemblée, contre les dirigeants PCP. Ceux-ci insultent les travailleurs, en criant : « A bas la réaction » ; les employés répondent aux cris de : « A bas

la direction ». Bien que le vote sur trois projets (du ministère, du PS et des gauchistes) ait lieu à 4 heures du matin, le projet socialiste recueille plus de 1 000 voix contre 500 à peine à celui du ministère soutenu par les staliniens. Le lendemain, dans *Avante*, un dirigeant du PCP dénonce le vote des travailleurs des assurances, déclarant : « On ne permet pas aux contre-révolutionnaires de se croire vainqueurs. » La LCI dénonce le vote dans un manifeste et accuse la majorité qui a approuvé le projet socialiste d'être des « contre-révolutionnaires ». C'était le 17 juin 1975. Le 24 juin, la LCI et le PCP convoquent une réunion destinée à « écraser les socialistes ». Les travailleurs sont injuriés, traités de fascistes. Tout est organisé pour empêcher les travailleurs socialistes de prendre la parole, des agressions ont lieu, il est fait appel à la police militaire du COPCON. 700 employés seront présents à la fin de l'Assemblée générale, sur 1 300 au début. La présidence imposée fait voter contre le projet socialiste et, sans même compter, déclare celui-ci rejeté. Une motion est présentée, accusant le projet du PS d'être autogestionnaire. Motion approuvée ainsi que le décret à peine modifié du ministère. La présidence « progressiste » demande alors que la direction (qui avait démissionné huit jours avant) revienne sur sa décision. Ce qui est fait. Un texte est alors présenté demandant « des excuses à la classe ouvrière pour notre attitude antérieure ». Tel est le régime auquel les staliniens soumettent les assemblées ouvrières. (Source écrite privée.)

fer de lance de la contre-révolution bourgeoise lorsque les masses mobilisées mettent en danger la domination de classe de la bourgeoisie dans la révolution prolétarienne. En Espagne, en 1936-1939, surtout à partir de l'insurrection ouvrière de mai 1937, c'est l'appareil stalinien qui s'est fait l'instrument décisif de la reconstruction de l'appareil d'État détruit par la révolution. Après avoir épuisé la combativité des masses livrées et enchaînées dans le cadre du Front populaire par les staliens à la bourgeoisie républicaine, celle-ci a capitulé sous les coups de la contre-révolution fasciste. La victoire de Franco n'a été possible que par le désarmement politique et la répression la plus brutale contre la classe ouvrière, par l'assassinat de milliers de militants ouvriers du POUM, de la CNT, etc., par la mort d'André Nin, la destruction des organisations ouvrières en opposition aux staliens. La victoire de Franco préparée par toute la politique de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution espagnole aboutit du même coup à la destruction du PC espagnol. En Allemagne, c'est aussi la politique imposée par la bureaucratie stalinienne au plus puissant parti communiste d'Europe, après le PC russe, qui aboutit à la catastrophe de 1933, à l'avènement du nazisme. Le fond de cette politique de division imposée par Staline au PC allemand ce fut la caractérisation de la social-démocratie d'« aile gauche » du fascisme, de « social-fascisme. » En 1973, au Chili, toute la politique de défense de l'État bourgeois, l'armée restée intacte, a permis la victoire du coup d'État de Pinochet lorsque la bourgeoisie eut la possibilité de passer à la contre-offensive contre le prolétariat impuissant par la poli-

tique de Front populaire de subordination de son mouvement à la bourgeoisie, à ses partis prétendument « démocratiques ».

Le PC portugais est un parti stalinien, étroitement dépendant de la bureaucratie du Kremlin. Comme tous les partis staliens, sa politique est entièrement déterminée par les intérêts de la caste parasitaire qui a usurpé le pouvoir en URSS et qui craint par dessus tout que la révolution prolétarienne, dans quelque pays que ce soit, ne remette en question l'ordre mondial entre les classes et n'aboutisse à libérer les forces comprimées du prolétariat soviétique qui reprendra le pouvoir politique sur les ruines de la bureaucratie. C'est cela que les organisations gauchistes, pablistes également comme la LCI, en France et au Portugal, « oublient » constamment. Pour eux, la politique du PC est « sectaire », pleine « d'erreurs », de « déformations opportunistes ». Les gauchistes et les pablistes reconnaissent une qualité « communiste » aux partis staliens qui usurpent le nom du communisme pour combattre la révolution en toutes circonstances. Le PC portugais qui a approuvé ouvertement, en 1968, l'intervention militaire de la bureaucratie contre la révolution politique en Tchécoslovaquie, est très étroitement subordonné à Moscou. Pour les besoins de la défense de l'ordre bourgeois au Portugal, il n'hésite pas, alors que la bourgeoisie dispose de moins en moins des moyens d'agir par elle-même, à affronter directement le mouvement de la révolution, à frapper les travailleurs des villes et des campagnes, à tenter d'imposer la reconstruction de l'État bourgeois, ce qui exige le recul de la révolution.

Certes, à terme, si l'appareil parvenait à ses fins au Portugal, c'est-à-dire à créer une situation permettant de restaurer l'État bourgeois contre la révolution étranglée, il est assez probable que le PCP lui-même, en tant que parti ouvrier, comme les autres organisations ouvrières, serait détruit par la contre-révolution. Tel est le prix que la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin n'hésiterait pas à faire payer, une fois de plus, au prolétariat mondial et aux militants du PC portugais.

La place du Parti socialiste portugais dans la lutte des classes

Au Portugal comme à l'échelle internationale, toutes les forces qui sont dans le camp du MFA, de la bourgeoisie, veulent faire croire que le Parti socialiste est, par nature, parce que parti social-démocrate, à droite du Parti communiste puisque respectueux, en tant que parti réformiste, de l'État bourgeois parlementaire. Cette géographie politique est tout à fait intéressée dans la situation actuelle du Portugal et prétendre que le PS est à droite du PCP est entièrement contraire à la vérité. Certes, le parti socialiste n'est pas un parti révolutionnaire : c'est un parti ouvrier qui reste dans le cadre de la société et de l'État bourgeois, qui est, plus précisément, un parti ouvrier parlementaire. Les PC ont également renoncé depuis longtemps à toute action révolutionnaire contre la société et l'État bourgeois. La différence entre ces partis est néanmoins fondamentale : les PC n'ont pas de politique précise, pas de programme, mais une fonction, celle de défendre en toutes occasions,

les intérêts de la bureaucratie du Kremlin en tant que rouages de l'appareil international du Kremlin. La bureaucratie stalinienne a maintes fois sacrifié des PC sur l'autel de la coexistence pacifique et de la contre-révolution, lorsque cela est nécessaire au maintien de l'équilibre mondiale entre les classes qui lui est indispensable.

Au Portugal, ce n'est pas le PS qui livre un combat acharné contre les masses au compte de la restauration du pouvoir de la bourgeoisie sous la forme d'un régime corporatiste, c'est le parti stalinien, le PCP. Mais la révolution se défend contre l'offensive des staliens. Aujourd'hui, après seize mois, la grande masse des travailleurs s'oppose à l'appareil contre-révolutionnaire du parti que les petits paysans du nord du Portugal (qui affirment ne pas condamner le Parti communiste comme tel) rejettent comme le « parti de Monsieur Cunhal ». Les masses ont ainsi démasqué dans une large mesure le caractère contre-révolutionnaire, stalinien, de l'appareil dirigeant du PCP. Comment peuvent-elles dès lors combattre pour avancer politiquement ? En tentant d'utiliser, avec de nouvelles illusions certes, de façon tâtonnante bien sûr, mais néanmoins avec un sûr instinct de classe sur les questions fondamentales, le cadre que leur offre le Parti socialiste.

Contre le Parti communiste, parti stalinien, le Parti socialiste se prononce nettement contre le retour au corporatisme, contre les syndicats inféodés à l'État bourgeois, pour le respect des libertés démocratiques. Il demande qu'il soit tenu compte des résultats des élections à la Constituante. Sa politique ne met pas en cause l'indépendance d'organisation

du prolétariat et des masses laborieuses. Cette politique du PSP n'est pas due au hasard. Trotsky expliquait ainsi en 1931, à propos de l'Allemagne, quels sont les rapports fondamentaux entre un parti social-démocrate, le prolétariat et la société bourgeoise :

Entre la démocratie et le fascisme, il y a une contradiction. Cette contradiction n'est nullement « absolue » ou, pour parler en marxiste, elle ne signifie nullement l'opposition de deux classes irréductibles. Mais elle signifie des systèmes différents de domination d'une seule et même classe. Ces deux systèmes : le système parlementaire démocratique et le système fasciste, s'appuient sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées, et ils se heurtent inévitablement et d'une façon aiguë l'un contre l'autre.

« La social-démocratie qui, aujourd'hui, est le représentant principal du régime parlementaire bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme, lui, s'appuie sur la petite-bourgeoisie. La social-démocratie ne peut pas avoir d'influence sans les organisations ouvrières de masse. Le fascisme, lui, ne peut pas consolider son pouvoir autrement qu'en détruisant les organisations ouvrières. L'arène principale de la social-démocratie est le Parlement. Le système du fascisme est basé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoléuse, le régime parlementaire et le régime fasciste ne représentent que différents instruments de sa domination : elle recourt à l'un ou à l'autre suivant les conditions historiques. Mais pour la social-démocratie de même que pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une importance propre ; bien plus, c'est pour eux une question de vie ou de mort politique » (7).

(7) Léon Trotsky, *Écrits sur l'Allemagne*, « *Et maintenant* », tome III des *Écrits*, pp. 122-123.

La social-démocratie est donc essentiellement un parti ouvrier parlementaire. Sans doute ses liens avec la bourgeoisie l'amène à faire de graves entorses aux principes du parlementarisme, eux-mêmes élastiques. Les exemples abondent : en 1958, Guy Mollet, en France, a été le fourier de la venue au pouvoir de de Gaulle qui instaurait un régime à caractère bonapartiste vidant le parlementarisme de son contenu. Au Portugal, aujourd'hui, le PS est très discret quant à la pleine souveraineté de la Constituante. Mais la social-démocratie ne peut exister que sur la base de l'indépendance d'organisation du prolétariat, de ses organisations syndicales et politiques (8). C'est ainsi que la politique de Guy Mollet a porté un coup mor-

(8) Citons encore un extrait de « *Et Maintenant ?* » qui éclaire de façon très nette cette question : « *Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail de la II^e Internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif.*

« *Le fascisme a comme fonction essentielle et unique la destruction jusqu'à leur fondement de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne. Ce fait a-t-il pour le prolétariat « une importance de classe » ou non ? Que nos grands théoriciens y réfléchissent un peu (...). La lutte des classes se déroule sur le ter-*

tel à la SFIO, et que lui-même dut rompre et combattre de Gaulle lorsque celui-ci accentua le caractère bonapartiste de la V^e République en faisant approuver par un plébiscite l'élection plébiscitaire du président de la République en 1962. Là est la base de l'attachement à la démocratie parlementaire bourgeoise qui conditionne son existence de parti implanté dans et s'appuyant sur les masses. Mais la démocratie parlementaire implique le maintien de libertés démocratiques élémentaires et cependant fondamentales nécessaires aux prolétariats pour s'organiser et combattre comme classe.

Les rapports et les liens des partis stalinien avec la société bourgeoise ne sont pas identiques. Certes, ils nouent des rapports directs avec la bourgeoisie, utilisant les formes parlementaires et la suppression des libertés démocratiques, de l'indépendance d'organisation du prolétariat met en cause leur existence. Mais ce qui définit ces partis comme stalinien, c'est leur rapport de dépendance, la subordination à la bureaucratie du Kremlin. Par la sélection de leur appareil, ce sont des rouages de l'appareil international du Kremlin. Leur rapport avec le parlementarisme ne sont donc pas identiques à ceux que noue la social-démocratie. Selon les circonstances et les exigences du Kremlin, ils affirment leur attachement à la démocratie parlementaire (Italie, France) ou, au contraire, dénoncent le parlementa-

rain de l'histoire et non dans la stratosphère de la sociologie. Le point de départ de la lutte contre le fascisme, ce n'est pas l'abstraction de l'Etat démocratique, mais les organisations vivantes du prolétariat lui-même dans lesquelles est concentrée toute son expérience et qui préparent son avenir. » (pp. 126-127).

risme (Portugal). Actuellement au Portugal, le respect des règles du parlementarisme signifierait la souveraineté de la Constituante, mais où la majorité appartient au PS et au PCP et, en conséquence, pose le problème d'un gouvernement de ces seuls partis.

Les stalinien, dans une telle situation, refusent la « démocratie bourgeoise » au compte d'une politique de soutien au MFA qui dénie tout pouvoir souverain à la Constituante avec l'objectif avoué de réinstaurer un ordre corporatiste.

Depuis les élections du 25 avril, la ligne politique fondamentale de la direction du PCP a consisté à tenter de frapper le prolétariat pour le démoraliser et faire refluer la révolution. Pour arriver à ses fins l'appareil stalinien n'a pas hésité à tout faire pour que l'élection à la Constituante soit annulée par la venue au pouvoir d'un gouvernement militaire.

Le PCP : pour un gouvernement militaire, pour le retour au corporatisme

Après avoir réussi à faire mettre les scellés sur les locaux du quotidien du PS, *Republica*, la direction du PCP, dès le mois de mai 1975, avance des propositions. Le 11 mai, à la télévision Cunhal déclare :

« Le PCP préconise des solutions adaptées aux conditions, aux possibilités du pays. Ni démocratie bourgeoise, ni démocratie populaire mais une démocratie conforme aux particularités portugaises greffées sur une situation originale. »

Le congrès du PCP, fin 1974 avait, on s'en souvient, renoncé formelle-

ment à la dictature du prolétariat. En fait, le PCP a non seulement renoncé « à la dictature du prolétariat » mais combat contre la marche à la dictature du prolétariat comme le font tous les PC depuis que l'Internationale communiste est morte en tant qu'Internationale révolutionnaire et qu'elle est devenue un instrument entre les mains du Kremlin, son appareil international, c'est-à-dire depuis 1933. Cette solennelle renonciation intervenant alors que se développe la révolution portugaise avait valeur de proclamation politique : défense à tout prix et par tous les moyens de la société et de l'Etat bourgeois. Les régimes dits de « démocratie populaire » sont ceux nés à la fin et au lendemain de la guerre dans les pays que l'armée de l'URSS occupait. Les Etats bourgeois de ces pays effondrés, les classes exploiteuses disloquées, le Kremlin exerçait le pouvoir politique effectif au moyen de son armée, du NKVD et des PC de ces pays, eux-mêmes rouages de son appareil international : finalement, il finissait d'exproprier la bourgeoisie. Il ne saurait être question de « démocratie populaire » au Portugal. Mais, selon Cunhal, il ne peut pas être question au Portugal, de démocratie parlementaire.

Le 11 mai, Cunhal laissait déjà entendre que les « particularités » du pays, c'est-à-dire la forme de gouvernement qui correspond aux nécessités du maintien du capitalisme imposaient la mise en place d'une dictature militaire, contre les masses, contre leurs organisations, comités, syndicats, partis. C'est ce qu'il a nettement précisé le 29 mai dans une interview au *Monde* :

« Un gouvernement militaire n'est pas actuellement à l'horizon. (*Prudence.*) Mais, de toute façon, j'affirme qu'un tel gouvernement ne

serait pas incompatible avec l'exercice des libertés au Portugal. C'est en effet le MFA qui a instauré les libertés dans ce pays ; et il les a défendues jusqu'à présent. C'est une calomnie de vouloir assimiler l'extension éventuelle du rôle du MFA (*c'est-à-dire la mise en place d'un gouvernement militaire, NDLR*) dans le processus que vit le pays à une dictature militaire. Avec ou sans socialistes, avec ou sans gouvernement militaire, les forces qui essaient de freiner la marche vers le socialisme échoueront. »

L'ennemi, c'est le PS, dit Cunhal. Or, derrière le PS se regroupe la classe ouvrière. Cunhal le sait. Il poursuit :

« Nous avons dit : si des partis de la coalition de gouvernement rompent le pacte qu'ils ont signé avec le MFA en quittant le gouvernement, alors l'Assemblée constituante qui a été élue sur la base de ce pacte n'a plus de raison d'être. S'il y a un gouvernement de coalition, il y aura une Assemblée constituante, mais sans coalition, il n'y aura pas d'Assemblée constituante. Voilà notre opinion. »

Que signifie ce langage sinon un appel au MFA à la dissolution de la Constituante ? En juin, le PCP continue à faire une série de propositions que le MFA reprend sur le fond et qu'il rendra publiques le 9 juillet, dans le fameux « document-guide » qui a pour objectif de substituer à la Constituante une « Assemblée populaire nationale » appuyée sur tout un réseau d'assemblées locales, municipales, de districts et régionales). Le document définit ainsi « les principes d'orientation de l'organisation populaire » qui devraient être à la base du futur Etat portugais :

« Tous les niveaux de l'organisation populaire doivent et peuvent

être unitaires. Ce concept de l'unité se définit de la façon suivante : indépendance par rapport aux partis » (9).

Pour reprendre un terme fréquemment utilisé dans le langage politique au Portugal, les organes du futur Etat devront être « apartidaires ». Les partis, en particulier les partis ouvriers, ne doivent avoir aucune place dans un Etat qui se veut « de base populaire ». Par contre, dans toutes ces assemblées, avec les délégués de l'armée, à tous les niveaux, seront présents les délégués des organisations syndicales que déjà la loi instituant « l'unicité syndicale » tente de subordonner et d'intégrer à l'Etat (chapitre « de la constitution », point d). Qu'est-ce qu'un tel Etat, sinon un Etat bourgeois de type corporatiste ? Une « assemblée nationale apartidaire » signifierait à terme la destruction des organisations des masses. Sa mise en place ne pourrait s'accomplir que sur la base de la pulvérisation de la classe ouvrière en individus isolés. Si les staliniens et leurs soutiens gauchistes parvenaient à l'imposer contre le prolétariat organisé, cela aboutirait à la dissolution de fait des organisations ouvrières, l'Assemblée populaire nationale consacrant leur dissolution de jure. Ainsi, l'Etat « nouveau » préconisé par le MFA avec l'appui total des staliniens (du moins jusqu'au tournant du PCP opéré à la mi-août) a de forts relents de salarisme.

Est-ce un hasard si *L'Humanité* du 10 juillet se félicite de la « précision

(9) Le « guide » du MFA a été publié *in extenso* dans *Tribune Socialiste*, hebdomadaire du PSU n° 666 du 19 juillet 1975, auquel nous empruntons les citations ci-dessus.

des structures, formes et modalités de l'alliance peuple MFA » ainsi définie ? Derrière les staliniens, les gauchistes, et tout particulièrement la LCI pabliste apportait, au nom de la « révolution », du « trotskysme » son appui politique au « document-guide » du MFA (10).

Le Parti socialiste condamne le projet corporatiste

Seul en tant qu'organisation ouvrière de masse, le PS condamnait formellement le projet corporatiste

(10) Contentons-nous de citer une « libre opinion » publiée par A. Krivine dans *Le Monde* du 2 août : « C'est contre le projet, certes confus, du MFA, visant à légaliser les structures d'auto-organisation que se sont données les travailleurs et les soldats, que le PSP est parti en guerre, permettant ainsi à toute la réaction de trouver un pôle de convergence. » C'est la politique des pablistes, qu'il faut bien appeler contre-révolutionnaire car elle est exactement la même, sur le fond, que celle des staliniens (soutien au projet d'Etat corporatiste du MFA par l'utilisation des actuelles commissions de travailleurs opposées aux partis et leur subordination à l'armée, attaques frontales contre le PS). On comprend dès lors la logique politique qui a conduit les pablistes de la LCI portugaise à entrer dans un « front d'unité populaire » avec les staliniens et d'autres gauchistes sur la base du « guide » corporatiste du MFA. Ernest Mandel, éminent représentant du « SU » pabliste, écrit cependant dans *Rouge* n° 311 du 31 août : « Se réclamant du document-guide de l'alliance peuple-MFA, l'accord (de la LCI et du PCP) situe les Commissions de travailleurs, les Commissions de moradores et les assemblées populaires dans un projet d'intégration s'opposant à l'autonomie réelle du mouvement de masse par rapport aux institutions de l'Etat bourgeois. » Ainsi Mandel dément-il A. Krivine, autre membre éminent du « Secrétariat Unifié » destructeur de la IV^e Internationale.

du MFA appuyé par les staliniens et les groupes gauchistes et centristes. Il importe de citer ici les points essentiels de l'important communiqué publié par le Parti socialiste qui décidait, le 11 juillet, sous la pression du prolétariat et des militants les plus à gauche de quitter le gouvernement de coalition.

Le communiqué du PS dénonce d'emblée :

« Quoique protestant qu'il n'est de son intention de « militariser le peuple », le document propose dans la pratique une militarisation de la vie politique. Que signifie la « participation physique du MFA dans les Assemblées municipales et de district, régionales et nationale lorsque l'on sait que les organes (*militaires définis dans le document NDLR*) sont ou résultent des assemblées d'unités des Forces Armées (...) ?

« Il est extrêmement grave que le document propose l'institutionnalisation des commissions de locataires constituées dans leur forme actuelle et prétende perpétuer des élections à main levée. Également inquiétante se révèle la préoccupation de mettre sous tutelle militaire, non seulement ces commissions de locataires mais aussi les commissions de travailleurs (...)

« Il devient, d'autre part, difficile de cacher la contradiction entre la reconnaissance de l'intervention politique des partis et la thèse selon laquelle l'objectif fondamental et ultime est celui de « la construction socialiste (...) seulement possible dans l'unité », alors que cette unité est définie comme « l'indépendance partidaira » des dites assemblée. » (11)

(11) Certes, il convient de souligner que le PS portugais ne va jusqu'au bout de la critique du document du MFA, qu'il « réaffirme (sa) confiance dans le Conseil de la révolution » dont la majorité a été à l'initiative du « document-guidé », et qu'il écrit aussi : « Les solu-

En quittant le gouvernement, le 11 juillet, le PS se prononçait contre « la militarisation de la vie politique » qu'impliquerait l'application des décisions du MFA. Il refusait également toute participation gouvernementale tant qu'il se verrait privé de son quotidien, *Republica* et tant qu'il ne serait pas tenu compte des résultats des élections à la Constituante et qu'elle ne disposerait pas d'un minimum de pouvoir. Sur ce terrain, et indépendamment de ses hésitations (ainsi le PS ne remet pas en cause le « pacte » passé le 11 avril avec le MFA), le Parti socialiste répond aux intérêts de la classe ouvrière. Il faut aller plus loin ; dans cette résistance du PS, les masses trouvent un moyen

tions proposées ne correspondent pas à ce qu'elles ont apparemment de populaire. Cette réduction du pays à un organigramme hybride sert en définitive seulement de couverture à l'instauration d'une dictature. Par définition et par la force des choses, celle-ci ne sera jamais une dictature du MFA. Mais on comprend qu'elle pourrait être imposée par des secteurs minoritaires militaires. Cette dictature ressemblerait beaucoup à celle qui est sortie de la révolution russe de 1917 qui est aussi partie du pouvoir des soviets, a abouti à la destruction des soviets et a dissous l'Assemblée constituante. » Répétons-le : la direction du PS portugais qui s'oppose au projet corporatiste du MFA au nom de l'indépendance d'organisation des partis et organisations ouvrières (syndicats, commissions de travailleurs) n'est pas pour autant un parti marxiste, ni un parti révolutionnaire. Mais l'identification qu'il fait entre stalinisme et bolchevisme est très classique d'un parti réformiste. Et précisément parce que nous ne confondons pas communisme et stalinisme, nous ne pouvons ignorer que le projet stalinien est un projet corporatiste et qu'au moment actuel de la révolution portugaise, il s'agit de défendre les libertés démocratiques, l'indépendance des organisations du prolétariat contre ce projet, contre la tentative d'instaurer une dictature militaire.

pour agir et exprimer leur volonté. C'est ce qu'elles ont démontré avec éclat lors des grandes manifestations engagées et organisées par elles, auxquelles le PS a appelé le 18 juillet à Porto et les 15 et 19 juillet à Lisbonne.

L'opposition des masses aboutit à un début de désagrégation du MFA

Dans ces immenses manifestations (plus de 30 000 travailleurs à Lisbonne le mardi 15 juillet, 100 000 le 19), les masses ont dit ce qu'elles voulaient. La masse des militants scandait un mot d'ordre qui reviendra tout au long de la manifestation : « *Le peuple n'est pas avec le MFA* ». Lorsque les orateurs citent les textes où le MFA affirme lutter pour la révolution socialiste, les masses répondent : « *C'est un mensonge* », « *le peuple a été trompé* », « *Soarès premier ministre* ». Lorsque le représentant de Lisnave pose la question : « *De quel gouvernement avons-nous besoin* », la masse des manifestants répond, unanime : « *Socialiste, socialiste. Il faut respecter la volonté populaire* ». Le 29 juillet, le mot d'ordre central de l'immense rassemblement ouvrier a été dirigé contre le MFA en la personne du chef du gouvernement : « *A bas Gonçalves* », « *le peuple n'est plus avec le MFA* ».

Le retrait du PS de la coalition gouvernementale laissait le gouvernement Gonçalves suspendu en l'air. Face à la puissance du prolétariat qui concentrait ses forces au moyen du PS le MFA allait commencer à se disloquer. Certes, ce mouvement n'a fait que commencer et les diverses tendances du MFA qui polémiquent entre elles au grand jour

sont toutes d'accord sur l'essentiel : reconstruire l'État bourgeois, rétablir la discipline dans l'armée, dans la production, dans le pays, contre la révolution. Pendant plus d'un mois, le MFA et le PCP allaient tenter de résister à la pression des masses. Ils décidaient d'appuyer à fond le gouvernement Gonçalves. Mais précisément l'acharnement des staliniens à défendre ce gouvernement rejeté par les masses dans tout le pays allait les conduire à affronter brutalement la colère des masses, et particulièrement celle des petits paysans du nord et du centre du pays.

Déjà le 15 juillet à Lisbonne, 30 000 ouvriers rassemblés derrière le PS avaient crié : « *Parti socialiste, parti marxiste. Intersyndicale, jouet de Cunhal. Droit de tendance, oui. Répression, non !* »

Il se passe dans la révolution portugaise ce qui ne s'était pas produit sur un plan de masse dans la révolution espagnole : les masses ouvrières qui se heurtent à la politique contre-révolutionnaire offensive des staliniens se regroupent contre lui au sein et autour du Parti socialiste. Dans les syndicats, les militants socialistes qui défendent les principes de l'indépendance et de la démocratie syndicales sont suivis par d'énormes majorités de travailleurs. Dans les banques, à Porto mais aussi dans d'autres secteurs comme, tout récemment, l'industrie pharmaceutique, les dirigeants staliniens qui s'étaient installés à la tête des syndicats après le 25 avril 1974 ont été démis par la majorité. Dans beaucoup de syndicats, les staliniens se maintiennent au prix de provocations répétées contre les assemblées et les travailleurs. Mais ces derniers montrent, partout, qu'ils sont décidés à se dé-

fendre. C'est cela qui explique pourquoi, alors qu'il était, au lendemain du 25 avril, le parti majoritaire dans la classe ouvrière, le PCP est réduit après plus d'un an de politique anti-ouvrière, à la place d'un parti très minoritaire. Nombreux sont les militants qui sont venus à lui dans l'enthousiasme du 25 avril, et qui tirent le bilan, à passer au PS.

Après le retrait du PS du gouvernement Gonçalvès, au mouvement de la classe ouvrière contre les staliens s'est joint, de façon encore plus spectaculaire, celui des petits paysans du nord et du centre (et même dans le sud, fief des staliens) qui ont mis à sac toute une série de permanences du PCP et de son satellite, le MDP.

Les dirigeants du PCP opèrent alors un premier tournant. Ils ne réclament plus un gouvernement militaire, alors que la dislocation politique commence à atteindre le MFA lui-même. Mais ils n'en continuent pas moins à frapper les masses, à attaquer le PS accusé de livrer le pays au fascisme, à se maintenir, contre les masses paysannes, à la tête des municipalités. La presse de Lisbonne dont le PCP contrôle, avec le MFA, la majorité des titres, se déchaîne contre les petits paysans, calomniés, accusés, de « fascistes » tout comme le sont les syndiqués qui suivent le PS dans les assemblées ouvrières. Telle est la véritable raison du saccage des permanences du PCP dans toute une série de petites villes et villages. Dans une telle situation l'appel anticommuniste de l'archevêque de Braga, suivi par le saccage de la permanence du PCP dans cette ville s'imbrique curieusement à la politique des dirigeants du PCP. Des deux côtés, on s'efforce de créer une atmosphère de

« guerre civile », une situation trouble. Mais les masses ne collent pas. Ce qu'il s'agit de faire, contre les petits paysans, contre les masses, c'est d'envoyer le MFA rétablir l'ordre. « L'homélie » au contenu sinistre du prélat portugais signifie la même chose. Elle annonce également que les forces sont toujours là qui attendent le moment de passer à la contre-offensive le jour où la révolution risquerait de refluer, faute de perspectives et après avoir été frappée d'impuissance de l'intérieur par ceux qui la combattent. Mais dans la situation actuelle de montée de la révolution, ce n'est pas le danger fasciste qui menace au Portugal. L'archevêque de Braga a rendu un très bon service à l'appareil stalinien portugais et international qui monte en épingle cette « attaque du fascisme » pour poursuivre sa politique de division et continuer à frapper le mouvement des masses pour tenter d'éparpiller les forces du prolétariat et de la paysannerie pauvre, même si cette politique doit aboutir à terme à la destruction du PCP lui-même sous les coups de la réaction.

Premier bilan

L'entreprise pour laquelle les staliens ont dû affronter la colère des masses, la mise en place d'un gouvernement militaire afin de reconstruire un Etat de type corporatiste, cette entreprise a échoué. A la fin du mois d'août, les dirigeants du PCP ont accompli un nouveau tournant. Ils appellent les dirigeants des différentes fractions du MFA à se réunir avec les dirigeants des partis, dont le PS, pour « dénouer la crise ». Ils ont, dans la même foulée, lâché le gouvernement Gonçalvès qui ne pouvait d'ailleurs rien régler. Tout

indique que la perspective la plus probable verra, dans un avenir relativement proche, la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, un gouvernement de coalition du MFA des partis bourgeois et des partis ouvriers, du PCP et du plus important d'entre eux, le PS.

Il est clair que pour le prolétariat, un tel gouvernement ne pourra rien résoudre, même si l'acuité de la crise politique est amoindrie pour un temps et si un semblant de stabilisation politique doit s'opérer. Pour le prolétariat et les masses laborieuses en général, les revendications ne peuvent être pleinement satisfaites que si est réglée la question du pouvoir que si la révolution portugaise non seulement impulse la lutte des classes en Europe mais se noue avec la révolution en Espagne, en France, en Italie. Pour exproprier le capital totalement et pleinement, le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique. La solution des problèmes économiques du Portugal ne va pas sans que les mêmes problèmes trouvent leur solution en Europe. Néanmoins, actuellement, au Portugal, on ne peut mettre un signe égal entre un gouvernement dit « d'unité nationale » et un gouvernement militaire.

Il faut savoir distinguer. Le premier type de gouvernement serait un gouvernement de coalition des partis ouvriers, des partis bourgeois et du MFA plus ou moins replâtré. Mais un tel gouvernement résultera de la défaite des projets d'instaurer un gouvernement militaire, de construire un Etat corporatiste.

Pour des millions et des millions de travailleurs, la conscience sera claire d'avoir sauvé les libertés démocratiques, leurs droits d'organisation, d'avoir infligé une retentissante défaite, non seulement à la

caste des officiers que le MFA représente, mais à l'appareil stalinien du PCP. Il serait pourtant erroné de croire que même sur ce plan, tout sera réglé. Le PCP poursuivra sa politique en réajustant simplement son application en fonction des variations de la situation. On le voit bien dès maintenant : après que Cunhal se soit brusquement converti à la constitution d'un gouvernement « d'unité nationale », formule que le PS avait mise en avant, lâché le gouvernement Gonçalves, il continue à se battre pour le contrôle de l'appareil d'Etat et tenter de placer Gonçalves à la tête de l'armée. Il se bat pour maintenir sous le contrôle du PCP, les syndicats, de multiples municipalités, une grande partie des moyens d'information, d'en écarter le plus possible le PS. On peut s'attendre à de nouvelles provocations et tentatives de diviser le prolétariat, de faire refluer et briser le mouvement des masses. En même temps, celles-ci continuent et continueront à considérer le PCP comme un de leur parti et réclameront de lui une politique unitaire et démocratique. Elles seront prêtes à acclamer les dirigeants staliens s'il leur semble que ceux-ci font un pas sur la voie de l'unité, le respect des libertés démocratiques.

Mais rien n'est réglé et un gouvernement d'unité nationale ne pourra prendre aucune mesure d'importance en faveur des masses. Le chômage qui se développe et qui ne peut que s'accroître devant le chaos économique grandissant et le retour massif des Portugais d'Angola, laisse prévoir le développement de nouveaux mouvements du prolétariat. Des grèves auront lieu, accompagnées de tentatives d'instaurer un véritable contrôle ouvrier sur l'éco-

nomie. Bref, les masses seront attentives et critiques. Elles sont parvenues à faire tomber le gouvernement Gonçalves dont elles ne voulaient plus. Elles ne feront, même si le Parti socialiste doit y participer en bonne position, qu'une confiance très limitée à un gouvernement d'union nationale. De nouvelles contradictions surgiront sur de nouvelles bases. Tôt ou tard, elles poseront l'exigence d'un gouvernement à elles dont la base existe dans la Constituante, c'est-à-dire un gouvernement PS-PCP dirigé par Mario Soares, sans ministres bourgeois ni ministres du MFA, perspective redoutée par toute la bourgeoisie, par le MFA et par les stalinien ainsi que par tous les partis qui sont liés à la bourgeoisie.

Pour celle-ci, le problème essentiel va de nouveau être de contenir les masses et, sous la couverture d'un gouvernement d'unité nationale, de parvenir à régénérer le MFA, à ressouder le corps des officiers, à préserver la cohésion de l'armée. Tel est l'objectif immédiat de tous ceux qui combattent la révolution prolétarienne, celui en particulier des stalinien qui ont passé un accord avec les groupes gauchistes et les pablistes, au nom de prétendus « comités » étroitement soumis à l'armée selon les termes du projet corporatiste du 9 juillet. C'est ainsi que dès sa constitution, le « front » des gauchistes, pablistes et des stalinien a manifesté son soutien au MFA, sur le mot d'ordre de « dissolution de la Constituante » (12).

(12) Certes, lors de ces manifestations, les dirigeants du PCP ont démenti, bien que mollement, ce mot d'ordre. Ils viennent de dénoncer formellement leur accord avec les gauchistes. Ils ont fait ouvertement couvrir leur politique par les gauchistes, ils les ont utilisés pour faire

La question de la Constituante et du gouvernement : le cœur de tous les problèmes

Une fois encore, il faut revenir sur la question des mots d'ordre démocratiques qui se concentrent tous dans celle des pouvoirs de l'Assemblée constituante. Remarquons tout de suite que les révolutionnaires, les marxistes, les reconstruc-teurs de la IV^e Internationale au Portugal et à l'échelle internationale n'ont pas mis en avant la question de la Constituante.

La nécessité de la Constituante s'est dégagée du processus des classes en lutte, de l'action des organisations et partis qui représentent ces classes ou parlent en leur nom. C'est ce processus ordonné par la lutte des classes qui a imposé l'élection à la Constituante dont ne voulait pas la bourgeoisie (raison pour laquelle Spinola a tenté le coup d'Etat du 11 mars), ni le MFA, ni les stalinien. Après le 11 mars, la bourgeoisie a été contrainte d'organiser les élections qui ne pouvaient que lui être défavorables devant le nouvel essor de la révolution. Or ces élections ont donné la majorité aux partis ouvriers malgré le pacte passé par ces partis avec le MFA, malgré la campagne de celui-ci pour le « vote blanc ». Incontestablement, la révolution tente de s'emparer des mots d'ordre de la démocratie politique pour les retourner contre la bourgeoisie elle-même, bourgeoisie réac-

acclamer Gonçalves. Pour l'instant, ils n'ont plus besoin d'un accord formel avec eux. Ils veulent avcir les mains libres pour d'éventuelles tractations avec le PS, le PPD, le MFA et d'un autre côté ils ont intérêt à ce que les gauchistes continuent à lancer des mots d'ordre contre la Constituante, pour le corporatisme.

tionnaire, hostile dans son ensemble à une application des principes de la démocratie car elle n'a aucun grand dessein historique à réaliser, et dont le seul programme est celui du retour au corporatisme sur les ruines de la révolution. Les marxistes, les partisans de la dictature du prolétariat ne sauraient en aucun cas opposer le programme achevé de la révolution prolétarienne comme un ultimatum au mouvement concret des masses vers leur propre pouvoir, avec les moyens immédiats dont elles disposent.

Les gauchistes, les pablistes, faisant bloc avec les staliniens combattent avec acharnement non seulement la perspective du gouvernement PSP-PCP basé sur la souveraineté de la Constituante, mais l'existence de la Constituante elle-même. Et cela, au nom des « commissions de travailleurs » que le « guide » du MFA aurait pour objectif de faire « participer » à l'exercice du pouvoir, en fait à la reconstruction de l'Etat bourgeois sous sa tutelle. Est-ce là une politique révolutionnaire, une politique qui défend la perspective du communisme au Portugal ? En aucun cas. C'est là, il faut le dire nettement, la politique de la réaction, une politique contraire à tout ce qu'ont expliqué Marx, Lénine et Trotsky. Ainsi Trotsky aborde la question des rapports entre la Constituante et la révolution prolétarienne dans les termes suivants au début de la révolution espagnole, en juillet 1931, après que les élections aux Cortès aient eu lieu et donné une forte minorité aux socialistes espagnols de l'époque (le PC espagnol n'ayant pas, quant à lui, de députés) :

« Il faut un mot d'ordre politique clair qui corresponde au caracté-

rière de l'époque actuelle de la révolution espagnole. Les résultats des élections l'éclairent de façon complète : les ouvriers doivent rompre avec la coalition, avec la bourgeoisie et obliger les socialistes à prendre le pouvoir. Les paysans, s'ils veulent avoir la terre, doivent aider les ouvriers (...).

« Si les communistes essayaient aujourd'hui de tourner le dos aux Cortès en leur opposant le mot d'ordre des soviets et de la dictature du prolétariat, ils démontreraient seulement qu'il ne faudrait pas les prendre au sérieux. D'après les journaux, il n'y a pas un seul communiste aux Cortès. Il est évident que l'aile révolutionnaire est beaucoup plus forte dans l'action, dans la lutte, que sur le plan de la représentation parlementaire. Il existe néanmoins un certain rapport entre la force d'un parti révolutionnaire et la représentation parlementaire. La faiblesse du communisme espagnol est apparue clairement. Dans ces conditions, parler du renversement du parlementarisme bourgeois par la dictature du prolétariat signifierait tout simplement jouer les jocrisses et les bavards. La tâche consiste à se renforcer sur la base du stade parlementaire de la révolution et à rassembler les masses autour de soi. C'est seulement ainsi qu'on peut vaincre le parlementarisme. Mais c'est précisément pour cela qu'il est indispensable de développer actuellement une violente agitation sur les mots d'ordre de la démocratie la plus nette et la plus extrême. » (13).

Ces phrases s'appliquent de façon tout à fait nette à la situation portugaise d'aujourd'hui. « *La tâche consiste à se renforcer sur la base du stade parlementaire de la révolution et à rassembler les masses autour de soi* », expliquait Trotsky aux révo-

(13) Extrait de l'article de Trotsky, « *Après les élections aux Cortès* », 1^{er} juillet 1931, publié in P. Broué *La révolution espagnole*, pp. 153 et suiv.

lutionnaires espagnols de l'époque. C'est la même tâche qui est, aujourd'hui, celle des révolutionnaires, des troskystes portugais. Avec un élément supplémentaire, et d'importance majeure : c'est que les partis ouvriers sont majoritaires à la Constituante portugaise et que ces partis ne peuvent donc pas prétexter du fait qu'ils seraient minoritaires (comme le PS espagnol le faisait en 1931) pour refuser de rompre avec la bourgeoisie. Ils peuvent, les masses l'exigent, constituer à eux seuls le gouvernement. C'est cela la « démocratie la plus extrême » au Portugal. C'est cette politique qui ouvre la voie aux soviets, à la lutte pour le pouvoir plein et entier du prolétariat sur la base de la destruction complète de l'Etat bourgeois, de la construction de l'Etat ouvrier. Trotsky poursuit dans le même article :

« Les socialistes répondront aux délégations ouvrières qu'ils n'ont pas la majorité. La réponse est claire : si l'on rompt la coalition avec la bourgeoisie, la majorité sera assurée. Mais c'est bien ce dont les socialistes ne veulent pas. Leur position les met en contradiction avec les mots d'ordre démocratiques hardis. Si nous nous contentions d'opposer aux Cortès la dictature du prolétariat, nous arriverions à regrouper les ouvriers autour des socialistes, les uns et les autres disant que les communistes veulent les commander. Tandis que, par des mots d'ordre démocratiques et par la rupture entre les socialistes et la bourgeoisie, nous enfonçons un coin entre les ouvriers et les socialistes et nous préparons ainsi l'étape suivante de la révolution.

« Toutes ces considérations resteraient lettre morte si nous nous bornions aux mots d'ordre démocratiques dans le seul sens parlementaire. Il ne peut en être question. Les communistes participent à toutes les grèves, à toutes les

manifestations de protestation, à toutes les démonstrations. Ils soulèvent des couches toujours plus nombreuses. Les communistes sont avec les masses et à leur tête dans tous les combats. Sur la base de ces combats, les communistes mettent en avant le mot d'ordre des soviets et, à la première occasion, les construisent en tant qu'organisations du front unique prolétarien. Au stade actuel, les soviets ne peuvent être rien d'autre. Mais, s'ils surgissent comme organisations de combat du front unique prolétarien, celles-ci deviendront inévitablement, sous la direction des communistes, des organes de l'insurrection, et ensuite des organes de pouvoir. »

Précisons que les communistes auxquels s'adresse Trotsky en 1931 luttèrent pour le redressement des PC que tentaient à l'époque de détruire la bureaucratie stalinienne en tant que partis révolutionnaires du prolétariat. Après 1933, Trotsky tire la conclusion, à partir du moment où la politique imposée par le Kremlin au PC allemand ait abouti, conjointement à celle des dirigeants sociaux-démocrates, à la défaite du prolétariat et du fait de la soumission totale de tous les PC du monde à Staline sur cette question décisive, la conclusion que la bureaucratie et les PC qu'elle contrôle sont passés définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois. Il va de soi qu'au Portugal, il ne s'agit en aucun cas de préconiser, de « conseiller » à l'appareil stalinien qu'il adopte une politique bolchevique. Pour que la classe ouvrière portugaise puisse parvenir au pouvoir et construire un Etat ouvrier, elle ne pourra pas faire l'économie de la construction d'un nouveau parti révolutionnaire, parti qui sera la section portugaise de l'Internationale ouvrière en reconstruction et dont le programme ne peut être que ce-

lui de la IV^e Internationale, programme qui a préservé l'acquis du bolchevisme trahi par le stalinisme et ses agences dans tous les pays.

Ce sont les masses qui ont fait la démonstration, dans leur mouvement et leur lutte réels, que la question de la Constituante ne saurait être arbitraire, aujourd'hui, au Portugal. Sur elle, sur la position que tous les partis se réclamant de la démocratie prennent en ce qui concerne sa souveraineté, se concentrent tous les problèmes de la révolution prolétarienne. Les gauchistes qui rejettent la Constituante et demandent au MFA sa dissolution au nom de la lutte contre le parlementarisme bourgeois camouflent le fait que contre la Constituante et la classe ouvrière qui a utilisé le terrain des élections avec les résultats que l'on sait, il faut laisser le MFA, l'armée, la bourgeoisie au pouvoir. Plus grave, une telle politique rejoint directement celle de l'appareil stalinien. Etre contre la souveraineté de la Constituante, contre la démocratie aujourd'hui au Portugal, c'est appuyer ceux (la bourgeoisie et les moyens politiques dont elle dispose, avant tout le MFA et l'appareil stalinien) qui veulent détruire le cadre indépendant des organisations ouvrières. C'est, nous l'avons démontré, se ranger dans le camp de la réaction.

Inversement, se prononcer résolument et combattre avec les masses pour que la Constituante soit souveraine, ce n'est pas entretenir de quelconques illusions sur les vertus du régime parlementaire. Bien au contraire, cette revendication centrale s'accompagne de façon indissoluble de celle de la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie. Puisque les deux partis ouvriers, le PS et le PCP sont ma-

goritaires à l'Assemblée et puisqu'ils se réclament tous deux de la démocratie et du socialisme, alors pourquoi ne constituent-ils pas le gouvernement qui aurait la confiance de l'immense majorité de la nation laborieuse, le gouvernement PSP-PC présidé par Mario Soarès possédant tous les pouvoirs et responsable devant la majorité des députés ouvriers à la Constituante ?

Revenons une fois encore sur la place qu'occupe le Parti socialiste dans la lutte des classes au Portugal, aujourd'hui. Contre les staliniens et le MFA, le PS défend les principes de la démocratie. Il y est directement intéressé, nous l'avons vu, en tant que parti ouvrier parlementaire qu'un retour au corporatisme détruirait tout aussi sûrement que le PCP d'ailleurs. Dans la situation présente, c'est le PCP qui est le fer de lance de la contre-révolution. Pas le Parti socialiste qui, sans être un parti révolutionnaire, défend au moins les libertés démocratiques et l'indépendance d'organisation du prolétariat. Le prolétariat et les militants d'avant-garde qui se dégagent dans le cours même de la révolution attendent ainsi beaucoup du Parti socialiste dans la période actuelle. Ils attendent en particulier que le PS ouvre nettement la perspective du gouvernement PSP-PCP sur la base de la souveraineté de la Constituante. Mais une telle politique n'est possible que sur la base de la démarcation la plus nette des dirigeants du PS d'avec le MFA, d'avec le PPD, d'avec la bourgeoisie sous toutes ses formes. C'est sur cette ligne que vont se faire dans la période qui s'ouvre, avec la chute du gouvernement Gonçalves et l'échec du projet corporatiste, tous les clivages politiques.

L'enjeu : la révolution prolétarienne en Europe

Dans cette bataille dont l'enjeu n'est rien d'autre que la vie ou la mort même de la révolution prolétarienne au Portugal et l'élan extraordinaire que son avance donne à la lutte de classe du prolétariat dans toute l'Europe, les militants révolutionnaires portugais combattent sur la totalité du programme révolutionnaire du prolétariat. Sans opposer les mots d'ordre de la révolution socialiste mais en les intégrant au combat le plus résolu pour « la démocratie la plus extrême », comme le dit Trotsky, ils préparent la prochaine phase de la révolution, celle du regroupement de l'avant-garde et des masses autour du programme achevé du prolétariat révolutionnaire. En ce sens, l'étude, la compréhension du chemin que prend la révolution portugaise, la défense des organisations ouvrières dans ce pays concerne les militants ouvriers du monde entier et de toute l'Europe. Le sort de la révolution portugaise nous intéresse directement. Sa défense passe aujourd'hui par la démarcation politique la plus nette d'avec tous ceux qui, au compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme, combattent la marche du prolétariat portugais.

La révolution portugaise a un long parcours devant elle. L'absence de parti révolutionnaire implique que les flux, les reflux que connaît toute révolution seront plus nombreux et plus profonds au Portugal. Mais il ne faut jamais perdre de vue en quelle période se situe la révolution portugaise. Ses développements rencontrent un immense écho dans

toute l'Europe. Cela est normal. La révolution au Portugal est partie intégrante du combat de la classe ouvrière mondiale et est directement ressentie par le prolétariat de toute l'Europe comme un élément aujourd'hui décisif de son propre combat contre chaque bourgeoisie nationale. En réalité, la révolution prolétarienne commencée à Lisbonne le 25 avril 1974 ouvre la voie à la révolution en Europe, la révolution sociale à l'Ouest fusionnant avec la révolution politique à l'Est.

Les flux et les reflux du mouvement révolutionnaire du prolétariat influent et influenceront sur tout le cours de la lutte des classes européenne. Aujourd'hui, la vieille Europe tout entière est au bord de l'effondrement politique. L'Etat bourgeois est condamné, à court terme, à subir en Espagne le sort de celui du Portugal depuis avril 1974. La bourgeoisie italienne ne peut plus gouverner comme avant avec son parti failli, la démocratie-chrétienne ; elle constate avec effroi qu'elle s'avance lentement mais sûrement vers l'abîme. En France, la V^e République est moribonde, sa survie actuelle n'est que le produit de la division ouvrière. Son effondrement ouvrira inéluctablement une crise révolutionnaire.

La révolution portugaise est sujette à des fluctuations. Une défaite tragique à court terme, comparable à celle que subit la révolution espagnole en 1936-38, est exclue. A plus forte raison, les conséquences tragiques qu'eut cette défaite pour le prolétariat européen. Elle mettait le point final d'une suite de défaites que le prolétariat européen subissait depuis 1919 et consacrait son écrasement. En ces années 1974-75 au contraire, se lève l'aube d'une nou-

velle période de la révolution mondiale. Dans la situation présente, la ligne du développement politique au Portugal se caractérise par l'échec répété de toutes les tentatives réactionnaires de la bourgeoisie et des staliniens. C'est cela qui constitue un extraordinaire facteur d'accélération et de maturation de la révolution portugaise. L'une des questions déci-

sives de la révolution portugaise est sa jonction avec la révolution éclatante en d'autres pays d'Europe. Là est la raison de l'âpre bataille politique actuelle au Portugal et en Europe pour ou contre la révolution portugaise.

Le 4 septembre 1975
Jacques MEYRAND

Documents

Un débat qui concerne tous les militants

Ce sont bien évidemment les grands événements de la lutte des classes qui permettent le mieux d'apprécier, sur les questions les plus fondamentales, sur les questions de principe, les positions réelles des organisations et des courants qui se réclament du mouvement ouvrier — en particulier de ceux qui se réclament de la révolution socialiste.

La révolution portugaise a concentré l'attention de toute l'avant-garde ouvrière internationale. Elle a constitué un test auquel aucune organisation, aucune tendance n'a pu se dérober. Elle a contraint à des prises de position nettes. Elle conduit à des clivages qui, en définitive, expriment des positions opposées dans la lutte des classes.

Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale a, à plusieurs reprises, proposé d'engager une discussion organisée, à la lumière de l'expérience de la lutte des classes, sur l'ensemble des problèmes qui ont abouti à la crise de la 4^e Internationale. Comme une composante essentielle de cette expérience, recoupant les problèmes de principe, de stratégie révolutionnaire et de tactique sans la solution desquels la reconstruction de la 4^e Internationale comme direction centralisée sur la base du programme de fondation de la 4^e Internationale est impossible, il y a aujourd'hui la vivante révolution portugaise, ses enseignements, les nécessités de sa défense.

Au sein du Secrétariat Unifié et de ses organisations, des orientations fondamentalement contradictoires se sont affrontées et s'affrontent. On en trouve une expression presque caricaturale dans sa netteté, dans le fait que c'est le SWP des Etats-Unis (empêché par des lois réactionnaires d'appartenir à une organisation internationale, mais sympathisant du SU) qui a pris l'initiative de publier l'article inédit de Trotsky sur « la classe ouvrière et la liberté de la presse » lors du coup de force des staliniens portugais et du MFA contre Republica (article dont une traduction française a paru dans Informations Ouvrières n° 709), tandis que les publications des organisations solidaires avec la majorité du Secrétariat Unifié se gardaient bien de reproduire cet article, même comme élément du débat...

Informations Ouvrières a pris part à ce débat qui ne se ramène pas à une polémique entre l'OCI et la LCR mais qui englobe nécessairement toutes les organisations qui se réclament du trotskysme. On trouvera, pour ce qui est de la période la plus récente, dans les numéros 710 et suivants, nombre d'éléments

de ce débat et des citations illustrant les positions diverses qui se sont manifestées.

La Vérité interviendra plus fondamentalement dans ce débat. Dans ce numéro, en annexe à l'article de J. Meyrand sur les derniers développements de la révolution portugaise, nous publions comme documents, la traduction française de deux articles. Le premier intitulé, « Des soviets à Lisbonne ? » a paru le 26 juin dans l'organe de la section allemande du Secrétariat unifié, le GIM, Was Tun. Le second, intitulé, « Une camisole de force militaire teinte en rouge », signé de Gerry Foley, est paru dans le bulletin animé par le SWP Intercontinental Press en date du 21 juillet.

« Des soviets à Lisbonne ? »

Extraits d'un article paru dans l'hebdomadaire du GIM
(section allemande du SU), « Was Tun ».

La presse internationale a émis un soupir de soulagement : pas de soviets à Lisbonne. Le Conseil de la révolution portugais a fait savoir après une réunion à huis clos de six jours que la « dictature du prolétariat » et la mise en place de « milices ouvrières » ne coïncidaient pas avec le socialisme pluraliste du Portugal.

À dire vrai, nous marxistes aurions été plutôt surpris si la dictature du prolétariat avait été proclamée par l'actuel gouvernement militaire. Nous sommes encore de l'avis que la dictature du prolétariat ne peut être établie que par la lutte victorieuse de la classe ouvrière — et ce au Portugal également.

Néanmoins, le développement du MFA donne aux observateurs marxistes et bourgeois plus d'un problème ardu à résoudre. Quel rapide développement de la conscience chez ces officiers qui, il y a si peu de temps, dirigeaient une guerre coloniale au compte de la dictature la plus réactionnaire d'Europe, qui le 25 avril 1974 voulaient édifier une démocratie bourgeoise et qui discutent maintenant sérieusement de l'introduction de la dictature du prolétariat et d'un gouvernement des soviets !

Plus encore, il n'y a qu'un an que les officiers du MFA faisaient de Spinola le leader et décrétaient des lois réactionnaires sur la presse et le droit de grève. Le même commandant en chef du COPCON, Otelo Savaira de Carvalho, qui aujourd'hui veut armer les travailleurs, dépeçait alors ses forces contre les ouvriers en grève.

Il faut comprendre que le MFA s'est adapté au processus de radicalisation des masses, s'est développé avec lui et s'est transformé. Par exemple, la majorité des officiers du MFA qui accomplirent le coup du 25 avril ne sont plus des membres du MFA — et la plupart de ceux qui ont été exclus sont même censés être en prison. Ainsi, les mêmes unités du CGPCON qui, à la fin de l'été 1974 évacuaient les usines occupées par les travailleurs, sont aujourd'hui appelées à l'aide par les commissions de travailleurs et de quartiers qui veulent occuper entreprises et résidences. Les mêmes unités, mais pas toujours les mêmes officiers : la plupart ont été éliminés, « assainis ».

Un événement qui vaut des volumes de commentaires : les commissions ouvrières de Lisbonne ont appelé à une manifestation le 7 février contre les manœuvres de l'OTAN qui se déroulaient au large des côtes portugaises. Le gouvernement avait interdit cette manifestation et envoyé des troupes pour la disperser. Mais les soldats firent quelque chose de différent : ils saluèrent, le poing levé, la manifestation et affirmèrent leur solidarité avec elle. Et lors de la réunion du MFA du 19 mai, il fut dit que « la manifestation du 7 février fut naturellement scuteneue par le MFA », car l'expression indépendante des organismes de base est le facteur décisif du processus révolutionnaire ».

Le MFA, un reflet de la dynamique de classe

Nous n'avons pas d'illusions au sujet du MFA. Ce n'est pas une organisation ouvrière ni une direction révolutionnaire du prolétariat. Mais en son sein, les antagonismes de classe sont réfléchis dans leur dynamique actuelle ; la modification des rapports entre les classes s'y exprime. D'une part, il y a les modérés, en fait des démocrates bourgeois, comme le ministre des affaires étrangères, Melo Antunes, le président Costa Gomes, le ministre du travail Costa Martins, le ministre de l'information Coreira Jesuino. D'autre part, des officiers comme Rosa Coutinho et Saraiva de Carvalho — des éléments radicaux de gauche confus mais non corrompus qui — et c'est incontestablement l'élément le plus important de leur développement politique — ont avec une clarté étonnante compris UN (sculigné dans le texte) point essentiel de la révolution socialiste et du pouvoir ouvrier, même s'ils ne saisissent pas la nécessité d'un parti révolutionnaire ouvrier et d'un programme révolutionnaire : la nécessité d'une mobilisation indépendante des travailleurs, d'une action de masse indépendante sans contrôle bureaucratique, en accord avec les principes de la démocratie ouvrière.

(... ..)

Bien sûr, l'aile gauche du MFA n'a pas gagné. Le MFA démontre encore son caractère contradictoire. Publiquement, d'une part, à Bruxelles, il jure fidélité aux engagements à l'égard de l'OTAN ;

d'autre part à Lisbonne, il soutient la prise en main des usines par les travailleurs. Le conflit autour de **Republica** reflète de manière exemplaire ces contradictions qui, à travers l'accentuation de la lutte des classes, doivent aboutir à un moment de vérité pour le MFA : est-il du côté de la lutte des classes ou du côté de la bourgeoisie ? Cette question doit conduire à une SCISION (sculigné dans le texte) du MFA.

Les modérés du MFA comme le major Vitor Alves insistent sur le fait que le plus haut principe est l'unité du MFA. Dans le conflit autour de **Republica**, les forces du COPCON, sous le commandement de Saraiva de Carvalho ont ouvertement défié les décisions du Conseil révolutionnaire lorsqu'elles ont remis les clefs de **Republica** aux ouvriers et non aux rédacteurs de **Republica**. Les plans par lequel le MFA veut se doter d'organismes « civils », même s'il s'agit de « comités de défense de la révolution » et de « soviets », ne recèlent-ils pas le danger de stabiliser un REGIME BONAPARTISTE (sculigné dans le texte), similaire à l'ancien régime de Nasser ou à celui de Boumediene en Algérie, où en effet la plus grande partie des moyens de production avait été nationalisée et où pourtant un Etat ouvrier socialiste ne fut pas établi ?

Un tel développement au Portugal est parfaitement dans le domaine des possibilités. Mais il doit être compris que si le concept de « comités pour la défense de la révolution » permet un tel développement, le concept de « conseils d'ouvriers et de soldats » ne permet pas une solution bonapartiste-capitaliste. Il a sa propre dynamique, explicitement anti-capitaliste et antibureaucratique.

Une camisole de force militaire teinte en rouge

(Article de Gerry Foley, dans « Intercontinental Press » du 21 juillet 1975)

Le plan de « démocratie directe » adopté par l'Assemblée du MFA le 8 juillet ne reflète pas une radicalisation du groupe militaire dirigeant du Portugal comme le prétendent certains journalistes bourgeois, les stalinien et divers éléments confus de la gauche.

Cette initiative représente en réalité une escalade dans l'offensive des mili-

itaires pour remettre en cause les libertés démocratiques conquises par les masses à la suite du renversement du régime de Caetano. C'est un plan qui vise à imposer de stricts contrôles au mouvement de masses tout entier. Il convertirait les organisations de masses en freins au développement révolutionnaire. Le plan fut adopté sous la pression d'une

crise économique qui va s'approfondissant et face à une nouvelle vague de grèves, dans l'industrie nationalisée en particulier.

Ce pas dans la voie de la mise en place d'une camisole de force militaire constitue une preuve évidente de l'incapacité de la classe dirigeante portugaise à défendre le capitalisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise. En tant que représentants d'une bourgeoisie impérialiste faible et attaquée de toutes parts, aussi bien par la mobilisation des masses portugaises aspirant au socialisme que par des mouvements explosifs de libération dans les colonies, les dirigeants du MFA ont eu recours à la démagogie la plus extravagante pour déguiser les buts d'un plan qui, s'il était appliqué, donnerait au gouvernement même plus de contrôle sur la société que sous le régime de Salazar. Il constitue une charte au nom de laquelle on pourrait intervenir dans toutes les organisations d'ouvriers et de travailleurs pour les subordonner aux décisions d'une junte bonapartiste bourgeoise.

Les dirigeants militaires ont pu compter non seulement sur l'appui du parti communiste qui agit en accord avec la politique de Moscou de détente en Europe occidentale, mais sur celui de groupes centristes de gauche et ultragauches opposés au stalinisme. Ces groupes ont fait un tel fétiche de « l'organisation à la base » et des « initiatives directes » qu'ils ont perdu de vue les questions clé de la situation politique présente au Portugal. Ils ont oublié les questions vitales comme : quelle classe dirige le pays, quelle classe représente véritablement le gouvernement de coalition, comment les masses travailleuses doivent-elles être politiquement éduquées dans la voie de la lutte pour le pouvoir ?

Les militaires ont concédé à ces groupes centristes de gauche et gauchistes des formes d'organisation imitant des « soviets » et des formes de « pouvoir populaire » qu'ils défendaient. Mais au lieu d'aboutir à un régime plus démocratique et plus socialiste, l'adoption par les militaires de ces formules miraculeuses menace d'enfermer le mouvement des masses dans une prison étouffante.

Le principe de base du plan c'est l'institutionnalisation et la perpétuation de la dictature militaire. Le parti communiste en est conscient, mais l'accepte comme

la meilleure variante possible et est reconnaissant de la tâche qui lui est donnée par le corps des officiers de maintenir « l'ordre » dans le mouvement ouvrier et de faire fonctionner l'appareil de propagande du régime. Le « succès » du PC n'est rien d'autre que la reconnaissance par les militaires de sa loyauté dans l'exécution de ces tâches contre-révolutionnaires. En même temps, ce « succès » interdit aux staliniens de gagner un appui réel de la part de la majorité de la classe ouvrière et des masses opprimées. Les intérêts matériels du PC comme une organisation bureaucratique et opportuniste sont ainsi liés avec le maintien en place, à tout prix, du régime militaire.

C'est pourquoi les dirigeants du PC n'ont pas hésité à attaquer l'exercice des droits démocratiques et à apparaître comme les partisans de formes totalitaires de gouvernement. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles la Junte militaire a toléré, utilisé et poussé en avant les staliniens. La Junte a trouvé que dans les conditions présentes au Portugal, les formes de la démocratie politique sont un obstacle dans la voie de la subordination effective des masses à ses objectifs bourgeois.

A la différence du PC monolithique, le parti socialiste, en dépit de sa politique également opportuniste et de collaboration de classe, n'était pas considéré comme sûr par les militaires. Il était trop lâchement organisé, trop hétérogène, trop sensible aux pressions d'en bas. Ses perspectives, certes électoralistes, dépendaient de sa popularité auprès des masses. Son grand attrait était de défendre « le socialisme avec la liberté ».

Aussi le PS se trouvait-il dans le chemin du MFA et du PC. Les tentatives du PS de jouer un rôle autonome devaient être brisées.

L'attaque contre le PS commença en janvier avec la loi syndicale qui interdisait aux sociaux-démocrates de dépasser les limites de la Fédération syndicale contrôlée par les staliniens et soutenue par le gouvernement. Ce décret fut rendu nécessaire par une série de défaites subies par les staliniens dans des élections syndicales. En fait les militaires se portent à la défense de leurs policiers au sein du mouvement ouvrier. Ce fait confirmait la dépendance du PC à l'égard du régime militaire pour préserver sa position dans le mouvement ouvrier. Et il

pouvait la voie pour imposer un contrôle des militaires sur tous les aspects du mouvement de masse, comme le propose en fait le plan de « démocratie à base » du MFA. C'est dans ce conflit que les militaires et les stalinien testèrent la technique qui fut mise parfaitement au point lors de l'affaire **Republica**, le quotidien exprimant les vues du PS. (...) La lutte autour de **Republica** aboutit à une alliance de fait entre les groupes gauchistes et centristes de gauche et le PC contre le PS qui a atteint un point culminant lors de la crise marquée par le retrait du PS du gouvernement de coalition. Comme les stalinien, les gauchistes et les centristes de gauche étaient opposés à la tenue d'élections pour l'Assemblée constituante. Ils voyaient ces élections comme un obstacle à la « radicalisation » se poursuivant sous l'égide des militaires. Les deux courants considérèrent la grande victoire du PS dans les élections comme une victoire de la droite et dans cette mesure de la bourgeoisie ouest-européenne et de l'impérialisme américain.

Les gauchistes eurent tôt fait de se saisir de l'affaire **Republica** comme d'un prétexte pour se débarrasser du résultat des élections et de mettre hors jeu l'Assemblée constituante « droitrière ».

En fait, les élections du 25 avril, auxquelles 91 % de la population portugaise au-dessus de 18 ans a pris part, exprimèrent la profonde faiblesse politique de la bourgeoisie. Dans ces conditions, les partis ouvriers s'assurèrent une substantielle majorité, pour la première fois à ce niveau, en Europe occidentale. De plus, le vote pour le PS était de toute évidence une expression de cette radicalisation à la pression de laquelle le PS devenait encore plus sensible. Si le PC avait été intéressé à l'établissement d'un gouvernement représentatif des travailleurs, il n'avait qu'à se baser sur l'Assemblée constituante et appeler les

élus à agir en accord avec le clair mandat que leur avaient donné les travailleurs. Plutôt que de suivre cette voie révolutionnaire, les stalinien ont liché les bottes des militaires. Pour ce faire, ils ont piétiné la souveraineté populaire et la volonté démocratiquement exprimée par les masses.

Les gauchistes qui ont soutenu les stalinien dans leurs attaques contre l'Assemblée constituante ont fait montre du même « crétinisme antiparlementaire » que les anarchistes espagnols que Trotsky dénonçait après la chute de la dictature de Primo de Riveira, dans une situation analogue par bien des traits à celle ouverte par la chute de Caetano au Portugal.

Dans le coup de force contre **Republica**, les stalinien et les militaires ont été capables de faire bon usage de la confusion politique et de l'aveuglement de ces groupes, dans l'attaque montée contre le PS. (...)

Les militaires comptent beaucoup sur la confusion semée par les gauchistes ; en particulier sur la conception anarchiste selon laquelle les masses peuvent ériger des organes de leur domination sans faire face à la question du pouvoir politique et sans construire leur parti révolutionnaire.

La nouvelle initiative antidémocratique du corps des officiers aggrave les menaces d'un retournement du processus révolutionnaire au Portugal. Si les révolutionnaires soutenaient ce gouvernement, ils feraient le jeu de la réaction et seraient conduits vers une ruine inévitable comme les alliés opportunistes du MFA.

Le plan du 8 juillet montre clairement que le MFA est l'appareil politique de la bourgeoisie et l'ennemi le plus immédiat des travailleurs et du mouvement révolutionnaire.

Le tournant de la situation politique mondiale

par Roger DUCROS

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

Après des années de discussion la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a terminé ses travaux. La dernière réunion s'est tenue les 30, 31 juillet et 1^{er} août à Helsinki. Monseigneur Jean Villot, Secrétaire d'Etat du Vatican, a présidé l'ultime séance. Le patronage de la plus vieille institution réactionnaire du monde, l'Eglise, donne son sens à la conclusion de la conférence.

Le 15 juillet 1975, Yves Moreau écrivait dans *l'Humanité* :

« Il n'aura pas fallu moins de onze années pour en arriver là. Car c'est en juillet 1964 que les dirigeants des pays socialistes, réunis à Bucarest, avaient proposé pour la première fois la convocation d'une telle conférence. Des pourparlers préliminaires multilatéraux à l'échelon des ambassades ne s'engagent que six ans plus tard, en novembre 1972 à Dipoli en Fin-

lande. L'année suivante les trente-cinq ministres des Affaires Etrangères se rencontraient à Helsinki du 3 au 7 juillet 1973, pour une première phase de la CSCE. *Plus loin il ajoute* : « Ainsi la détente, amorcée en août 1970 par le traité URSS-RFA sera confirmé à l'échelle de toute l'Europe. »

La déclaration finale se limite à l'énoncé de « principes » qui affirment :

« Que la coexistence pacifique devient la loi sur le continent où ont éclaté les deux guerres mondiales et où, aujourd'hui, passe la ligne de séparation entre les deux systèmes économiques et sociaux — le capitalisme et le socialisme — et leurs deux alliances — le pacte atlantique et le traité de Varsovie », écrit Yves Moreau.

Mis à part l'utilisation fallacieuse, mais classique, du terme socialiste, Yves Moreau situe clairement l'objectif de la bureaucratie du Kremlin depuis la fin de la guerre : consacrer la

division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, obtenir de l'impérialisme qu'il reconnaisse le bien-fondé de son contrôle sur l'Europe de l'Est. Par la même occasion, la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, l'appareil international du stalinisme, garantissent une fois de plus l'existence du capitalisme en Europe de l'Ouest, de ses institutions politiques, et de son organisation militaire. L'originalité de cette conférence européenne réside en ce que le Canada y a participé et que les USA y ont joué un rôle prépondérant.

La chronologie de cette conférence a une grande importance politique. Jusqu'en 1968 la proposition du Kremlin n'eut aucun succès. A la suite de la grève générale de mai-juin 1968 en France, du processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie sous la direction du Kremlin, les rapports politiques entre la République Fédérale Allemande et Moscou se modifiaient. Jusqu'en 1968, la bureaucratie s'efforçait de maintenir, ainsi qu'au lendemain de la guerre, l'Allemagne de l'Ouest en tutelle politique. La nouvelle période de la révolution mondiale ouverte en 1968 resserrait la liaison entre la révolution sociale contre la bourgeoisie et la révolution politique contre la bureaucratie, montantes en Europe. Dès lors la bureaucratie du Kremlin reconnaissait le rôle, non seulement économique, mais politique, majeur de l'impérialisme allemand en tant que pilier de l'ordre contre-révolutionnaire en Europe. Les exigences du maintien de l'ordre contre-révolutionnaire amenaient la bourgeoisie allemande à accepter la division, au moins pour un temps, de l'Allemagne et de l'Europe, et la mainmise du Kremlin sur l'Allemagne et l'Europe de l'Est. Le Kremlin et les bureaucraties satellites n'en quémandaient pas moins marchandises, brevets techniques, crédits massifs au capital allemand. Ainsi les accords Bonn-Moscou étaient-ils conclus en août 1970 et, à leur suite, ceux

entre Bonn-Varsovie. Yves Moreau établit une filiation justifiée entre les accords Bonn-Moscou et la conclusion, sous la présidence du représentant du Vatican, de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Il omet, cependant, quelques événements d'importance. En 1968, l'impérialisme américain réaxait sa politique. Il cessait de renforcer son corps expéditionnaire au Vietnam, sa pression militaire sur la Chine, et commençait à retirer d'importants effectifs d'Indochine. Il engageait des discussions avec le Nord-Vietnam et le GRP qui devaient durer cinq ans. A la politique de pression militaire sur la Chine dont la logique était de déboucher sur une intervention militaire directe contre elle, avec l'appui politique du Kremlin, il faisait succéder celle qui devait consister en des voyages de Nixon à Pékin en mars 1972 et ensuite à Moscou avant que la Chine de Mao Tsé-toung soit admise à l'ONU. La nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire dont le pivot et le moteur sont les USA se concluait. D'autres maillons s'ajoutaient à la chaîne des événements : de puissants mouvements de classe en Italie, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, en Belgique et jusqu'en Suède, ébranlaient les bourgeoisies d'Europe ; en décembre 1970 et janvier 1971, c'était le mouvement révolutionnaire des travailleurs des ports de la Baltique qui obligeait la bureaucratie polonaise satellite du Kremlin à se débarrasser de Gomulka et à annuler l'augmentation de 30 % des prix ; une crise révolutionnaire éclatait en Bolivie en 1970 à laquelle le coup d'Etat militaire de Banzer mettait fin en août 1971, mais une situation révolutionnaire évoluant vers une crise révolutionnaire ouverte se nouait au Chili que le coup d'Etat militaire de septembre 1973 prévenait. Autant d'événements qui rendaient plus urgente et nécessaire la formation de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire mondiale.

La nouvelle sainte-alliance contre-

révolutionnaire ne tardait pas à porter ses fruits et les rapports à l'intérieur de cette alliance à se concrétiser. L'année 1973 était l'année Kissinger. Il recevait même le prix Nobel de la paix. En janvier 1973, grâce aux bons offices du Kremlin et de Pékin, les USA imposaient les accords de Paris à la RDVN et au GRP. Ces accords, en fait, ne reconnaissaient qu'un seul pouvoir à Saigon, celui de Thieu, et ils lui laissaient les mains libres au Sud-Vietnam. Mains libres mais non vides : les USA lui fournissaient, en plus de milliers de conseillers, un incroyable arsenal.

Au Chili derrière le rideau du gouvernement de Front Populaire, à l'abri de la politique de soumission des masses à l'Etat bourgeois, un sanglant et féroce coup d'Etat militaire se préparait ; en septembre, le général Pinochet prenait le pouvoir, assassinait Allende et des milliers et des milliers de militants, de travailleurs, de paysans. A la fin de la guerre d'Octobre 73, entre l'Egypte, la Syrie et Israël, soutenu par la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme US se dressait en arbitre au Moyen-Orient et Kissinger inaugurait la politique dite « des petits pas ». La situation créée au Moyen-Orient permettait en outre aux USA, maîtres des sources les plus importantes de pétrole, par cheiks arabes interposés, d'utiliser la hausse mondiale du prix du pétrole brut et des matières premières pour rétablir le cours du dollar et exercer une énorme pression sur l'Europe. C'était, du point de vue de Washington, des résultats encourageants. En cette même année s'ouvrait la première phase de la Conférence de Sécurité et de Coopération Européenne. Voilà qui suffit à situer de quelle sécurité et de quelle coopération en Europe il s'agit : sécurité et coopération contre la révolution montante.

Nixon chute

Pourtant la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire n'a pas la vertu

de redonner au système impérialiste une nouvelle jeunesse, ni celle de rendre à la bureaucratie du Kremlin, et à son appareil international, la puissance politique dont ils disposaient à la fin de la deuxième guerre mondiale. Un tournant dans la situation mondiale se préparait, sous le couvert des succès diplomatiques de Kissinger. Une sévère crise politique se nouait au cœur du système impérialiste. Triomphalement réélu en novembre 1972, remportant de brillants succès diplomatiques, architecte de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire, Nixon était contraint de démissionner en août 1974 de son poste de Président de la République des USA. « L'affaire » du Watergate avait raison de lui.

« L'affaire » n'était qu'une bien mince affaire. Si les présidents de la République des USA ne s'étaient jamais permis d'entorses plus importantes aux bonnes règles de la morale politique, ce seraient des angelots dignes des tableaux de Michel-Ange. Que pèse le cambriolage du siège du parti démocrate que Nixon a commandé, à côté de l'incroyable provocation qui a consisté à décréter le blocus pétrolier du Japon, à le pousser à la guerre, à attendre qu'il attaque « par surprise » à Pearl Harbor, pour jeter les USA dans la guerre, un an après une campagne électorale entièrement axée sur le maintien de la paix (Roosevelt en 1940-1941) ? Combien enfantine semble « l'affaire » des plombiers-cambrioleurs à côté de la mise en scène du golfe du Tonkin qui a servi de prétexte aux premiers bombardements du Nord-Vietnam ?

A la vérité, il s'agissait d'une crise politique, toujours non résolue, dont les origines plongent au plus profond de la société américaine placée devant une échéance historique au moins aussi décisive que celle devant laquelle elle était placée à la fin des années 30 et au début des années 40. La politique de Nixon mettait sur pied la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire. Elle permettait de faire

face à l'échec de la stratégie politique que Eisenhower et Kennedy avaient définie et Johnson menée le plus loin. Elle ne résolvait pas les problèmes fondamentaux qui assaillaient l'impérialisme US, les causes profondes de cet échec, ni sur le plan mondial, ni aux USA.

De contradictions en contradictions

Ainsi, en tant que partie intégrante de sa politique et exprimant les besoins profonds du capital US, Nixon annonçait le 15 août 1971, « *la suspension de la convertibilité du dollar en or ou en autres moyens de réserve* ».

Il précisait très crûment de quoi il retournait :

« A la fin de la 2^e guerre mondiale les économies des principales nations industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à les remettre sur pied et à protéger leur liberté, les Etats-Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars au titre de l'aide à l'étranger. Il nous appartenait de le faire.

« Aujourd'hui, en grande partie grâce à notre aide, elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes. A présent qu'elles sont économiquement puissantes, le moment est venu pour qu'elles portent leur part équitable du fardeau pour la défense de la liberté de par le monde. Le moment est arrivé pour que les taux de change soient rectifiés et que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité. Il n'y a plus de raison pour que les Etats-Unis luttent avec une main attachée derrière le dos. »

Sans ambiguïté le Président des USA exposait le rôle que ceux-ci avaient rempli depuis la guerre et la fin de la guerre : l'Etat bourgeois américain avait évité l'effondrement du capital en Europe et au Japon en prenant en charge la reconstruction du

système impérialiste et en accumulant en conséquence l'ensemble des contradictions du système conjuguées à ses contradictions particulières, économiques, sociales, politiques. Nixon n'exposait pas la raison profonde qui avait contraint l'Etat US à jouer ce rôle : la peur que les prolétariats d'Europe balaient les bourgeoisies européennes en faillite. Il ne disait pas non plus que la prospérité économique, la reconstitution d'une partie du capital, l'accumulation nouvelle de capital, depuis la fin de la guerre, en Europe et au Japon, avait exigé que l'Etat américain entretienne un fantasme parasitisme, principalement au moyen de l'économie d'armement, et qu'une inflation mondiale sans précédent en résultait. Le redémarrage des économies allemande et japonaise date précisément du réarmement américain et de la guerre de Corée pour ne prendre que ces deux exemples. Les Etats bourgeois d'Europe et du Japon devaient d'ailleurs prendre en charge une part de l'entretien de ce parasitisme. La crise monétaire internationale était la conséquence, sur le plan financier, de ce parasitisme sans précédent et que seules les immenses ressources des USA avaient été en mesure d'entretenir. Ce n'était pas à sens unique. Le capital US investissait l'Europe, le Japon, sans parler du Canada et de l'Amérique latine, du Moyen-Orient, etc. Le Marché commun que l'impérialisme américain avait imposé à l'origine devenait, certes, le moyen de multiplier les échanges en Europe de l'Ouest entre les différents pays capitalistes, mais aussi un vaste champ d'investissements ouvert aux capitaux américains.

Le discours de Nixon n'en était pas moins significatif : les USA ne pouvaient continuer à prendre en charge l'ensemble des contradictions du système impérialiste. L'exaspération des contradictions montantes plaçait les USA devant la nécessité de les rejeter sur leurs partenaires européens et japonais. Mais la modification de la stratégie mondiale de l'impérialisme amé-

ricain se heurtait à une nouvelle contradiction. Face à la montée de la révolution en Europe, aux divisions internes de la coalition impérialiste, aux divisions propres de la bourgeoisie américaine, à la résistance extraordinaire que les masses chinoises opposeraient à une agression militaire US, que laissait prévoir la résistance des masses vietnamiennes, à la peur des conséquences qu'aurait l'éclatement des bureaucraties chinoise et du Kremlin, à l'impossibilité d'imposer au peuple américain l'énorme prix matériel et humain d'une guerre contre la Chine tant que les rapports politiques et sociaux entre les classes restent ce qu'ils sont traditionnellement : l'impérialisme US devait réviser sa politique.

Mais l'abandon de la perspective d'une guerre à brève échéance ne faisait que rendre plus pressante la recherche de débouchés pour les marchandises et les capitaux bien que l'économie d'armement soit poursuivie, le parasitisme, l'inflation de crédits accentués. L'Europe capitaliste, le Japon, devaient être remis à leur juste place sur le plan capitaliste. En outre, la pénétration massive des marchandises et des capitaux américains en Europe de l'Est et en URSS devenait plus nécessaire. Déjà les bourgeoisies européennes, et particulièrement le capital allemand, s'efforçaient d'ouvrir des brèches. La diplomatie de Nixon tentait de poser les jalons à la pénétration du capital US en Europe de l'Est et surtout en URSS. Il devait d'ailleurs conclure un accord économique avec le Kremlin qui prévoyait que l'URSS se procurerait aux USA d'importantes quantités de biens d'équipements, de marchandises, en échange de matières premières, de gaz naturel, et surtout de crédits considérables que l'Export-Import Bank devaient couvrir. Mais la bureaucratie du Kremlin devait appuyer la politique américaine dans le monde. En URSS même, des garanties politiques devaient être données à l'impérialisme

US. La discussion sur le contrôle des armements intercontinentaux, les fusées SALT, offrait aux Américains l'occasion de réclamer la présence, en URSS, de contrôleurs américains.

Là était la faille de cette politique. L'impérialisme américain était contraint de modifier sa stratégie politique des années 60, en raison des rapports mondiaux entre les classes, des rapports au sein des bourgeoisies et entre elles, y compris à l'intérieur de la bourgeoisie américaine, mais ses besoins objectifs demeuraient et se faisaient plus pressants. Ils exigeaient le report de ces contradictions sur les capitalismes européens et japonais, sur la bureaucratie du Kremlin et celles de l'Europe de l'Est. Du même coup, la dislocation du système impérialiste évité d'une façon, menaçait d'une autre, les crises des bourgeoisies européennes et japonaise, celle des bureaucraties parasitaires, les luttes de classes du prolétariat et des masses exploitées rebondissaient.

Nixon a renouvelé plusieurs fois son ultimatum du 15 août 1971. Il ne pouvait mener jusqu'au bout cette politique. Tout en défendant plus durement les intérêts spécifiques de l'impérialisme US, Nixon dut se contenter de compromis successifs. Ces compromis n'empêchaient pas l'aggravation de la situation économique aux USA, la menace croissante d'une crise qui disloquerait le marché mondial, sa marche était seulement freinée, reportée dans le temps à grands renforts de crédits d'armement, de parasitisme, d'inflation, de crédits. L'Etat américain supportait un poids toujours plus lourd : l'inflation dépassait dans l'ensemble des pays capitalistes le taux de 10 % par an, le chômage croissait corrélativement, et les économistes distingués trouvaient un néologisme pour désigner cet état de l'économie capitaliste, la « slumpflation ». L'ouverture de débouchés aux marchandises et aux capitaux américains en URSS et en Europe de l'Est ne se réalisait pas non plus. Il fallait obtenir que soit

mis fin au monopole d'Etat du commerce extérieur, des garanties que la bureaucratie du Kremlin n'était pas en état de donner sans déclencher une redoutable crise politique jusqu'en ses sommets. On sait que des accords économiques et financiers, Nixon-le Kremlin, conclus en 1972, il n'est rien resté. Le Congrès avait réduit à 75 millions de dollars les crédits annuels que l'Export-Import Bank pouvait ouvrir à l'URSS pendant 4 ans ; en pratique rien. Le Kremlin y a renoncé.

Aux USA, le retrait progressif des troupes américaines au Vietnam mettait fin au mouvement contre la guerre qui était devenu extrêmement puissant en 1970. Le mouvement des noirs, dans l'impasse, sommeille. Mais la classe ouvrière américaine est toujours aussi puissante ; la bourgeoisie américaine n'est pas prête d'oublier que, en pleine guerre du Vietnam, la classe ouvrière des USA défendait ardemment son niveau de vie, ni des grèves comme celle de la General Motors en 1970.

C'est sur ce fond d'incertitude, d'incapacité à ouvrir une perspective à longue échéance, que s'est nouée la crise politique qui devait aboutir à l'élimination en août 1974 de Nixon de la présidence des USA, malgré les « succès » de sa politique étrangère au cours de l'année 1973.

Crises politiques, crises économiques

Cette crise politique, comme toute crise politique, est nourrie de l'incapacité à définir une politique qui mette en harmonie les besoins objectifs de l'impérialisme US et les moyens de les atteindre. Elle inclut en conséquence les contradictions qui résultent de l'histoire des USA, des rapports entre les classes, des rapports politiques, des institutions et traditions, nés de cette histoire, et des exigences présentes. L'impérialisme américain a besoin d'un Etat centralisé et fort qui impose une dis-

cipline de fer à toutes les couches de la société afin d'appliquer et de poursuivre jusqu'à son terme une politique assurant l'hégémonie mondiale de l'impérialisme US. L'histoire lui a légué de tout autres rapports sociaux et politiques. Tant que les ressources semblaient inépuisables, cette contradiction n'était pas aiguë. Bien plus, elle contribuait à l'image de marque démocratique de la bourgeoisie américaine. Désormais, cela devient de plus en plus difficile. Mais la solution de tels problèmes ne découle pas d'une décision et d'un plan politique soigneusement élaborés et rigoureusement appliqués par on ne sait quel état-major, situé on ne sait où. Elle ne peut surgir que de violents conflits politiques, de grandioses luttes de classes, se déroulant au cours d'années, et s'imposer en quelque sorte à toutes les couches de la société. La bourgeoisie des USA n'a pas de tradition de césarisme, mais celle de l'exercice effectif du pouvoir. Ce n'est qu'en dernier recours qu'elle se résignera à la constitution d'un Etat fort ultra-centraliste, encore faut-il que la tentative réussisse. Nixon est tombé victime de l'ensemble de ces contradictions (1).

Les années se suivent et ne se ressemblent pas forcément : l'année 1973, après son élection magistrale, les accords de Paris, les succès politiques au Moyen-Orient, le redressement de la position mondiale du dollar, les relations impérialisme US-bureaucraties du Kremlin et chinoise, était l'année Nixon ; l'année 1974 était celle de sa chute, celle où s'est amorcé un tournant dans la situation mondiale.

Tout se noue. La crise politique aux USA se conjugue à l'accentuation de la marche à la crise économique. Pour la première fois un président des USA

(1) Voir l'article de François Forgeu : « La chute de Nixon et la crise politique de l'impérialisme américain », *La Vérité*, N° 564, octobre 1974.

n'est pas élu au suffrage universel, mais par le Congrès. De Ford, le successeur de Nixon, le prédécesseur de ce dernier, Johnson, disait : « *Il a trop joué au football américain sans porter de casque.* »

Les conditions de son élection, et le personnage, font que le pivot, la force motrice, de l'impérialisme mondial, et de la sainte-alliance contre-révolutionnaire, n'a pas de direction stable et ferme. Progressivement la crise économique s'affirme aux USA et en Europe, dans plusieurs pays d'Europe le million de chômeurs est atteint et dépassé au début 1975 ; aux USA, 8 % de la population active est réduite au chômage, il y a neuf millions de chômeurs. Incontestablement les Etats bourgeois d'Europe, du Japon, des USA, se battent et tentent d'endiguer la crise, d'éviter la dislocation du marché mondial. Ils s'ingénient à maintenir l'activité économique. Les moyens dont ils disposent sont toujours les mêmes. Aux USA, Ford décide de dégrèver de milliards d'impôts les sociétés capitalistes, de creuser plus encore le déficit budgétaire, qui a atteint 45 milliards de dollars en 1974, c'est-à-dire d'avoir recours à l'inflation classique et à l'inflation de crédits. Au niveau international, plus que jamais il faut trouver des compromis, réaliser d'incroyables équilibres. Il s'agit de continuer d'accepter que les banques centrales accumulent par milliards des dollars provenant de l'inflation américaine, représentant une masse énorme de capital fictif, mais qu'en même temps les déséquilibres des balances des comptes puissent être compensés, que la dégringolade de telle ou telle monnaie par rapport aux autres monnaies soit à court terme évitée. Toujours, et encore, derrière tout cela, c'est du financement du parasitisme, seul moyen de maintenir l'activité économique, dont disposent les Etats bourgeois.

L'Italie, l'Angleterre, l'Espagne, d'autres pays encore, connaissent d'astronomiques déséquilibres de leurs

balances commerciales et des comptes. La France a réduit son déficit commercial en réduisant ses échanges internationaux. La voie de la catastrophe est ouverte. L'Allemagne Fédérale est de plus en plus contrainte de devenir le banquier des USA et de l'Europe. Rôle au-dessus de ses moyens. Rôle qu'elle ne veut pas assumer. Si puissante économiquement que la RFA apparaisse en 1974, elle n'est pas comparable aux USA de 1945. Rôle qu'il lui faut pourtant, au moins en partie, assumer. Ainsi la Deutsch Bank souscrit des millions de dollars de bons du trésor américain. Ce n'est pas suffisant. Les Etats bourgeois élaborent un système complexe de financement de l'inflation mondiale, les DTS, droits de tirages spéciaux auprès de la banque mondiale, dont la valeur nominale résulte « d'un cocktail des monnaies ». Cela ne suffit néanmoins pas. En 1974, un accord a été conclu entre les USA et les autres puissances capitalistes. Celles-ci auraient le droit d'utiliser leurs réserves d'or en les évaluant au prix du marché libre aux conditions suivantes : les pays capitalistes dont les balances commerciales sont déficitaires peuvent contracter des emprunts auprès d'autres banques centrales gagés sur leurs stocks d'or évalués au prix du marché. Un tel accord a été contracté notamment entre l'Italie et la RFA.

Pourtant le dollar continue à être défini officiellement, utilisé dans les échanges internationaux, emmagasiné par les banques centrales au prix de 42 dollars l'once d'or. Quel échafaudage ! Ainsi après avoir pris à la gorge les pays capitalistes européens en utilisant la hausse mondiale du pétrole brut dont ils contrôlent directement ou indirectement les sources, à la suite de la guerre d'octobre 73, les USA sont contraints à ce compromis, sous peine de causer l'effondrement immédiat de l'économie capitaliste en Europe, et en conséquence mondialement. Dans le même temps, les faillites de banques privées alle-

mandes, anglaises, américaines, deviennent inquiétantes et risquent de renouveler les effets de faillite bancaires des années 1929-1930 : les banques centrales prennent à charge de couvrir ces faillites. Autre extraordinaire échafaudage !

Mais la crise politique de la bourgeoisie américaine se noue également aux crises politiques des bourgeoisies européennes. Chacune de ces crises a ses particularités. En France, la V^e République n'en finit pas d'agoniser et la mort de Pompidou devenait une illustration politique. En Italie la situation politique est marquée par la lente décomposition de la démocratie-chrétienne. En Espagne la question est de savoir quand et comment le franquisme tombera. Non moins significatif a été l'échec du gouvernement Heath en Angleterre, sa défaite politique devant les mineurs que la victoire du Labour Party sanctionnait. Il n'est pas jusqu'au Japon où la bourgeoisie ne connaisse une certaine instabilité politique. Crise générale de domination de classe, sur fond de crise économique se précisant, dominée par le fait que le prolétariat, appuyé sur ses conquêtes, n'a jamais été aussi puissant, et qu'il s'appête à engager ou a déjà engagé le combat contre ces régimes politiques en faillite.

La place et l'action déterminante, au sein du système impérialiste, des USA font que depuis la II^e guerre mondiale, d'une façon ou d'une autre, ils subissent les conséquences, quand ils ne sont pas contraints de les prendre en charge, de toutes les contradictions économiques, sociales, politiques du système. Les contradictions de l'ensemble du système impérialiste deviennent contradictions de l'impérialisme US et fusionnent avec celles, particulières, qui résultaient de l'histoire des USA, des rapports sociaux et politiques américains. Cela, l'impérialisme US ne peut l'éviter.

Tournant politique : l'Europe

Les brillants succès diplomatiques de l'équipe Nixon-Kissinger masquaient une réalité bien moins brillante pour l'impérialisme et la sainte-alliance contre-révolutionnaire. Un tournant de la situation politique mondiale se produisait dans les premiers mois de 1974. Le coup d'Etat militaire qui liquidait la dictature Salazar-Caetano vieille de 48 ans, ouvrait les digues au déferlement de la révolution prolétarienne au Portugal. *La Vérité* a suivi pas à pas les développements de la révolution portugaise, un article de ce numéro y est consacré ; il n'est pas nécessaire de reprendre ici l'ensemble de son développement. Insistons cependant sur l'essentiel : la révolution, la révolution prolétarienne, au Portugal, n'est pas un épisode révolutionnaire, elle ouvre un cycle nouveau de la révolution européenne. Quelques mois plus tard la dictature des colonels grecs engageait une aventure à Chypre, dont la seule issue était une guerre contre la Turquie ou la capitulation. Jupiter, dit-on, aveugle ceux qu'il veut perdre. En l'occurrence il s'agissait de certains services de la CIA. En réalité, pris à la gorge, leur régime vacillant, les colonels grecs pratiquaient la fuite en avant et précipitaient leur chute. Au même moment Franco manquait de trépasser et sa mort d'ouvrir une crise de régime.

En Italie, les résultats du référendum sur le divorce étaient une défaite politique pour la démocratie-chrétienne. En France en instituant la V^e République, de Gaulle avait imposé l'élection plébiscite du président de la République au suffrage universel. Sur ce terrain, si défavorable au prolétariat, il manquait à Mitterrand quelques centaines de milliers de voix pour battre le candidat des partis bourgeois. Certes Mitterrand était le « candidat de l'union de la gauche », mais il est premier secrétaire du PS, il était le candidat que présentaient le PCF et le PS, c'est à ce titre que les masses

ont voté pour lui. Sa victoire était possible, mais le PCF a tout fait dès le premier tour, et plus encore au second, pour qu'il ne soit pas élu. Malgré cela, la défaite du candidat de l'UDR, parti par excellence de la V^e République, l'élection au millimètre de Giscard d'Estaing, les suffrages que Mitterrand obtenait, étaient significatifs de la crise politique de la bourgeoisie française, de son système politique actuel, la V^e République, et des rapports politiques entre les classes.

Il n'est pas nécessaire de revenir longuement sur la Grande-Bretagne, sinon pour rappeler que de nouvelles élections en octobre 1974 confirmaient la défaite de Heath. La situation politique instable, économiquement désastreuse, ne s'améliorait pas pour autant. Wilson ne parvenait pas à faire respecter son « contrat social ». En Allemagne Fédérale la situation était plus complexe. Visiblement, après d'importants mouvements grévistes, après avoir massivement voté pour le SPD, la classe ouvrière allemande se heurtait au gouvernement SPD-FDP, et une certaine hésitation des couches instables se manifestait. Les élections aux différents lands, en Hesse, en Bavière, marquaient un très important recul électoral du SPD, jusqu'à 20 % en Bavière. L'offensive réactionnaire se développait y compris à l'intérieur du SPD où Brandt était éliminé à la suite d'une sombre histoire d'espionnage révélée au moment opportun, la bureaucratie du Kremlin n'étant pas étrangère à ces révélations. Brandt n'est pas un révolutionnaire. Mais aux yeux des militants du SPD et de la classe ouvrière il incarne la tradition prolétarienne du SPD. Son élimination était donc une attaque politique contre les militants et les masses, le caractère ouvrier du SPD. Elle devait accentuer les hésitations, les interrogations politiques du prolétariat allemand. Mais la puissance du prolétariat n'était pas entamée. Et l'évolution de la situation politique allemande rappelait celle qui, en Angleterre, avait conduit à la défaite électorale de 1970

du Labour Party et à la victoire du Parti Conservateur. Il s'agissait d'un moment de la maturation politique du prolétariat anglais et non d'une défaite entamant sa puissance réelle. De façon inégale et particularisée dans chaque pays en Europe Occidentale se préparaient des crises révolutionnaires ouvertes, dont l'unité constitue la marche à la révolution en Europe.

Une question surgit : et l'Europe de l'Est ? Les difficultés et contradictions économiques de ces pays sont connues : déséquilibres entre les différentes branches de la production ; inégalités et exploitations de ces pays entre eux et surtout par la bureaucratie du Kremlin, cruel besoin de marchandises, de brevets, de capitaux, venant des pays capitalistes, etc. La crise économique menaçante, la hausse des prix, et même des matières premières, se répercutent en aggravant leurs contradictions sur les économies de ces pays. Que le Kremlin ait dû renoncer à l'accord économique URSS-USA que le Congrès américain a vidé de contenu, souligne la dépendance des bureaucraties parasitaires par rapport à l'Ouest, et combien leur gestion de l'économie accroît les difficultés. Mais la chappe de plomb bureaucratique qui pèse sur ces pays, écrase toute vie politique ouverte, rend difficile de constater et d'analyser les conflits sociaux et politiques, qui n'en existent pas moins, tant que ceux-ci n'explorent pas. Pourtant en URSS, au sommet de la bureaucratie, une crise politique est très réellement apparue. La direction Brejnev a été mise en cause. La crise, pour l'instant, a abouti à l'élimination de Chelepine de la direction. Les tenants et les aboutissants de cette crise politique ne sont évidemment pas connus. A n'en pas douter ce sont les relations avec l'impérialisme, l'impérialisme US principalement, la façon dont elles se répercutent sur les problèmes de l'URSS et de l'Europe de l'Est, qui en constituent la matière. En tout cas, les crises au sommet des bureaucraties parasitaires ouvrent générale-

ment les failles par lesquelles s'engouffrent les mouvements de masse ; ainsi naissent les révolutions politiques. Les crises politiques au sommet de la bureaucratie du Kremlin, ainsi que toute la crise politique, manifeste l'impasse de la couche dirigeante. Mais la structure de l'appareil stalinien de l'URSS et international est telle que la crise au sommet provoque une crise d'ensemble. Tout l'appareil se fissure, les craquements se répercutent à tous les niveaux et dans tous les pays, ceux de l'Europe de l'Est notamment. L'Associated Press a diffusé une information que la presse n'a pas reflétée en général : en mars 1974 des grèves ont éclaté en Pologne à Gdansk et à Gdynia, là où avait commencé le mouvement insurrectionnel de décembre 1970 en Pologne ; sous la dalle, la fermentation sociale et politique se poursuit, des jets de vapeur signalent le bouillonnement, et l'éruption peut jaillir à n'importe quel moment imprévu en utilisant les failles de la croûte bureaucratique.

Manifestations d'un même processus fondamental, tous ces développements ne demandent qu'à s'ordonner plus étroitement. Qu'en Espagne le franquisme s'écroule, qu'en France les masses balayent la V^e République, qu'en Italie se centralise un mouvement du prolétariat qui emporte le gouvernement à direction DC, qu'en Grèce le mouvement des masses ne puisse être contenu, qu'en Pologne, ou en Tchécoslovaquie, ou en Hongrie, voire en Yougoslavie, et à plus forte raison en Allemagne de l'Est déferle la révolution politique, sans parler de l'URSS, et toutes ces possibilités qui affleurent se cristallisent en une révolution à l'échelle de l'Europe. C'est à cette mesure qu'il faut apprécier la révolution portugaise, comme ouverture de ce processus. Et c'est à cette mesure que l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin, et toutes les forces réactionnaires, quels que soient leurs déguisements, apprécient la révolution portugaise.

Tournant politique : le Vietnam

Tournant dans la situation mondiale qui est plus menaçant en Europe qu'ailleurs, par suite de ce que représente historiquement du point de vue de la lutte des classes l'Europe — en Europe fusionnent pratiquement la révolution sociale et la révolution politique — mais tournant qui ne se limite pas à l'Europe. Les accords de Paris, au contraire de ce que les mystificateurs staliniens ont dit à l'époque, et que leurs toujours zélés flanc-gardes de gauche, les pablistes, ont affirmé, ne marquaient pas la victoire des masses vietnamiennes. *L'Humanité* du 21 juillet 1975 laisse échapper un aperçu de la vérité, à propos de ces accords, dans un reportage d'un de ses envoyés spéciaux Jean-Emile Vidal :

« La période la plus terrible de trente ans de guerre dans cette région a suivi la signature de l'Accord de Paris lorsque Thieu a cherché à submerger la zone libérée. Il a concentré, dans le district de Vi Thanh deux régiments d'infanterie, soixante-dix-huit bataillons des forces de « pacification » et deux unités blindées. Sans parler de l'aviation. Les ratissages des « Trois Tout » (tout tuer, tout brûler, tout détruire) étaient systématiquement mis en pratique sur les territoires contrôlés par le GRP. Des centaines de femmes ont été violées par la troupe. L'objectif était de contraindre la population à se regrouper autour des postes militaires. Et pourtant les paysans se sont accrochés à leur terre ; les forces de libération ont tenu sur des enclaves réduites... et remporté la manche décisive. »

Très objectivement est exposé ici ce que les accords de Paris signifiaient et ce que les masses vietnamiennes ont supporté de souffrances supplémentaires en raison de ces accords. Cela n'empêche pas que ces

accords ont fait faillite. Toutes les informations qui parviennent le confirment, à quelques étroites limites que le FNL et le GRP aient été réduits, un minimum de soutien venu du Nord leur a permis de tenir et de ne pas disparaître. La détermination, l'efficacité de l'armée de Thieu et de son administration étaient inversement proportionnelles aux armements dont les avaient dotés leurs maîtres américains. La prévarication, la corruption, la démoralisation a décomposé cette armée formidable sur le papier. L'Etat et le gouvernement compradors de Thieu, sans racines dans une société que 30 ans de guerre révolutionnaire avaient bouleversée, à l'image d'une bourgeoisie lamentable produit de la colonisation et de la guerre impérialiste menée d'abord par la France et ensuite par les USA, se sont putréfiés et, à un certain point, un choc mineur a suffi pour qu'ils s'effondrent ainsi qu'un château de cartes.

Le dernier numéro de *La Vérité* l'écrivait : la classe ouvrière, les masses exploitées, n'ont pas le pouvoir. Aussi fantomatique que soit devenue l'administration de Saïgon et le gouvernement de Minh, héritier de Thieu, le GRP a tenu à ce qu'il y ait transmission de l'autorité politique à un comité militaire qu'il avait nommé. Dans tous les quartiers s'installent des comités nommés par en haut. La classique « rééducation » des fonctionnaires est entrée en application. En bref : le gouvernement de Hanoï étend son administration au Sud ; le GRP reste discret. Le pouvoir réel est entre les mains des cadres de l'armée du Nord et du Parti des Travailleurs vietnamiens (le PCV). Le gouvernement d'Hanoï a évité que les masses occupent le vide politique, constituent d'authentiques comités qui les représentent. Il étend au Sud l'administration du Nord, crée une couche de bureaucrates, et l'Etat ouvrier déformé se prolonge au Sud. Au Cambodge la manœuvre a été plus radicale : les

khmers rouges ont vidé purement et simplement Phnom Penh de sa population. Il reste qu'au Vietnam, au Cambodge et au Laos, l'impérialisme américain a subi une très dure défaite politique, que l'unification du Vietnam est une question de temps, que l'expropriation de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers est inévitable, que peut-être se constituera une Union indochinoise. C'est un fait : il s'agit de réformes de nature prolétarienne et qui jalonnent la voie de la révolution mondiale.

A propos d'une hypothèse théorique

Mais cela nous oblige à rappeler ce qui était alors une hypothèse théorique que contenait le Programme de Transition :

« Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Ce qui n'était en 1938 qu'une hypothèse a eu, depuis, de nombreuses et importantes applications. Encore que dans chaque cas il s'agisse de distinguer, de mettre à jour les circonstances spécifiques, de ne pas établir une simple égalité, il est clair que la révolution yougoslave, l'expropriation du capital en Europe de l'Est, la révolution chinoise, la guerre révolutionnaire au Viet-Nam, la révolution cubaine, relèvent de cette hypothèse. *La Vérité* devra revenir sur cette question qui demande une réponse précise et détaillée. Mais depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'humanité vit une période très exceptionnelle : d'un côté le système impérialiste comme un tout continue à se

gangréner dans son ensemble ; la gangrène a infecté le système dans ses pays d'origine, l'Europe ; elle a gagné en profondeur la puissance dominante, force motrice du système, les USA ; le prolétariat mondial, et en particulier sa partie européenne, a mis en cause, à la fin de la guerre, les vieilles bourgeoisies, les vieux Etats bourgeois, il a reconquis d'anciennes positions, conquis de nouvelles positions, il est puissamment organisé, la densité du prolétariat mondial s'est prodigieusement accrue, les masses des pays économiquement arriérés, soumises à l'impérialisme, se sont mises en mouvement, et, conjointement, non seulement les vieux appareils sociaux-démocrates ont survécu mais du premier Etat ouvrier, isolé, arriéré, en conséquence des défaites de la première période de la révolution mondiale est née, s'est développée une monstrueuse bureaucratie parasitaire, socialement petite-bourgeoise dont Trotsky dit qu'elle n'est pas une classe mais qu'elle est une caste, plus qu'une simple bureaucratie.

Subordonnant l'Internationale communiste elle en a fait son docile appareil international, précipitant le prolétariat européen à de nouvelles défaites, ouvrant la route à Hitler, à l'écrasement de la révolution espagnole, et à la deuxième guerre mondiale, écrasant férocement en URSS et dans le monde, l'avant-garde du prolétariat mondial ; les circonstances de la guerre, de la défaite de l'impérialisme allemand, ont contribué à développer et à porter à son point le plus haut la force politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international qui en coopération avec l'impérialisme américain a sauvé les bourgeoisies européennes et le système impérialiste du désastre à la fin de la deuxième guerre mondiale. Mais le système capitaliste décadent ne peut être régénéré, quelles que soient les apparences, il est atteint d'un mal incurable qui le mine toujours plus profondément,

dans sa totalité, comme chacune de ses parties, maladie chronique marquée de crises de plus en plus violentes. Des pans entiers du système impérialiste se décomposent et s'effondrent. De son côté la bureaucratie du Kremlin voit se dresser les masses, de l'Europe de l'Est et de l'URSS, contre elle, elle est déchirée. La dimension de l'action contre-révolutionnaire, à l'échelle des continents, à l'échelle du monde, qu'il lui faut entreprendre, la distord. Des ruptures se produisent au gré d'événements comme la guerre (Chine, Yougoslavie) qui en amènent d'autres (Vietnam), entre certains partis et l'appareil international du stalinisme, sans que l'origine stalinienne de ces partis cesse de les marquer. Il s'agit bien d'une combinaison de circonstances très exceptionnelles. Les solutions prolétariennes s'imposent de façon totalement déformées comme les seules solutions. La révolution prolétarienne est la grande force motrice de toute l'histoire contemporaine. Elle chemine, et, tout à la fois, reste refoulée.

Répercussions

Au Vietnam et en Indochine, la révolution prolétarienne n'a pas vaincu, et encore moins remporté la victoire. La défaite de l'impérialisme américain n'en est pas moins une victoire de la révolution mondiale, l'unification du Vietnam, l'expropriation de la bourgeoisie, des grands propriétaires fonciers, sont des mesures qui vont dans le sens de la réalisation des tâches prolétariennes. La portée de cette défaite de l'impérialisme américain ne s'arrête pas au Vietnam et à l'Indochine. Il ne s'agit pas de confondre des situations qui ne sont pas identiques. Pourtant dans tous les pays économiquement arriérés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, des signes, plus ou moins marqués, de décomposition sociale et politique existent également. Indépendamment de la volonté du PCC, la révolution chi-

noix a donné une grande impulsion aux combats contre l'impérialisme en Asie, et directement au Vietnam et en Indochine. A son tour, Dien-Bien-Phu a impulsé, en dépit et contre les accords de Genève, le combat du peuple vietnamien contre l'impérialisme US. Sans se livrer à des spéculations, il est évident que la défaite retentissante de l'impérialisme US aura d'importants échecs dans tous les pays qu'il exploite et opprime.

La gravité de la défaite de l'impérialisme au Vietnam et en Indochine vient de ce qu'elle intervient au moment où la gangrène atteint l'ensemble du système, qui est menacé de dislocation, où toutes les bourgeoisies subissent de profondes crises politiques, où la crise économique s'avance inexorablement, où en Europe la révolution prolétarienne a commencé au Portugal. La crise politique de la bourgeoisie américaine a interdit à Ford de se porter au dernier moment au secours de Thieu et de Lon Nol. Fait non moins grave, les accords de Paris ont été l'un des résultats tangibles de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire, mais la sainte-alliance a été impuissante à en assurer l'application pleine et entière. Ce n'est pas tout : la diplomatie dite des « petits pas » devait conduire à l'établissement de la « Pax Americana » au Moyen-Orient, avec le concours du Kremlin, à la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les pays arabes d'un côté, à la constitution d'un Etat croupion palestinien en Cisjordanie, ce n'est pas acquis. Il faut faire accepter ces solutions non seulement aux Juifs habitant l'Etat d'Israël mais surtout aux masses arabes extrêmement sensibles à la question palestinienne.

Les difficultés et échecs de l'impérialisme américain sont à la mesure de son rôle mondial. Ils proviennent aussi de ce qu'il considère l'Amérique latine comme sa chasse gardée. Au début des années soixante, la révolution cubaine le menaçait à quelques centaines de kilomètres des côtes de

Floride. De multiples coups d'Etat militaires du Brésil à l'Argentine, complétèrent la chaîne des dictatures latino-américaines, les USA n'hésitant pas à envoyer leurs « marines » et en tous cas engager directement la CIA.

L'affaire des fusées, l'aventurisme petit-bourgeois des dirigeants cubains, que le foquisme a concrétisé, contribuaient à l'isolement de la révolution cubaine. Or les feux de la révolution se ranimaient dès le début des années 70 en Amérique latine. La révolution éclatait en Bolivie, l'Assemblée Populaire était appelée « le premier soviet d'Amérique latine ». Le coup d'Etat militaire de Banzer mettait fin en août 1971 à cette nouvelle phase de la révolution en Bolivie. Mais une situation révolutionnaire se nouait au Chili. Une fois de plus le Front Populaire entravait la réalisation de l'unité du prolétariat et contenait son action de classe. Le 11 septembre 1973, un coup d'Etat militaire écrasait le prolétariat et les masses exploitées au Chili. L'horrible répression qui suivit devait éloigner pour des années le spectre de la révolution d'Amérique latine. Or deux ans plus tard une nouvelle situation révolutionnaire s'est nouée en Argentine. La défaite d'Isabella Peron et de son gouvernement, contraints de céder devant la grève générale, quoique les péronistes contrôlent la CGT, signifie que rapidement une crise révolutionnaire peut surgir.

Tournant dans la période ouverte en 1968 : l'impérialisme combat

Cette vue, plus panoramique qu'analytique, de la situation mondiale, de ses développements au cours de l'année 1974 et au début de l'année 1975 suffit à montrer l'importance et l'ampleur du tournant de la situation mondiale, qui bien entendu a ses pointes avancées, est inégale, mais englobe le système impérialiste dans son ensemble.

ble, l'atteint en chacune de ses parties, des USA à l'Europe, de l'Amérique latine à la Chine, au Moyen-Orient, et touche également les bureaucraties parasitaires, à commencer par la bureaucratie du Kremlin et son appareil international. Tournant dans la situation mondiale qui s'inscrit comme développement de la nouvelle période révolutionnaire mondiale qui s'est ouverte en 1968 et que l'OCI a caractérisée comme « la période de la révolution imminente ».

Les thèses que le 17^e Congrès de l'OCI a votées précisaient ce qui était ainsi entendu :

« 1) La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux USA, en une crise de la domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de la domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes soulevés par cette crise, dans les principaux pays de l'Occident, et en particulier, en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de la période de l'imminence de la révolution.

2) La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimée dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union Soviétique même.

3) L'impérialisme mondial et particulièrement son chef de file, l'impérialisme US, et la bureaucratie du Kremlin, parfaitement conscients de l'enjeu immédiat de la lutte de classes internationale, tendent à unifier leurs forces et leur politique contre la révolution. Mais à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses, elle pouvait conserver une pleine autonomie. La révolution politique qui s'annonce en Union Soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme

de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte de classes internationale, conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme US.

4) Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le pouvoir. »

Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle période, au sens historique du terme, mais du mûrissement des caractéristiques de cette période, mûrissement qui de plus est en cours, n'est pas à son terme, c'est-à-dire où toutes les caractéristiques s'affirment, sans atteindre encore leur plénitude. L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires se battent pour contrôler et maîtriser les rapports mondiaux, qui tendent à échapper de plus en plus à leur contrôle, à aboutir à la dislocation de « l'ordre mondial » établi à Yalta et à Potsdam, lequel a déjà subi de nombreuses atteintes et modifications. Au moment actuel ils tentent de bloquer le processus révolutionnaire. Ils n'abdiquent pas. Ils n'abdiqueront qu'au jour de leur défaite finale.

Une crise politique fondamentale déchire la bourgeoisie américaine et ses institutions. Le président Ford, représentation, en quelque sorte, de cette crise, est incapable de la résoudre. La campagne électorale pour les élections présidentielles, qui auront lieu fin 1976, n'y aidera certainement pas. On ne peut exclure le fait que la crise économique se transforme qualitativement, et submerge le système impérialiste, les USA compris, à court terme. L'impérialisme américain, si handicapé soit-il, se bat sur tous les terrains. Des lignes de force s'imposent à toute la bourgeoisie américaine, malgré sa crise politi-

que et l'inadéquation du système politique. L'affaire du Mayaguez sent la provocation à plein nez. Elle a fait l'union nationale aux USA. Battu au Vietnam et en Indochine, l'impérialisme américain, toutes tendances unies, a voulu donner un solennel avertissement au monde de la puissance américaine, de son unité lorsqu'il considère que ses intérêts vitaux sont en jeu. Il a averti : la Corée du Sud n'est pas le Vietnam, ni l'Indochine, nous ne laisserons pas s'effondrer ce pilier de l'ordre impérialiste en Asie, qui touche directement le Japon, sans intervenir de toute notre puissance, tandis qu'il cherche des accommodements en Thaïlande par exemple. D'autre part, on connaît l'habileté de l'impérialisme US à monter de toutes pièces des provocations qui frappent l'opinion américaine et autour desquelles il réalise l'unité nationale. Enfin le règlement des rapports entre les classes aux USA, et des rapports politiques à l'intérieur de la bourgeoisie américaine et de ses institutions, au sens du renforcement et de la centralisation de l'Etat, ne peut certes être que le résultat de violents affrontements politiques, et occuper de nombreuses années ; il serait complètement erroné d'en conclure qu'il faut d'abord que ces questions soient réglées et qu'ensuite seulement l'impérialisme américain serait en mesure de remplir pleinement sa fonction mondiale.

Les deux processus peuvent être combinés : l'union nationale face à un « péril » extérieur qui « menace » les USA étant le point de départ de la bataille pour transformer les rapports politiques aux USA. Toutes les difficultés qui assaillent l'impérialisme américain, les contradictions qui le déchirent, n'empêchent pas que la bourgeoisie américaine plonge au plus profond de la société américaine, que sa puissance n'a d'égale que la puissance du prolétariat, mais que ce prolétariat n'a pas de représentation politique propre, que ce qui fait la faiblesse de l'Etat bourgeois américain fait aussi sa

force, sa décentralisation le fonde profondément. La puissance militaire des USA n'a pas besoin d'être démontrée, leurs ressources économiques restent gigantesques, à côté d'éléments de putréfaction visibles au grand jour, telle l'impasse économique et financière de villes comme New York dont le budget est écrasé de dettes. Tout ça, et bien d'autres choses, ce sont les Etats-Unis.

Le système impérialiste se bat contre la crise qui monte, qui monte... Tous s'efforcent d'avoir une intervention concertée pour contenir la crise économique et on ne peut exclure que l'échéance soit encore retardée. Une fois de plus, la relance de l'économie américaine est décisive. Elle ne peut résulter que des méthodes désormais classiques ; le remède aggravant finalement le mal. Tous les économistes, les hommes politiques, les gouvernements bourgeois d'Europe et du Japon discutent, auscultent, supputent sur les oscillations de l'économie US, ses possibilités de reprise. D'un autre côté, l'effondrement de l'économie capitaliste en Europe et au Japon n'entraînerait pas moins sûrement l'effondrement de celle des USA.

Mais les lignes de force qui s'imposent à l'impérialisme américain l'obligent à faire valoir ses intérêts spécifiques plus brutalement que de par le passé. Le « marché du siècle » en porte témoignage, de même qu'il porte témoignage que « l'Europe » de la CEE est un conglomérat d'intérêts conjoncturels prêts à se disloquer. Les qualités réciproques du FY 16 et du Mystère n'ont été que des éléments secondaires. L'impérialisme américain a besoin de débouchés. Il impose son matériel militaire, outre le fait qu'il s'agit d'imposer la prédominance politique des USA aux Etats bourgeois d'Europe. La remontée du dollar est relative. Elle ne signifie pas moins que le pivot de l'économie capitaliste reste aux USA et que si la crise économique peut encore être différée,

cela dépend de l'économie US.

Une fois encore, on constate cette démarche hésitante de l'impérialisme US, depuis qu'il est lui-même de plus en plus pris au piège de contradictions qui s'accroissent : d'un côté, il est obligé de prendre en considération l'équilibre du système capitaliste dans son ensemble, le danger de l'effondrement d'un secteur comme l'Europe, et cela l'incite à réaliser des compromis ; de l'autre, le maintien du système implique qu'il tente de rejeter les contradictions qui l'étreignent sur le dos des bourgeoisies européennes et de la bourgeoisie japonaise. Mais plus se resserrent les contradictions, plus s'affirme : USA d'abord. L'année dernière, les USA, après avoir pris à la gorge les bourgeoisies européennes et japonaise, consentaient au compromis monétaire dont il a été question plus haut ; cette année, Ford refuse que se tienne la conférence monétaire à cinq que demande Giscard d'Estaing pour trouver de nouveaux accommodements.

La pression américaine et ses exigences se font plus vives également en direction de l'URSS et de l'Europe de l'Est. La bureaucratie du Kremlin a dû renoncer aux accords économiques URSS-USA que le Congrès avait vidés de contenu. L'impérialisme US ne renonce pas à abattre les obstacles qui se dressent à la libre pénétration de ses marchandises et de ses capitaux en URSS et en Europe de l'Est, à exiger des garanties politiques, et à forcer les portes. La discussion sur les armements balistiques intercontinentaux à têtes nucléaires multiples se poursuit toujours ; les Américains exigent de contrôler les arsenaux et les armes d'URSS. Alors que Gromyko et Kissinger se rencontraient les 10 et 11 juillet à Genève et s'entendaient pour fixer la date de la dernière réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Gromyko était amené à déclarer en réponse à une question sur un contrôle éventuel

des essais nucléaires sur le territoire d'URSS :

« Nous pensons que les moyens nationaux sont adéquats pour remplir cette fonction. Nous savons que d'autres pays ont d'autres idées. Cela dit, nous sommes pour l'interdiction totale des essais nucléaires. »

L'ambiguïté de la réponse est significative. La bureaucratie du Kremlin est contre, mais la pression de l'impérialisme américain se fait plus forte. Gromyko ne dit pas formellement non, et souligne l'attachement du Kremlin à l'interdiction totale des essais nucléaires. Cela illustre le sens qu'il faut attribuer aux « déclarations de principes » de la dernière et solennelle réunion des 30, 31 juillet et 1^{er} août de la CSCE. L'impérialisme, et surtout l'impérialisme américain, ne renonce à rien, il se fait plus pressant. La sainte-alliance contre-révolutionnaire a subi un échec au Vietnam et en Indochine. Pas question d'y renoncer ; elle doit devenir plus serrée, plus active, plus efficace. Au Moyen-Orient l'impérialisme US poursuit, malgré les difficultés, l'application de sa politique. Les Kurdes ont payé. D'un accord commun, le régime « progressiste » de Syrie et celui du satrape oriental d'Iran ont étranglé leur combat pour leurs droits nationaux. Les combats qui, au Liban, mettent aux prises l'Armée de Libération Palestinienne, et les milices privées fascistes rappellent la façon dont fut préparé le massacre des Palestiniens en Jordanie. Et toujours la bureaucratie du Kremlin appuie fidèlement l'impérialisme américain. A l'issue de l'entrevue Gromyko-Kissinger déjà citée, Gromyko a indiqué qu'il ne pensait pas que Kissinger parviendrait à ses fins au Moyen-Orient mais qu'il lui laissait les mains libres, gardant en réserve le recours à la conférence de Genève sur le Moyen-Orient mise sur pied au lendemain de la guerre d'octobre 1973.

Signification de la CSCE

Le point névralgique de la situation

mondiale reste l'Europe, et là s'exerce à plein la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme US, les bourgeoisies européennes, la bureaucratie du Kremlin, et les bureaucraties satellites. L'impérialisme américain et les bourgeoisies européennes ne renoncent à rien en participant à la séance solennelle de clôture de la Conférence de Sécurité et Coopération en Europe, si chère à la bureaucratie et à ses valets de plume. *Le Monde* du 15 juillet faisait remarquer :

« Deux questions n'ont pas progressé. La première qui fait partie de la deuxième corbeille relative aux problèmes économiques concerne la demande des pays de l'Est de bénéficier dans tous les pays membres de la Conférence de la clause de la nation la plus favorisée. L'Ouest refuse de satisfaire à cette demande aussi longtemps que les pays socialistes n'accepteront pas le principe de la réciprocité des avantages économiques. La deuxième question non résolue est relative à la présentation et à la nature de l'acte final de la conférence. Chacun admet qu'il s'agira d'une déclaration plutôt que d'un accord juridique entre Etats. Les pays de l'Est voudraient donner un caractère plus politique que ne l'acceptent les autres parties. »

Finalement le premier problème n'a pas été réglé ; quant au second, la réponse est claire, il s'agit d'une déclaration. Le premier point concerne toujours la tentative d'ouvrir les pays de l'Est et de l'URSS à la libre circulation des capitaux. Le deuxième point porte sur la valeur de l'acte de ladite conférence. Tout « accord juridique entre Etats » est destiné à être déchiré un jour ou l'autre. Néanmoins la distinction entre ces termes signifie que les Etats bourgeois ne s'engagent pas quant à l'avenir de l'Europe de l'Est.

Alors que signifie cette conférence, la séance solennelle finale, à laquelle Ford et Brejnev et tant d'étoiles politiques ont participé, sous la présidence du représentant de l'Eglise, la plus vieille et expérimentée institution

réactionnaire du monde ? L'aréopage de la contre-révolution tenait des assises. La sécurité en Europe c'est : le maintien de « l'ordre » européen issu de la seconde guerre mondiale, d'un côté les Etats bourgeois, l'exploitation capitaliste ; de l'autre la subordination à la bureaucratie du Kremlin, son joug, son oppression, ses spoliations ; la division politique imposée aux prolétariats allemand et européen. La coopération en Europe c'est : la combinaison de l'activité contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, à la lutte que mènent les bourgeoisies et leurs Etats contre la montée de la révolution en Europe. Les conférences successives des PC d'Europe sur de multiples sujets s'insèrent dans cette politique, son application. César Corte montrait dans le précédent numéro de *La Vérité* l'unité contre-révolutionnaire, que le Kremlin ordonne, dans la diversité, de tous les PC d'Europe.

De façon frappante et significative, que ce soit au Portugal, en France, en Italie, sur le terrain défavorable aux masses que sont les élections, les partis socialistes et les PC réunissent près ou plus de 50 % des voix. L'orientation des masses est évidente : elles veulent un gouvernement de leurs partis, un gouvernement qui, espèrent-elles, s'appuierait sur elles, qui satisferait leurs revendications, et attaquerait les causes de l'insécurité, du chômage, de la misère, le régime capitaliste. La forme diffère. En Italie, c'est au nom du bloc historique avec la démocratie-chrétienne et avec un langage de droite, en France c'est au nom de « l'union du peuple de France » qui étend « L'union de la gauche » sans limite à droite, et qui est combinée à des attaques sans cesse renaissantes et plus virulentes utilisant un brin de gauchisme contre le PS, au Portugal le PCP utilise une autre forme. Mais la politique de ces PC a un dénominateur commun : la lutte contre le front unique des partis ouvriers.

contre la perspective d'un gouvernement des partis ouvriers sans représentant des organisations et partis bourgeois. En Espagne il s'agit de la « junte » dite « démocratique » qui englobe des officiers franquistes, des partisans de Juan Carlos, etc.

D'autres différences existent. Elles correspondent aux circonstances particulières d'application d'une même ligne. En Italie, en France, en Espagne, ailleurs encore, les PC s'efforcent de prolonger les conditions du maintien des gouvernements et des systèmes politiques qui sont en place. Au Portugal, le PC déploie d'innombrables astuces et stratagèmes afin de diviser, d'affoler le prolétariat, de le déboussoler, et de porter au pouvoir un gouvernement militaire. Ces politiques ont un contenu commun : défendre les Etats bourgeois, les gouvernements en place, ou reconstruire les Etats bourgeois, porter au pouvoir un gouvernement fort. La révolution au Portugal a ouvert la révolution européenne. Tous concourent à l'amener à la dé faite.

Le PC joue le rôle majeur. Provocations, faux, moyens policiers, rien n'est ménagé, et cela rappelle le rôle contre-révolutionnaire sanglant que le PC espagnol a joué en 1936-38. Derrière le PS, les grandes masses se regroupent au Portugal. Au contraire de ce que gauchistes et stalinien, une fois de plus dans le même sac, veulent faire croire, les masses qui ont fait échouer les trois coups d'Etat de Spínola se regroupent derrière le PS, les masses révolutionnaires. Le PCP et le MFA sont aujourd'hui l'aile marchante de la réaction qui veut reconstruire un Etat fort, liquider les libertés démocratiques, détruire les organisations ouvrières. Ultérieurement le PCP y passerait aussi. Ce ne serait pas la première fois que Moscou sacrifierait un PC et ses militants aux exigences de la contre-révolution.

La politique du Parti socialiste portugais est très différente. Trotsky écrivant sur la social-démocratie alle-

mande en réponse aux caractérisations que portaient les stalinien sur ce parti qu'ils qualifiaient de « social-fasciste », était amené à être toujours plus précis, il caractérisait la social-démocratie de « parti ouvrier-parlementaire ». Cette caractérisation avait l'avantage de montrer que l'élément politique naturel des partis social-démocrates, des PS, aujourd'hui du PSP, c'est le système politique parlementaire et non n'importe quel système politique bourgeois.

Le PSP tient réellement à l'établissement d'un régime parlementaire, avec les conditions politiques que requiert ce régime politique : droits d'organisation, liberté de presse, etc. Il s'oppose en cela à la solution bourgeoise que le PCP soutient : établissement d'une dictature militaire, atteinte aux libertés démocratiques et destruction de celles-ci, nouvelle forme de corporatisme. La bourgeoisie portugaise est actuellement politiquement décomposée, l'Etat bourgeois disloqué, l'armée se décompose, le corps des officiers que représente le MFA et le MFA lui-même déchirés en de nombreuses factions ambitieuses et rivales, les masses savent que leur puissance est inentamée et restent actives. Dans ces conditions, établir une dictature peut être impossible ou éphémère, la bourgeoisie mondiale garde en réserve la carte parlementaire.

Mais si les masses sont derrière le PS, c'est qu'elles établissent, à partir de leur expérience du salazarisme, du corporatisme, de leur expérience depuis le 25 avril 1974, de la clique militaire, de la politique contre-révolutionnaire du PCP, qu'il faut garder et défendre les libertés démocratiques, que l'on voudrait leur arracher, et dont elles connaissent le prix. A juste titre elles apprécient la signification différente pour elles des politiques du PSP et du PCP.

Est-ce que la politique du PSP répond pleinement aux besoins et aspirations des masses ? Non car elle

reste ambiguë. Le PSP continue à se prononcer pour un gouvernement que dirigerait le MFA, mais sans Gonçalves. Ambiguïté : dire non à Gonçalves développe la crise, les antagonismes, l'impuissance et la liquidation du MFA ; demander un gouvernement de salut national que dirigerait le MFA fait de lui l'arbitre, la légitimité politique. Le PSP ne met pas en avant la revendication positive qui ouvrirait une perspective politique aux masses : pleine souveraineté à la Constituante élue le 25 avril 1975, d'où découle, gouvernement des partis ouvriers majoritaires à la Constituante : le PSP et le PCP, sous la direction de Soares, sans ministres MFA ni PPD. Dans la mesure où la direction du PSP n'ouvre pas cette perspective aux masses portugaises, elle laisse d'importants moyens de manœuvre au MFA et au PCP.

Après la CSCE

« *Ampleur et limites de la sainte-alliance contre-révolutionnaire* » écrivait *La Vérité* il y a quelques années, au moment où elle se constituait. Il s'agissait alors de souligner que le processus de la révolution prolétarienne se poursuivrait malgré l'ampleur de la sainte-alliance contre-révolutionnaire. Le tournant de la situation mondiale a prouvé ses limites. Il faut, en l'instant présent, peut-être mettre l'accent sur l'ampleur et écrire limites et ampleur de la sainte-alliance contre-révolutionnaire. Bientôt, n'en doutons pas ses limites seront à nouveau démontrées. Au fond il s'agit d'apprécier non seulement le tournant de la situation mondiale qui s'est produit en 1974-début 1975, mais le plus précisément possible, quel point a atteint ce tournant. L'effondrement de Thieu, la révolution portugaise, les échecs de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, l'impossibilité où il est d'ouvrir actuellement la porte à la pénétration du capital en URSS, à l'Est de l'Europe, les crises politiques des bour-

geoisies, sa propre crise politique, la crise économique qui se précise, et maintenant la menace d'une crise révolutionnaire à nouveau en Amérique latine, en Argentine, etc., exacerbent les contradictions à l'intérieur du système impérialiste, sans parler de ce qui mûrit en URSS et en Europe de l'Est. Pourtant ces contradictions ne sont pas parvenues au point où elles disloquent le système impérialiste et la sainte-alliance contre-révolutionnaire. Bien plus, au point où elles en sont, elles poussent l'impérialisme et d'abord l'impérialisme US et les bureaucraties parasitaires à resserrer, à rendre plus acérée, plus efficace la sainte-alliance contre-révolutionnaire. L'effondrement des Accords de Paris a rendu nécessaire la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, cette grande parade contre-révolutionnaire. L'efficacité de la sainte-alliance contre-révolutionnaire ne doit surtout pas être sous-estimée. Castro lui-même qui en faisait implicitement partie se prépare à entrer officiellement en son sein en normalisant ses rapports avec les USA au moment où en Argentine la révolution bouillonne.

Au Moyen-Orient, après les échecs du début de l'année 1975, Kissinger que le Kremlin appuie semble sur le point de faire un pas sur la voie de l'application du plan Rogers, en obtenant un nouveau retrait des troupes israéliennes et la remise des puits de pétrole du Sinaï aux Egyptiens. Le fameux article de la *Pravda* publié le 6 août, portant sur « l'hégémonie du prolétariat » est à n'en pas douter, un prolongement de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération Européenne et des discussions entre les dirigeants des Etats bourgeois et des bureaucraties parasitaires qui eurent lieu à l'occasion de la réunion d'Helsinki. Les formules, « hégémonie, dictature du prolétariat », ne sont que prétexte, la bureaucratie du Kremlin redoute, et pour cause, tout autant que la bourgeoisie la dictature du prolétariat qui en Europe de l'Est et en URSS com-

mencerait à s'exercer en la jetant dehors. Le but poursuivi est de renforcer dans tous les pays d'Europe où la question du front unique des partis ouvriers se pose et est déterminante, la division du prolétariat, en France, en Italie, au Portugal, en Espagne, etc., en renouvelant éventuellement sous une certaine forme la politique ultragauche de 1933 attaquant la social-démocratie et la qualifiant de « social-fasciste ». Il faut s'attendre à la lutte organisée de la sainte-alliance contre-révolutionnaire beaucoup plus suivie et coordonnée, chacune des composantes tenant sa partition.

Le Portugal est un de ses objectifs principaux et brûlants. Le Portugal est un des plus petits pays d'Europe mais à la suite il y a... l'Espagne, la France, l'Italie... l'Europe. La volonté acharnée de la sainte-alliance contre-révolutionnaire est d'étrangler la révolution portugaise ainsi qu'en 1936-38 fut étranglée la révolution espagnole. Après avoir défait trois coups d'Etat militaires, après avoir donné la majorité en suffrages et en élus aux partis ouvriers à la Constituante, les masses sont sans perspective politique. Tous leurs partis se refusent à agir pour que la Constituante soit souveraine, ait tous les pouvoirs et que se réalise le front unique des partis ouvriers, pour un gouvernement de ses partis, sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois, MFA, PPD. La politique du PCP a poussé au pouvoir un triumvirat militaire. Mais cette politique est aujourd'hui en échec. 1975 n'est pas 1936-38. L'avenir de la révolution portugaise ne peut être celui de la révolution espagnole. Son déroulement, ses alternances se répercuteront sur le cours de la révolution européenne et son avenir dépend de l'irruption de la révolution dans d'autres pays d'Europe.

C'est toute une nouvelle période révolutionnaire en Europe et dans le monde qui s'est ouverte en 1968. Le tournant dans la situation mondiale concentre le contenu de cette période.

La révolution espagnole se situait au crépuscule d'une période de révolution prolétarienne. La révolution portugaise se situe à l'aurore de la nouvelle période de la révolution en Europe et dans le monde. Là est la raison de la sainte-alliance contre-révolutionnaire, de la nouvelle affirmation que constitue la Conférence européenne sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Là est également la raison de notre optimisme révolutionnaire raisonné. Nous n'en sommes pas encore arrivés au point où l'ampleur et la puissance de la révolution disloqueront le système impérialiste et la sainte-alliance contre-révolutionnaire. Il est indispensable d'en être conscient comme il est tout aussi important d'être conscient que la vitesse du développement de la révolution peut brutalement s'accélérer, le tournant de la situation mondiale s'accroître, le système impérialiste et la sainte-alliance contre-révolutionnaire se disloquer.

Les conditions extraordinaires qui ont marqué le cours de la lutte des classes depuis 1945 ne tranchent pas la question de la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Des pans du système impérialiste peuvent encore s'écrouler. Il reste que la révolution ne peut vaincre définitivement qu'à l'échelle mondiale, sur le terrain et selon les formes de lutte du prolétariat. En fin de compte la victoire de la révolution prolétarienne signifie que le prolétariat prend en mains consciemment sa destinée et celle de l'humanité. C'est pourquoi si loin que des circonstances extraordinaires obligent des partis petits-bourgeois à aller sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, tout comme les partis staliniens et réformistes, ils sont obligés de renouer les liens qui les unissent à la bourgeoisie mondiale. Le pivot de toutes les bureaucraties parasitaires, des équipes petites-bourgeoises, c'est la bureaucratie du Kremlin, une des pièces maîtresses de la sainte-alliance contre-révolutionnaire.

La victoire de la révolution prolétarienne en Europe équivaut à sa destruction. La même chose est vraie de tout ce qui s'y rattache directement ou indirectement. La victoire du prolétariat mondial exige conscience et organisation; en d'autres termes, le parti et l'Internationale révolutionnaire qui ne peut être que la IV^e Internationale. Notre optimisme révolutionnaire raisonné nous fait mesurer le point précis où est parvenue la marche à la révolution, l'ampleur de la sainte-

alliance contre-révolutionnaire, de ses possibilités, c'est lui qui nous permet de déceler dans la situation qui vient de s'affirmer, les éléments de la construction du parti révolutionnaire et de la reconstruction de la IV^e Internationale. Encore faut-il utiliser ces matériaux qui déjà se dégagent et que dégagera de plus en plus la marche à la révolution.

Stéphane JUST.

Le 10 août 1975.

Militants, sympathisants,

La Sélio

VOTRE LIBRAIRIE...

Société d'Édition, Librairie, Informations Ouvrières

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

CCP 31.697.97 La Source - 45

Fond important de tous les classiques politiques, sociaux et économiques.

Commandez tous vos livres de rentrée à la SELIO.

Un an de lutte contre le gouvernement Giscard - Chirac, nouvelles perspectives

par Marc LACAZE

L'impasse, c'est le sentiment qui domine aujourd'hui dans tous les milieux. Et ce ne sont pas les manifestations qui, il y a quelques mois, du 19 au 24 mai 1975, voulurent marquer avec solennité le premier anniversaire de l'accession de V. Giscard d'Estaing à la présidence de la république, qui purent dissiper cette impression, bien au contraire. Un dîner à Ringeldorf, pour remercier d'avoir bien voté aux présidentielles les 48 électeurs du village ; un déjeuner de 200 couverts à la presse, une succession d'émissions à la télévision consacrées au président et à ses projets, autant de manifestations qui ne peuvent en rien masquer l'usure profonde du régime.

Trotsky, parlant d'Alphonse XIII après sa chute en 1931 faisait cette réflexion :

« Le roi n'est roi que parce qu'en sa personne se réfractent les intérêts et les préjugés de millions de gens. Quand ces rapports sont re-

jetés par le courant de l'évolution, le roi devient un homme usé, à la lèvre pendante. »

La V^e République est moribonde, elle a été frappée à mort par la grève générale de 1968. Aucune des tentatives faites pour lui redonner vigueur n'a réussi, et ne peut réussir, le personnel politique qui incarne ce régime apparaît à tous **« usé et la lèvre pendante »**.

Un journaliste s'interrogeant dans les colonnes du **Figaro** sur la portée de cet anniversaire écrivait :

« A la fin de la semaine, les Français connaîtront un peu mieux leur président. Mais seront-ils plus attirés par le changement, plus séduits par les réformes, plus avides de nouveautés ? »

« Sûrement pas ! » concluait-il sans illusions, mais il ajoutait : *« On ne change pas la France en un an. Peut-être en sept ans... »*

Durer à tout prix, voilà l'objectif.

Le capital financier estime que ce gouvernement est un pis-aller, à défaut d'une autre solution qui puisse être utilisée sans que la lutte des classes en France débouche sur une crise révolutionnaire. Durer, voilà le problème, dans une situation qui, chaque jour, rapproche de la catastrophe. Situation dont les « experts » officiels des organismes gouvernementaux rendent compte à leur manière. En juillet, l'INSEE constate que la production industrielle a de nouveau baissé de 1,8 % en trois mois. En un an la chute de la production industrielle aurait atteint 12,7 %. L'INSEE souligne :

« Pour l'instant, les entreprises continuent à rechercher le redressement de leur situation financière l'investissement, la compression des stocks et la forte diminution de l'embauche du personnel... Grâce au crédit, les firmes ont conservé un personnel excédentaire par rapport au rythme d'activité. »

Les experts de la Commission européenne affirment s'attendre à une stagnation complète de la production nationale pour 1975, révisant ainsi, leurs pronostics en baisse. Les prestigieuses opérations promises ne sont plus que des souvenirs, tant en ce qui concerne la vente du Concorde que le marché du siècle de l'aviation militaire.

La pression de l'impérialisme US

Les menaces adressées par l'impérialisme américain aux Européens et aux Japonais ne sont pas sans effet. L'impérialisme U.S. ne peut éternellement se battre « **une main attachée derrière le dos** ». Il a dû, au printemps 1974, devant l'aggravation brutale de la situation économique en Europe, consentir à un assouplissement de ses positions. Les banques centrales peuvent engager

leurs réserves d'or au prix pratiqué sur le marché, pour garantir des emprunts sur le marché financier. Mais, pour l'impérialisme U.S., il est en même temps impossible de desserrer son étreinte. Il lui était intolérable de laisser échapper le marché de l'aviation de chasse des pays d'Europe du Nord au profit d'un concurrent incomparablement plus faible.

La crise frappe l'économie mondiale. Elle n'épargne pas les Etats-Unis qui doivent mener une véritable guerre économique. Dans une information du 16 juillet, on apprenait que le Département du Trésor des Etats-Unis envisageait de lancer une enquête pour vérifier les accusations de « dumping » qui se multipliaient contre les vendeurs de voitures étrangères qui ont cette année pris le contrôle de 20 % du marché américain. La firme Volkswagen est accusée de vendre aux Etats-Unis 3 000 dollars un modèle vendu 4 400 dollars en Allemagne. Les firmes européennes et japonaises ont maintenu aux U.S.A. leur prix de 1974. Or, le niveau des affaires sur le marché automobile entraînait en juillet la mise au chômage durant une semaine de 20 % des ouvriers de l'automobile aux Etats-Unis.

L'Europe

L'Europe est au bord de l'abîme. Toujours selon les experts officiels, pourtant prompts à prédire une reprise, celle-ci n'interviendrait pas à la rentrée, il faudrait s'attendre à ce que :

« l'année 1976 soit largement entamée avant que l'on constate une amélioration sensible de l'emploi... Il est probable que les taux de chômage continueront à monter dans tous les grands pays au cours des six prochains mois... Le maintien du chômage à un niveau élevé est peut-être un fait inévitable dans les circonstances actuelles... »

— En Allemagne, où le nombre des chômeurs dépasse le million, le bâtiment a vu le niveau des investissements passer dans ce secteur de 4,2 milliards en 1972 à 3,6 milliards en 1973 pour tomber à 2,3 milliards en 1974, cette année devant apporter une nouvelle baisse de 20 %. Les capacités de production ne sont utilisées dans ce secteur qu'à 55 %, et 300 000 emplois ont été supprimés en un an.

— En Italie, au premier semestre 1975, la production automobile a diminué de 30,23 %, la baisse générale de la production industrielle a été de 18,7 % en mai dernier. Les prix des produits de première nécessité ont subi une hausse vertigineuse. Depuis 1972, le prix du pain a augmenté de 150 %, l'huile d'olive de 126 %, la morue de 121 %.

— En Angleterre, pour tenter de faire accepter le « plan anti-inflation », le chancelier de l'Echiquier menaçait les travailleurs du risque existant d'atteindre 2 à 3 millions de chômeurs.

Si l'impérialisme allemand apparaît comme le plus puissant de toute l'Europe, cela ne le met pas à l'abri de la situation qui se développe, bien au contraire. Le président de la Bundesbank affirmait en juillet que la reprise nécessitait **« un délai indispensable aux principaux partenaires commerciaux de la RFA pour ranimer la demande sur leur propre marché »**. C'est la raison de la série d'entretiens qui se sont déroulés à Hambourg et Bonn les 24 et 26 juillet derniers entre le chancelier Helmut Schmidt, le Premier ministre Wilson et le président Giscard d'Estaing. Giscard d'Estaing affirmait alors qu'il chercherait à harmoniser ses conceptions de la relance économique avec celles de Schmidt. Il y a fort à parier qu'il s'agissait pour lui comme pour Wilson d'avoir recours aux facilités du banquier de l'Europe, si directement intéressé par ailleurs à

« ranimer la demande » sur le marché français et britannique.

La relance et l'inflation

Quant à la relance, M. Chirac, fidèle aux professions de foi « anti-inflationnistes » du régime, déclarait à Limoges le 22 juillet :

« Il serait illusoire de croire qu'un coup de baguette magique suffirait à résoudre les problèmes. Il ne peut y avoir de progrès économique et social avec une tension inflationniste ou un déséquilibre des finances extérieures... Il ne peut y avoir de relance même permettant le plein emploi qui mettrait en cause les prix et l'équilibre financier extérieur. »

Mais quelques jours auparavant, le même M. Chirac déclarait devant le président de la Fédération des Travaux Publics — pour répondre à l'insistance des entrepreneurs et à la nécessité de contenir la montée du chômage — que la Caisse des Dépôts et la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales allaient ouvrir 1,5 milliard de crédit aux communes ou aux départements pour le financement de travaux de voirie...

Dans le même temps, on pouvait savoir que le gouvernement, malgré ses dénégations, devrait certainement se préparer pour le budget 1976 à dépasser les prévisions en investissements publics prévus initialement. L'équilibre des finances extérieures et la lutte contre l'inflation sont « oubliés ». Comment aurait-il pu en être autrement ? Lorsque l'alarme se généralise, lorsque les chiffres officiels font apparaître que le chômage secouru a doublé en un an, lorsque par exemple dans son enquête mensuelle de juillet, la Banque de France se faisant l'écho de l'inquiétude de nombreux chefs d'entreprise, déclare :

« Sauf éléments nouveaux il sem-

ble que les décisions de licenciement ne pourront être indéfiniment reportées. Les conditions financières d'exploitation apparaissent en effet de moins en moins supportables aux chefs d'entreprises.»

Le gouvernement fédéral d'Allemagne, lui, n'a pas caché qu'il réinjecterait cinq milliards de marks dans l'économie, en particulier dans l'industrie du bâtiment. Quelles que soient les déclarations d'intention de Giscard d'Estaing ou de Chirac, c'est une certitude, pour tenter d'enrayer le ralentissement de l'activité, il n'existe aujourd'hui, encore une fois, pour les capitalistes, que le recours à la dette publique, à l'injection de crédits dans le secteur de l'équipement, au développement de l'inflation sous toutes ses formes. Bref, il ne reste que de faire un nouveau pas vers la banqueroute. Rapidement les actes du gouvernement Giscard d'Estaing sont venus contredire les paroles du même Giscard. Le 4 septembre, l'Assemblée nationale est convoquée, elle devra examiner, ou plutôt entériner, un « plan de relance » que le gouvernement Giscard-

Chirac a préparé. Ce « plan de relance » utilise les bonnes vieilles méthodes : augmentation des dépenses de l'Etat à caractère plus ou moins parasitaire, élargissement du crédit (1).

La crise politique

La crise économique, sociale, politique, la crise de tous les rapports bourgeois, s'imbriquent étroitement et se nourrissent réciproquement. La situation qui se développe en Europe et particulièrement en France porte à un degré explosif la crise politique dans les sommets de la bourgeoisie. Il n'est pas inutile de revenir à ce que Stéphane Just écrivait à propos de cette crise des formes de domination de la classe bourgeoise en France dans un précédent n° de **La Vérité** :

« Plus s'est affirmé l'échec de la V^e République, plus le président de la V^e République a concentré entre ses mains le pouvoir politique. L'Etat, s'émancipant de tout contrôle parlementaire, le Parlement était réduit à l'état de parlement-croupion. La contradiction devenait d'autant plus criante que la crise de

le mal à la racine, le régime capitaliste. L'un et l'autre ont surtout oublié de dire qu'il fallait en finir avec ce gouvernement, comment le faire, quel gouvernement mettre en place. C'est ainsi que leur opposition au « plan de relance » restait tout à faire dans le cadre des rapports respectant les règles du jeu du fonctionnement actuel de la V^e République, du gouvernement Giscard-Chirac, de cette Assemblée nationale. Je fais un discours, tu fais un discours, nous votons contre, et la politique du gouvernement passe. Michel Debré a également prononcé un discours contre le plan et a voté pour. Chacun, à sa place, respecte les règles du jeu.

Ces règles sont simples : pour ou contre le gouvernement, c'est la majorité de cette Assemblée nationale qui décide. Mitterrand et Marchais ont négligé l'essentiel : dire qu'il fallait en finir avec cette Assemblée nationale désavouée, paravent du gouvernement pour en finir avec lui.

(1) Depuis que cet article a été écrit l'Assemblée nationale et le Sénat se sont réunis en sessions extraordinaires. Ainsi que prévu ils ont ratifié le « plan de relance » de Giscard-Chirac : 30 milliards de crédits supplémentaires, facilités de crédit à l'industrie ; quelques milliards distribués aux personnes âgées, aux familles, etc. Naturellement personne n'attend que le « plan de relance » permette d'enrayer la marche de la crise. Tout juste une petite dose de vulnérable, un cachet, une potion pour guérir un mal qui provient du mode de production capitaliste, de ses lois fondamentales. A l'Assemblée nationale, et au Sénat le « plan de relance » n'en est pas moins passé ainsi qu'une lettre à la poste.

Mitterrand et Marchais y sont allés de leurs discours, de leurs « propositions » de leurs « plans » pour surmonter la crise. L'un et l'autre ont oublié de mettre l'accent là où il faut ; pour empêcher la crise il n'est qu'une solution, attaquer

tous les rapports bourgeois se développait dans le monde et en Europe. La V^e République avait pour mission de restructurer le capitalisme français, de le rendre compétitif, de modifier les rapports entre les classes et à l'intérieur de la bourgeoisie, en prévision d'inévitables affrontements économiques et politiques sur les arènes européenne et mondiale. Lorsque ceux-ci se précisèrent et s'aggravèrent, elle se révéla incapable de le faire. Jamais elle ne fut en mesure de discipliner toutes les couches de la société française aux intérêts généraux du capitalisme français qui se confondent avec ceux du capital financier. En conséquence, en France s'aggravait la crise de la société bourgeoise sous tous les rapports, économiques, sociaux, politiques, culturels, moraux. Pompidou tentait bien de modifier l'assise et les rapports politiques du système politique, de modifier la « majorité » au Parlement en intégrant le PS, quitte à couper l'UDR et à redonner un certain rôle au Parlement. Il échouait. Aux élections législatives de 1973, il était au contraire contraint de s'engager à fond pour sauver l'UDR, le parti de la V^e République, de la défaite. Ce n'était que partie remise. L'impuissance du système politique en place conduisait inéluctablement à une crise politique ouverte.

« La mort de Pompidou a précipité ce qui était inévitable. Au premier tour des élections présidentielles, la « majorité » s'est déchirée : Royer, Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing, étaient candidats. Ces déchirements de la « majorité » exprimaient les déchirements de la bourgeoisie française, sa crise politique. Finalement, les couches les plus importantes du capitalisme français se sont ralliées dès le premier tour à la candidature de Giscard d'Estaing, et, au deuxième tour, tous les partis et organisations bourgeois l'ont soutenu. »

Dès le départ, le gouvernement Giscard d'Estaing est un gouvernement de crise, il est le produit de la crise non résolue de la V^e République et de ses institutions. Giscard d'Es-

taing, qui a eu recours à Chirac pour torpiller la candidature de l'UDR, doit avoir de nouveau recours à Chirac, Premier ministre pour réanimer l'UDR, et raccomoder une majorité parlementaire. Il faut éviter à tout prix de nouvelles élections à l'Assemblée nationale. Il faut, pour la bourgeoisie, contenir toutes les forces centrifuges que cette situation ncurrit inévitablement.

En même temps, la nécessité absolue de modifier l'assise et les rapports politiques du système frappé à mort par la grève générale de 1968 subsiste. De la tension de ces contradictions peut à tout moment s'ouvrir la brèche dans laquelle les masses exploitées, la jeunesse, fortes des défaites infligées à de Gaulle, Pompidou, du sentiment que la victoire de Mitterrand était possible, peuvent s'engouffrer. La déchirure peut intervenir à tout moment. Lorsque le 5 juin, au Conseil des Ministres, Poniatowski définissait les grandes lignes du projet de loi relatif à l'organisation de la région parisienne, en prévoyant de doter Paris d'un maire, en proposant de modifier le mode de désignation des élus au conseil régional de façon à faire une place à « l'opposition de gauche », il agissait, c'est une évidence, dans le sens de cette recherche d'une modification des assises du système. Notons en passant que, dans ce style particulier aux responsables stalinien, H. Fiszbin apportait son soutien à l'opération en déclarant :

« Il ne faut donc se faire aucune illusion. Le pouvoir ne vise pas à donner aux Parisiens la maîtrise de leur ville, mais à créer des conditions politiques plus favorables pour la mise en œuvre, dans la capitale, de sa politique de pénurie et d'austérité au service des grands monopoles.

« Cette politique continuera de trouver sur son chemin l'action résolue des communistes pour imposer que le nouveau statut soit le plus démocratique possible, et pour

se saisir des changements afin d'aller toujours plus loin dans le sens du progrès et de la démocratie.»

Mais Poniatowski ne prévoyait pas que la perspective des élections municipales de 1977 dans le nouveau cadre défini provoquerait le 9 juin la rupture entre le groupe « Paris majorité », composé essentiellement d'UDR, et le groupe « Paris avenir », composé de républicains indépendants et centristes. L'arbitrage de Matignon n'y fit rien. C'est en ordre dispersé que se présentèrent à l'élection du nouveau président du Conseil de Paris les candidats de la « majorité présidentielle ». Un responsable de « Paris avenir » commentait : **« Nous ne voulons pas nous engager avec ceux qui paraissent n'avoir rien compris après les élections présidentielles. »** L'importance de l'avertissement qu'a fourni à la bourgeoisie cet épisode récent dépasse largement les conséquences pratiques de la rupture au Conseil de Paris. La promptitude et la vigueur avec lesquelles s'est révélée l'existence des forces centrifuges qui agitent la « majorité présidentielle » sont indicatrices du caractère explosif de la crise politique de la bourgeoisie.

C'est certainement dans l'inquiétude qu'une telle situation nourrit dans les rangs de la bourgeoisie qu'il faut chercher la réponse à ce que nous vîmes dès le premier tour des élections législatives partielles qui eurent lieu en juin au Havre. Les électeurs bourgeois se sont rassemblés autour du candidat UDR, boudant ouvertement le candidat réformateur. Ces législatives partielles assurèrent l'élection de Rufenacht UDR, avec 3 % de voix de moins que lors des précédentes élections. Le candidat du PCF, qui rassemblait au deuxième tour plus que la somme des suffrages exprimés en faveur des partis ouvriers au premier tour, progressait par rapport aux précédentes élections, mais, il faut le dire, il se heurtait aux limites de la politique de division des

partis ouvriers. C'est un fait certain : la politique qui consiste à tenter d'échapper à la condamnation à mort qu'a prononcée la lutte de la classe ouvrière contre la V^e République en cherchant de nouveaux équilibres dans une réanimation du Parlement mène à l'explosion, et cela d'autant plus que le PS n'a pas répondu aux propositions de Pompidou et Giscard d'Estaing. Il est un autre fait non moins certain : le rassemblement épisodique et localisé autour de l'UDR des forces de la bourgeoisie ne peut refaire ce qu'a détruit la grève générale de mai-juin 1968 et qu'ont sanctionné les élections présidentielles de 1974. C'est bien là le problème de la bourgeoisie française. Elle en est consciente, elle n'y peut rien. Et Chirac peut déclarer le dimanche 15 juin à Nice aux Assises de l'UDR en annonçant son retrait du secrétariat général :

« Il y a peu de temps, certains nous croyaient morts. Déjà on se partageait nos dépouilles. A ceux qui pensaient, qui espéraient même que nous étions condamnés au déclin, votre multitude enthousiaste apporte un éclatant démenti. »

Ses paroles ne changent pas la situation de l'UDR qui puise sa force du nombre de sièges qu'elle occupe à l'Assemblée nationale. La place que l'UDR, désavouée dans les élections présidentielles, occupe à l'Assemblée nationale, va constituer en permanence un appel à l'action des masses contre cette Assemblée. Cette situation contradictoire continue à pousser réformateurs et républicains indépendants à s'affirmer malgré les risques encourus.

Le 15 juin, en même temps que se déroulait le deuxième tour des élections législatives partielles du Havre, élections dans lesquelles, répétons-le, s'était affirmée une nette tendance au regroupement de tous les suffrages bourgeois autour de l'UDR au premier tour se tenaient les assises de l'UDR et du mouvement des réfor-

mateurs qui profitaient de l'occasion pour affirmer vouloir devenir la troisième force de la « majorité ». Ces réunions se tenaient deux jours après que Dominati ait proclamé bien haut à Radio Monte-Carlo qu'il était optimiste et qu'il prévoyait à l'issue des prochaines élections législatives :

« Cent dix à cent quinze députés républicains indépendants et une centaine d'UDR, parce que les républicains indépendants doivent devenir le premier parti de France. Les républicains indépendants constituent une force de frappe sans tapage et sont en train de devenir un parti politique moderne. »

Bref, en ces quelques jours de juin, sous une forme qui ne fut pas spectaculaire, mais néanmoins très nette, se manifestaient toutes les contradictions politiques prêtes à ressurgir, dans lesquelles se débat la bourgeoisie française depuis 1968. Impuissante à porter les coups décisifs à la classe ouvrière et aux masses qu'exigerait le développement de la situation, la bourgeoisie doit chercher de nouveaux équilibres, disons-nous. Mais elle doit avant tout se garder de procéder à de nouvelles élections à l'Assemblée nationale. C'est un souci majeur de Giscard d'Estaing qui doit donc préserver la solidité du bloc des députés UDR et par là-même s'interdire la possibilité d'élargir son assise en trouvant ces fameux « nouveaux équilibres ».

Alors comment durer ? Comment dans ces conditions de crise politique, avec la faible majorité qui l'a porté à la présidence de la république, soumis à rude épreuve par le développement objectif de la marche à la crise, qui s'impose à lui, Giscard d'Estaing peut-il, au nom de la défense des intérêts de toute la bourgeoisie, se maintenir jusqu'à la catastrophe inéluctable dont les masses devront subir les conséquences ?

L'appel aux dirigeants ouvriers

La réponse, c'est Giscard d'Estaing lui-même qui la donne. Les allocutions radio-diffusées qui se sont multipliées, les discours définissant les orientations du gouvernement, ne répondent qu'accessoirement à la nécessité d'informer, comme les communiqués des partis et les manifestations politiques, ils entrent dans la large panoplie des armes du combat politique. Ils revêtent bien souvent une importance qu'on ne met pas toujours en lumière.

Particulièrement à trois reprises, de la façon la plus claire, Giscard d'Estaing a, ces derniers mois, tracé l'axe de sa politique : le 21 mai, dans une interview au **Figaro**, et dans ses discours du 30 juin et du 30 juillet. A trois reprises, sur un même axe certes, mais non de façon identique — un propos appelle une réponse et une réponse une proposition —, Giscard a développé sa tentative en tenant compte des réactions des interlocuteurs qu'il sollicitait, au point de nouer solidement une collaboration consciente à l'aide d'opérations précises. Le 21 mai, ses réflexions lui font naturellement commencer son interview par la formulation la plus nette de l'impuissance de son gouvernement, qui est celle du régime lui-même. Il le fit sur le ton de la conversation mondaine qui lui est habituel :

« J'étais assis l'autre soir à côté du vice-Premier ministre chinois et je lui ai demandé : « Pensez-vous que dans les vingt ans prochains une révolution soit possible en Europe occidentale ? » Il m'a regardé avec surprise et m'a dit : « Elle est inévitable. » « Pourquoi est-elle inévitable ? » Il m'a répondu : « Parce que la société occidentale reste une société de classes. (...) »

« Quand je pense à ce qu'est la condition de certains travailleurs manuels en France, j'observe en effet que c'est la condition — ressentie par eux — d'une société de

classes. (...) je le dis pour beaucoup de travailleurs manuels qui vivent encore dans un univers qui, du point de vue du logement, de l'éducation, des chances de promotion, des rapports sociaux, fait apparaître notre société comme une société de classe. Et je souhaite qu'au terme de mon action politique ils n'aient plus ce sentiment. »

Giscard part de l'essentiel : la révolution. Il ne peut rien contre ce « sentiment » qui y mène. Il peut, par contre, la brandir comme une menace à l'adresse des dirigeants ouvriers, et en faire l'avertissement de départ de son interview. Il peut ensuite en appeler implicitement à la responsabilité « de l'opposition », lorsque le projet de la réforme Haby, « essentielle à la société française », sera déposé devant l'Assemblée nationale.

Il poursuit :

« Vous avez noté, puisque vous êtes des observateurs très attentifs, que je n'ai jamais cité, depuis mon élection, le nom d'aucun de mes concurrents. J'ai parlé souvent à la télévision et personne n'a pu me reprocher un seul argument polémique. Cela étant, il ne dépend pas de moi de modifier le comportement de certains dirigeants de l'opposition. »

« Je dirai que, d'un point de vue national et non pas d'un point de vue électoral — en ce qui me concerne —, je le regrette. Je crois que l'opinion ne le comprend pas. Elle approuve tout ce qui va dans le sens d'un dialogue normal, et respectueux des prérogatives de chacun. Elle a, je crois, apprécié les conditions de mon déplacement à Marseille. Quant à moi, je resterai toujours ouvert à la possibilité d'un dialogue démocratique. »

Enfin, il annonce qu'il compte inviter les syndicats à l'Elysée. **Le Figaro**, en défenseur responsable de la société bourgeoise, choisit de faire de cette dernière déclaration l'un des titres de l'interview.

Le dialogue avec les organisations syndicales est cher à Giscard. Il n'y a pas si longtemps, il avouait rêver de

syndicats tels que les syndicats allemands et américains « qui apportent leur pierre à la lutte contre l'inflation ». Gageons que les bonnes dispositions dont le secrétaire général de la CGIL, une des plus importantes centrales de la FSM, Luciano Lama, vient de faire preuve en Italie en déclarant le 8 juillet dernier que « l'objectif est aujourd'hui plus de lutter contre le chômage que pour les augmentations », vont encourager Giscard à poursuivre dans la voie de la réalisation de son rêve.

Voilà donc exposées les véritables conditions de la préservation de ce gouvernement. Sans l'appui des dirigeants des organisations ouvrières, le gouvernement ne peut appliquer les mesures minimum indispensables à la sauvegarde de la société capitaliste et d'abord se maintenir au pouvoir. Sans cet appui décisif, le gouvernement Giscard-Chirac, le gestionnaire de la V^e République moribonde, confronté à la mobilisation des masses, en disparaissant, ouvrirait la crise révolutionnaire.

La crise politique qui déchire les sommets de la bourgeoisie n'empêche pas celle-ci de combattre, elle apprécie à l'échelle internationale l'engagement quotidien de l'appareil stalinien contre la révolution au Portugal qui n'est que la manifestation la plus démonstrative d'une politique pratiquée à l'échelle de l'Europe et du monde contre la révolution montante. La bourgeoisie cherche à utiliser au mieux les possibilités ainsi offertes en France, elle essaye de serrer au plus près.

Le 30 juin, Giscard appelle à « décriper » la vie politique. Ce n'est pas seulement un vœu, il peut se prévaloir de gages de bonne volonté tout à fait réels. C'est la raison pour laquelle il rend un hommage particulier aux travaux de l'Assemblée. L'hommage est adressé à une majorité qui ne s'est pas défaite, qui doit continuer à tenir et puis... à une opposition qui a accepté de se prêter

de bonne grâce au jeu parlementaire dans le cadre d'une Assemblée dont elle aurait pu, du strict point de vue des principes de la démocratie parlementaire, auxquels elle affirme être attachée, nier toute représentativité. Le 30 juin, Giscard peut parler avec une relative satisfaction du vote de la réforme de la Sécurité sociale, de la loi sur le divorce et surtout, il peut aller plus loin que le 21 mai où il insistait sur « l'importance de la réforme Haby », il peut dire que cette « réforme essentielle à la société française a été votée sans drame, vous l'avez vu, à une large majorité ». Il s'appuie sur des actes concrets pour prétendre « décrisper » la vie politique. Il a besoin d'un accord plus précis encore. Il ajoute :

« Dans un pays démocratique comme le nôtre, l'exercice du pouvoir s'obtient par l'élection. Or, l'élection présidentielle a eu lieu l'année dernière. L'électorat français a choisi pour la durée du mandat présidentiel. Et en ce qui concerne les élections suivantes, je vous indique que toutes les élections suivantes auront lieu à leur date normale, sauf naturellement accident imprévisible. Or, dans le calendrier à venir, il n'y a pas d'élections prochaines. Les premières élections générales seront en 1977, pour les élections municipales, et 1978, pour les élections législatives, c'est-à-dire qu'il y a un espace de près de deux ans sans élections. »

Si personne ne remet ce cadre en cause, « alors pourquoi ne pourrait-on pas décrisper la vie politique » ? Voilà la question posée. Et puisqu'il semble que rien ni personne ne doive s'y opposer, le 30 juillet, il poursuit :

« Il est d'abord important de prendre un grand ensemble de mesures de soutien de l'activité économique, donc de développement de l'emploi en France. Je crois qu'il est important que ce programme en même temps marque un change-

ment de cap, c'est-à-dire que l'on va vers une autre croissance, une autre économie avec des structures différentes.

« Et les mesures législatives de ce programme, notamment les mesures budgétaires de soutien à l'activité économique, rendront nécessaire la convocation d'une session extraordinaire du Parlement qui sera donc convoqué à la diligence du Premier ministre et après consultation des présidents des assemblées pour les premiers jours de septembre. »

Voilà, la situation se tend. La marche à la crise se poursuit, les risques d'explosion s'accroissent, la moindre secousse peut révéler toute la fragilité de l'édifice, ce qui n'est que fissures peut s'ouvrir brusquement en larges brèches dans lesquelles s'engouffreraient les masses. Le régime tout entier est menacé. Il faut combattre toute idée de perspective politique dans la classe ouvrière, il faut obtenir la participation des directions du mouvement ouvrier, il faut les associer le plus possible dans la préservation de ce gouvernement. Tout est subordonné à cet objectif, le choix des mots compte : **« Ce programme doit marquer un changement de cap. »** Il faut que les directions acceptent à nouveau, sur une question centrale, celle de la politique économique du gouvernement, de s'en remettre à cette Assemblée nationale. Il faut qu'elles disent publiquement qu'aujourd'hui aucune solution gouvernementale n'existe, il faut qu'elles mettent en place un dispositif devant permettre d'éviter que la classe ouvrière ne s'ouvre une voie.

Une réponse d'une touchante unanimité

Chaque fois, les propos de Giscard d'Estaing sont clairs, ils appellent des réponses, il faut à ce gouvernement de la catastrophe, à ce gouver-

nement miné par la crise de la bourgeoisie, des garanties. Que répondent les dirigeants des organisations ouvrières ? Citons l'éditorial qu'écrivit R. Andrieu dans *L'Humanité* du 1^{er} juillet, qui cadre clairement cette politique :

« Que retenir du discours prononcé hier à la radio-télévision par le président de la République ?

« On serait tenté de répondre : rien.

« Rien sinon que M. Giscard d'Estaing a prononcé un discours euphorisant, sans saveur et sans odeur, gommant les ombres, arrondissant les angles, dans l'intention évidente de chloroformer l'opinion en cette veille de vacances.

« De ce point de vue rendons-lui néanmoins un hommage : il est passé maître dans l'art d'escamoter les problèmes réels sous la paille des mots. »

Qui donc est passé maître dans l'art d'escamoter les choses ? Qui donc ? Sinon Andrieu lui-même. Giscard n'aurait rien dit dans son discours. Andrieu n'a pas entendu la partie du discours où il affirme que les élections auront lieu aux dates prévues, les élections municipales dans deux ans, les élections législatives dans trois ans, et que pour deux ans au moins l'exercice du pouvoir dans un « pays démocratique » est donc garanti. Surdité, ou développement inattendu du texte proposé par la direction du PC sur les libertés et la démocratie ? Mais Andrieu n'est pas seul ; sacrifiant à la coutume, Paul Laurent, membre du BP du PCF déclarait après le discours présidentiels :

« Ce n'est pas un conciliabule trompeur qui intéresse les travailleurs en lutte, mais l'aboutissement de leurs revendications.

« Si Giscard est tellement amateur de concertation, qu'il donne donc mandat comme les communistes le réclament depuis des semaines à son Premier ministre d'en-

gager immédiatement la négociation avec les syndicats et avec les travailleurs pour aboutir au règlement des conflits qui durent depuis si longtemps dans des dizaines d'entreprises comme « Le Parisien libéré », « Chausson », « Les Câbles de Lyon ». Cela au moins serait concret. »

Négociez ! Négociez ! Voilà un cri de guerre qui n'est pas sans rappeler celui que lançait G. Séguy pendant la grève des postiers pour la briser. Qui ne dit mot consent ! Andrieu, Paul Laurent, tous les dirigeants du PCF, tous les dirigeants du PS, ont « oublié » sur le moment de répondre à ce qui fondait dans le discours de Giscard la proposition de détendre la vie politique, à savoir : le respect des institutions antidémocratiques de la V^e République, le respect du calendrier électoral que prévoient ces institutions, le respect des décisions de cette Assemblée nationale qui constitue une insulte permanente aux principes mêmes de la démocratie parlementaire auxquels le PCF et le PS affirment être attachés. Quelle signification peuvent alors revêtir des appels à la négociation lorsque le cadre politique que propose Giscard aux dirigeants vient d'être tacitement reconnu par ceux-ci ? Quelle autre signification que celle de couvrir une honteuse politique de collaboration ?

Le 30 juillet, en réponse à l'annonce faite par Giscard d'Estaing de la convocation d'une session extraordinaire du Parlement, Gaston Plissonnier déclara :

« Au début du mois, M. Giscard d'Estaing assurait que tout allait bien. Les Français pouvaient partir tranquilles en vacances.

« Les communistes, qui avaient proposé, dès le mois de mars, la tenue d'une session extraordinaire du Parlement, consacrée aux problèmes sociaux et économiques, étaient accusés d'exagérer les difficultés.

« Aujourd'hui, le président de la République doit admettre la gravité de la situation. Il convoque le Parlement en session extraordinaire.

« Il souligne ainsi l'échec de sa politique. »

Existe-t-il une meilleure façon d'apporter son soutien à l'opération que de rappeler comme le fait Gaston Plissonnier que la proposition initiale d'une telle convocation revient au PCF ? Il poursuit :

« Mais que propose-t-il ?

« Il orchestre une nouvelle opération psychologique pour faire croire que son pouvoir va « changer de cap » et résoudre les difficultés des Français. C'est pure démagogie. Pour « changer de cap », il faudrait faire payer les milliardaires et répondre aux besoins populaires et nationaux. Le pouvoir de M. Giscard d'Estaing poursuit une politique diamétralement opposée : il est et il reste le pouvoir du grand capital. Les Français n'ont donc rien à attendre de bon des projets gouvernementaux, d'ailleurs mis au point avec le chancelier Schmidt sur les recommandations de M. Ford. »

Rien à attendre de ce gouvernement ! Fort bien. Belle déclaration de principes, mais à quelle conclusion amène-t-elle ? Aucune de la part de Gaston Plissonnier. Quelle inconséquence, à moins que les choses ne s'éclaircissent quelques lignes plus loin, dans le même numéro de **L'Humanité** du 30 juillet, sous la plume d'Andrieu :

« Dernièrement, M. Ferry, vice-président du CNPF, demandait une relance pour les biens de consommation « durables », automobile et électro-ménager notamment, qui intéressent le grand patronat. Est-ce dans cette direction que va s'orienter le gouvernement ? M. Giscard d'Estaing a déclaré, sans plus de précision, que les ministres « préparaient un certain nombre de mesures ». Tout au plus a-t-il ajouté que le Parlement sera amené à prendre en septembre « des mesu-

res budgétaires de soutien à l'activité économique. »

On ne peut rien attendre de ces mesures gouvernementales, encore que sous certaines formes... Ah, qu'il est difficile de tout dire d'une traite, cela ne serait pas compris, on fait de grandes déclarations et puis il faut bien aller aux choses sérieuses. Et, le 2 août, le BP du PCF propose des mesures immédiates pour les familles.

« Le Parti communiste est particulièrement sensible à l'insécurité et à la misère qui s'installent dans les foyers. Le sort des familles est étroitement lié aux mesures économiques et sociales globales qu'il propose en s'appuyant sur les grandes orientations du Programme commun de gouvernement. Pour faire face à la situation actuelle, il faut mettre fin à la politique d'austérité pour les travailleurs et faire payer les grandes sociétés.

« La vie des familles appelle, notamment, la revalorisation des salaires et des prestations familiales : des mesures contre la hausse des prix ; la garantie de l'emploi et du travail pour les jeunes qui vont quitter l'école ; la garantie des ressources aux chômeurs ; le développement des équipements socio-culturels et la construction de logements à loyer accessible ; l'amélioration des conditions de travail ; la prise en compte des besoins urgents de l'enfance et de la jeunesse. (...)

« Toutes ces questions font l'objet des propositions du Parti communiste français et, en particulier, de son projet de loi-cadre pour la promotion de la femme et l'amélioration de la situation des familles.

« Il soumet ces propositions aux travailleurs, aux familles et organise l'action pour les faire aboutir. »

Le sort des familles auquel est très sensible de PCF dépend donc du vote des députés UDR à l'Assemblée nationale. Mais bien sûr, comme cela risque de demander du temps :

« Dans l'immédiat, compte tenu des difficultés accrues des familles, le Parti communiste estime indispensable une augmentation substantielle des prestations familiales. Indépendamment de ses propositions générales formulées à ce sujet dans le projet de loi-cadre, le Parti communiste français propose donc :

« 1) que les prestations familiales soient immédiatement doublées ; qu'elles soient indexées sur le SMIC ;

« 2) compte tenu des frais énormes qu'entraîne la rentrée scolaire, il propose que l'indemnité spéciale de rentrée des classes versée à actuellement à environ 1 200 000 familles par les caisses d'allocations familiales, soit portée de 100 à 200 F. (...)

« Il est possible d'accorder satisfaction à ces revendications familiales, en relevant la cotisation patronale qui, pour les prestations familiales, est passée en quinze ans de 16,75 % à 9 % et en attribuant des crédits de l'Etat prélevés sur les profits des grandes sociétés. Le bureau politique charge le groupe parlementaire de traduire, à l'Assemblée nationale et au Sénat, ces différentes propositions.

*Le bureau politique
du Parti communiste français. »*

Résumons-nous. On ne peut rien attendre de ce gouvernement, mais le BP du PCF charge le groupe parlementaire de faire à l'Assemblée nationale des propositions auxquelles « il est possible d'accorder satisfaction ». François Mitterrand pour le PS n'est pas en reste, les propos du président de la République lui ont inspiré cette réflexion qui a le mérite de la clarté :

« Si le président reconnaît qu'il faut changer de cap, changer de croissance et d'économie, on est tenté de continuer en disant qu'il serait bon aussi de changer de politique et donc de changer d'équipe et même de changer de majorité. Mais, cependant, en raison de la situation, il faut que cette majorité aille jusqu'au bout de sa course. Il

appartiendra au peuple de juger. Mais, dès maintenant, je pense qu'il ne serait ni courageux ni honnête de la part du gouvernement de ne pas accepter, lors de la session extraordinaire du Parlement, de mettre son existence en jeu par un vote. »

Touchante unanimité, disions-nous, pour tenter de préserver ce gouvernement. Mais rappelons que malgré l'étroit concours prêté par les directions des organisations ouvrières au gouvernement, cette politique n'est qu'une tentative que tous les développements objectifs de la situation, que tout développement de la crise politique au sommet peut à chaque instant disloquer.

Encore, la division...

Une telle politique ne peut, dans ces conditions, avoir quelque chance de succès, plus ou moins durable que si, sur tous les terrains, la division est nourrie, développée entre le PCF et le PS. Il faut tenter d'interdire la manifestation de toute aspiration de la classe ouvrière au front unique ouvrier pour que disparaisse ce gouvernement.

Il faut constater qu'aucun des deux grands partis ouvriers, le PS et le PCF, aucune des directions des centrales syndicales, ne se situe sur le terrain de classe du prolétariat et, partant sur celui du front unique des organisations et partis ouvriers. Alors même, pour ceux qui ont signé ou qui soutiennent le Programme commun, « l'Union de la gauche », qu'ils restent fidèles à cette politique, ils tournent le dos et s'opposent au front unique ouvrier, car « l'Union de la gauche », c'est la collaboration de classes et ainsi qu'il a été démontré maintes fois, cette « Union de la gauche » est sans rivage à droite. Quant à ceux qui ne se sont pas ralliés à « l'Union de la gauche », ils ne s'en opposent pas moins au front unique ouvrier de diverses façons. Pourtant

les plus vigoureuses attaques, la politique la plus systématique contre le front unique des organisations et partis ouvriers, émanant de la direction du PCF.

La campagne de « polémique » (indispensable au renforcement de l'« Union de la gauche, selon les dires des dirigeants du PCF) qui avait été engagée systématiquement après les élections législatives partielles de 1974 s'opposait aux développements politiques que laissaient prévoir les résultats de ces élections. La division entre les organisations syndicales était le prolongement de cette polémique. La grève des caristes de chez Renault venait brutalement de révéler que la classe ouvrière pouvait, à tout moment, se rassembler et ouvrir une brèche dans le mur de la politique des appareils, poser ouvertement la question du gouvernement. Il fallait détruire cette possibilité. Une seule méthode : une campagne de division.

La position insoutenable de la Fédération du livre FO invitant ouvertement à briser la grève des travailleurs du **Parisien libéré** était une magnifique occasion. Les dirigeants de la Fédération du livre CGT concourraient de leur façon, tout autant que ceux de la Fédération FO, à étrangler cette grève en l'isolant. Ainsi, toutes les autres publications du groupe Amaury paraissaient sans encombre. Quelques grèves de 24 heures de la presse, sans lendemain, et le tour était joué, les grévistes du **Parisien libéré** étaient réduits à eux-mêmes, leur grève isolée, sans perspective. Il fallait d'autant plus trouver un coupable et monter toute une campagne de division. Alors les dirigeants de la fédération du Livre, ceux de la CGT, du PCF, ont utilisé les grands moyens : FO égal CFT, Bergeron agent de la CIA, etc., la violence verbale ne pouvait qu'encourager à la violence physique. L'attentat perpétré contre Cabannes et Bergeron le 13 juin rendra impossible aux diri-

geants staliniens de poursuivre sous cette forme et les obligera à baisser d'un ton. En mai, G. Marchais avait redonné le signal de la campagne que le PCF n'a jamais abandonnée.

« Une situation nouvelle s'est créée après l'élection présidentielle quand le pouvoir giscardien s'est fixé comme objectif de briser l'Union de la gauche et de créer ainsi de nouvelles possibilités de collaboration de classe avec le Parti socialiste. L'action que nous avons menée à ce sujet, a indiqué G. Marchais, a obtenu un premier résultat. Après la période trouble qu'il a connue, le Parti socialiste se situe aujourd'hui un peu plus clairement dans la ligne de la lutte pour le Programme commun. »

C'est désormais autour de ce thème que l'effort sera fait.

Au nom de la défense de l'Union de la gauche, il est procédé, jour après jour, à un matraquage pour faire pénétrer l'idée que l'unité entre le PS et le PCF n'est pas possible, pas souhaitable. L'engagement du PCF au côté du PCP contre la révolution au Portugal, dans l'affaire **Republica**, contre les libertés ouvrières, contre les aspirations des masses exprimées dans le vote à la Constituante, contre le PSP, fournirent l'occasion rêvée, les matériaux du développement de cette campagne. La réunion au sommet des partis de gauche le 1^{er} juin devait consacrer cette politique, le 20 juin, Andrieu écrit, tirant les enseignements de la rencontre :

« Comme l'a rappelé G. Marchais, le seul souci qui nous anime, c'est de préserver l'union réalisée sur des bases claires et la renforcer pour qu'elle devienne la véritable alliance de combat dont le peuple a besoin pour vaincre le pouvoir et l'argent et lui substituer un régime vraiment démocratique. La reprise et le développement de l'action commune depuis plusieurs mois, les nouvelles initiatives prises hier par la rencontre au sommet montrent

que l'unité n'exclut pas le débat, mais qu'au contraire elle l'implique. Ce qui ne signifie pas que nous soyons au bout du chemin. Hier encore, notre proposition de réaliser l'union aux prochaines élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants s'est heurtée au refus du Parti socialiste. Dans la dernière période, celui-ci, saisissant le prétexte de la situation au Portugal s'est livré contre notre parti à une vive attaque immédiatement relayée par le Premier ministre et tous les grands moyens d'expression. Nous ne pensons pas qu'une telle attitude était justifiée et nous l'avons dit clairement. Comme nous continuerons à le dire à l'avenir chaque fois que nous l'estimerons utile. Nous pensons avoir fait suffisamment la preuve, dans nos déclarations comme dans nos actes, de notre attachement profond à toutes les libertés démocratiques. La rencontre au sommet d'hier confirme à la fois que les partis de gauche ont chacun leur caractère spécifique et que les différences existant entre eux ne doivent nullement empêcher une alliance politique solide. »

Plus clairement encore, le 19 août, Marchais donne le contenu pleinement développé de l'objectif qu'il poursuit :

« La gauche française est unie sur un programme commun de gouvernement. Lorsqu'elle ira au pouvoir, ce sera à l'issue d'une élection au suffrage universel pour appliquer ce programme, alors ratifié par la majorité des électeurs. »

Voilà le cadre politique d'accord avec Giscard à nouveau publiquement reconnu. Il ajoute :

« Quant aux difficultés avec le Parti socialiste, elles ne pourraient se produire que si les engagements du Programme commun n'étaient pas respectés. »

A propos de difficultés, revenant sur la réunion des partis de gauche qui

vient de se tenir à propos du Portugal, il informe :

« Nous aurions souhaité aller plus loin dans l'action commune. Nous aurions voulu exprimer notre volonté commune que se réalise l'union entre communistes et socialistes portugais.

« Dans une communication commune, le mot UNION ne figure pas. La délégation socialiste l'a refusé. Il a fallu que nous fassions pression pour que figure le mot coopération... »

Que peut-on faire de bon avec ceux qui sont contre cette UNION ? Mais si ce n'était encore que cela... Il y a le titanesque combat qui oppose Y. Moreau et J. Daniel qui donne bien des inquiétudes à G. Marchais :

« Cela m'inquiète beaucoup car je me dis : s'ils étaient au pouvoir, ne connaîtrions-nous pas à nouveau les saisies quand nous écririons quelque chose qui ne leur plaît pas ? Souvenez-vous : la gauche non communiste au pouvoir a très souvent saisi L'Humanité.

« Je suis inquiet de voir F. Mitterrand s'orienter dans ce sens. »

On le voit, l'Union de la gauche se renforce en s'épurant... fort heureusement le PCF est là, il veille, c'est le parti de l'Union, nous venons de le constater. Pourtant, disons-le une nouvelle fois, ni le Parti socialiste ni Mitterrand ne sont aujourd'hui différents de ce qu'ils étaient lorsqu'ils signèrent le Programme commun de gouvernement et scellèrent l'Union de la gauche avec le PCF et les radicaux. Cette union des partis ouvriers avec le Parti radical de gauche, dont le Programme s'engageait à garantir les institutions de la V^e République, à préserver l'ordre bourgeois, la propriété privée des moyens de production, devait compter pour la combattre avec l'aspiration au front unique ouvrier des masses.

« L'Union de la gauche » a été un

obstacle dressé contre la réalisation du front unique ouvrier des organisations et partis ouvriers. Il s'agissait d'engluer dans « l'Union de la gauche » l'aspiration à l'unité des masses. L'unité avec le Parti radical de gauche, c'était le pont vers toutes les organisations et partis de la bourgeoisie, le pont vers un front national ainsi que Marchais le proposait au lendemain des élections présidentielles. Mais du fait que le PS et le PCF participaient ensemble à « l'Union de la gauche », qu'ils se réclamaient en commun d'un « programme de gouvernement », les masses ouvrières et paysannes en déduisaient qu'ils pouvaient bien s'unir pour combattre victorieusement le gouvernement Giscard-Chirac et en finir avec lui. Ce qui était le contraire de la politique « d'union de la gauche ». Immédiatement le PCF a fait face à ce « danger ». Gardant en réserve le Programme commun, en vue de maintenir les bases de « l'union de la gauche » sans rivage à droite, en cas d'offensive des masses qu'il serait impossible de contenir sans la participation du PS et du PCF à un gouvernement aux côtés des partis bourgeois, la direction du PCF a développé la logique politique de « l'union de la gauche » en tentant de faire apparaître impossible le front unique entre le PS et le PCF, de saccager toutes possibilités allant dans ce sens.

« Le développement des luttes »

Les assurances formelles que donnent les directions du mouvement ouvrier à Giscard d'Estaing, la campagne acharnée de division qui se mène aujourd'hui et qui est indispensable au respect de ces engagements fournissent le cadre général de la politique des appareils. Bien évidemment, cette politique se manifeste concrètement, elle prend chair dans le cours de la lutte des classes, depuis la

grève Renault, au cours des mois de mai-juin, début juillet, les dirigeants du PCF et de la CGT lui ont donné un nom : « le développement des luttes. » Quels objectifs les dirigeants ont-ils, de leur propre aveu, donné à ces luttes ? Etienne Fajon, auquel un journaliste posait la question : « **Alors Giscard, c'est fini ?** » rétorquait :

« Giscard ça continue malheureusement et nous n'en attendons rien de bon. Nous ne comptons que sur la lutte pour le faire reculer. »

Une question se pose immédiatement : dès lors qu'on admet que Giscard doit continuer, sur quoi veut-on le faire reculer ? Krasucki, le 10 juillet, sous la Tour Eiffel, à l'occasion de cette manifestation « originale », point de rassemblement de tous ceux qui « luttèrent », répondait à la question, il disait :

« Cette journée, par son éclat, place le patronat et le gouvernement dans l'obligation de justifier un comportement injustifiable. Il lui sera moins facile désormais de faire le silence sur vous. En ce sens d'abord, notre action est un nouveau départ, elle aura des lendemains... Cette journée l'atteste, le gouvernement et le patronat doivent prendre au sérieux la détermination des travailleurs et celle de nos deux organisations syndicales. Faute de changements réels et de solutions rapides, c'est l'action revendicative qui prendra un essor sans précédent. Et c'est aussi la volonté de changements plus profonds, plus fondamentaux qui grandira. »

Le 10 juillet était donc une manifestation « d'information », « d'aver-tissement ». Les dirigeants faisaient converger les travailleurs des entreprises « en lutte », privée de perspective par leur politique de soutien au gouvernement, sous la Tour Eiffel pour leur signifier qu'il n'y avait qu'à attendre et espérer en particulier du

dialogue qui allait s'engager entre les dirigeants syndicaux et Chirac.

Ce rassemblement, le couronnement des « luttes » était spectaculairement marqué par la reprise chez Chaousson (comme le hasard fait bien les choses). Le rassemblement de la Tour Eiffel prenait alors sa pleine signification. Il s'agissait pour les dirigeants de la CGT et de la CFDT auxquels s'étaient joints ceux du PCF de boucher toute perspective politique unitaire d'action contre le gouvernement, et par suite de décomposer, de faire pourrir tout combat d'envergure de la classe ouvrière.

La kermesse du 10 juillet conférait à la politique d'effilochage, de dislocation, de pourrissement de la volonté des masses de combattre la politique du gouvernement, la dimension nationale. Elle disait à tous : Rien d'autre que la mascarade, l'impuissance, la dislocation, le pourrissement, ne vous est possible.

Le 10 juillet est le couronnement d'un travail de sape soigneusement mené depuis plusieurs mois. Laurent Salini, dans *L'Humanité* du 10 juillet, écrit :

« Quand les postiers frayèrent le chemin, rien ne laissait prévoir en apparence le Champ-de-Mars et ces centaines de luttes. »

Tout est résumé dans ces quelques mots. Salini part de l'essentiel : la grève des postes : cette grève signifiait pour toute la classe ouvrière : le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître ! Disloquée par les directions, la grève des postes n'en fournissait pas moins un sérieux avertissement à celles-ci : c'était la preuve qu'un processus se développait. Il fallait interdire toute possibilité à la classe ouvrière de s'ouvrir à nouveau cette voie. D'autant plus qu'en février les caristes de chez Renault imposaient la grève de leur corporation sur des revendications propres à leur catégorie, la direction reculait, l'agitation gagnait l'ensemble des catégories. La grève générale Renault me-

naçait. Un puissant mouvement des travailleurs de la plus puissante usine de France se cherchait. La grève générale Renault, reprenant et portant plus loin la grève des PTT, c'était l'affrontement contre le gouvernement, c'était l'engagement de la lutte décisive pour qu'il disparaisse. La grève générale Renault signifiait : le gouvernement Giscard-Chirac peut et va disparaître. L'alerte fut chaude. Les dirigeants se sont battus pour imposer leur politique : la division des syndicats, les grèves tournantes, les grèves perlées, les grèves de « l'enthousiasme ». Ils réussirent et permirent à la direction qui avait reculé devant les caristes, de lock-outer et ainsi d'éviter d'avoir recours au chômage partiel. Les appareils bureaucratiques de la CGT et du PCF ont foulé au pied la volonté unitaire des travailleurs, sauvé le gouvernement. Le tintamarre fait autour de la « victoire » a eu pour but d'imposer leur politique.

On comprend le soulagement qui envahit Salini le 11 juillet lorsque, mesurant le chemin parcouru, il peut dire : **« Rien ne laissait prévoir en apparence le Champ-de-Mars et ces centaines de luttes. »** Chez Renault, il restait une ombre difficile à escamoter : les 17 licenciements. Le 22 avril, dans *L'Humanité*, sous le titre : **« Les manifestations se multiplient pour la réintégration des licenciés »**, on lit :

« Nous ne laisserons pas respirer la direction tant que tous nos camarades n'auront pas repris le travail parmi nous », disait hier à Billancourt un syndicaliste CGT. »

Le 29 avril :

« Le syndicat CGT des usines Renault organise demain, dans l'ensemble du group, une journée pour la réintégration des quatorze travailleurs injustement licenciés à la suite des dernières grèves. Ce syndicat appelle les métallos « à agir sous toutes les formes. »

Le 2 mai :

« Quatre meetings successifs dans l'île Seguin, une heure de grève à l'usine du Mans, un arrêt de travail à Saint-Ouen ont marqué mercredi la journée d'action des Renault pour la réintégration des dix-sept licenciés de Billancourt. »

Le 8 mai :

« Les syndicats CGT et CFDT de l'usine Renault du Mans ont organisé mercredi une journée d'animation sur le problème des licenciés de Billancourt. Ils ont remis à sept d'entre eux, pour tous, un chèque de 1 500 000 AF, somme collectée essentiellement parmi les professionnels de l'usine du Mans, soit environ 1 200 travailleurs et collectée aussi parmi les 40 personnes du comité d'établissement de l'usine. »

Les opérations furent menées rondement : en quelques jours, le ton a changé, on parle argent, on fait une journée « animation », il n'est plus question d'exiger la réintégration des 17... Et le cynisme atteint son sommet lorsque, le 10 juillet (les passions ont eu le temps de se calmer) **L'Humanité** parle à nouveau des 17 :

« Réintégrez les 17 », « Non aux otages ! » : c'était au lendemain des licenciements de mars, chez Renault, que ces slogans, cette exigence, avaient fleuri sur toutes les lèvres. La cellule Ballu aurait pu se sentir concernée comme les 85 autres cellules Renault du PCF.. Mais voilà, elle accusait le coup très fort, blessée à vie : son secrétaire, Jacques Cuny, 27 ans de maison, médaille d'honneur du Travail, délégué du personnel depuis 10 ans, était licencié. Il servait de bouc émissaire.

« Alors, dès l'annonce des licenciements, on n'a plus laissé faire, on y est allés au culot, on a fait une pétition, on a arraché 350 signatures sur les 500 travailleurs du secteur, on s'est bagarres pour que la direction accepte de nous rece-

voir... on a été reçus ! Et on ne s'est pas arrêtés là : en première ligne de la lutte syndicale, on a fait 5 ou 6 débrayages d'une demi-heure, d'une heure... pour la réintégration des copains, en l'espace d'un mois. »

Non, ils ne se sont pas arrêtés là : au coup par coup la cellule a répliqué à l'offensive anticommuniste du pouvoir ; à grand renfort de pétitions, de débrayages, de prises de parole, de ventes de masse, de distributions de tracts.

Je les sens détendus, à l'aise, mes communistes de la « Ballu ».

Pourtant, il n'y a pas si longtemps que l'un d'entre eux a été menacé par son contremaître : « Méfie-toi, sinon, tu seras le 18° ! »

Mais Guy me dit : « Avant, quand on diffusait, on se sentait surveillés, regardés ; on vivait dans la crainte d'être convoqués, de recevoir un avertissement.

« Maintenant, on fonce. Rien ne nous arrête. »

Cela se passe de commentaires... Tout est bien qui finit bien pour les bureaucrates... au moins pour l'instant.

Renault..., Usinor..., Chausson :

Quelques mois après que, le 16 avril **L'Humanité** ait titré « **Victoire pour tous** » chez Renault, le voile se lève sur « l'importance des succès revendicatifs ». **Informations ouvrières** n° 714 publie un tableau émanant de la direction de la Régie qui n'a pas l'habitude de minimiser le montant des augmentations qu'elle accorde à son personnel :

« — Colonne 1 : coefficients et salaires au 1^{er} janvier 1975.

« — Colonne 2 : salaires qui auraient été pratiqués au 1^{er} juin (engagement unilatéral de la direction + 5 %).

« — Colonne 3 : salaires qui auraient dû être pratiqués au 1^{er} juin 1975 avec la réforme des classifications.

« — Colonne 4 : salaires actuels au 1^{er} juin 1975.

« — Colonne 5 : catégories professionnelles.

« NOTA :

« Pour les colonnes 1, 2 et 3.

nous ajoutons la prime fixe mensuelle qui devait être de 120 F pour l'année, soit 10 F par mois. Pour la colonne 5, nous ajoutons la prime fixe mensuelle qui a été portée à 22 francs. »

Coeff.	Salaires	Salaires	Nouv. coeff.	Salaires	Salaires actuels	
160 mini	1 812	1 904	170	2 022	2 035	A.P.C.
	+ 10	+ 10		+ 10	+ 22	
	1 822	1 914		2 032	2 057	
160 maxi	1 885	1 982	170	2 105	2 035	
	+ 10	+ 10		+ 10	+ 22	
	1 895	1 992		2 115	2 057	
P1 A	1 983	2 080	P 1	2 205	2 136	
170 moyen	+ 10	+ 10	180	+ 10	+ 22	
	1 993	2 090		2 215	2 158	
P1 B	2 100	2 210	P 1	2 210	2 257	
180 moyen	+ 10	+ 10	180	+ 10	+ 22	PROFESSIONNELS
	2 110	2 220		2 220	2 279	
P 2	2 238	2 346	P 2	2 413	2 401	
190 moyen	+ 10	+ 10	195	+ 10	+ 22	
	2 248	2 356		2 423	2 423	
P 3	2 474	2 600	P 3	2 660	2 648	
210 moyen	+ 10	+ 10	215	+ 10	+ 22	
	2 484	2 610		2 670	2 670	
170 mini	1 880	1 977	180	2 093	2 063	
	+ 10	+ 10		+ 10	+ 22	
	1 890	1 987		2 103	2 085	
280 mini	3 025	3 181	285	3 237	3 190	
	+ 10	+ 10		+ 10	+ 22	
	3 035	3 191		3 247	3 212	
350 mini	3 780	3 976	355	4 032	3 974	
	+ 10	+ 10		+ 10	+ 22	
	3 790	3 986		4 042	3 996	

Les chiffres sont éloquentes : seuls les APC qui étaient au mini et qui sont passés au maxi, gagnent quelque chose. Pour le P1 B, il semblerait qu'ils ont obtenu une rallonge de 59 F, il n'en est rien. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un seul P1 mais il y a deux salaires (un pour l'ancien P1 A et un pour l'ancien P1 B).

Si on ajoute 5 points de coefficient au P1 B, on voit que le salaire qu'il aurait eu sur la base des engagements de la direction, correspond à celui qu'il a actuellement. La direction veut tromper les travailleurs quand elle affirme avoir respecté ses engagements unilatéraux. En effet, les rectifications de coefficients sont à considérer comme la réparation d'anomalies que la direction a reconnues et qu'elle a été obligée d'accepter sous la pression des caristes, qui, rappelons-le, avaient mené une lutte unitaire, grève totale avec l'appui des syndicats CGT-FO, CGT, CFDT. Les 5 % mini qui sont à appliquer indépendamment des modifications de classification n'ont même pas été appliqués durant le premier semestre, sauf pour l'APC passé du mini au maxi.

Pourtant, ce qui était un mauvais accord salarial au 1^{er} janvier, est devenu (même sans être entièrement appliqué) une soi-disante victoire sans précédent.

Les 300 F d'augmentation sur les feuilles de paye d'un OS annoncés par L'Humanité du 12 juin ont été inventés pour les besoins d'une politique. Pendant deux mois ce fut le

matraquage. La preuve était faite que les actions « originales », que les grèves tournantes, peuvent faire reculer le gouvernement, qu'on peut l'acculer à la négociation, qu'il peut satisfaire,

sous la pression, les revendications essentielles. Un tract de la CGT du Mans précise le 18 avril :

« Les postiers y sont passés et le résultat n'était pas un encouragement pour nous : cinq semaines de grève illimitée sans absolument rien obtenir, c'est une catastrophe pour ces travailleurs (...), c'est une défaite qui a permis au pouvoir de licencier quelques auxiliaires. (...) Il n'était pas question pour nous de renouveler cette expérience malheureuse. »

Il faut rompre avec l'action des postiers et la signification qu'elle a eu pour toute la classe ouvrière. Il faut préserver ce gouvernement. Pendant deux mois, disions-nous, c'est le maquillage.

Le 6 mai, **L'Humanité** définit le cadre politique qui est le sien et dit : **« Ce que Renault a dû lâcher, Usinor peut le donner. »**

Le 8 mai, elle écrit :

« Gustave Ansart, député communiste du Nord, a interpellé le gouvernement hier à l'Assemblée nationale au sujet de la situation à Usinor. Cette firme, a-t-il déclaré, détient trois records : celui des profits (85 milliards), celui de la productivité (sextuplée de 1950 à 1974), celui des accidents mortels (76 morts sur le chantier de Dunkerque). Depuis le mois de décembre, Usinor impose une semaine de chômage par mois. Les travailleurs (...) réclament une revalorisation de leur profession pénible entre toutes. (...) On peut satisfaire leurs revendications si on considère le bénéfice énorme réalisé et la diminution constante de la masse salariale (de 22 à 16 % en trois ans). La direction refuse de négocier, elle fait appel à la police et elle l'obtient. G. Ansart a demandé au ministre d'intervenir auprès de la firme dont le gouvernement est un des banquiers (100 milliards accordés au titre du plan sidérurgique) pour que des négociations s'engagent

en vue de résoudre ce conflit, conformément aux demandes des travailleurs. »

Le gouvernement Giscard-Chirac, ses représentants, sont chargés par les dirigeants du PCF, par ceux de la CGT, de jouer le rôle d'arbitre entre la classe ouvrière et les patrons. L'action des travailleurs est soumise à cet objectif, elle doit attirer l'attention du gouvernement sur la situation et obtenir de lui qu'il fasse engager des négociations. Les formes de l'action correspondent à l'objectif, la référence à Renault n'est pas gratuite. Les travailleurs d'Usinor ont fait un mois de grèves tournantes, du 29 avril au 28 mai. Les fédérations CGT et CFDT organisèrent « un temps fort » le 27 mai : ils appelèrent toutes les usines du groupe à se joindre à l'action sous des formes diverses et originales. Et le 28 mai, les travailleurs rentraient. Ils obtenaient : **« pas de nouvelle réduction d'horaires jusqu'en août, une augmentation de 2,5 % « à valoir » sur les augmentations qui devaient intervenir au 1^{er} juillet, une prime de 120 F pour le mois de septembre. »** Un succès à la dimension de l'action engagée et que **L'Humanité** taira judicieusement à ses lecteurs, après avoir fait le tintamarre autour d'Usinor à l'aide de titres ronflants et trompeurs :

« Usinor, les grèves ébranlent le colosse », le 12 mai, **« Sidérurgie : toute la profession à l'offensive »,** le 20 mai.

Mais **L'Humanité** a d'autres chats à fouetter, il lui faut parfaire son œuvre ; après Usinor, sous le signe de la **« victoire de Renault »**, Chausson va tenir la une. Chausson avait procédé, comme de nombreuses entreprises travaillant pour l'automobile, à d'importantes réductions d'horaires. Le jour de la paie, les ponctions opérées sur les salaires allaient tendre la situation. Une explosion était prévisible. Depuis plusieurs jours, la CGT avait diffusé des tracts faisant **« le point**

des actions sur le groupe » et « popularisant » la victoire des Renault, elle se préparait.

— Le 14 mai, Chausson se met en grève. Le 16 mai, **L'Humanité** titre : « **Alignement sur Renault** », elle résume les revendications : parité des salaires avec Renault (notons au passage que certains salaires sont de 400 à 700 F inférieurs à ceux de Renault), prime de 250 F, elle définit ainsi en référence à Renault le cadre politique de l'action.

— Le 20 mai, les 15 000 métallos des six usines Chausson sont en grève.

— Le 24 mai, **L'Humanité** précise à nouveau :

« Le syndicat CGT réaffirme que seule l'intransigeance de la direction prolonge le conflit dont le coût est déjà largement supérieur à celui de la satisfaction des revendications. »

Ce ne sont pas de simples mots lancés en l'air. La CGT affirme comme G. Ansart l'affirmait pour Usinor : Chausson peut payer. Elle ajoute : il lui en coûterait moins que de prolonger le conflit. « **La crise n'est pas fatale.** » Chausson n'a pas une bonne idée de la défense de ses intérêts, le but de l'action sera de le faire changer d'avis. La grève est un moyen de pression pour appuyer de véritables négociations. L'arbitrage des pouvoirs publics s'avère indispensable. Dans le rôle de démarcheur, Lucien Lanternier remplacera pour l'occasion Gustave Ansart. En effet, **L'Humanité** rapporte :

« Une délégation de la CGT et de la CFDT accompagnée de Lucien Lanternier, maire de Gennevilliers et conseiller général des Hauts-de-Seine, a été reçue par le chef de cabinet du préfet à la préfecture du département. Celui-ci a promis d'alerter le ministre du Travail et d'intervenir auprès de la direction Chausson pour que s'ouvre la négociation. »

Les élus du PCF constituent une source inépuisable d'intermédiaires pour ce type de démarches. Ils se déplacent sans compter en délégations aux préfectures, ministères, pour solliciter l'arbitrage du gouvernement. Le cadre politique ayant été imposé, le film des événements est désormais classique. Le 28 mai, après avoir fait grand cas d'une délégation de 300 OS (sur les 15 000 ouvriers en grève) devant l'Élysée, **L'Humanité** reprenait à sa façon l'énumération des revendications :

« Ils combattent pour obtenir 250 F à valoir, la parité avec Renault notamment. »

Un détail, deux petits mots nouveaux : à valoir, et notamment. Quelle importance, n'est-ce pas ? Surtout de la part de ceux qui ont proclamé dès le premier jour et avec force le mot d'ordre : « **alignement sur Renault.** »

Le 28 mai, des dirigeants pensent pouvoir commencer publiquement à amorcer le recul. La direction de chez Chausson a les mains libres depuis le début, elle le sait. Le gouvernement que les dirigeants syndicaux appellent à s'ériger en arbitre peut profiter de la division forcenée qui règne dans le mouvement ouvrier, du climat que les dirigeants de la CGT instaurent en déclenchant des attaques acharnées contre FO et ses militants. Le 6 juin, il fait occuper par ses CRS les usines d'Asnières et de Creil et le 30 juin celle de Gennevilliers. La négociation commence sous ces auspices.

Dès lors les manchettes et articles qui se succèdent dans **L'Humanité** rendent compte du long cheminement qui doit mener à la conclusion du 10 juillet. Le 10 juin, **L'Humanité** titre : « **Les propositions patronales encore inférieures de moitié aux revendications.** » Le 17 juin, on lit :

« La direction s'est contentée d'avancer une fois encore ses propositions d'augmentation « modu-

lées » de 100 F à 140 F. Celles-ci ont déjà été jugées très insuffisantes par les travailleurs qui réclament 250 F, à valoir sans compter la révision des classifications, le paiement des jours de grève. »

Le 18 juin :

« 250 F par mois c'est possible, démontrent les syndicats CGT ! Chez Chausson : *« Ce qu'il est possible de gaspiller pour infliger l'austérité, on peut le donner pour la satisfaction des revendications »*, conclut la CGT.

Le 5 juillet : « A la bonne volonté des syndicats, la direction oppose l'intransigeance » ;

et pour marquer l'imminence de la solution : « La fédération des métaux CGT rappelle, par ailleurs, que le 8 juillet toutes les entreprises de l'automobile seront à l'heure Chausson. »

Le 10 juillet, pour annoncer que les travailleurs rentrent avec ce qu'ils avaient qualifié de « miettes » le 11 juin, **L'Humanité** titre : « **Les Chausson restent ensemble et plus forts** » et, avec des formules désormais traditionnelles :

Depuis quelques jours, les syndicats (CGT, CFDT, FO) avaient le sentiment d'être parvenus à la limite du possible : la direction ne concédait plus rien ; on avait même l'impression qu'elle misait sur un pourrissement de la grève et des dissensions entre travailleurs.

D'autre part, certains grévistes commençaient à connaître de grandes difficultés financières.

Cependant, la grève était forte encore hier dans les ateliers de fabrication : 80 % à Gennevilliers ; un peu moins à Asnières.

Une idée prévalait : l'unité. « Nous sommes sortis ensemble, nous avons lutté ensemble, nous rentrerons ensemble », entendait-on dire.

« Les travailleurs rentreront ensemble, la tête haute », déclarait hier le syndicat CGT, en se félicitant de la cohésion qui s'est ma-

nifestée tout au long du conflit. C'est avec la solidarité entre travailleurs français et immigrés, un des résultats inattendus de la grève. La direction n'a pas fini d'en mesurer les effets.

Il est parcouru le long chemin dont Salini se félicitait et qui allait de la grève des postiers à la manifestation de la Tour Eiffel. Ce 10 juillet, le couronnement des luttes fut marqué par la reprise chez Chausson, par la reprise aux Câbles de Lyon, quelques semaines après Usinor, pendant que les ouvriers du **Parisien** poursuivent leur marche à l'épuisement. La liste des 70 luttes « victorieuses » dont faisait état **L'Humanité** du 22 juillet peut encore s'allonger avec la « victoire » des Tanneries d'Annonay, où, le 4 août 125 travailleurs reprendront le travail alors qu'il y a près d'un an la grève se déclenchait pour s'opposer à 430 licenciements, avec la victoire des travailleurs de chez Grandin...

Les dirigeants, en particulier ceux de la CGT et du PCF, après avoir disloqué, divisé, piétiné l'aspiration des travailleurs de Renault à se rassembler en un bloc contre la direction, après avoir sauvé le gouvernement Giscard-Chirac, se sont acharnés à écarter toute menace nouvelle contre ce gouvernement. Voilà ce qu'a été le « développement des luttes ». Pour ce faire, il leur a fallu, sous toutes les formes possibles, boucher toute perspective politique, il leur a fallu tenter d'enraciner l'idée que la question du gouvernement ne pouvait trouver sa solution dans un avenir proche. Ils se sont évertués à prêter, nous l'avons vu, leur concours à Giscard d'Estaing dans sa tentative d'effacer la marque d'illégitimité dont cette Assemblée est frappée.

Ils se sont évertués à décourager l'aspiration fondamentale des masses à voir se réaliser l'unité du PCF et du PS pour que disparaisse ce gouvernement. Pour cet objectif, les diri-

geants du PCF se sont, ces derniers temps, attachés à prolonger « l'Union de la gauche » en lui donnant tout son contenu : la division de la classe ouvrière pour sauvegarder l'ordre bourgeois.

Le **Parisien libéré** a servi de prétexte pour que, sur le plan syndical, la division atteigne des sommets, alors même que, dans les déclarations que firent le 18 juillet à leur sortie du bureau de Chirac les dirigeants CGT, CFDT, FO, se marquait le profond accord sur une ligne de soutien au gouvernement.

Pour la CFDT, Rolant déclarait aux représentants de la presse :

« Le Premier ministre ne nous a donné aucune assurance. Ce fut une rencontre de routine... M. Chirac s'est montré toujours évasif sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour la relance... »

Krasucki :

« De nombreux conflits sociaux, a-t-il déclaré, ont lieu, dont certains durent depuis des mois. Que demandent les travailleurs ? Des salaires moins mauvais et du travail. Il n'est pas admissible que le gouvernement laisse ainsi traîner ces conflits. C'est sa responsabilité directe d'aider à les débloquent. Il faut, pour cela, qu'il cesse de soutenir les patrons par des moyens de répression ; il faut qu'il contribue activement à l'engagement de négociation et à la recherche de solutions convenables. Nous avons fait des propositions. »

Cette politique c'est une politique de combat contre ce qu'au lendemain des élections présidentielles la classe ouvrière a ressenti comme possible : en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. Et en conséquence, c'est sur le strict plan des revendications, que les dirigeants

mettent en avant, pour justifier leur politique, l'échec total. La preuve n'en est plus à faire. Cette politique, c'est le mensonge, la falsification sur tous les plans, tant elle doit cacher les résultats désastreux qu'elle engendre. C'est la division qui empoisonne dans ses moindres détails la vie du mouvement ouvrier. Voilà la rançon d'une politique qui est entièrement consacrée à prolonger ce gouvernement. De cet appui, le gouvernement Giscard-Chirac a profité pour survivre.

Cette politique a une efficacité dont il s'agit d'apprécier consciemment la portée mais aussi les limites. Grâce à elle le gouvernement Giscard-Chirac survit, l'agonie de la V^e République se prolonge. Malgré l'ampleur de la crise politique, que la crise économique qui se développe accroît, par petites touches, en tâtonnant, en hésitant certes, le gouvernement Giscard-Chirac n'en poursuit pas moins à rejeter sur le dos des masses le poids, qui se fait chaque jour plus lourd, de la crise économique : deux millions de chômeurs dans les mois qui viennent ; 600 000 jeunes en plus jetés sur le marché du travail des secteurs du bâtiment, de l'automobile, des chantiers navals, de l'aéronautique, qui sont pris à la gorge, vont avoir recours à d'importants licenciements ou au chômage partiel. Giscard regarde s'il n'y a pas de « signes de reprise », aux USA, en Allemagne, ailleurs. Il cherche à réaliser un accord monétaire qui lui permettrait d'utiliser les réserves d'or de la Banque de France au cours du marché libre pour financer, en n'aggravant pas trop l'inflation en France, la « relance économique ». Mais les « signes de reprise » ne se manifestent pas. Bien au contraire.

Après bien des hésitations et des refus, les USA ont fait un pas supplémentaire ; l'année dernière, ils acceptaient que les pays aux balances commerciales et des comptes déficitaires utilisent leurs réserves d'or pour gager des emprunts internationaux en estimant ces réserves au prix

du marché. Cette année, ils ont accepté que les banques centrales puissent, si elles le veulent, opérer entre elles des transactions en or, à un prix dérivé du marché. L'impérialisme américain zigzague : d'un côté, il accroît sa pression économique et politique pour faire prévaloir ses intérêts particuliers au détriment des intérêts de ses partenaires : de l'autre, il lui faut les autoriser à utiliser leurs réserves d'or au prix du marché pour combler leurs déficits, donner une base financière « aux plans de relance ». Mais au contraire de ce que prétend la presse, il s'agit d'une reconnaissance du rôle majeur de l'or, et non de sa « démonétisation », de la faillite du dollar. Ce sont là des palliatifs. Ils peuvent freiner la marche à la crise. Ils ne peuvent l'éviter.

L'aggravation de la crise est donc la perspective la plus vraisemblable et le gouvernement Giscard espère qu'il pourra en faire supporter aux masses les conséquences. D'un autre côté son gouvernement poursuit ses « réformes », incomplètes et bâtarde du point de vue de la bourgeoisie, mais que doivent supporter les masses laborieuses : après la liquidation de l'ORTF, la réforme de la SS, la réforme Haby. La crise politique et de tous les rapports bourgeois continue néanmoins à s'aggraver, car tout reste pendant, rien n'est résolu et ne peut l'être. La première condition d'une solution serait, en effet, que le gouvernement soit en mesure d'infliger au prolétariat, non seulement des échecs, mais de graves et profondes défaites politiques. Cela dépasse les moyens dont il dispose.

*
**

Nous l'avons montré au début de cet article, le gouvernement n'a pu élargir son assise. La classe ouvrière subit des échecs, elle n'a subit aucune défaite. Une véritable bataille politique se développe au sein du

mouvement ouvrier. D'un côté, la politique des appareils entièrement au service de la bourgeoisie et plus immédiatement encore de soutien à peine masqué au gouvernement Giscard-Chirac, de la V^e République moribonde, de ses institutions, de son Assemblée nationale. De l'autre la politique que défend et propulse l'OCI qui consiste à ouvrir la voie à la révolution prolétarienne en France, et d'abord, à en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, la V^e République, et ses institutions. Les masses, pour affronter et vaincre ce gouvernement, ont besoin de l'unité, d'unifier leur front, et l'unité de front du prolétariat n'est pas une abstraction, c'est l'unité de ses organisations. Affronter et vaincre le gouvernement Giscard-Chirac exige que s'ouvre une perspective politique : celle d'un gouvernement des partis ouvriers, que les masses considèrent aujourd'hui comme leurs partis, le PS et le PCF. De même les masses ont besoin d'objectifs politiques immédiats qui concrétisent cette perspective politique. C'est un fait : le PS et le PCF ont maintes fois affirmé leur respect de la démocratie parlementaire. C'est un autre fait : l'Assemblée nationale actuelle est en contradiction avec ce point de vue, la V^e République et ses institutions sont la négation de la démocratie parlementaire, malgré que celle-ci soit une démocratie bourgeoise. Du point de vue d'où affirmement se situer le PS et le PCF il devrait donc être nécessaire d'imposer la dissolution de cette Assemblée nationale, des institutions de la V^e République : c'est un objectif immédiat pour lequel l'unité des organisations et partis ouvriers doit se réaliser. C'est cette orientation que l'OCI oppose à la division, au soutien à peine masqué du gouvernement Giscard-Chirac.

Tout au cours de l'année politique qui vient de se terminer, ses deux orientations se sont opposées. L'Assemblée nationale des délégués du

15 décembre 1974, la signature par 80 000 travailleurs de l'adresse aux dirigeants des partis ouvriers adoptée le 15 décembre, les trois rassemblements du 27 avril :

- pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse,
- pour le front unique ouvrier,
- pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois, qui ont regroupé 13 000 travailleurs et jeunes, ont été des moments du combat pour le front unique ouvrier que l'OCI impulse.

La mascarade de la Tour Eiffel le 10 juillet a ponctué l'orientation de division du PCF. Il s'agit bien d'un combat politique. Mais ce combat politique n'est pas un combat d'appareil à appareil, de parti à parti. Le parti révolutionnaire reste à construire, les bases en existent, l'OCI est la force politique qui conduit le combat pour le construire, mais il reste à construire. Pourtant il s'agit bien d'un affrontement politique aux épisodes divers, mais qui n'est pas disproportionné, qui ne met pas aux prises David et Goliath.

La politique du PCF s'appuie sur les appareils bureaucratiques, la soumission à la société bourgeoise, certaines habitudes politiques. Elle a pour elle que la classe ouvrière a besoin de ses organisations, de ses partis, donc du PS et du PCF pour affronter et vaincre le gouvernement Giscard-Chirac.

La politique de front unique que l'OCI développe a pour elle : les besoins, les aspirations profondes des masses. Elle a pour elle l'immense écho que la révolution portugaise a fait naître dans la classe ouvrière.

Il y a quelques mois, les travailleurs de chez Renault ont mesuré qu'il était à leur portée de balayer ce gouvernement. Une condition suffisait, une seule : réaliser le front uni des organisations ouvrières, syndicats

et partis, réaliser l'unité de la classe ouvrière. Les travailleurs de chez Renault ont cherché les moyens de submerger les obstacles dressés par les appareils syndicaux. A l'assemblée générale du 77, ils ont convoqué les responsables des trois syndicats de l'usine CGT, CFDT et FO. Les travailleurs voulaient l'unité et une vraie grève de toute l'usine. Une brèche était ouverte, les travailleurs cherchaient à s'y engouffrer pour imposer le front unique de toutes les organisations, pour engager le combat contre le gouvernement du capital, pour le mettre à bas. Les appareils ont pu écarter cette menace, faire prévaloir la division, pour un temps seulement...

Des travailleurs des banques en 1974 en passant par ceux de chez Renault, ceux des postes, un mouvement se cherche, se développe suivant une ligne précise : réaliser les conditions pour submerger les obstacles et ouvrir la voie à la lutte pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse.

Ce mouvement se poursuit inlassablement. Loin du tintamarre organisé autour du thème des « luttes » par les appareils. Dans la santé, par exemple, fin mai-début juin, une catégorie : les spécialisés, définissent leur plate-forme revendicative en prenant les revendications essentielles communes à toutes les plate-formes syndicales. Ils se réunissent en catégorie dans chaque hôpital et exigent la présence de tous les responsables syndicaux à leurs réunions, ils refusent toute action dans le cadre de la division, ils acceptent de participer à une journée d'action dans la mesure où elle est appelée unitairement, ils rejoignent les travailleurs de la santé dans une manifestation unitaire devant le ministère.

Ils exigent alors que les responsables syndicaux convoquent une assemblée générale de tous les spécialisés dans l'unité à la Bourse du Travail pour leur faire des propositions

unitaires. Dans une période où, d'un côté FO refuse l'unité et où, de l'autre, la CGT s'acharne à poursuivre sa croisade contre elle, ce combat prend une dimension hautement significative.

Nous disions à propos de Renault : le développement de l'action politique exigera la constitution de comités unitaires. Dans la santé, l'existence de comités unitaires de base, qu'une patiente politique de front unique de l'OCI a rendu possible, a permis à cette recherche de prendre une forme définie. Les appareils pour défaire ce qui se développait ont tenté d'entraîner dans des actions dispersées les spécialisés, ils n'y ont pas réussi. Les spécialisés ont reflué, mais ont préservé leur force. Ils se sont mobilisés sur un objectif politique, ils n'ont pas réussi à imposer l'unité des organisations. Le problème demeure. Les comités unitaires qui ont pris en charge la bataille du début juin vont poursuivre plus largement et plus intensivement leur action pour le front unique ouvrier sous des formes que le cours de la lutte des classes va déterminer. C'est une certitude, la classe ouvrière cherchera à s'ouvrir de nouvelles brèches.

Nouvelles brèches qu'elle cherchera à exploiter jusqu'au bout. Elle abordera la formation d'organismes qui englobent les organisations traditionnelles, mais que les travailleurs contrôlent directement. La convocation des dirigeants syndicaux devant l'AG du 77 chez Renault, la bataille organisée de centaines de travailleurs dans la santé pour une AG des spécialisés convoquée par tous les dirigeants syndicaux contenaient embryonnairement le front unique des organisations placées sous le contrôle des masses. C'était ce problème que posait la bataille pour le comité central national de grève des PTT. Cette tendance est indissociable de la marche à la crise révolutionnaire. Elle a donné les commissions des délégués élus au Portugal. L'échec que

les masses portugaises viennent d'infliger à la politique de la bureaucratie stalinienne va renforcer cette tendance.

Cette forme d'organisation surgit de la nécessité de submerger et de briser la résistance des appareils syndicaux et des partis traditionnels au front unique et de celle d'affronter et vaincre le gouvernement et l'appareil d'Etat bourgeois. Voilà sur quel profond mouvement s'appuie la politique de front unique de l'OCI. Voilà à quel profond mouvement elle donne une expression consciente. Le gouvernement n'est pas en mesure — disions-nous — d'infliger au prolétariat de graves et profondes défaites politiques. La politique du PCF ne peut donc aller aujourd'hui jusqu'au bout de sa logique, mais parce que le PCF endosse en première ligne la charge écrasante de soutien à toute la société bourgeoise, il développe toutes les contradictions jusqu'au seuil de l'explosion. Pour s'ouvrir de nouvelles brèches, la classe ouvrière portera nécessairement dans ces circonstances à un niveau plus élevé le degré de son affrontement conscient avec cette politique. Elle le fera dans une situation où l'échec que les masses portugaises viennent d'infliger à la politique du stalinisme va compter.

Telle est la situation politique à la veille de la rentrée. Pour nourrir le puissant mouvement qui mûrit dans la classe ouvrière, pour concourir à écarter les obstacles de la voie qu'il se fraye pour affronter et vaincre le gouvernement, il faut ouvrir la perspective politique de la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers, d'un gouvernement du PS et du PCF. Plus précisément encore, il est indispensable de fournir un levier aux masses pour ce combat, un objectif directement saisissable qui, dans les circonstances présentes, concentre cette perspective :

— Il faut en finir avec cette Assemblée nationale dont la majorité

UDR a été désavouée aux élections présidentielles !

— Il faut réaliser l'unité des partis ouvriers pour imposer la dissolution !

Quel rôle l'OCI a-t-elle à jouer actuellement dans la lutte des classes en France ? La réponse devient évidente dès lors que le développement de celle-ci est clairement analysé. Les besoins, les aspirations des masses entrent en conflit avec la politique des appareils ; en même temps, les masses ont besoin de leurs organisations, de leurs partis, de leur unité, pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac. C'est du plus profond des masses que surgira la volonté d'imposer l'unité, ce sont les masses qui imposeront l'unité nécessaire pour faire un premier mais décisif pas en avant : en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, cette Assemblée nationale.

Bien sûr, tout ne sera pas du même coup résolu, bien sûr les délais seront plus ou moins longs, bien sûr les appareils bureaucratiques resteront ce qu'ils sont. Il est indispensable de nourrir les processus en cours, de contribuer à réaliser les conditions politiques pour imposer effectivement le front unique ouvrier, pour faire le premier pas.

L'OCI se doit d'impulser une telle bataille politique, de poursuivre le rassemblement sur cet axe de milliers de travailleurs, de nourrir ainsi la constitution de comités unitaires, de créer de véritables comités de front unique ouvrier. Ainsi l'OCI jouera le rôle qu'elle a choisi, elle avancera dans la construction du parti révolutionnaire.

Marc LACAZE.
Le 20 août 1975.

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER A

LA VERITE

CCP Michel RENAUDIE, n° 30 040 74 - 45 La Source

(Voir tarifs page 2 de la couverture)

Elleinstein : un "phénomène stalinien" délimité dans l'espace et le temps

par Stéphane JUST

Un mort-vivant

La bureaucratie du Kremlin a un cadavre sur les bras dont elle ne parvient pas à se débarrasser : celui de Staline.

« Je me souviens avoir longuement pleuré en écoutant la radio qui annonçait la mort de Staline. »

écrit Jean Elleinstein. Plus loin :

« Son corps est moulé dans la cire et doit reposer dans le mausolée à côté de celui de Lénine. Pendant trois jours, des millions de Soviétiques se presseront près de la salle des colonnes où son corps est exposé. Il y aura même une panique, un tumulte fera des dizaines de victimes. »

Il rappelle que :

« le 9 mars, Staline est porté au mausolée où il doit reposer éternellement — une éternité qui dura huit ans — par une foule

immense qui écoute les orateurs : Malenkov, Beria, Molotov, et regarde les dirigeants de tous les partis communistes présents : Duclos (Thorez, malade, n'a pu venir), Togliatti, Chou En-lai (Mao n'est pas venu), le Tchèque Gottwald, le Hongrois Rakosi, l'Allemand Ulbricht, le Polonais Bierut et des dizaines d'autres... Des manifestations ont lieu, immenses, à travers le monde. A Pékin, c'est un défilé grandiose avec Mao, à Paris une grande veillée mortuaire au Vel d'Hiv ».

Mais bientôt, l'activité politique de Staline était remise en cause. Le 13 janvier 1953, la presse du Kremlin avait annoncé la découverte d'un complot fomenté par des docteurs dont la plupart étaient d'origine juive. Ils étaient accusés de vouloir assassiner les dirigeants de l'URSS. Le 4 avril, un mois après la mort de Staline, les médecins étaient libérés et innocentés, leurs accusateurs incarcérés. Ensuite, ce fut : la refonte et la modification de la composition des

organismes dirigeants constitués au XIX^e congrès du PCUS qui s'était tenu du 5 au 12 octobre 1952 ; la liquidation de Beria ; la nomination de Khrouchtchev comme premier secrétaire du PCUS, l'élimination de Malenkov ; l'élimination de certains dirigeants parmi les plus marqués des pays de l'Europe de l'Est, dont Rakosi en Hongrie ; le démantèlement de la police politique ; la modification de certains rapports entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est. Au XX^e congrès du PCUS (14-25 février 1956), Khrouchtchev prononçait son rapport secret que publia quelques mois plus tard le *New York Times*. Il y dénonçait de nombreux crimes de Staline, son incapacité, sa folie criminelle, la terreur qui régnait jusqu'au sommet du parti et du gouvernement. C'était ce qui fut appelé la « déstalinisation ». Des milliers de condamnés furent libérés, les camps de concentration se vidèrent en partie. Les arts et la littérature bénéficièrent d'un « libéralisme » très contrôlé, les sciences furent libérées des Lissenko, tandis que d'importantes réformes économiques étaient projetées. La momie de Staline n'en restait pas moins au côté de celle de Lénine, à l'intérieur du mausolée du Kremlin. Ce n'est qu'en 1961, après le XXII^e congrès (17-31 octobre), où Khrouchtchev prononça un nouveau rapport contre Staline, l'accusant notamment de l'assassinat de Kirov en 1934, que le 1^{er} novembre la momie de Staline était enlevée du mausolée et que, le 10, Stalingrad était débaptisée et devenait Volgograd.

A ce moment, la « critique du culte de la personnalité », encouragée, atteint son point extrême ; le système des camps fut ouvertement dénoncé. Mais, bien que descendu d'un cran dans la hiérarchie des « grands dirigeants » morts, son cadavre incinéré, Staline ou plutôt ses cendres furent enfouies au pied du mur du Kremlin, à côté de celles des dirigeants de

premier plan de la bureaucratie. Au sein de la bureaucratie, des oppositions, depuis les premiers moments, s'étaient élevées contre la critique de Staline et la mise en cause de son rôle et de sa politique. Toute la bureaucratie, Khrouchtchev le premier, a d'ailleurs fixé une limite à la critique de Staline. Rapidement, cette limite devint de plus en plus étroite. A la chute de Khrouchtchev, alors que Brejnev accédait au pouvoir suprême, une puissante réaction de la bureaucratie en faveur de Staline se produisait. Dans la préface de son livre *Le Stalinisme*, Roy Medvedev écrit :

« Même en Union soviétique, il existe un mouvement pour réhabiliter Staline. Depuis le printemps 1965, le nom de Staline est apparu de plus en plus souvent dans nos quotidiens et dans nos journaux, non comme celui d'un criminel, mais comme celui d'un « grand général », d'un « grand révolutionnaire », d'un « théoricien de premier ordre », d'un « sage homme d'Etat », ou même d'un « administrateur prudent qui savait prendre soin des deniers de l'Etat ». Son nom a même été mentionné à des tribunes officielles et une partie considérable du public d'applaudir. Certains fonctionnaires du parti se proclament ouvertement staliniens sans courir le risque d'être exclus du parti. »

Dix ans plus tard, les tribulations du cadavre politique de Staline ne sont pas terminées. Jean Elleinstein, qui avait déjà écrit en quatre tomes une *Histoire de l'URSS*, a produit un nouveau livre : *Histoire du phénomène stalinien*. Est-ce le dernier mot qui règle la question de Staline et du stalinisme ? Elleinstein nous le dit, il faut aller au fond des choses, et c'est ce qu'il entend faire :

« Le mot de « stalinisme » ne me semble pas scandaleux. Il représente cependant à mon sens quelque inconvenient. C'est historique-

ment une invention de la bourgeoisie, une arme du point de vue de son idéologie et de sa politique... L'expression « culte de la personnalité », utilisée par le Parti communiste de l'URSS et reprise ensuite largement par le mouvement communiste international, me semble encore moins heureuse parce qu'elle ne met l'accent que sur un aspect du phénomène : le culte du chef. Quant à l'expression « période stalinienne », elle a l'inconvénient de trop restreindre la durée du phénomène. »

En somme, il s'agit d'en finir avec les errements, les explications superficielles, d'avoir recours à une analyse rigoureuse, scientifique, « marxiste ». C'est pourquoi, « *plus flexible dans le temps et dans l'espace, l'expression « phénomène stalinien » me semble être plus satisfaisante que toute autre* », écrit Einstein. A la page 67, Einstein formule le résultat de son analyse, qui va guider toutes les autres conclusions de son livre :

« Ce phénomène ne fut pas le produit du socialisme, mais des conditions de son développement dans une situation historique très précise, celle de l'Union soviétique et des années 1920-1930, des conditions de lieu et de temps qu'il importe de comparer avec d'autres différentes, par exemple celles de la France des années 1970. »

« C'est en somme un phénomène spatio-temporel et non une nécessité historique valable partout et toujours pour le socialisme passé, présent et à venir. »

Respirons : le stalinisme ne pouvait exister qu'en URSS, c'est en quoi il est « spatio » ; de plus, il était temporel, limité dans le temps. Il était... il n'est plus... mais les cendres de Staline sont toujours au pied du mur du Kremlin.

Rigoureux et scientifique

Einstein, pour aboutir, et ayant abouti, à cette caractérisation — phé-

nomène spatio-temporel — se veut rigoureux et scientifique.

Rigoureux : au chapitre IV, intitulé « Le triomphe du phénomène stalinien (1934-1939) », il fait un bilan terrible, repris de Khrouchtchev, de ces années :

« Sur les 1 966 délégués présents dans la grande salle du Kremlin, le 26 janvier 1934, à l'ouverture de ce congrès, 1 108 vont périr sur son ordre dans les années qui suivront et parmi eux 98 des 139 membres du comité central élus le dernier jour. »

Il dresse la liste des membres du CC élus au dernier congrès auquel Lénine assista, le XI^e, qui se tint du 21 mars au 2 avril 1922, et constate :

« Sur 26 membres titulaires, 17 d'entre eux furent exécutés, assassinés (ou contraints de se suicider), déportés par Staline. »

Plus loin il écrit :

« Medvedev parle de cinq millions de personnes arrêtées de 1936 à 1939, dont 400 à 500 000 furent exécutées. »

Des milliers de cadres de l'économie, de l'armée, des arts, des sciences, des millions d'ouvriers, de paysans ont été arrêtés, fusillés, à tel point que :

« En 1938, la terreur atteint une telle densité qu'elle devient un obstacle au développement économique lui-même... La production d'acier a stagné entre 1937 et 1939. »

Elle aurait même régressé si l'on en croit la note de bas de page qui donne les chiffres suivants :

« En millions de tonnes : 1937 : 17,7 ; 1938 : 18,1 ; 1939 : 17,6. »

Staline estimait que l'acier était l'essentiel de la production. En quel état désastreux devaient être l'ensem-

ble de l'économie et ses autres branches !

Scientifique : Elleinstein va aux sources, aux origines du « phénomène stalinien ». Son premier chapitre s'intitule « Genèse du phénomène stalinien ». Il lui faut donner une base objective au stalinisme et il la trouve, c'est l'état arriéré économique, social, politique, culturel de la Russie, ce sont les énormes destructions et ravages de la guerre étrangère et ensuite de la guerre civile qui sont à l'origine du « phénomène stalinien ». Ayant évoqué la défaite de la révolution allemande, Elleinstein conclut :

« En 1922, l'Union soviétique existe et elle doit s'avancer seule, elle sort exsangue de tant d'épreuves, sur une nouvelle route, celle du socialisme.

« Celui-ci doit s'édifier dans les conditions les plus difficiles qui puissent être, avec un peuple en haillons et sans culture, épuisé par huit ans de guerre avec un entourage d'Etats hostiles.

« Le phénomène ne peut s'expliquer et se comprendre qu'à partir de ce terrain historique. »

« Le germe du phénomène stalinien »

Toujours aussi rigoureux, Elleinstein rend à César ce qui revient à César. Ce sont Trotsky et Lénine qui ont justifié le parti unique, le renforcement de la discipline :

« Trotsky, par exemple, prononça le réquisitoire (contre la fraction de l'« Opposition ouvrière ») au XI^e congrès et devant l'Internationale communiste. C'est lui encore qui, le 16 mai 1922 dans la *Pravda*, justifiait l'existence du parti unique et les mesures de répression. « Ces mesures de répression n'atteignent pas leur but quand un gouvernement et un régime anachroniques les dirigent contre les forces nouvelles et progressistes. Mais entre les mains d'un gou-

vernement progressiste, elles peuvent être de très efficaces moyens de nettoyer l'arène des forces périmées qui se survivent. » Comme l'avait constaté Lénine à peu près au même moment, « le pouvoir est conquis, consolidé entre les mains d'un seul parti, ce parti du prolétariat qui n'a même pas à ses côtés des compagnons de route peu sûrs ».

Certes, Lénine devait, avant de mourir, engager une bataille contre Staline et l'appareil qu'il avait sélectionné, il devait se rapprocher de Trotsky, nous dit Elleinstein :

« Il multiplie les éloges publics (à Trotsky), ce qui est très rare chez lui... Dans ses remarques sur les dirigeants, il déclarera à propos de Trotsky qu'il était « peut-être l'homme le plus capable du comité central », tout en critiquant « son excès d'assurance et son engouement exagéré pour le côté administratif des choses », et, le 5 mai 1923, il demandait à Trotsky de se charger « de la défense de l'affaire georgienne ».

C'est-à-dire de mener l'attaque contre Staline. Mais, objectivité oblige,

« à la fois qualitativement et quantitativement, on ne peut comparer la terreur rouge et la répression de masse stalinienne. Et cependant Staline perçait sous Lénine et contre lui. Il serait dangereux pour l'historien de ne pas voir ce lien, car il sera ainsi condamné à n'expliquer le phénomène stalinien que par la seule personnalité de Staline. D'une façon caricaturale, il pourrait dire : « Il y avait un homme très bon qui s'appelait Lénine, puis vint un homme très méchant qui s'appelait Staline. » Le lien entre le début des années vingt et le milieu des années trente existe incontestablement, et il réside dans la permanence des structures politiques et des phénomènes de conscience, de comportement des hommes, fruit des traditions et des circons-

tances qui constituent le terreau sur lequel pousseront les plantes vénéneuses du phénomène stalinien. Or ce terreau était déjà constitué en partie en 1923, et c'est pourquoi Lénine avait tenté de le réduire. Cela ne signifie pas que ce phénomène était historiquement nécessaire, mais qu'il était possible. »

Scientifique, Elleinstein ne confond pas possibilité et nécessité. Il se souvient que, en dernière analyse, ce sont les hommes qui font leur propre histoire, quelque tournure qu'elle prenne. Alors qui est responsable du « phénomène stalinien » ?

« Lénine, selon une confidence de Kroupskaïa à Kamenev, avait décidé de briser Staline politiquement. »

Mais, en avril 1923, il était définitivement écarté par la maladie de la vie politique. Trotsky

« fut parfois un bon stratège. Ce fut un grand écrivain et un bon orateur, mais il fut toujours un médiocre tacticien, plus à l'aise dans les situations de crise que dans les moments de calme relatif. Il pouvait être grand dans les eaux troubles, il était toujours médiocre dans les eaux calmes. Quant à Zinoviev et Kamenev, ils firent alliance avec Staline, ce qu'on appela le triumvirat ou la troïka (attelage à trois chevaux). Mais au début du Consulat, après le 18 Brumaire, il y avait trois consuls, mais qui, en dehors des spécialistes, se souvient de Cambacerès et Lebrun, alors que tout le monde connaît Napoléon Bonaparte ? Stratèges médiocres et tacticiens maladroits, Zinoviev et Kamenev voyaient en Trotsky un nouveau Bonaparte auquel il fallait barrer la route du pouvoir suprême. Ils comprirent trop tard que l'Histoire ne se répète jamais et que Staline était un candidat dictateur d'un type nouveau ».

Par contre, Staline

« est un homme aux goûts simples. Il n'aime guère la bonne chère, mais il apprécie la vodka. Ni l'argent ni les femmes ne l'intéressent vraiment ; ses seules passions, ce sont la révolution et le pouvoir. L'une va lui apporter l'autre. Il avait cependant des caractéristiques qui seront essentielles à l'avenir. Issu de milieu modeste, à l'encontre des autres dirigeants de la révolution, il connaissait le peuple et ses réactions. (...) Plus qu'un stratège, c'est un maître tacticien. Or, pour autant qu'on puisse connaître l'état de l'opinion publique, on a le sentiment d'un désir profond de paix intérieure et extérieure. Le peuple a durement souffert de 1914 à 1922 et il ne souhaite ni aventures extérieures ni troubles intérieurs ».

Une grossière « erreur tactique »

Enfin,

« tous les dirigeants connaissaient trop la faiblesse du parti pour déclencher une crise qui risquait d'être fatale. (...) En octobre 1923, 46 dirigeants s'adressent au comité central pour réclamer une industrialisation plus rapide et plus de démocratie à l'intérieur du parti. Trotsky n'avait pas signé cette lettre, mais il était loin de la désavouer » (1).

Faute de place, sans doute, Elleinstein est très court sur ce point :

« Le CC décida de blâmer les signataires de cette lettre coupables d'avoir reconstitué une fraction, ce qui était interdit depuis le X^e congrès.

(1) En effet, le 8 octobre, Trotsky écrivait une lettre au comité central réclamant un tournant dans la vie intérieure du parti et la lettre des 46 date du 15. Le 8 décembre, Trotsky publiait *Cours nouveau*. En octobre 1924, il publiait *Leçons d'Octobre*.

« Cependant, il admit la nécessité d'une plus grande démocratie à l'intérieur du parti (article de Zinoviev dans la *Pravda* du 7 décembre 1923).

« Les 46 reçurent quelque soutien à Moscou dans les cellules de l'armée et de l'université. Le CC réagit avec vigueur. Antonov-Ovseenko, commissaire politique de l'Armée rouge, fut destitué. Le comité central du Komsomol fut dissout. L'opposition s'inclina. »

Il ne dit pas qu'une bataille politique d'une importance décisive se poursuivit jusqu'au XIII^e congrès, qui se tint du 23 au 30 mai 1924, et au-delà sous le signe de l'anti-trotskyisme que mena la « troïka » et qui aboutira à l'élimination de Trotsky du gouvernement. Trotsky devra donner sa démission de commissaire à la Guerre le 15 janvier 1925. Elleinstein écrit :

« Nous n'entrerons pas dans le détail des discussions et conflits qui opposèrent dans cette période un certain nombre de dirigeants à la direction du parti et au parti tout entier, ce n'est pas notre propos. Nous n'en retiendrons que l'essentiel, ce qui concerne directement la naissance du phénomène stalinien. Staline exprima avec netteté, dès 1925, l'idée qu'il fallait « construire le socialisme dans un seul pays ». Personne n'affirmait alors que sa victoire pouvait être définitive, mais il était nécessaire de donner clairement cet objectif au peuple et au parti. (...) L'opposition — celle de 1923 ou celle de 1925-1926 — a eu grand tort de ne pas comprendre la nécessité de ce mot d'ordre clair et accessible aux masses rurales parce qu'il impliquait le renoncement à la guerre révolutionnaire offensive, et donc à l'aventure. La révolution socialiste avait échoué partout ailleurs et rien n'indiquait qu'elle puisse triompher de sitôt quelque part. Il n'y avait donc pas d'autre voie que de construire le socialisme dans un seul pays. »

Or l'homme « le plus capable du CC », « parfois bon stratège, grand

écrivain, bon orateur, mais médiocre tacticien », commit par « tactique » une irréparable et grossière erreur :

« Trotsky acceptait, comme le montrent son rapport sur l'industrialisation au XII^e congrès et ses actions à la tête des différents comités du Conseil supérieur de l'économie nationale, les conséquences pratiques de ce fait inéluctable, compte tenu des circonstances, mais en refusait toute formulation théorique. »

C'est alors que Trotsky, puis Kamenev, Zinoviev (au début 1925, ils sont entrés en conflit avec Staline et, après avoir fait une critique de leur lutte contre Trotsky en 1923-1924, ont constitué avec lui la nouvelle opposition, S.J.)

« et tous les opposants crurent politique de faire de la question du « socialisme dans un seul pays » un cheval de bataille, Staline et Boukharine eurent beau jeu de leur répondre qu'il fallait être conséquent avec soi-même et tirer les leçons des événements passés et des réalités présentes. Le mot d'ordre du « socialisme dans un seul pays » rassurait la paysannerie et l'opinion publique, donnait à tous des perspectives claires. Son refus inquiétait, tout au contraire. »

Enfin des coupables

La responsabilité de la montée et de la victoire de Staline, selon l'argumentation d'Elleinstein, est d'ores et déjà rigoureusement établie : c'est la faute à Trotsky et, dans une certaine mesure, à Zinoviev et Kamenev. L'Opposition de gauche de 1925-1926 allait alourdir sa responsabilité, déjà énorme, en contribuant plus encore à la constitution des conditions subjectives du « phénomène stalinien » :

« L'opposition soutint qu'il fallait industrialiser au plus vite la Russie, ce qui exigeait une planification rigoureuse et une accumulation socialiste primitive, c'est-à-dire des

prélèvements qui ne pouvaient provenir que du monde rural et de l'artisanat, étant donné la situation du pays.»

Ici, Elleinstein se teinte de boukharinisme, il estime que :

« en vérité, l'accumulation socialiste primitive était une nécessité pour l'Union soviétique en 1923, compte tenu de l'état économique du pays à ce moment-là. Elle ne pouvait cependant qu'être lente, faute de quoi elle s'effectuerait au détriment de la paysannerie (et pas seulement des koulaks), c'est ce que Lénine avait craint et critiqué avec force dans ses derniers écrits et que Boukharine reprendra dans ses textes de 1928-1929. L'édification du socialisme devait durer des « dizaines d'années ».

Enfin :

« Le troisième grand problème évoqué dans les débats des années 1923-1927 fut celui de la démocratie. Dans le parti, l'opposition la réclamait, non sans contradiction, puisqu'elle l'avait refusée à d'autres et en particulier à l'« Opposition ouvrière » quelque temps auparavant. C'est pourquoi elle décida de faire machine arrière. Quant à l'interdiction des fractions, c'était une question difficile. Accepter les fractions, c'était tenter le diable, c'est-à-dire créer les conditions d'une scission dans le parti. »

Ainsi :

« La plupart des dirigeants bolcheviks soutinrent Staline, en qui ils voyaient le plus capable et le plus modeste d'entre eux, pour diriger le parti dans ces années difficiles. La plupart devaient périr dans les années trente sur son ordre, mais rien alors ne le laissait supposer. »

La conclusion d'Elleinstein est nette :

« Trotsky fut éliminé du Politburo en octobre 1926 et Zinoviev de la

présidence de l'Internationale communiste. En décembre 1927, après des tentatives de manifestations pour le dixième anniversaire d'Octobre, Trotsky, Smilga, Kamenev, Radek, Piatakov, Lachevitch, Rakovsky furent exclus du parti. Ioffe se suicida pour protester contre l'exclusion de Trotsky. Une page était tournée dans l'histoire du Parti communiste soviétique. A la faveur de ces événements, et surtout sur une base politique et idéologique plutôt satisfaisante, le pouvoir et l'autorité de Staline s'étaient accrus. »

Parallèlement, la bureaucratization, la GPU s'étaient renforcées. La GPU jouait un rôle de plus en plus considérable. Mais à qui la faute, sinon à cette Opposition de gauche qui fit peur aux masses, effraya le parti et mit en valeur Staline ? CQFD. Elleinstein conclut ainsi ce chapitre II :

« Naissance du phénomène stalinien » : « Le phénomène stalinien n'était pas loin de s'épanouir. »

Ceux qui (d'après Elleinstein) combattirent Staline et le stalinisme

« Le triomphe du stalinisme », titre du chapitre IV, se situe en 1934-1939, écrit Elleinstein. Les années 1928-1934 furent celles des « Difficultés du phénomène stalinien » (titre du chapitre III). Le distingué auteur marche sur des œufs :

« Au début de 1928, un vent de panique a soufflé sur le parti et sa direction en raison de la pénurie de grains qui commençait. Une crise économique générale à l'échelle nationale menaçait, comme le reconnaîtra la résolution du comité central d'avril 1928. »

Sa rigueur scientifique ne l'oblige néanmoins pas à mentionner que la politique qui aboutissait à cette faille était celle de Staline-Boukharine et que l'Opposition de gauche, qui

venait d'être exclue, avait rigoureusement prévu qu'une telle situation se produirait. Ce chapitre est consacré en grande partie au bilan catastrophique, aujourd'hui bien connu, mais alors expliqué par L. Trotsky seul, de la politique d'industrialisation à toute allure, de la collectivisation forcée, du plan quinquennal réalisé en quatre ans, qui fixait comme objectif de « rattraper et dépasser dans les plus brefs délais les pays capitalistes avancés », etc. On ne sait trop si Elleinstein épouse le point de vue de Boukharine dont il dit :

« Sans doute n'avait-il pas totalement raison en 1929, mais il avait compris un aspect décisif du problème. Une industrialisation trop rapide, une collectivisation des terres opérée par la contrainte et une centralisation trop autoritaire mettraient en cause l'alliance des ouvriers et des paysans, dresseraient la paysannerie moyenne contre le régime, obligeraient celui-ci à recourir à la terreur contre le peuple et le parti lui-même. »

Une fois encore, la responsabilité du triomphe du « phénomène stalinien » incomberait, selon Elleinstein, à l'Opposition de gauche :

« Dans un discours prononcé le 9 juin 1928 devant le comité central, Staline avait repris les thèses de Preobrajensky sur ce qu'il appela l'accumulation interne. (...) Staline reprenait l'image des ciseaux (utilisée par Trotsky au XII^e congrès). »

Et encore :

« La politique de Staline apparut à la plupart des trotskystes comme une ouverture à gauche. Il fallait donc, selon Preobrajensky, Piatakov et Radek, soutenir Staline contre Boukharine. (...) Seul Trotsky refusa de se rallier à Staline. Ce qui lui valut, le 20 janvier 1929, d'être expulsé d'URSS, car il mit à son ralliement une condition, celle du rétablissement de la démocratie dans le parti dont ne voulait pas

Staline. En même temps, il continua d'affirmer que la droite boukharinienne restait son principal ennemi. Cependant, ces événements discréditaient encore plus l'opposition divisée, réduite à l'état de chapelle, souvent incohérente dans ses analyses. Par exemple, Trotsky avait dénoncé le triomphe de la ligne du parti comme « un nouveau Thermidor ». Or Staline parlait maintenant d'écraser les koulaks et les nepmen, ce qui était contraire à Thermidor. »

La cause est entendue, les responsabilités « spatio-temporelles » sont fixées : l'Opposition de gauche, et les trotskystes en particulier, ont fait la courte échelle à Staline et ont permis que se cristallisent les données objectives du « phénomène stalinien ». Par contre, qui a résisté au « phénomène stalinien » ? Dans ces deux chapitres, Elleinstein répond ainsi à cette question :

« A partir de 1929, Staline décide de tout souverainement. Il tend à placer les organismes dirigeants du parti devant le fait accompli, à faire d'eux des chambres d'enregistrement et des organismes d'exécution de sa politique et jusqu'en 1934, c'est-à-dire jusqu'à l'assassinat de Kirov, l'histoire politique de l'URSS n'est que la longue série des tentatives, hélas avortées, pour rétablir une direction collective dans le parti en limitant les pouvoirs du Gensek (secrétaire général). (...) Certes, il avait des soutiens inconditionnels en Molotov et Kaganovitch, mais tous les autres dirigeants restaient dangereux pour lui. Nombre de dirigeants du parti considéreraient, sans aucun doute, comme nécessaire d'écarter Staline de son poste et probablement la majorité, mais il était déjà difficile de le faire, étant donné le pouvoir despotique qui était le sien. »

Elleinstein oublie que c'est ce qu'il faut expliquer : pourquoi et comment Staline disposait-il de ce « pouvoir despotique » ? En mettant le fait

acquis comme point de départ de l'explication, il esquive l'explication du fait.

« Cependant, Staline fut mis en échec dans sa volonté de renforcer la terreur. Face aux difficultés économiques que connaissait l'Union soviétique en 1932, il considérait que seule la terreur de masse permettrait de sauver sa politique. (...) Staline fut mis en minorité au Politburo quand il proposa un grand procès public contre Rioutine, qu'il voulait faire exécuter. En ce début de 1933, Staline se fait d'autant plus modeste que le bilan de sa politique n'est guère brillant. »

Les vainqueurs

Mais,

« la situation économique dramatique de l'URSS au début de 1933 et la victoire d'Hitler en Allemagne mènent le Parti communiste de l'URSS à modifier quelque peu sa politique intérieure en 1933 et 1934. (...) »

« La récolte de céréales en 1933 mit le pays à l'abri de la famine avec 898 millions de quintaux de céréales. Zinoviev et Kamenev, les déportés de l'opposition, rentrent de Sibérie. Les camps de concentration se dégonflèrent en partie, comme le montre la circulaire du comité central de mai 1933 et la lettre signée Staline et Molotov. »

Et c'est, du 25 janvier au 10 février 1934, le XVII^e congrès du PCUS, dit « congrès des vainqueurs ». Des vainqueurs. Quels vainqueurs et de qui ?

« Dans la salle, les délégués sont attentifs. On peut distinguer Iagoda, le chef de l'Oguépéou (fusillé en 1936), son successeur Ejov (fusillé en 1938) et le remplaçant de ce dernier, Beria (fusillé en 1953, la première victime de la déstalinisation). Non loin d'eux se trouvent les vieux-bolcheviks blanchis sous le harnais de tant d'années de prison, d'immigration et de déporta-

tion : Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Tomski, Preobrajensky, Radek, Rykov, Piatakov. Les plus jeunes délégués regardent avec intérêt et inquiétude la veille garde. Un seul absent, Trotsky, toujours exilé. »

Tous vont chanter les louanges de Staline. Tout le « parti » est là, présent, au « congrès des vainqueurs », sauf... Trotsky et bien d'autres qui n'ont pas capitulé.

« Phénomène stalinien » égale continuation de la révolution socialiste

En ces quatre chapitres, Elleinstein a donné le fond de son analyse du « phénomène stalinien ». Il reste à expliquer comment le « congrès des vainqueurs » devint celui des massacrés. A cela, Elleinstein répond que :

« Appuyé sur le NKVD, Staline tint désormais le parti. Seule l'intervention de l'Armée rouge aurait pu modifier la situation. Il aurait fallu pour cela qu'elle le voulût et qu'elle le pût. Les dirigeants de l'Armée rouge ne le voulurent pas jusqu'en 1936, et ensuite ils ne le purent pas. »

Il est temps de passer à l'analyse de l'« analyse », ô combien rigoureuse, scientifique, de Jean Elleinstein, « marxiste » de qualité et de profession. Pourquoi le « congrès des vainqueurs » fut-il domestiqué et finalement décimé par Staline ? Pour les mêmes raisons qui font que en quelques lignes Jean Elleinstein montre qu'il est un pur « phénomène stalinien ». Il cite Staline :

« Certains pensent que le trotskysme est une école de pensée à l'intérieur du bolchevisme. (...) En réalité, le trotskysme est le fer de lance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire lorsqu'il mène sa lutte contre le communisme. Le trotskysme est l'avant-garde de la bourgeoisie contre-révo-

lutionnaire. Voilà pourquoi le libéralisme envers lui frise le crime et la trahison de la classe ouvrière.»

Elleinstein commente :

« Ce texte est éloquent et bien caractéristique de la méthode de raisonnement stalinienne. »

Vite, il ajoute une note en bas de page :

« Il ne faut surtout pas perdre de vue que le trotskysme de 1931 n'est pas le trotskysme de 1975, qui se caractérise par son anti-soviétisme et sa stratégie passiviste et dogmatique »

Et poursuit :

« La bourgeoisie contre-révolutionnaire lutte contre l'URSS, qu'elle veut détruire. Le point de départ de Staline est souvent juste (sic). C'est une des raisons pour lesquelles il put si longtemps tromper tant de bons esprits, en particulier à l'étranger. Et Staline ajoutait : « *Le trotskysme critique l'URSS et le PCUS* », ce qui n'était qu'en partie vrai, puisque Trotsky écrivait en février 1930 : « *Le succès de l'Union soviétique sur le plan du développement acquiert une signification historique globale. Les sociaux-démocrates, qui ne tentent même pas d'évaluer le rythme que l'économie soviétique se montre capable d'atteindre, ne méritent que le mépris. Le rythme n'est ni ferme ni sûr. Mais il fournit la preuve pratique des immenses possibilités inhérentes aux méthodes économiques du socialisme* » (« *Sur l'imprudence économique et ses périls* », *Bulletin de l'Opposition* n° 9). Trotsky, il est vrai, n'avait pas compris la contradiction fondamentale du phénomène stalinien, aveuglé par ses propres sentiments personnels. Les yeux fixés sur l'histoire de la Révolution française, Trotsky songeait toujours à Thermidor, mais il n'avait pas saisi que Thermidor, c'était la continuation de la révolution bourgeoise

avec d'autres formes, d'autres méthodes, d'autres hommes. Bona parte consolida la révolution bourgeoise, de même que Staline continuait la révolution socialiste. Parce qu'ils l'avaient compris, la plupart des compagnons de Trotsky s'étaient ralliés à la politique du parti, et cela, non pour des raisons de carrière ou de crainte personnelle : Preobrajensky, Piatakov, Smilga, Sosnevski, Smirnov, Mouralov, Antonov-Ovseenko, Radek, comme l'avaient fait auparavant Zinoviev, Kamenev et plusieurs milliers de déportés, regagnèrent ainsi Moscou et reçurent des responsabilités importantes dans le parti et les organismes d'Etat. »

Thermidor bourgeois, Thermidor soviétique

Elleinstein, en de nombreux passages de son livre, identifie Staline, le « phénomène stalinien », à la révolution socialiste ; bien plus, Staline « continua » la révolution socialiste. Il dit ici sa vérité et la vérité de la bureaucratie du Kremlin. Pour lui, Thermidor, Bonaparte consolident la Révolution française.

Première erreur, Thermidor, Bonaparte firent refluer et brisèrent la révolution. Celle-ci avait balayé les vieilles institutions, les vieux cadres aristocratiques, profondément labouré le terrain social et politique ; de nouvelles institutions, un nouveau pouvoir, un nouveau droit, un nouvel Etat (l'Etat bourgeois) pouvaient être édifiés.

Encore fallait-il, une fois le terrain déblayé, faire refluer et ensuite écraser la révolution, c'était la condition de l'établissement et du renforcement de la domination de la classe bourgeoise. Ce fut la tâche de Thermidor et de Bonaparte.

Au sens des besoins de la bourgeoisie, la révolution de 1789-1793 et la contre-révolution thermidorienne se complétaient ; le bonapartisme, tout en élevant le pouvoir d'Etat

au-dessus de la bourgeoisie en tant que classe, édifiait définitivement l'Etat bourgeois et achevait la tâche. Cela découle de la nature de classe de la bourgeoisie, classe exploiteuse. Alors même qu'elle va aussi loin qu'il lui est possible d'aller sur les voies de la révolution qui la libérera des entraves féodales et aristocratiques sur les plans économique et politique, ce sont les masses qui marchent devant elle. Elle est toujours prête à les trahir et à passer un compromis avec la vieille aristocratie, les vieilles formes politiques désuètes. Pour développer son mode de production, pour être propriétaire de l'ensemble des moyens de production, pour disposer de prolétaires qui ne possèdent en propre que leur force de travail qu'ils sont obligés de vendre aux possesseurs des moyens de production, elle doit établir sur eux sa dictature de classe même si celle-ci doit être déléguée à un Bonaparte. La révolution « bourgeoise » et la contre-révolution thermidorienne et bonapartiste sont donc à la fois complémentaires et antagonistes.

De ce point de vue, tout est différent en ce qui concerne la révolution socialiste, ou plutôt la révolution prolétarienne nécessaire pour aller au socialisme.

Le prolétariat a besoin d'édifier un Etat indispensable à l'exercice de sa dictature sur les classes exploiteuses. C'est une transition vers le socialisme, et, au-delà, le communisme. Lénine a appelé l'Etat ouvrier « un Etat bourgeois sans bourgeoisie ». Il entendait marquer ainsi que la nécessité d'un Etat ouvrier était une survivance des normes bourgeoises dans le domaine des superstructures politiques. Si cet Etat s'émancipe du contrôle du prolétariat, si un Thermidor se produit, alors cela va directement à l'encontre de la marche au socialisme. Si un Thermidor se produit, cela signifie qu'une couche sociale organisée dans l'Etat et autour de l'Etat se détache du prolétariat

et s'oppose à lui, qu'elle a ses intérêts spécifiques contraires, antagoniques à ceux du prolétariat. Staline ne continuait pas la révolution socialiste, ou plutôt la révolution prolétarienne ; il se dressait contre la révolution prolétarienne ; il arrachait au prolétariat, à sa représentation politique, le pouvoir politique ; il allait à l'encontre de la marche au socialisme. Ce que Staline — et après lui Elleinstein — appelait « le socialisme » n'était rien d'autre que la consolidation du pouvoir et des privilèges d'une nouvelle couche sociale. Thermidor en ce qui concerne la révolution prolétarienne ne peut avoir qu'une seule signification : l'Etat ouvrier, « Etat bourgeois sans bourgeoisie » selon Lénine, donne naissance à une réaction de caractère bourgeois ; telle est la nature du « phénomène stalinien ».

La question du « socialisme dans un seul pays »

« Trotsky, puis Kamenev, Zinoviev, tous les opposants, crurent politique de faire de la question du « socialisme dans un seul pays » un cheval de bataille. »

Ces lignes d'Elleinstein sont significatives. Revenons à la « grossière erreur tactique » de Trotsky et de l'Opposition de gauche. Cette affirmation d'Elleinstein est significative. Non, ni Trotsky, ni l'Opposition de gauche n'ont cru qu'il était « politique » de faire de la question du socialisme dans un seul pays « un cheval de bataille ». Il s'agissait d'une question de principe. En quelques lignes, Trotsky éclaire totalement cette question :

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial

qui, à notre époque, domine tous les rapports nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont, depuis longtemps, dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait. La société socialiste devrait représenter, au point de vue de la production et de la technique, un stade plus élevé que le capitalisme. Si l'on se propose de construire le socialisme à l'intérieur de limites nationales, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires, on freine les forces productives même par rapport au capitalisme. C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant composé de toutes les branches économiques sans tenir compte des conditions géographiques, historiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale.» (Préface française à *La Révolution permanente.*)

Elleinstein feint de s'indigner :

« Les bolcheviks devaient-ils pour autant abandonner le pouvoir (parce que la révolution russe était isolée), comme on le suggère de nos jours avec insistance ? Comme le dira Trotsky, « l'écheveau de l'histoire s'était déroulé à l'envers ». La révolution socialiste avait triomphé dans un pays pauvre et arriéré culturellement et non dans un pays capitaliste développé. L'URSS était le seul Etat socialiste et il lui fallait aller de l'avant ou se faire hara-kiri. Elle préféra aller de l'avant. »

Ceux qui ont combattu la pseudo-théorie de « la construction du socialisme dans un seul pays » n'ont, en aucun cas, proposé aux bolcheviks d'« abandonner le pouvoir », à l'URSS de « se faire hara-kiri », mais, tout au contraire, d'aller réellement de l'avant. Le combat de l'Opposition de gauche pour la planification, l'industrialisation, la collectivisation, la démocratie ouvrière et dans le parti, l'internationalisme prolétarien n'avait

pas d'autre sens. Après *Cours nouveau* (1923), *Leçons d'Octobre* (1924), Trotsky écrivait en 1925 une brochure dont le titre est significatif : *Vers le capitalisme ou vers le socialisme.* Il établissait que l'économie de l'URSS n'était ni capitaliste ni socialiste, mais une économie de transition de l'un à l'autre :

« Pour obtenir une réponse juste à la question : vers le socialisme ou vers le capitalisme ? il faut, avant tout, la formuler d'une manière juste. Elle se divise en trois sous-questions : 1. Les forces productives se développent-elles chez nous ? 2. Dans quelles formes sociales le développement s'effectue-t-il ? Et 3. Quelle est l'allure de ce développement ? »

Il donnait les réponses suivantes :

« Si nous abordons avec nos trois questions de « contrôle » le tableau d'ensemble et le commentaire de la commission du plan d'Etat, nous nous rendons facilement compte qu'aux deux premières questions le tableau ne donne pas seulement une réponse claire et précise, mais une réponse très satisfaisante. Et en ce qui concerne la troisième question : la vitesse, nous ne faisons, au cours de notre développement économique, qu'arriver au moment où elle se pose à l'échelle internationale. Mais à ce sujet, nous verrons que la réponse favorable aux deux premières questions crée du même coup des données pour la solution du troisième problème. Ce dernier sera le critérium le plus élevé, l'épreuve la plus difficile à laquelle sera soumis notre développement économique dans la période qui commence. »

Trotsky ajoute en note :

« On peut dire que l'URSS est actuellement en train de subir cette « épreuve ». Toute la lutte entre l'opposition et l'appareil du Parti bolchevique ne fait que refléter politiquement les difficultés de cette épreuve. »

prolétariats européens et principalement celles du prolétariat allemand. Cette condition a été décisive. C'est elle qui a fait que l'arriération économique et culturelle a pesé sur la révolution russe et ensuite l'a écrasée sous son poids énorme. Quant à la « démocratie », Lénine ne la considérait pas comme une « catégorie politique » n'ayant guère d'importance. Les circonstances ont dicté à Lénine, Trotsky, au Parti bolchevique les mesures qu'ils furent amenés à prendre en ces années ; la guerre civile elle-même eut cette âpreté par suite de l'isolement de la révolution russe. Lénine, Trotsky, les bolcheviks n'ont jamais estimé que le parti unique, l'interdiction des fractions à l'intérieur du Parti bolchevique, les mesures répressives étaient une exigence théorique, qu'ils étaient des faits positifs. Ils estimaient que c'étaient de dures nécessités que la première victoire du prolétariat dans un grand pays capitaliste permettrait d'annuler. Ils considéraient que la dictature du prolétariat s'exerçait pleinement, non dans le cadre de la démocratie en général, mais dans celui de la démocratie soviétique, fondée sur l'existence et le fonctionnement des partis soviétiques.

« La bureaucratie du Kremlin, ça n'existe pas »

Elleinstein exécute surtout une sensationnelle pirouette. Il reprend l'affirmation clé de son livre :

« Ce serait cependant commettre un grave contresens historique que de limiter le phénomène stalinien à ces aspects. Son contenu économique et social est réellement socialiste. »

En d'autres termes, Staline n'a pas été le représentant d'une couche sociale ayant des intérêts spécifiques, mais du socialisme. Pour en faire

la démonstration, voilà comment opère Elleinstein : il ne nie pas la la « bureaucratisation » de l'Etat et du parti ; mais il écrit :

« Qu'en est-il de cette classe bureaucratique ? Pour que son existence soit confirmée dans les faits, il faudrait que la transmission de cette « plus-value » se fasse de parents à enfants. Il est certain que ce n'était pas le cas. On n'occupait pas en URSS des postes dans le parti, l'administration, les directions d'entreprises, les syndicats, etc., de génération en génération. Ces postes n'étaient pas transmissibles. Il est vrai que pour un grand nombre d'entre eux, le poste donnait droit à certains avantages, à certains privilèges. »

Louvoyant, il affirme, en se référant au prétendu « trotskyste italien Risi », que l'idée de « classe bureaucratique » vient des trotskystes, bien que, d'après Deutscher (sic), Trotsky aurait écrit que

« la bureaucratie était toujours une excroissance parasitaire de la classe ouvrière, aussi dangereuse que peut être une telle excroissance, mais elle ne constituait pas un corps indépendant » (chapitre VII, « Des aspects économiques et sociaux du phénomène stalinien »).

Pourquoi Elleinstein se réfère-t-il à Deutscher ? Qu'il lise et cite directement Léon Trotsky :

« Les classes sont définies par leur place dans l'économie sociale, et avant tout par rapport aux moyens de production. Dans les sociétés civilisées, la loi fixe les rapports de propriété. La nationalisation du sol, des moyens de production, des transports et aussi le monopole du commerce extérieur forment les bases de la société soviétique. Et cet acquis de la révolution définit à nos yeux l'URSS comme un Etat prolétarien (et non un Etat socialiste, S.J.). Par sa fonction de régulatrice et d'intermédiaire, par le souci qu'elle

a de maintenir la hiérarchie sociale, par l'exploitation à ses propres fins de l'appareil d'Etat, la bureaucratie ressemble à toute bureaucratie et surtout à celle du fascisme. Mais elle s'en distingue par des traits d'une extrême importance. Sous aucun autre régime, la bureaucratie n'atteint une pareille indépendance. Dans la société bourgeoise, la bureaucratie représente les intérêts de la classe possédante et instruite, qui dispose d'un grand nombre de moyens de contrôle sur ses administrations. La bureaucratie soviétique s'est élevée au-dessus d'une classe qui, sortant à peine de la misère et des ténèbres, n'avait pas de tradition de commandement et de domination. Tandis que les fascistes, arrivés à la mangeoire, s'unissent à la bourgeoisie par les intérêts communs, l'amitié, les mariages, etc., la bureaucratie de l'URSS s'assimile les mœurs bourgeoises sans avoir à côté d'elle une bourgeoisie nationale. En ce sens, elle est quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie, elle est la seule couche privilégiée et dominante, au plein sens du terme, dans la société soviétique. »

Elleinstein veut cacher très exactement ce que veut cacher la bureaucratie du Kremlin. Précisément parce qu'elle n'est pas une classe sociale nécessaire à un mode de production, à des rapports de production donnés, ayant une idéologie propre, mais qu'elle est une caste, elle cache et nie son existence en tant que couche sociale déterminée. Née de l'isolement et de l'épuisement du prolétariat russe, la bureaucratie du Kremlin a chassé celui-ci du pouvoir politique et a monopolisé ce pouvoir. Mais ce pouvoir, elle ne peut l'exercer librement, ouvertement. Elle règle ses rapports internes en d'obscurs affrontements. Dès 1922-1923, la bureaucratie envahissait le Parti bolchevique. Le combat que Lénine voulait engager contre Staline n'était pas un combat contre une personne, mais contre la bureaucratie montante. Trotsky écrit :

« Avant qu'il n'ait lui-même entrevu sa voie, la bureaucratie l'avait choisi (Staline). Il lui donnait toutes les garanties désirables : le prestige d'un vieux-bolchevik, un caractère ferme, un esprit étroit, une liaison indissoluble avec les bureaux, seules sources de son influence personnelle. Staline fut au début surpris lui-même par son succès. C'était l'approbation unanime d'une nouvelle couche dirigeante qui cherchait à s'affranchir des vieux principes comme du contrôle des masses et qui avait besoin d'un arbitre sûr dans ses affaires intérieures. Figure de second plan pour les masses et la révolution, Staline se révéla le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, le premier d'entre les thermidoriens. »

De 1923 à 1928, et jusqu'en 1933, la partie n'était pas jouée. Les masses en URSS, épuisées politiquement, étaient refoulées par la bureaucratie s'affirmant de plus en plus. Mais l'issue de la bataille dépendait de la lutte des classes mondiale ; en Angleterre, en Chine et encore en Allemagne, sur laquelle Elleinstein reste discret. Contre l'Opposition de gauche, la bureaucratie faisait bloc derrière Staline, dont les méthodes cadraient parfaitement avec les besoins et avec les exigences de cette couche sociale en voie de cristallisation. La « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays » lui allait comme un gant. Elle signifiait le statu quo mondial et le renforcement des conditions de son existence. En 1928, un abîme s'est ouvert devant elle : les forces de la restauration bourgeoise montaient. Staline, son représentant et elle-même ont hésité. Mais la restauration capitaliste, c'était la guerre civile, il fallait affronter ouvertement le prolétariat. Le Parti bolchevique n'était pas entièrement détruit, l'IC non plus, l'Opposition de gauche, vaincue, restait vivante, la bureaucratie était menacée de dislocation. Alors, ce fut

« le grand tournant ». Déjà s'affirmait ce que Trotsky devait mettre en valeur plus tard :

« En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'instabilité de la révolution mondiale. »

Faute de pouvoir revenir aux rapports de production bourgeois, la bureaucratie est contrainte de gérer les rapports de production nés de la révolution d'Octobre, source de ses privilèges. Mais,

« les privilèges de la bureaucratie sont des abus. Elle cache ses revenus. Elle feint de ne pas exister en tant que groupement social. Sa mainmise sur une part énorme du revenu national est un fait de parasitisme social. Voilà ce qui rend la situation des dirigeants soviétiques au plus haut point contradictoire, équivoque et indigne, en dépit de la plénitude de leur pouvoir et de l'écran de fumée de la flagornerie ».

La force de Staline

De là venaient la force et le pouvoir de Staline. Vieux-bolchevik, il recouvrait la bureaucratie du manteau de la révolution d'Octobre. Constructeur et maître de l'appareil, il se dressait au-dessus d'elle et arbitrait ses conflits. Il représentait ses intérêts géné-

raux de couche sociale privilégiée et parasitaire et qui ne veut pas s'avouer. De 1928 à 1933, la bureaucratie triomphe définitivement du vieux Parti bolchevique, qui devient son parti. Le pouvoir de Staline, dès lors, était de plus en plus absolu. La situation économique et politique en 1933 était catastrophique : famine à l'intérieur, Hitler au pouvoir en Allemagne. Et pourtant, les délégués au XVII^e congrès l'appelaient le « congrès des vainqueurs ». Vainqueurs du parti de Lénine, des bolcheviks. Le lamentable défilé de la « vieille garde » brisée par mille moyens et que chacune de ses capitulations enfonçait un peu plus en témoignait.

Cette victoire ne modifiait pas la nature de la bureaucratie, elle l'affirmait. Couche sociale antagonique aux rapports de production, elle les gère en les distordant. Elle introduit une crise chronique au sein de ces rapports de production et de tous les rapports sociaux, culturels et autres. La pression de l'impérialisme mondial sur l'URSS est multipliée par suite de la gestion de l'URSS et de la politique mondiale de la bureaucratie. En ces années 1934-1939, Hitler prépare la guerre contre l'URSS, les autres Etats impérialistes manœuvrent. La bureaucratie est constamment en crise, déchirée intérieurement, instable. Cela découle de sa nature. Ses affrontements sont souterrains et d'autant plus âpres et violents. La bureaucratie stalinienne a peur de son chef, qui s'élève au-dessus d'elle. Elle rappelle qu'à ce « congrès des vainqueurs »

« de nombreux dirigeants du parti auraient souhaité remplacer Staline par Kirov. (...) Kirov avait été un fidèle lieutenant de Staline jusqu'en 1933 et il avait joué un rôle important dans les batailles contre les « oppositions » dans le parti. Kirov n'accepta pas d'être opposé à Staline, mais lors des élections au comité central, il ne fut rayé que trois fois, alors que

Staline le fut 270 fois. De tout cela, Staline se souviendra, mais, au début de 1934, l'heure était encore pour lui à la conciliation ».

Ainsi, l'assassinat de Kirov, quelques semaines plus tard, est signé. Au « congrès des vainqueurs » se poursuivaient les affrontements internes de la bureaucratie assaillie de contradictions. Elle ne pouvait, sinon les régler, en tout cas les contenir qu'au moyen de sanglants règlements de compte en son sein, de terribles répressions contre les masses, de l'extermination de centaines de milliers de vieux militants du temps de Lénine.

La bureaucratie du Kremlin avait peur de Staline. Elle en avait besoin en tant que « vieux-bolchevik ». Les procès de Moscou ont exterminé la vieille garde de la révolution, au nom de la révolution d'Octobre, du socialisme, de Lénine. La bureaucratie ne peut s'avouer, son masque lui est nécessaire. Incarnation, guide de la bureaucratie, se situant au-dessus d'elle, Staline était son arbitre. Il contenait les contradictions de la bureaucratie en utilisant la seule méthode possible, la répression, la terreur sanglante.

Pour les mêmes raisons qui font qu'elle a besoin de Staline, devant se justifier sans s'avouer, la bureaucratie parle au nom du « socialisme ». Apprécions la méthode très pabliste d'Elleinstein, qui reprend la « théorie » des « siècles de transition » :

« Le socialisme n'est pas le communisme — et de loin. Il se dégage même de l'histoire contemporaine, contrairement aux espoirs et, dans une certaine mesure, aux utopies des fondateurs du socialisme scientifique, de Marx lui-même, le moins utopique de tous, que le socialisme constitue une très longue « période de transition » du capitalisme au communisme, près de soixante ans déjà et même des dizaines et des dizaines d'années très certaine-

ment, parce que le communisme exige un niveau extrêmement élevé des forces productives, une nouvelle conscience sociale et le triomphe préalable du socialisme dans tous les pays, l'Etat et l'économie marchande devant disparaître, ce qui demandera beaucoup de temps encore. Nous ne disons pas cela pour en démontrer l'impossibilité, mais la difficulté d'y accéder pour nos sociétés contemporaines. Nous pouvons affirmer qu'il ne s'agit pas d'un problème d'actualité, même pour les enfants nés en 1975. Ce qui ne devait être à l'origine qu'une transition du capitalisme au communisme s'avère donc être une formation économique et sociale dont l'autonomie est grande par rapport au capitalisme dont il vient et au communisme où il va. C'est un mode de production, une formation économique et sociale qui durera une période historique au moins aussi longue que le capitalisme. Une transition, si l'on veut, mais au sens très large, comme le mode féodal de production fut une transition entre le mode esclavagiste et le mode capitaliste de production, dans certaines sociétés européennes. »

Longue vie à la bureaucratie !

« Vive le parti de la bureaucratie ! »

C'est tout le sens de ce livre d'Elleinstein. Il l'exprime finalement d'une autre manière, mais qui revient au même en ses chapitres de conclusion :

« En 1953, l'Union soviétique a mis fin à l'arriération culturelle et rattrapé une grande partie de son retard sur l'Occident. Elle a formé des millions de techniciens et des centaines de milliers de savants et de chercheurs. Ainsi les bases de la démocratie se sont-elles élargies. Le phénomène stalinien, parce qu'il est fondé sur une économie socialiste, a créé les conditions mêmes de son élimination. »

Elleinstein suggère que c'est la bureaucratie qui a liquidé Staline :

« Il meurt, selon les communiqués officiels, le 5 à 21 h 50 (...), peut-être l'a-t-on assassiné comme on le suggère ici et là, mais sans preuves sérieuses. Qu'importe. »

Elleinstein va tenter de faire croire que la mort de Staline entraîne la mort du « phénomène stalinien ».

Staline a conduit à différentes reprises l'URSS au bord de l'abîme : tant en affaiblissant l'URSS par les purges sanglantes des années 1934-1939, en décapitant l'Armée rouge, en stérilisant l'action et la pensée, en cassant le dynamisme des masses et des cadres, que par sa politique étrangère fondamentalement contre-révolutionnaire de balance entre les puissances impérialistes et finalement de soutien politique et économique de l'impérialisme allemand.

Staline, au cours de la première partie de la guerre (1939-juin 1941), a forgé de ses mains les conditions les plus favorables à l'agression hitlérienne contre l'URSS. Sa conduite de la guerre a causé les plus grands désastres à l'armée de l'URSS et combien de millions de morts, de ravages qui pouvaient être évités ? Sa politique d'après-guerre ne fut pas moins caractéristique. Il est certain que le caractère particulier du personnage, s'accroissant avec l'âge, a joué un rôle considérable. Pourtant la force de Staline résidait en ce qu'il représentait la bureaucratie et qu'il contenait, par ses répressions sanglantes et ses épurations épouvantables, les contradictions explosives de celle-ci.

Mais Staline ne pouvait que contenir les contradictions de la bureaucratie, et non les régler. A sa mort, en 1953, elles étaient plus aiguës que jamais. Elleinstein fournit quelques données : une progression considérable des secteurs classiques de l'industrie lourde : charbon, pétrole, acier ; mais

« l'industrie des biens de consommation restait à un niveau médiocre. (...) Au total et pour une population plus importante (159 200 000 habitants en 1913, 188 000 000 en 1953), la production agricole n'avait augmenté que très légèrement ».

Ce n'est qu'un aspect, bien que fondamental, des contradictions qui existaient dans toutes les relations en URSS, en Europe de l'Est et dans les rapports mondiaux ; de la guerre froide à la course aux armements, aux rapports avec la Yougoslavie, la Chine, les pays de l'Europe de l'Est, jusqu'à ceux affectant la science, les arts, la littérature, Staline contenait toutes ces contradictions en utilisant la répression et la terreur. Répression et terreur dans les pays de l'Europe de l'Est où, de 1947 à 1952, se déroulèrent les procès des dirigeants des PC dans le style de ceux de Moscou de 1935-1938 ; répression et terreur en URSS où c'était « l'affaire de Léninegrad », la disparition de Voznesenski, etc. Fin 1952, début 1953, Staline préparait en URSS une nouvelle répression sanglante, au moins de l'ampleur de celle des années 1934-1939. Au XIX^e congrès du PCUS (octobre 1952), les organismes dirigeants étaient modifiés. L'annonce, le 13 janvier 1953, de la découverte du complot « des assassins en blouses blanches » signifiait le point de départ d'une nouvelle et terrible purge touchant jusqu'au sommet de la bureaucratie.

Staline à peine mort, c'était la « déstalinisation », que nous avons déjà évoquée au début de cet article. Se fondant sur la modification « des conditions objectives » et sur la « déstalinisation », Elleinstein conclut :

« Il serait contraire aux faits de décrire l'URSS contemporaine comme stalinienne. Les manifestations d'« archéo-stalinisme » que l'on y trouve sont les survivances du passé, des manifestations récurrentielles dues aux habitudes, aux structures administratives en place,

aux mentalités, difficiles, comme on le sait, à modifier. (...) Des séquelles du phénomène stalinien subsistent. C'est ainsi qu'il faut apprécier les événements de Tchécoslovaquie en 1968.»

A plusieurs reprises, il a, au cours de son livre, mis en cause les dirigeants du Parti bolchevique, Trotsky bien sûr, mais Lénine aussi. En 1917-1922, Lénine n'avait pas compris l'importance de la démocratie. Ne disait-il pas le 30 décembre 1920 :

« La production est toujours nécessaire, pas la démocratie. (...) »

Et il avait auparavant précisé sa pensée :

« La démocratie est une catégorie relevant du seul domaine politique. »

Et Elleinstein s'empresse de protester : « *Je ne prends pas à mon compte cette formule beaucoup trop restrictive.* » A la fin de son livre, le même affirme :

« Le parti unique était en URSS un fait irréversible, produit d'une histoire que nous avons étudiée et sur laquelle il n'était guère possible de revenir. La démocratie politique ne pouvait se développer qu'à partir de cette réalité du parti unique et dirigeant. »

Sans ambages, Elleinstein l'écrit : « *Le parti unique, le parti de la bureaucratie est un fait irréversible* » ; c'est la bureaucratie qui juge de la « démocratie », du « socialisme », comme elle juge du « stalinisme ». On sait comment elle comprend la « démocratie » et en use : les sanglantes répressions contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Allemagne de l'Est en juin 1953, contre la révolution hongroise, contre le prolétariat et les peuples de Tchécoslovaquie, contre les peuples de l'URSS, la renaissance des camps, « hôpitaux psychiatriques », etc. Finalement, la bureaucratie juge néces-

saire de réhabiliter au moins partiellement Staline. Tout comme Elleinstein, elle considère que :

« on peut et on doit regretter les fautes commises sur la route du socialisme, condamner fermement et sans hésitation le phénomène stalinien, mais on doit, en même temps, constater qu'il fut cependant une forme d'existence du socialisme ».

La boucle est fermée, le livre d'Elleinstein est une contribution au maintien du « phénomène stalinien ». Staline a donné son nom à la bureaucratie du Kremlin, « bureaucratie stalinienne ». Il a été et reste d'abord et avant tout le produit, le représentant de la bureaucratie parasitaire, même quand il se dressait au-dessus d'elle et le frappait durement.

Développement des forces productives, de la culture en URSS et bureaucratie stalinienne

Elleinstein attribue au « phénomène stalinien », « forme d'existence du socialisme », la croissance des forces productives et le développement gigantesque de la culture en URSS. Autant attribuer au cancer la survie du malade. C'est un fait que, malgré la bureaucratie, malgré Staline, ainsi que l'écrivait Trotsky en 1936 :

« Il n'y a plus lieu de discuter avec messieurs les économistes bourgeois. Le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du capital, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe, non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment, de l'électricité. »

Si l'on fait le bilan des charges terribles, des pertes immenses, des distorsions fantastiques que la bureau-

cratie du Kremlin a imposées et impose toujours à l'URSS, on est obligé de convenir que les rapports de production nés de la révolution d'Octobre ont une force et une vitalité incroyables. Le mérite du développement économique prodigieux de l'URSS leur revient et non à la bureaucratie qui a écumé et distordu l'économie planifiée et l'a conduite de multiples fois au bord de l'abîme. On ne peut pas plus attribuer à la bureaucratie obscurantiste le développement de la culture en URSS. Mais aujourd'hui encore, l'économie de l'URSS est considérablement en retard par rapport aux pays capitalistes avancés. Les rapports économiques en témoignent : l'URSS importe des produits hautement élaborés de ces pays, exporte des matières premières ; elle sollicite d'eux des brevets techniques et surtout d'énormes crédits. La productivité en URSS est toujours, et de loin, inférieure à celle des pays capitalistes avancés. En cette année 1975, plus que jamais, ainsi que le soulignait Trotsky, la croissance de l'économie de l'URSS, loin de lui permettre de se passer du marché mondial, de rester à l'écart de la division internationale du travail, de constituer une « économie socialiste autarcique », exige, au contraire, qu'elle s'intègre au marché mondial et à la division internationale du travail et

« la relation de dépendance entre les éléments de notre économie intérieure tels que les prix, la qualité de la marchandise, etc. et les éléments correspondants de l'économie mondiale sera d'autant plus directe et apparente que nous serons inclus plus étroitement dans le système international de la division internationale du travail. »
(Vers le capitalisme ou vers le socialisme.)

La direction et la régulation de l'économie en URSS, la quantité, la qualité, la rationalisation, la proportionnalité, la productivité, la réponse

aux besoins en URSS deviennent de moins en moins compatibles avec des directives bureaucratiques au fur et à mesure que croissent et se diversifient l'économie de l'URSS et les besoins des masses.

La « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays » et la bureaucratie du Kremlin deviennent des carcans toujours plus étroits pour le développement économique de l'URSS et également pour celui de la culture, des arts, des sciences. Elle tente de faire croire au dépérissement naturel et progressif du « phénomène stalinien ». Une fois encore, c'est Trotsky qui avait raison lorsqu'il écrivait :

« L'amélioration de la situation matérielle et culturelle devrait, à première vue, amoindrir la nécessité des privilèges, rétrécir le domaine du « droit bourgeois » et, par là même, dérober le sol sous les pieds de la bureaucratie gardienne de ces droits. Mais c'est l'inverse qui s'est produit : l'accroissement des forces productives s'est accompagné jusqu'ici d'un développement extrême de toutes les formes de l'inégalité et des privilèges et aussi de la bureaucratie. (...) »

« L'état actuel de la production est encore loin d'assurer à tous le nécessaire. Mais il permet déjà d'accorder des avantages importants à la minorité et de faire de l'inégalité un aiguillon pour la majorité. Telle est la raison première pour laquelle l'accroissement de la production a jusqu'ici renforcé les traits bourgeois et non-socialistes de l'Etat. »

Il complétait :

« Cette raison n'est pas la seule. A côté du facteur économique, qui commande, dans la phase présente, de recourir aux méthodes capitalistes de rémunération du travail, agit le facteur politique incarné par la bureaucratie elle-même. De

par sa nature, celle-ci crée et défend ses privilèges. Elle surgit tout au début comme l'organe bourgeois de la classe ouvrière. Etabli et maintenant les privilèges de la minorité, elle s'attribue la meilleure part : celui qui distribue les biens ne s'est encore jamais lésé. Ainsi naît du besoin de la société un organe qui, dépassant de beaucoup sa fonction sociale nécessaire, devient un facteur autonome et, en même temps, la source de grands dangers pour tout l'organisme social. »

Le développement de l'économie de l'URSS ne peut aboutir au déperissement graduel de la bureaucratie, mais, au contraire, accentue les contradictions sociales et politiques, les antagonismes. Après Staline, la bureaucratie du Kremlin a tenté de résoudre à sa manière l'intégration de l'économie en URSS au marché mondial et à la division internationale du travail, ainsi que la régulation des rapports entre les différentes branches de la production, les questions de quantité et de qualité, la satisfaction des besoins accrus. Elle mit sur pied des réformes économiques dont l'axe était le recours aux lois qui se manifestent sur le marché mondial et sur le marché en URSS en tant que stimulant et régulateur de l'économie, c'est-à-dire aux normes bourgeoises. La sympathie qu'Elleinstein manifeste vis-à-vis de Boukharine n'est pas fortuite. Pourtant les limites de ce cours existent en 1975 comme elles existaient en 1928. Au-delà d'un certain point, ce serait la remise en cause de secteurs entiers de l'économie de l'URSS, la destruction de la planification, du monopole du commerce extérieur, la pénétration massive des marchandises et des capitaux impérialistes, et cela signifierait une lutte à mort contre le prolétariat de l'URSS, la dislocation de la bureaucratie. Les réformes économiques sont restées limitées, mais les problèmes demeurent.

Le rôle contre-révolutionnaire du Kremlin s'accroît

Des changements fondamentaux n'en ont pas moins eu lieu. La bureaucratie du Kremlin, le « phénomène stalinien » sont le produit, le résultat des échecs et des défaites des prolétariats européen et mondial, laissant isolée la révolution russe, triomphante, mais dans un pays arriéré économiquement et culturellement et, de plus, en ruines, à la limite de la désagrégation, aux lendemains de la guerre civile. Le « phénomène stalinien » n'est rien d'autre que la réaction bourgeoise, internationale et nationale, se manifestant au sein de l'Etat ouvrier, réaction qui n'a pu aller à son terme : la destruction de l'Etat ouvrier, mais a conduit celui-ci à dégénérer. Le prolétariat mondial et européen a effacé ses défaites d'avant la Deuxième Guerre mondiale. Il s'est renforcé, a conquis de nouvelles positions. Le prolétariat de l'URSS n'est plus exsangue. Il a une puissance incommensurable que des événements en apparence fortuits peuvent à tout moment soudain libérer. L'extension des rapports de production nés de la révolution d'Octobre a créé de nouvelles contradictions explosives. A partir de 1953, en Europe de l'Est, les masses se sont engagées dans le combat pour chasser les bureaucraties parasitaires, s'emparer du pouvoir politique, gérer les rapports de production fondés sur la propriété collective des moyens de production. Depuis 1968, une nouvelle période de la révolution prolétarienne s'est ouverte en Europe : celle qui voit fusionner la révolution sociale contre le capital et la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires. Il se pourrait que le « phénomène stalinien », « phénomène spatio-temporel », soit prêt de sa fin : l'espace de la révolution étant l'Europe entière, son temps, les

années qui viennent. Mais la bureaucratie ne dépérit pas, elle ne laisse pas volontairement la place, elle combat. Elle combat sur tous les terrains en utilisant toutes les formes. A l'échelle mondiale, elle tente de protéger l'ordre bourgeois et, plus précisément encore, l'ordre — ou ce qu'il en reste — que, de concert avec l'impérialisme, elle a établi aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. C'est le but de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire. A cet égard, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui s'est tenue à Helsinki les 30, 31 juillet et 1^{er} août 1975 est significative.

Elleinstein à son créneau contre-révolutionnaire

Défenseur de la bureaucratie stalinienne, Elleinstein défend l'ordre bourgeois. Il le fait en ayant recours à un nouveau tour de passe-passe :

« Le dogmatisme stalinien empêchait un débat sérieux sur les voies et les moyens de la révolution socialiste face à un capitalisme qui se réorganisait pour lutter contre la crise économique et pour empêcher une nouvelle, mais il ne put éviter qu'à partir de l'échec allemand les partis communistes occidentaux n'envisagent une politique nouvelle. Celle-ci devait apparaître en France et en Espagne. A l'origine, elle ne fut qu'une politique défensive destinée à réaliser l'union anti-fasciste. Elle apparut en France en février 1934. Ce fut l'objet du pacte d'unité d'action socialo-communiste signé en juillet 1934. Peu à peu, cependant, l'alliance s'élargit, et sous l'impulsion du Parti communiste français et son secrétaire général Maurice Thorez devint plus positive. L'alternative « démocratie ou fascisme » avait amené les communistes français à prendre conscience de l'importance des processus démocratiques pris en tant que tels et dans leurs rapports

avec le socialisme. Le Front populaire français et le Frente popular espagnol allaient naître. Il est vrai que les communistes français n'allèrent pas jusqu'au bout de cette politique. Ils refusèrent de participer au gouvernement de Front populaire et ne virent pas ou n'osèrent pas dire à quel point cette orientation modifiait la stratégie fondamentale du mouvement communiste et devait permettre d'aboutir à une conception nouvelle de la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés et démocratiques de l'Occident. Le VII^e congrès du Komintern (en 1935) avait marqué un compromis entre ces différentes opinions. Dimitrov, dans son rapport, avait analysé l'exemple français et posé fortement et justement l'alternative « démocratie ou fascisme ». La froideur soviétique s'exprima par le peu d'empressement des dirigeants les plus en vue du parti à participer au congrès. On n'y vit ni Staline, ni Molotov, ni Kaganovitch, ni aucun membre du Politburo y prendre la parole, quoique le congrès se tint à Moscou. (...) Au cours de son VII^e congrès, le Komintern donna plus de jeu aux partis communistes, mais sans plus. Face au danger, la dissolution de l'Internationale communiste, décidée en 1943, n'aurait-elle pas permis aux partis communistes de développer avec plus d'audace une politique de rassemblement national indépendamment des péripéties de la politique soviétique. »

Elleinstein a abandonné toute « rigueur ». Il maquille, mais tellement grossièrement :

1. Le front unique a été imposé par les masses aux dirigeants du PCF qui n'en voulaient pas et qui, jusqu'au milieu de l'année 1934, développaient toujours la théorie du social-fascisme.

2. L'orientation du Front populaire noyait le front unique des partis ouvriers dans une politique de collaboration avec le parti radical, alors principal parti de la bourgeoisie française, constamment au pouvoir, sinon à la direction du gouvernement.

3. Conjointement, la bureaucratie du Kremlin prenait un virage politique à 180° : en 1934, l'URSS entraînait à la SDN, Laval et Staline signaient en 1935 le pacte franco-soviétique et Staline faisait la fameuse déclaration :

« M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

Du même coup, les dirigeants du PCF devenaient super-patriotes, chantaient *la Marseillaise* et se drapaient dans le drapeau tricolore.

Le fait qu'aucun des dirigeants de la bureaucratie du Kremlin n'ait pris la parole au VII^e congrès de l'IC démontre le peu de cas qu'ils faisaient des congrès de l'IC, instrument entièrement domestique. L'IC exécutait ce que dictait Staline : ce congrès devait affirmer que les PC se rangeaient définitivement du côté de l'ordre bourgeois, que c'en était bien fini de l'Internationale révolutionnaire des premières années de la révolution russe, et aux bourgeoisies démocratiques que l'alliance avec la bureaucratie du Kremlin était rentable.

Le Front populaire n'était, pour la bureaucratie stalinienne, qu'une étape nécessaire en fonction des circonstances : le mouvement révolutionnaire des masses en Espagne et en France. L'objectif était, en ce qui concerne la France, « le front des Français de Thorez à Paul Reynaud » que, dès août 1936, Thorez proposait le rassemblement national dont parle Elleinstein, objectif tout à fait conforme à la politique de Staline que définissait la fameuse formule citée au-dessus. En 1939, à quelques exceptions près, les dirigeants du PCF emboîtaient le pas à Staline après qu'il eut signé l'accord germano-russe et dénoncèrent « l'impérialisme français ». Ils devaient, en juin 1941, faire un nouveau tournant à 180° au moment où l'impérialisme allemand agressa l'URSS. La facilité avec

laquelle les dirigeants du PC se soumièrent à la dissolution de l'IC décrétee sans autre forme de procès par Staline en 1943 démontre tout aussi bien leur docilité vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin. Elleinstein est tout aussi docile. Grottesque, il renchérit en guise d'approbation : « *Mieux aurait valu dissoudre l'IC avant.* »

En glissant ces réflexions politiques au milieu du chapitre réservé au « Triomphe du phénomène stalinien », Elleinstein prépare ce qu'il écrit au chapitre IX, « Vers la disparition du phénomène stalinien » :

« Le Parti communiste français n'avait eu aucune responsabilité dans les événements qui s'étaient déroulés en Union soviétique depuis la Révolution. (...) Quant au phénomène stalinien, il s'était tellement identifié à l'Union soviétique qu'il était totalement impossible de dissocier les deux. »

Staline s'était tellement identifié à l'Union soviétique qu'il la tenait sous la botte, faisait assassiner des millions de Soviétiques, des centaines de milliers de cadres de toute nature, les meilleurs, les forces vives de l'URSS. Incapables de « dissocier l'Union soviétique de Staline », les dirigeants du PCF applaudissaient frénétiquement, hurlaient comme des chacals à l'assassinat de ceux qui étaient la chair et le sang de l'Union soviétique que Staline immolait. Incapables de dissocier l'assassin de sa victime, les dirigeants du PCF ne commirent que des péchés véniels :

« Sur le plan théorique, le dogmatisme stalinien ne l'avait pas épargné (le PCF), mais il serait contraire à la vérité d'en tirer argument contre la politique du PCF. Celui-ci a constamment eu une pratique démocratique. Il respecta toujours le verdict du suffrage universel et, depuis 1934, mit au centre de ses objectifs politiques les revendications démocratiques. »

Tous ceux qui sont morts en URSS et en Europe de l'Est et ailleurs sous les coups de l'appareil stalinien et que le PCF a insultés ne peuvent malheureusement pas témoigner. Quant aux pratiques du PCF au sein du mouvement ouvrier français, à quoi bon en parler ? « La démocratie » n'est pas concernée... Ensuite vient le gros morceau :

« Le PCF préféra remettre en cause le phénomène stalinien dans sa propre démarche politique et théorique, dans sa pratique politique, plutôt que d'en discuter formellement, avec les risques que cela comportait dans un pays où les moyens d'information lui échappaient totalement et où la bourgeoisie par conséquent possédait une grande partie des cartes maîtresses. »

Ayant dès 1935 été, « en dépit de Staline », l'artisan du « Front populaire », de la lutte de « la démocratie contre le fascisme », blanc comme neige en ce qui concerne « le phénomène stalinien », ayant eu constamment une pratique démocratique, le PCF avait mieux à faire, à s'engager, bien sûr, sur les voies nouvelles qui mènent au socialisme, « l'Union de la gauche » sans rivage à droite. Mais laissons là. En bon serviteur de la bureaucratie stalinienne, Elleinstein applique la politique de l'appareil international du Kremlin. Sous le couvert d'une pseudo-critique du « phénomène stalinien », il utilise tous les moyens pour tenter de briser la vague révolutionnaire montante. Demain, si nécessaire, Elleinstein oubliera ses serments démocratiques et utilisera tout l'arsenal des armes empoisonnées du stalinisme. La politique du PCP au Portugal et le soutien qu'il reçoit de la part du PCF en témoignent.

Depuis ce 5 mars 1953 où Elleinstein a longuement pleuré à la nouvelle de la mort de Staline, il a appris que l'on pouvait toujours servir la bureaucratie du Kremlin, et ses larmes ont séché.

En conclusion, on peut se poser la question : pourquoi analyser longuement ce livre ? Il faut se demander d'abord pourquoi il a été écrit et publié. La bureaucratie du Kremlin fait des efforts gigantesques afin de truquer les cartes, de brouiller les pistes. Elle utilise les plumitifs de son appareil international, et particulièrement ceux du PCF. La lutte contre le trotskysme est au centre de son combat contre la révolution montante. Mais il est différentes façons. Léo Figuières est spécialiste d'une certaine façon, brutale, grossière. Elleinstein, c'est un autre style. Il s'agit de côtoyer des éléments d'analyse du stalinisme que Trotsky a élaborés, de les dénaturer et tout à la fois d'accuser l'Opposition de gauche d'énormes erreurs, pour expliquer le « phénomène stalinien ». Il s'agit de charger de crimes Staline pour mieux innocenter la bureaucratie. L'adversaire, c'est toujours le trotskysme. Mais pas plus Elleinstein que la bureaucratie ne peuvent larguer par-dessus bord le cadavre de Staline. Bien plus, la crise qui déchire la bureaucratie et qui s'aggrave exigerait, bien qu'elle le redoute, un nouvel arbitre. Mais un nouveau Staline ne s'invente pas, la référence à Staline « constructeur du socialisme » est indispensable. Elleinstein n'y manque pas. Le nouvel arbitre ne surgira, s'il le peut, qu'en référence à Staline. Mais la référence à Staline « constructeur du socialisme » va à l'encontre de la charge contre les crimes dont la bureaucratie veut s'innocenter.

Démonter cette mécanique nous a semblé une importante tâche politique au moment où la révolution prolétarienne aborde une nouvelle période de son développement, alors que la pression politique, idéologique — et éventuellement physique — du stalinisme s'accroît. Le stalinisme n'est pas une théorie, c'est une pratique politique multiforme au service de la bureaucratie du Kremlin. Il faut se prémunir. Le stalinisme est la

syphilis du mouvement ouvrier ; de
sérieuses doses d'antibiotiques poli-
tiques et théoriques sont nécessaires
pour le combattre. Faut-il lire le livre
d'Elleinstein ? Certes, il y a mieux
à faire. Cependant, ce n'est pas inutile
pour qui veut saisir la perversion et
la perfidie du stalinisme et des sta-
liniens. Et puis, ce peut être une

excellente occasion de confronter et
de reprendre les écrits de Léon Trotsky
cités dans cet article : *Vers le capi-
talisme ou vers le socialisme, L'IC
après Lénine, La révolution perma-
nente, La révolution trahie.*

Stéphane JUST,
le 21 août 1975.

Un militant ouvrier ne peut se passer chaque semaine de lire

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 2 F.

6 mois (24 n^{os}) 35 F

pli clos 40 F

1 an (48 n^{os}) 70 F

pli clos 80 F

Etranger (un an : 48 n^{os}) 80 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

Les crises du mode de production capitaliste (Extraits commentés du "Capital")

La crise approche

Les déclarations péremptoires, affirmant qu'une crise économique du type et de l'ampleur de celle de 1929 est impossible, deviennent moins nombreuses et plus discrètes. Pourtant, elles datent de quelques années à peine, voire de quelques mois. Plus de crises, tout au plus des « récessions », clamaient économistes « marxistes » et non-marxistes, et cela grâce « aux techniques anti-cycliques ».

A la vérité, le capitalisme n'était plus exactement le capitalisme, mais le « néo-capitalisme ». Les « techniques » utilisées, qui avaient permis le passage du capitalisme au « néo-capitalisme », procédaient des théories de Keynes sur la manipulation du crédit et de la monnaie. L'intervention de l'Etat, dirigeant le crédit, sur le plan économique, devait faire le reste. Ainsi devait être surmontée l'anarchie du mode de production

capitaliste et se poursuivre le développement économique, sans crises, sinon sans « récessions ».

La grande dispute actuelle est de savoir quelle sera la forme de la courbe de la crise qui a commencé à se manifester : en U ou en V. Optimiste, dans un article du 31 décembre 1974 publié dans le *Financial Times*, le professeur A. Samuelson écrit :

« J'établis une moyenne des prévisions publiées par plusieurs groupes différents, tant universitaires que professionnels. (...) J'ai dressé pour l'année 1975 un tableau de prévisions faisant apparaître aux Etats-Unis une récession en forme de U dont le creux se situe vers le milieu de l'année. »

Quoi qu'il en soit, désormais l'inflation mondiale se conjugue aux premières manifestations d'une crise économique classique : des millions de chômeurs aux USA, au Japon et en Europe, aggravation des désé-

quillibres sur le marché mondial, baisse de l'expansion, menace de rupture du marché mondial.

Bien entendu, les « erreurs » de ces économistes « marxistes » ou non sont liées à leur rôle de défenseurs idéologiques de la société bourgeoise. Cependant, avant, et pour tenter d'analyser les causes générales et particulières de la crise qui s'approche, il faut rappeler la méthode marxiste. Les erreurs de ces économistes proviennent de ce qu'ils substituent tous les « techniques économiques » à l'analyse des rapports sociaux de production propres au mode de production capitaliste.

Mandel, qui fait profession de marxiste orthodoxe officiel, ne transgresse pas cette règle. Pendant des années, il a été un des « théoriciens » du « néo-capitalisme ». Il découvre aujourd'hui la « récession généralisée de l'économie capitaliste », dont la cause serait « le retournement de l'onde de longue expansion ». Il sera nécessaire d'y revenir.

Les économistes chargés de justifier l'orientation politique du PCF affirment : « La crise n'est pas fatale. » La crise résulterait, par conséquent, d'une mauvaise gestion de la société capitaliste. Peut-être objectera-t-on : « Ils préconisent l'augmentation de la consommation des masses comme solution à la crise, leur solution a donc un contenu social. » Non. Car elle ne met pas en cause les rapports de production capitalistes, elle reste à l'intérieur de ceux-ci ; elle reste donc sur le plan d'une technique, d'une gestion. Allons aux sources, revenons à Marx.

La véritable barrière au capital

La marche à la crise ne résulte pas de la seule anarchie du mode de production capitaliste, ce qui laisse entendre qu'une technique d'intervention de l'Etat corrigeant

cette anarchie permettrait d'éviter les crises ou, tout au moins, de limiter les crises cycliques à des « récessions ». Marx s'explique clairement :

« Dans le commerce de troc, personne ne peut aliéner son produit sans que simultanément une autre personne n'aliène le sien. L'identité immédiate, la circulation la scinde en y introduisant l'antithèse de la vente et de l'achat. Après avoir vendu, je ne suis pas forcé d'acheter ni au même lieu, ni au même temps, ni à la même personne à laquelle j'ai vendu. (...) Si la séparation des deux phases, complémentaires l'une de l'autre, de la métamorphose des marchandises se prolonge, si la scission entre la vente et l'achat s'accroît, leur liaison intime s'affirme par une... crise. »

La production pour le marché implique la possibilité des crises en raison du caractère anarchique de la production, mais ce n'est encore qu'une possibilité. « Ces formes impliquent la possibilité, mais seulement la possibilité des crises. » Les crises font apparaître des disproportions entre les différentes branches de la production. Marx conclut :

« Pour que cette possibilité devienne réalité, il faut un ensemble de circonstances qui, au point de vue de la circulation simple des marchandises, n'existent pas encore. »

Ces circonstances découlent des rapports sociaux de production du mode de production capitaliste. Elles ont leurs origines, non dans la sphère de la circulation, mais dans les rapports de production : d'un côté les propriétaires des moyens de production, les capitalistes, de l'autre les prolétaires qui ne possèdent en propre que leur force de travail ; d'un côté les possesseurs des moyens de production qui achètent la force de travail et l'utilisent (la consommation) afin de faire produire la plus-value, source de leurs profits, de

l'autre les prolétaires à qui les capitalistes paient le prix de leur force de travail mais qui fournissent non seulement une quantité de travail correspondant à la valeur de cette force de travail, mais une autre quantité de travail qui ne leur est pas payée, la plus-value, source des profits des capitalistes.

« Le capital n'est pas un objet mais un rapport déterminé : ce rapport est lié à une certaine structure sociale déterminée (*celle dont il vient d'être question*) ; il est représenté dans un objet auquel il confère un caractère social spécifique. »

Mais la simple reproduction ne correspond pas au fonctionnement du mode de production capitaliste. Le mode de production capitaliste exige, à une échelle sans cesse croissante, l'élargissement de la production, l'accroissement du capital divisé en capital constant — capital sous forme de moyens de production matériels — et capital variable — capital sous forme de travail vivant. Une partie de la plus-value est utilisée à cet élargissement constant de la production capitaliste. Le but et la fin de la production capitaliste, c'est la production de la plus-value, la transformation d'une partie de celle-ci en capital constant et capital variable additionnels afin d'accroître le capital en vue de, etc. Du même coup, les rapports sociaux de production se renouvellent sans cesse, et non seulement se renouvellent, mais s'étendent sans cesse : toujours plus de capital sous forme de moyens de production entre les mains des capitalistes, toujours plus de prolétaires qui ne possèdent en propre que leur force de travail, que les capitalistes achètent pour autant qu'ils peuvent lui faire produire de la plus-value, la réaliser et recommencer le cycle à une échelle agrandie. Marx écrit :

« La véritable barrière à la production capitaliste, c'est le capital

(*rapport social de production déterminé*) lui-même : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production ; la production n'est une production que pour le capital et non l'inverse ; les moyens de production ne sont pas de simples moyens de donner forme, en l'élargissant sans cesse, au processus de la vie au bénéfice de la société des producteurs. Les limites qui servent à la conservation et à la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs ; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi ; le moyen — développement inconditionné de la productivité sociale — entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant (*qui tend à s'accroître sans cesse*). Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer les forces productives matérielles et de créer le marché mondial correspondant, il représente une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent. »

Marx écrit encore :

« La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value, doivent être vendus. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production (*le prix de production = prix des moyens de production matériels ou capital constant + prix des moyens de production vivants, force de travail*

ou capital variable, + profit moyen), l'ouvrier certes reste exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle : cette exploitation peut s'allier pour le capitaliste à une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ou à l'absence de toute réalisation et même aller de pair avec la perte de la totalité de son capital. Les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu ; théoriquement non plus, elles ne sont pas liées. Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société. Or celle-ci n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier à l'intérieur de limites plus ou moins étroites. Elle est en outre limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à reproduire de la plus-value sur une échelle élargie. »

La baisse tendancielle du taux de profit

Découlant des rapports de production résulte une loi fondamentale : la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. La source de toute valeur d'échange est, on le sait, la force de travail. La valeur d'une marchandise (qui n'est pas identique à son prix), c'est la quantité de travail socialement nécessaire à la produire. qui comprend : la valeur des moyens de production matériels nécessaires à la produire (capital constant ou C), plus la valeur de la force de travail, c'est-à-dire des moyens de production vivants, humains (capital variable ou v), plus la plus-value, c'est-à-dire

la partie de la valeur produite par la force de travail, l'ouvrier, qui ne lui est pas payée (plus-value ou pl). A partir de ces données, il est clair que le capital constant ne produisant pas de nouvelle valeur, seule la force de travail produisant de la valeur supplémentaire, la plus-value dépend du capital variable. C'est pourquoi Marx dit : le taux d'exploitation

$$\text{pl} \\ \text{égale } \frac{\text{pl}}{\text{v}}.$$

Mais si c'est seulement v qui produit de la plus-value, à taux d'exploitation restant égal, le taux de profit général diminuera si la masse du capital constant employé augmente.

Le taux de profit général égale :

$$\frac{\text{pl totale}}{\text{C total} + \text{v total}}$$

Il est compréhensible que si, pour prendre des exemples numériques, pl = 100, v = 100, C = 900, on a :

$$\frac{\text{pl (100)}}{\text{C (900) + v (100)}} = 10\%$$

et pl = 100, v = 100, C = 1900, on a :

$$\frac{\text{pl (100)}}{\text{C (1900) + v (100)}} = 5\%$$

Certes, le taux d'exploitation peut s'accroître de telle sorte que l'on ait : pl = 150, v = 50, C = 1900, on obtiendra :

$$\frac{\text{pl (150)}}{\text{C (1900) + v (50)}} \approx 7,5\%$$

La constatation est renforcée : l'augmentation du taux d'exploitation ne compense pas la baisse du taux de profit par suite de l'augmentation de la composition organique du capital. Marx n'a aucun mal à démontrer la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Ou plutôt, il donne l'explication rigoureusement scientifique d'un phénomène que tous les économistes bourgeois sérieux et valables avaient constaté avant lui :

« A mesure que diminue progressivement le capital variable relativement au capital constant, s'élève de plus en plus la composition organique de l'ensemble du capital, et la conséquence immédiate de cette tendance, c'est que le taux de plus-value se traduit par un taux de profit en baisse continue, le degré d'exploitation restant sans changement ou même augmentant. (Nous verrons plus loin pourquoi cette loi ne se manifeste pas sous la forme absolue, mais sous la forme d'une tendance à une baisse progressive.) Donc la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail. (...) La masse du travail vivant employé diminuant sans cesse par rapport à la masse du travail matérialisé qu'elle met en œuvre, par rapport aux moyens de production consommés productivement, il faut bien que la fraction non payée de ce travail vivant qui se concrétise en plus-value voit son rapport au volume de valeur du capital total diminuer sans cesse. Or ce rapport de la masse de la plus-value à la valeur du capital total employé constitue le taux de profit ; celui-ci doit donc baisser continuellement. »

La baisse tendancielle du taux de profit résulte des rapports sociaux de production capitaliste, du moteur et de la fin du mode de production capitaliste, la production de la plus-value, sa réalisation, sa transformation en capital élargi. Chaque capitaliste s'efforce d'augmenter la composition organique de son capital. La course au profit individuel aboutit à la diminution du taux de profit général, en même temps qu'elle pousse à élargir constamment l'échelle de la production. C'est ainsi seulement que la baisse tendancielle du taux de profit peut s'accompagner d'une augmentation de la masse de profit. Mais

« chaque marchandise singulière recèle donc une somme moindre

et de travail matérialisé en moyen de production et de travail nouvellement ajouté dans la production. Par suite, le prix de chaque marchandise prise à part baisse. (...) Avec le développement de la production, la somme de travail vivant nouvellement ajouté à chaque marchandise singulière diminue absolument, et cette baisse prend des proportions si considérables qu'elle fait baisser aussi en valeur absolue la masse de travail non payé que recèle la marchandise, quelle que soit son augmentation relative par rapport à la fraction payée. La masse de profit par marchandise sera donc réduite à mesure que se développera la force productive du travail, en dépit de l'élévation du taux de la plus-value. (...) Dire que les prix des marchandises isolées, dont la somme constitue le produit total du capital, baissent, cela revient à dire : une quantité donnée de travail se réalise en une masse plus grande de marchandises, donc chaque marchandise prise à part recèle moins de travail qu'auparavant ».

Du même coup, la course infernale du capital devient un impératif catégorique : produire toujours plus en masse, occuper de nouveaux marchés, reculer les limites de la production par tous les moyens, accélérer la vitesse de rotation du capital. Apparaît comme un impératif tout aussi catégorique résultant des rapports sociaux de production, l'exigence de développer intensivement et extensivement, dans le monde entier, ces rapports de production. Apparaissent, nouvel impératif catégorique, les disproportions qui s'établissent entre les différents secteurs de la production, particulièrement dans le sens d'une hypertrophie, par rapport aux limites qu'impliquent les rapports de production capitalistes, du secteur des moyens de production. Ces limites amènent inéluctablement à la surproduction, à la chute brutale du taux de profit et même de la masse du profit, à la rupture

des rapports de production, c'est-à-dire à la crise.

Cependant, avant de rappeler le mécanisme du cycle économique qui va de la liquidation d'une crise à l'éclatement d'une nouvelle crise, il faut rappeler les grandes lignes du système du crédit sans lequel le mode de production capitaliste ne pourrait exister et s'étendre au monde entier.

Le rôle du crédit

« Le développement de la production capitaliste enfante une puissance tout à fait nouvelle, le *crédit*, qui, à ses origines, s'introduit sournoisement comme une aide modeste de l'accumulation, puis devient bientôt une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence et se transforme en un immense mécanisme social destiné à centraliser les capitaux. »

Il faudrait reprendre en détail les fonctions du crédit dans le mode de production capitaliste tel que Marx les expose et les analyse. Limitons-nous à l'essentiel.

« I. Nécessité de sa création pour que se produise l'égalisation du taux de profit ou tendance à cette égalisation sur laquelle repose toute la production capitaliste. »

En effet, on comprend que chaque branche de la production capitaliste a une composition organique et un taux d'exploitation différents. En conséquence, si chaque capitaliste empochait la plus-value que produisent les ouvriers dont il achète et consomme la force de travail, il y aurait d'énormes différences du taux de profit. En réalité, la tendance est l'établissement d'un taux de profit moyen.

Le prix des marchandises tend à s'établir ainsi : capital investi (C + v) + capital investi multiplié par le taux de profit moyen. Tout se passe comme si la totalité de la plus-value produite était versée dans un énorme

réservoir et reversée à chaque capitaliste en proportion du capital qu'il a investi. C'est ainsi que le taux de profit moyen général correspond à plus-value totale

Capital total (C + v)

pas ainsi, le mode de production capitaliste ne pourrait pas fonctionner : dans les branches à haute composition organique le profit serait nul, et dans celles à basse composition organique il serait très élevé. En conséquence : le capital ne s'investirait pas dans les branches exigeant d'importants moyens de production matériels. Mais justement, le besoin des marchandises produites dans les conditions d'un capital à haute composition organique fait hausser les prix bien au-dessus de la valeur de ces marchandises ; par contre, là où la composition est basse, les prix se situent bien au-dessous de la valeur des marchandises. Il s'opère une péréquation de la plus-value.

Ce n'est pas tout : le capital-argent et le capital commercial ne produisent pas de plus-value (il faut constamment s'en souvenir, la source de la plus-value est la force de travail, le travail vivant produisant de la valeur nouvelle, attachée à la production de valeurs d'usage). Tout travail socialement nécessaire à la production de valeurs d'usage produit de la valeur d'échange, mais seulement le travail socialement nécessaire à cette production. Les profits commerciaux, bancaires, les intérêts sont donc pris sur la plus-value générale.

« II. Diminution des frais de circulation (...) (notamment) par la substitution du papier à la monnaie d'or. (...) Accélération par le crédit des différentes phases de la circulation, de la métamorphose des marchandises, outre la métamorphose du capital ; partant, accélération du procès de reproduction en général. (Par ailleurs, le crédit permet de garder longtemps sépa-

rés les actes de l'achat et de la vente et sert donc de base à la spéculation.) Contraction des fonds de réserve, ce qui peut être considéré d'un double point de vue : d'une part, comme une diminution du moyen de circulation et, d'autre part, comme la réduction du capital qui doit toujours exister sous forme argent.

« III. Constitution de sociétés par actions.

« Extension énorme de l'échelle de la production et entreprises qui auraient été impossibles à des capitaux isolés. En même temps, des entreprises qui étaient jadis gouvernementales se constituent en sociétés. (...)

« Dans la société par actions, la fonction (*du capitaliste*) est séparée de la propriété du capital ; partant, le travail est, lui aussi, totalement séparé de la possession des moyens de production et du surtravail. Ce résultat du développement suprême de la production capitaliste est le point par où passe nécessairement la reconversion du capital en propriété du producteur, non plus comme propriété privée des productions particulières, mais en tant que propriété des producteurs associés, propriété directement sociale. Par ailleurs, c'est le point par où passe la transformation de toutes les fonctions du procès de reproduction encore rattachées à la propriété du capital en simples fonctions des producteurs associés, en fonctions sociales. (...)

« Comme le profit prend ici purement la forme de l'intérêt, de telles entreprises demeurent possibles si elles rapportent simplement de l'intérêt, et c'est une raison qui empêche la chute du taux général de profit, parce que ces entreprises, où le capital constant est immense par rapport au capital variable, n'interviennent pas nécessairement dans l'égalisation générale du taux de profit. (...)

« Si le système de crédit peut faire figure de levier principal de la surproduction et de la spéculation commerciale, c'est seulement parce que le procès de reproduction par nature élastique se trouve

tendu ici jusqu'à l'extrême limite, étant donné qu'une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l'ouvrage bien autrement que le propriétaire qui, s'il est lui-même actif, suppute prudemment les limites de son capital privé. Il en ressort simplement que la mise en valeur du capital, basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste, ne permet le développement véritablement libre que jusqu'à un certain point, et constitue en réalité une entrave immanente et une barrière à la production, constamment rompue par le système de crédit. Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution d'un marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production. Le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production.

« Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par une exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais, d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production — c'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Pereire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes. »

La crise

Avant d'examiner le développement du cycle classique de la production capitaliste, revenons au point de départ.

« Imaginons que la société tout entière soit composée simplement de capitalistes industriels et d'ouvriers salariés. Laissons de côté, en outre, les fluctuations de prix qui empêchent que de grandes fractions de l'ensemble du capital ne se remplacent dans des conditions moyennes et qui, étant donné l'interdépendance générale de l'ensemble du procès de reproduction telle que la développe notamment le crédit, doivent nécessairement provoquer toujours des arrêts généraux momentanés. Faisons abstraction également des affaires fictives et des transactions spéculatives favorisées par le système du crédit. Alors une crise ne s'expliquerait que par le déséquilibre entre la consommation des capitalistes eux-mêmes et leur accumulation. Mais l'état de choses existant, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus grande part de la capacité de consommation des classes improductives, tandis que la capacité de consommation des ouvriers est limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'on ne les emploie qu'aussi longtemps que leur utilisation profite à la classe capitaliste. La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société. »

Mais précisément la production capitaliste est la production pour le profit. L'augmentation générale des salaires diminue les profits, concourt à la baisse tendancielle du taux de profit et, dans ce sens, participe à la marche à la crise, car les limites du marché entraînent inéluctablement l'impossibilité de réaliser les marchandises, de les vendre à leur prix de production. Le phénomène n'atteint pas simultanément toutes les branches de la production, mais certaines

d'entre elles ; pas toutes les entreprises d'une même branche de production, mais celles qui produisent à des prix de production au-dessus des prix de production moyens. A ce stade, le taux de profit commence à baisser de façon générale. Mais toutes les ressources du crédit vont être mobilisées pour repousser la crise. D'abord lutter pour maintenir le taux de profit en augmentant le taux d'exploitation, par l'augmentation de la productivité du travail, la composition organique du capital, la baisse des salaires réels.

Le remède peut bien aboutir à une nouvelle demande de moyens de production, il aggrave finalement le mal, en augmentant la capacité productive sans élargir conjointement le marché ; en aboutissant à une augmentation de la composition organique générale du capital qui joue dans le sens de la baisse générale du taux de profit ; en diminuant de façon d'autant plus importante le profit industriel qu'il est fait appel au marché des capitaux dont le taux d'intérêt augmente. Intervient également le ralentissement de la vitesse de circulation du capital qui est un facteur important de la baisse du taux de profit.

Bientôt, ce sont la plupart des branches de production et des entreprises qui sont touchées. A ce stade, l'appel au crédit s'accroît encore, mais il s'agit alors de façon générale de l'appel au crédit afin de se procurer des liquidités dans l'impossibilité de réaliser ou de réaliser pleinement les marchandises sur le marché, de faire face à la concurrence, d'éviter la faillite. Le taux de l'intérêt s'élève, ce qui contribue à diminuer encore le taux de profit général. Toutes les branches, toutes les entreprises sont finalement touchées. Le marasme s'étend. Cette fois, le marché se contracte brutalement. C'est le chômage, la chute du taux et de la masse du profit. La pyramide du crédit s'effondre. Les

rapports de production se dissolvent. C'est la crise. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit s'exprime brutalement, le capital étant confronté à ses propres limites que manifestent les limites du marché mais qui procèdent des rapports sociaux de production. De même se manifestent les disproportions entre les différentes branches de la production et les différentes parties du capital social, les différentes formes du capital, capital-argent, capital moyens de production, capital marchandise.

Le cycle capitaliste

Marx décompose le cycle classique de l'économie capitaliste ainsi : « *état de repos, animation croissante, prospérité, surproduction, krach, état de repos, etc.* ». Le krach, c'est la crise dans toute son ampleur. Mais tous les rapports de production ne sont pas détruits. Le métabolisme de la production et des échanges ne peut être entièrement interrompu, sans quoi ce serait la paralysie et la mort de la société. Il se maintient à un certain niveau, quelle que soit la profondeur de la crise. C'est « l'état de repos ».

La crise régularise la production capitaliste. Elle rejette hors du cycle de la production des masses de prolétaires qui ne peuvent plus vendre leur force de travail, mais elle n'a pas que ce résultat : elle aboutit à la dévalorisation et à la destruction d'immenses masses de capitaux sous les trois formes que prend le capital : capital-argent, capital moyens de production, capital marchandise. Le capital, quelle que soit sa forme, cesse d'être du capital dès lors que cesse son procès de valorisation.

Mais la destruction d'immenses masses de capital, la dévalorisation de quantités énormes de capital, le fait que le marché ne peut se rétrécir au-dessous de certaines limites (y

compris les chômeurs doivent vivre, ont besoin d'un minimum, la consommation des capitalistes n'est que relativement peu réduite, de nombreuses couches de la population ne sont pas directement intégrées aux rapports de production capitalistes) vont avoir pour conséquence de relever le taux de profit. La chute du taux d'intérêt qui suit la crise, d'autres facteurs, comme la baisse des prix des matières premières, la baisse du prix de la force de travail, etc., concourent également à relever le taux de profit. Les entreprises qui, par suite des moyens de production dont elles disposent, par la masse de leur production, produisaient à un coût de production (capital utilisé plus taux de profit moyen) inférieur à la moyenne, ont éliminé leurs concurrents. Elles s'emparent du marché, leur taux et leur masse de profit étant restés suffisants, ils s'élèvent alors.

Le démarrage et la marche du nouveau cycle sont connus. Le taux de profit étant satisfaisant, les capitalistes des entreprises de moyens de consommation veulent renouveler et accroître leurs moyens de production. Ils passent commandes, aux capitalistes producteurs de moyens de production, de nouveaux moyens de production qui, du point de vue technique, de la productivité du travail qu'ils permettent, sont les plus avancés, d'autant que ceux-ci sont au prix le plus bas. Ils disposent pour ce faire d'importants crédits et à un faible intérêt, le capital-argent étant abondant. Il n'y a pas concordance entre la mise en route du nouveau cycle dans les industries des moyens de production, et même dans les différentes branches de celles-ci, et la production de ces nouveaux moyens de production. Par contre, la reprise de la production des moyens de production aboutit immédiatement à l'embauche de nouveaux salariés qui eux dépendent immédiatement leurs salaires,

et, par suite, à l'élargissement du marché des moyens de consommation, ce qui relève les prix, le taux de profit, pousse à la commande de nouveaux moyens de production par les entreprises produisant des moyens de consommation.

Le même phénomène se passe à l'intérieur du groupe des moyens de production. Le taux de profit s'élève dans ces branches. Pour faire face aux commandes, les capitalistes de ces branches de production passent eux-mêmes commandes de moyens de production aux branches produisant les moyens de production. De la même façon, la production des matières premières est sollicitée. Le décalage se répercute et s'amplifie entre le temps de commande et la satisfaction de ces commandes, de branche en branche, tandis que le marché continue à s'élargir.

Bientôt, les commandes de moyens de production dans toutes les branches de cette sphère de la production anticipent l'élargissement du marché. C'est la prospérité, les taux de profits s'élèvent, le crédit est pleinement sollicité. Mais la production des moyens de production finit par répondre à la demande de moyens de production. L'appareil productif des moyens de production rattrape son retard. Le marché des moyens de consommation ne s'élargit plus. Par contre, les nouveaux moyens de production de moyens de consommation sont maintenant en pleine activité. Le recours au crédit massif permet d'anticiper sur les besoins solvables. Le crédit est d'autant plus sollicité que le capital, sous forme de moyens de production, doit fonctionner pour être du capital, qu'il faut « l'amortir », qu'il faut couvrir les traites. Le prix des matières premières augmente. Le taux d'intérêt augmente. Le taux de profit du capital industriel commence à baisser. C'est déjà la surproduction. Bientôt, ce sera le krach.

Concentration du capital

Lénine commentant Marx a parfaitement montré qu'il n'y avait pas en principe de limites absolues au fonctionnement du mode de production capitaliste, en partant des considérations suivantes :

« L'accroissement de la production capitaliste et, par voie de conséquence, celle du marché intérieur, ne se fait pas tant au compte des objets de consommation que des moyens de production. (...) Nous avons vu en effet que le capital constant existant dans les objets de consommation est échangé contre le capital variable plus la plus-value existant dans les moyens de production. Mais selon la loi générale de la production capitaliste, le capital constant s'accroît plus vite que le capital variable. (...) La section de la production sociale qui fabrique les moyens de production doit donc grandir plus vite que celle qui fabrique les objets de consommation. Ainsi l'accroissement du marché intérieur pour le capitalisme est, jusqu'à un certain point, « indépendant » de l'accroissement de la consommation individuelle, s'effectuant plutôt au compte de la consommation productive. Mais il serait erroné de comprendre cette « indépendance » dans le sens d'une séparation totale de la consommation productive et de la consommation individuelle : la première peut et doit augmenter plus vite que la seconde (c'est à cela que se limite son « indépendance »), mais il va de soi que, finalement, la consommation productive reste liée à la consommation individuelle. »

Il s'ensuit que chaque cycle de la production capitaliste n'est pas la simple répétition du cycle précédent. L'élargissement du marché tant national qu'international, l'extension des rapports de production capitalistes tant intensivement qu'extensivement, la subordination à l'échelle mondiale des autres modes de production aux

rapports de production capitalistes participent de la liquidation des crises, du développement du nouveau cycle. Marx remarque :

« Il n'est pas douteux que les grandes révolutions des XVI^e et XVII^e siècles que les découvertes géographiques provoquaient dans le commerce et qui entraînaient le développement rapide du capital marchand constituent un facteur essentiel ayant hâté le passage du mode de production féodal au mode capitaliste. (...) La base de ce dernier est constituée par le marché mondial lui-même. D'autre part, l'immanente nécessité pour le mode de production capitaliste de produire à une échelle sans cesse plus grande, incite à une extension perpétuelle du marché mondial, de sorte que ce n'est plus ici le commerce qui révolutionne constamment l'industrie, mais le contraire. »

Toutes les crises et les cycles de production du XIX^e siècle s'accompagnent de l'extension et du remodelage du marché mondial. A la suite de l'Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, pour ce qui concerne l'Europe, aux USA, au Japon, le mode de production capitaliste se développe plus ou moins rapidement et bouleverse constamment les rapports sociaux de production. Le développement des rapports de production capitalistes atteint l'Italie, l'Europe centrale, la Russie, l'Europe du Nord. Il se subordonne l'Amérique latine, les différents pays d'Asie, l'Afrique, jusqu'au partage du monde entre les grandes puissances capitalistes.

Mais la modification des rapports internes du capital est déterminante. L'histoire du mode de production capitaliste est liée, non seulement à la croissance du capital, à l'augmentation massive du capital constant par rapport au capital variable, mais encore à sa concentration. Le crédit est le moyen indispensable à la concentration du capital. Il permet

la mobilisation et la mise en œuvre de tous les moyens de production.

« Le crédit maximum est égal au plein emploi maximum du capital industriel, c'est-à-dire représente la tension extrême de sa capacité de reproduction sans tenir compte des limites de la consommation. »

Mais une des transformations radicales du mode de production capitaliste se produit alors que le crédit donne naissance à la société par actions qui va prendre son essor dans la deuxième partie du XIX^e siècle. Outre que

« le capital (...) revêt ici directement la forme du capital social (capital d'individus directement associés) par opposition au capital privé », il permet la « transformation du capitaliste réellement actif en un simple dirigeant d'administration de capital d'autrui et des propriétaires en simples capitalistes financiers ».

Un nouveau et puissant élan est ainsi donné au développement du mode de production capitaliste. Actions et obligations permettent de rassembler une masse énorme de capital portant seulement intérêt. Il en résulte :

« A mesure que progresse la production capitaliste, ce qui va de pair avec une accumulation plus rapide, une partie du capital n'est plus comptée et employée que comme capital productif d'intérêt. Non pas en ce sens que tout capitaliste qui prête du capital se contente des intérêts, tandis que le capitaliste industriel empêche son bénéfice d'entrepreneur. Ce fait n'intéresse nullement le niveau de profit général car pour lui le profit = intérêt + profit de toutes sortes + rente foncière, et sa distribution en ces catégories particulières lui est indifférente. Mais ces capitaux, bien que placés dans de grandes entreprises productives, ne fournissent, déduction faite de

tous les frais, que des intérêts plus ou moins grands, qu'on appelle dividendes : dans les chemins de fer par exemple. Ils n'entrent donc pas dans le système de péréquation du taux de profit général, étant donné qu'ils rendent un taux de profit inférieur au taux de profit moyen. S'ils y entraient, celui-ci tomberait beaucoup plus bas. D'un point de vue théorique, on peut les y inclure et on obtient alors un taux de profit inférieur à celui qui semble exister et qui détermine réellement les capitalistes, car c'est justement dans ces entreprises que le capital constant est le plus élevé relativement au capital variable. »

Engels souligne, dans la préface du troisième livre du *Capital*, l'ampleur du développement des sociétés par actions et la Bourse au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle :

« Depuis 1865, date à laquelle le livre fut rédigé, des changements sont survenus qui assignent aujourd'hui à la Bourse une importance accrue et toujours grandissante : ces changements tendent, à plus longue échéance, à concentrer entre les mains des boursiers toute la production industrielle et agricole, l'ensemble des communications, aussi bien des moyens de transports que des organes d'échange, de sorte que la Bourse devient la représentante la plus éminente de la production capitaliste elle-même. »

Et d'expliquer :

« Les papiers d'Etat représentaient la masse principale des valeurs boursières et encore était-elle relativement petite. (...) En ce temps, la Bourse était donc encore un lieu où les capitalistes se prenaient mutuellement leurs capitaux accumulés. (...) »

« Depuis la crise de 1866, l'accumulation s'est faite avec une rapidité toujours croissante et de telle façon que dans aucun pays industriel, et en Angleterre moins qu'ailleurs, l'extension de la

production n'a pu suivre le rythme de l'accumulation et que l'accumulation réalisée par le capitaliste isolé n'a pu être pleinement employée à l'extension de sa propre affaire. (...) Cette accumulation augmentait également la masse des rentiers. (...) Enfin, on fonda partout où cela n'existait pas encore, et en vue de faciliter l'investissement de la masse flottante de capital-argent, la nouvelle forme de société à responsabilité limitée. »

Le mouvement s'empare de

« la sidérurgie (...), les mines (...), l'industrie chimique (...), la construction de machines (...), industrie textile (...), brasseries (...). (...) Ensuite, les trusts qui créent des entreprises géantes à direction commune (...), le commerce (...), grands magasins (...), banques et autres établissements de crédits (...), la terre. (...) Tous les investissements à l'étranger se font sous forme d'actions. Pour ne parler que de l'Angleterre : chemins de fer d'Amérique du Nord et du Sud. (...) Ensuite, la colonisation. Celle-ci est aujourd'hui une véritable succursale de la Bourse, pour les intérêts de laquelle les puissances européennes ont partagé l'Afrique il y a quelques années et les Français conquis Tunis et le Tonkin. L'Afrique est directement affermée à des compagnies (Niger, Afrique du Sud, Ouest-africain allemand et Afrique orientale allemande) ; et le Mozambique et le Natal pris en possession pour la Bourse par Cecil Rhodes. »

Ce double mouvement — fantastique concentration de capital, par le système des sociétés par actions, la mobilisation des dépôts entre les mains de groupes capitalistes puissants, utilisation de ces capitaux rémunérés bien en dessous du taux de profit moyen — a, au cours de ces décennies, donné une nouvelle et puissante impulsion au développement du capitalisme.

Le mouvement du capital domine et se subordonne les sciences et les techniques

Mandel, éternel pionnier des sciences et des techniques, subordonne l'accumulation et le développement du capital aux révolutions scientifiques et techniques. Selon lui, la périodicisation du développement du mode de production capitaliste doit s'établir ainsi :

« 1847-1873 : croissance accélérée,

« 1873-1893 : croissance ralentie,

« 1893-1913 : croissance accélérée,

« 1913-1940 : croissance ralentie,

« 1940(48)-1968 : croissance accélérée,

« depuis la fin des années 60 : croissance ralentie. (...)

« Chacune des « ondes longues expansives » est ainsi placée sous le signe d'une révolution technologique. Celle de 1847-1873 voit le moteur à vapeur se substituer à la machine à vapeur. Celle de 1893-1913 voit le moteur électrique et le moteur à explosion se substituer au moteur à vapeur. Celle de 1940(48)-1968 voit l'électronique et l'énergie nucléaire progressivement remplacer les machines mues par le moteur électrique classique. »

C'est assez ahurissant. Tout le monde sait parfaitement que de la crise de 1847 à 1873, c'est toujours la période du capitalisme libéral qui se développe tumultueusement en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, aux USA. Le taux de profit est extrêmement élevé. Ensuite vient la période dont parle Engels, de concentration financière et industrielle, des sociétés par actions, de la mise en valeur des capitaux « des autres », où le taux de profit est relativement bas. Après, ce sera la formation des trusts, des cartels, des monopoles. Le taux de profit augmente, pour ces trusts, ces cartels.

L'exportation massive des capitaux maintient le taux de profit.

Déjà le militarisme des grandes puissances impérialistes joue un rôle économique considérable. Quant à la relation entre le moteur à vapeur, le moteur électrique, le moteur à explosion et les « grandes ondes expansives », c'est de la fantaisie pure et simple.

La construction des chemins de fer s'étend par vagues de 1825 à 1890 environ. L'essor de la navigation à vapeur commence au cours des années 1860 et s'étend jusqu'à la fin du siècle. Le moteur à explosion n'en est encore, au moment où éclate la première guerre mondiale, qu'à ses balbutiements. Son application touche avant tout les transports, automobiles, camions (aux USA : 7 millions d'automobiles en 1919, 21,4 millions en 1928 ; en Angleterre : 260 000 en 1919, un million en 1928). La production d'automobiles prend son essor juste avant et pendant la guerre pour s'intensifier après la guerre. L'application, en tant que force motrice industrielle, du moteur à explosion est plus tardive encore et de toute façon limitée. Dans un second article consacré aux crises à l'époque impérialiste et à la crise qui s'annonce, il faudra revenir sur l'électronique et l'énergie nucléaire.

Mandel regarde du mauvais côté de la lunette. La base matérielle du développement capitaliste, de l'accumulation, donne un puissant élan aux sciences et aux techniques. Les exigences de la mise en valeur du capital commandent le développement des sciences et des techniques et, bien plus directement encore, leur utilisation. Marx montre que :

« Tant que le développement de la production capitaliste est peu considérable, les entreprises qui réclament une longue période de travail, donc des avances de capitaux élevées et prolongées, ne sont

pas exploitées en mode capitaliste, surtout quand elles ne sont réalisables que sur une longue échelle : tel est le cas pour les routes, les canaux, etc., construits aux frais des communes ou de l'Etat (autrefois, la plupart du temps, au moyen de la corvée, en ce qui concerne la force de travail). (...) L'exécution de travaux s'effectuant en grand et demandant une période très longue ne tombe complètement dans le domaine de la production capitaliste que lorsque la concentration du capital est déjà fort considérable et que le développement du système du crédit offre en outre au capitaliste la ressource facile d'avancer, donc de risquer, non son propre argent, mais les capitaux d'autrui. »

Le renouvellement et l'accroissement du capital, et principalement du capital fixe, c'est-à-dire de la partie du capital constant composée de moyens de production de longue durée, machines, bâtiments, routes, canaux, chemins de fer, etc., commandent le cycle de la production capitaliste, donc le temps nécessaire, à l'usine, à la production, au renouvellement et à l'élargissement de ce capital, et influence la durée du cycle capitaliste dans son ensemble. C'est une tautologie. A ce propos, Marx écrit :

« A mesure que se développent le mode de production capitaliste et, avec lui, le volume de valeur et la durée du capital fixe investi, on voit la vie de l'industrie et du capital industriel se développer également dans chaque affaire particulière jusqu'à se prolonger de longues années, disons en moyenne dix ans. Mais si d'une part cette vie est prolongée par le développement du capital fixe, elle est abrégée, d'autre part, par le bouleversement constant des moyens de production, qui s'intensifie constamment, lui aussi, avec le développement du mode de production capitaliste. Il entraîne par l'effet de l'usure morale, le changement des moyens de production,

la nécessité de leur remplacement constant, bien avant qu'ils n'aient (pas) fait matériellement leur temps. On peut admettre que dans les branches les plus décisives de la grande industrie, ce cycle de vie s'étend présentement en moyenne sur dix ans. Du reste, la précision du chiffre n'a aucune importance ici. Un point est acquis : avec sa durée de plusieurs années, ce cycle de rotation reliées entre elles, au cours desquelles le capital est captif de son élément fixe, fournit une base matérielle aux crises périodiques, qui font passer les affaires par des phases successives de stagnation, d'animation moyenne, de précipitation, de crise. Sans doute, les périodes d'investissement du capital sont fort différentes et sans concordance ; mais la crise sert toujours de point de départ à un puissant investissement ; elle fournit donc plus ou moins — au point de vue de la société prise dans son ensemble — une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation. »

Mais ce sont les rapports de production capitalistes, le développement de ces rapports, les modifications de la structure du mode de production capitaliste qui sont à l'origine des crises, de leur forme, de leur ampleur ainsi que de la façon dont se développe chaque cycle.

La période 1867-1893

Engels a inclus dans *Le Capital*, Livre 3^e, tome 2, la longue note suivante :

« Comme je l'ai noté ailleurs, sur ce point, un tournant s'est produit depuis la dernière grande crise. La forme aiguë du procès périodique avec son cycle de dix ans, observé jusqu'ici, semble avoir fait place à l'alternance plus chronique, plus longue, qui ne frappe pas en même temps les divers pays industriels, d'une période relativement courte de faible amélioration des affaires et d'une période de difficultés relativement longue, qui n'amène pas de solution. Mais peut-être ne

s'agit-il que d'un allongement de la durée du cycle. Dans la période infantile du commerce mondial, de 1815 à 1847, on arrive à montrer l'existence de cycles de cinq ans approximativement ; de 1847 à 1867, le cycle est nettement de dix ans ; serions-nous par hasard dans la période préparatoire d'un nouveau krach mondial, d'une violence inouïe ? Beaucoup de faits semblent l'indiquer. Depuis la dernière crise générale de 1867 se sont produites de grandes modifications. L'extension colossale des moyens de transport — navires assurant des liaisons transocéaniques, chemins de fer, télégraphe électrique, canal de Suez — a établi pour la première fois, réellement, un marché mondial. Une série de puissances industrielles concurrentes sont venues se placer aux côtés de l'Angleterre qui détenait naguère le monopole de l'industrie : dans toutes les parties du monde, des territoires infiniment plus grands et plus variés se sont ouverts au placement du trop-plein de capitaux européens, de sorte que ceux-ci se répartissent bien davantage, permettant ainsi de surmonter plus facilement les excès de la spéculation en un point. Tous ces facteurs ont supprimé la plupart des anciens foyers de crise et écarté presque toute occasion de crise, en tout cas les ont atténuées. Parallèlement, sur le marché intérieur, la concurrence cède de plus en plus le pas aux cartels et aux monopoles, tandis qu'elle est limitée sur les marchés extérieurs par les barrages des tarifs douaniers dont tous les pays industriels s'entourent, hormis l'Angleterre. Mais ces protections douanières ne sont pas autre chose que les armements destinés à la bataille générale de l'industrie, qui doit finalement décider de la domination sur le marché mondial. Ainsi chaque élément qui tend à empêcher la répétition des anciennes crises recèle en soi les germes d'une crise à venir, bien plus puissante que les précédentes. »

Cela était écrit en 1893. Au cours des crises qui se produisirent avant

la guerre de 1914, le fléchissement du commerce mondial a été de 5 % de 1873 à 1874 ; 4 % de 1883 à 1884 ; en légère augmentation en 1890-1891 ; 1 % en 1900-1901 ; 7 % en 1907-1908. A côté des 40 % entre 1929 et 1931, ces fléchissements paraissent très faibles.

Engels indique dans sa note comment, conjointement à la mobilisation et à la centralisation du crédit, l'extension des rapports capitalistes à l'ensemble du monde va à l'encontre de la baisse du taux de profit et assure un développement du mode de production capitaliste avec le minimum de secousses. Le capital achève sa mission progressive. Ses mécanismes fonctionnent encore. Le capital n'a pas encore historiquement atteint ses limites.

Crises, crédit, politique monétaire

Marx ne consacre pas par hasard tout un chapitre du *Capital* au « Currency principle » et (à) « la législation anglaise de 1844 ». Le « currency principle » découle de la théorie des crises, théorie monétariste de Ricardo, selon laquelle :

« la hausse des prix des marchandises est due à la baisse de la valeur de la monnaie. Mais la valeur de la monnaie, nous apprend Ricardo, s'explique par une circulation surabondante ; autrement dit, la masse de la monnaie circulante dépasse le niveau déterminé par sa propre valeur immanente et la valeur immanente des marchandises ».

Il s'agit de la monnaie d'or et éventuellement d'argent dont « la valeur immanente », comme la « valeur immanente » de toutes les marchandises, est déterminée par « le temps de travail socialement nécessaire » à les produire. Il s'ensuit que « les prix montent ou baissent donc périodiquement parce qu'il circule périodi-

quement trop ou trop peu de monnaie » et comme (au moins au XIX^e siècle) la crise et le boom se manifestent par la baisse et la hausse des prix, un lien causal était établi entre la plus ou moins grande circulation de monnaie métallique et les crises.

Le bank act de 1844 partait de ce principe et l'étendait à la circulation des billets :

« Le bank act de 1844, nous dit Engels, divise la Banque d'Angleterre en deux départements : l'un chargé de l'émission de billets, l'autre des opérations bancaires. Le premier reçoit des garanties — pour l'essentiel, il s'agit de la dette publique — d'un montant de quatorze millions et de la totalité de l'encaisse métallique (...) et il émet une quantité de billets équivalant au total de ces deux dépôts. (...) Donc, pour chaque cinq livres en or qui sortent du trésor de la banque, un billet de cinq livres fait retour. (...) En réalité, la division de la banque en deux départements indépendants ôta à la direction la possibilité de disposer au moment décisif de toutes ses disponibilités : c'est ainsi qu'il a pu arriver que le département bancaire se trouve au bord de la faillite, tandis que le département d'émission possédait plusieurs millions en or et, de plus, sa garantie de quatorze millions intacte. Et ce cas peut se présenter d'autant plus facilement que presque chaque crise comporte une phase pendant laquelle il se produit une forte sortie d'or vers l'étranger, laquelle pour l'essentiel doit être couverte par l'encaisse métallique de la banque. Mais, pour chaque cinq livres d'or qui émigrent, on prélève sur la circulation intervenue un billet de cinq livres, ce qui réduit la quantité des moyens de circulation juste au moment où on en a le plus pressant besoin. Le bank act de 1844 incite donc directement le monde des affaires à se constituer à temps, quand une crise éclate, un trésor, une réserve de billets de banque, ce qui revient

à hâter et à aggraver la crise. Les effets de cette demande artificielle d'argent liquide, c'est-à-dire de moyens de paiement, se font sentir au moment décisif, d'autant qu'ils vont de pair avec une réduction de l'offre de ces moyens de paiement : le résultat, c'est que le taux d'intérêt en temps de crise bat tous les records : aussi cette législation, au lieu d'éliminer les crises, les aggrave au contraire à tel point que la catastrophe menace tout le monde industriel à moins que ne périsse le bank act. A deux reprises, le 25 octobre 1847 et le 12 novembre 1857, la crise avait atteint ce point : le gouvernement, suspendant la loi de 1844, releva le plafond de l'émission de la banque et les deux fois cette mesure fut suffisante pour briser la crise. »

D'une part, Marx (et Engels) souligne que c'est la production et la circulation des marchandises qui déterminent la circulation de la monnaie, comment les différents moments du cycle influent sur cette circulation ; et, d'autre part, comment une politique monétaire et de crédit peut précipiter la crise. Cela souligne en contraste le rôle du développement du crédit et d'une politique monétaire adaptée dans la période ultérieure (1867-1893) du développement capitaliste qu'évoque Engels dans la note citée plus haut.

« Une législation bancaire ignorante et absurde comme celle de 1844-45 peut aggraver la crise. Bien que, ajoute immédiatement Marx, il n'est pas de législation bancaire qui puisse écarter la crise.

« Dans un système de production où tout l'édifice complexe du procès de production repose sur le crédit, si le crédit cesse brusquement et que seuls aient cours les paiements en espèces, on voit bien qu'une crise doit alors se produire, une ruée sur les moyens de paiement. A première vue donc, toute la crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et en fait, il ne s'agit que

de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais, dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est en définitive à la base de la crise. »

La concentration du capital, l'extension des rapports de production capitalistes au monde entier, l'immense croissance et concentration du crédit sous toutes ses formes caractérisent et expliquent la période capitaliste qui s'étend de 1867 à 1893, et non les sciences et les techniques.

Le capitalisme développe le parasitisme

Dès l'origine de ce mode de production, des signes de putréfaction se manifestent. Les dépenses de l'Etat fournissent d'importants marchés qui alimentent le développement capitaliste. Le développement du crédit engendre :

« une quantité énorme de ces effets (*qui*) ne représentent que des affaires spéculatives qui, venant à la lumière du jour, y crévent comme des bulles ; ou encore, ce sont des spéculations menées avec le capital d'autrui, mais qui ont mal tourné ; enfin, des capitaux marchands qui sont dépréciés ou même totalement invendables ou des rentrées d'argent qui ne peuvent avoir lieu ».

Au cours des années de la fin du XIX^e siècle, le parasitisme prend, si l'on peut dire, un essor sans précédent. Des krachs retentissants se produisent. D'énormes scandales, tel celui de Panama, éclatent. Une bureaucratie d'Etat tentaculaire, le militarisme sont l'une des sources de ce parasitisme. L'Etat, les collectivités publiques fournissent des marchés considérables au capital. Le parasitisme est inhérent au mode de production capitaliste. Le système, à

la fois tentaculaire et concentré, du crédit sous ses formes multiples lui fournit un bouillon de culture. Ce parasitisme est ouvert et direct. Ainsi, la dette publique.

« L'Etat doit payer chaque année à ses créanciers une certaine somme d'intérêts pour le capital emprunté. Dans ce cas, le créancier ne peut pas réaliser son prêt, il ne peut que vendre sa créance, le titre de propriété qui l'établit. Le capital lui-même a été mangé, dépensé par l'Etat. Il n'existe plus. Ce que le créancier de l'Etat possède, c'est : 1° une obligation de l'Etat, mettons de 100 livres ; 2° cette obligation lui donne droit à une certaine somme, disons cinq livres ou 5 % sur les recettes annuelles de l'Etat, c'est-à-dire sur le produit annuel des impôts ; 3° il peut vendre à son gré ce titre de 100 livres à d'autres personnes. Si le taux d'intérêt est de 5 % et en supposant en outre que l'Etat tienne ses engagements, le possesseur A du titre peut normalement le céder à B au prix de 100 livres ; car, pour B, qu'il prête 100 livres à 5 % par an ou qu'en payant 100 livres, il s'assure un tribut annuel de cinq livres, c'est tout un. Or dans tous les cas, le capital de l'Etat demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'Etat n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même. (...) »

Mais ce n'est pas seulement la dette publique qui engendre une masse (là aussi, si l'on peut dire) monstrueuse de capital fictif.

« On appelle capitalisation la constitution du capital fictif. On capitalise n'importe quelle recette se répétant régulièrement, en calculant sur la base du taux d'intérêt moyen le capital qui, prêté à ce taux, rapporterait cette somme. »

Evidemment, en principe, l'émission et le placement d'actions ont pour but de rassembler un capital qui doit être investi productivement. Alors la valeur nominale de l'action représente un capital réel. Mais

« le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriété — pas seulement des bons d'Etat, des actions aussi — renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent ou du droit qu'ils peuvent établir. Ils se transforment en marchandises dont le prix varie selon ses lois propres. Leur valeur sur le marché est déterminée autrement que leur valeur nominale sans que soit modifiée la valeur (sinon la mise en valeur) du capital réel ».

Le mécanisme est connu : le prix en Bourse des actions tend à s'aligner en relation du dividende rapporté au taux d'intérêt moyen de l'argent. Si une action de 100 F rapporte un dividende de 10 F et que le taux d'intérêt de l'argent soit de 5 %, toutes choses égales, l'action sera cotée 200 F. Il s'ensuit une « création » de quantités énormes de capital fictif qui, dans le cas des actions, tendra à se volatiliser au moment de la crise. Alors la cotation tombera en dessous de la valeur nominale.

De la libre concurrence à l'impérialisme

Les traits du capitalisme à son stade suprême, l'impérialisme, stade du capitalisme pourrissant, se dessinent et s'affirment au cours de cette période. Lénine écrira dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien. C'est le début du XX^e siècle. »

Mais le mode de production capitaliste continue à remplir sa fonction historique telle que Marx l'a définie : « Développement matériel des forces productives, constitution d'un marché mondial. » Les crises sont un mécanisme régulateur du développement du mode de production capitaliste : la destruction et la dévalorisation massives du capital s'opèrent « librement » et préparent une nouvelle progression du capital par la hausse suivant la chute du taux de profit, et un nouvel équilibre dynamique entre les différents secteurs de la production. En même temps, elles poussent à une fantastique concentration, aux monopoles, à la fusion du capital bancaire et du capital industriel et à la formation du capital financier.

La période 1893-1913, que Mandel caractérise ainsi que celle « du moteur électrique et du moteur à explosion », termine l'époque du capitalisme de libre concurrence. D'elle se dégage et se cristallise définitivement le stade impérialiste du capitalisme. Il ne s'agit pas d'un simple changement de forme. C'est l'époque où s'enchevêtrent les expéditions et guerres coloniales et les guerres inter-impérialistes : guerre hispano-américaine, guerre russo-japonaise, guerre des Balkans et finalement cette période débouche sur la première guerre mondiale. Les alliances se nouent ; la course aux armements s'engage sur terre et sur mer. Des armées de centaines de milliers d'hommes, sinon de millions d'hommes, sont formées, qui ouvrent un marché de plus en plus important à l'industrie lourde, à la sidérurgie, à la métallurgie, ainsi qu'un marché des moyens de consommation. La dette publique s'accroît démesurément dans tous les grands pays capitalistes.

En même temps que les émissions d'obligations et d'actions s'amplifient (ainsi les emprunts russes en France),

les monopoles imposent ce que l'on a appelé les profits de monopole.

Rosa Luxemburg a souligné, dès avant la première guerre mondiale, le rôle moteur de plus en plus important que joue le militarisme dans l'économie capitaliste à l'époque impérialiste. La crise de 1913 sera surmontée, on sait à quel prix. La prévision d'Engels, écrite vingt ans plus tôt, se réalisait : sauf que « *les armements destinés à la bataille générale de l'industrie (pour décider) de la domination du marché mondial* » se transformeraient en armements tout court, et qu'à la crise se substituerait la première guerre mondiale.

Les monopoles la fossilisation du capitalisme à l'époque impérialiste, le parasitisme entravent le libre jeu des lois de fonctionnement de ce mode de production. Mais les vingt années qui précèdent la première guerre mondiale ne sont encore que la préface à l'époque de l'impérialisme.

L'indice des prix a, de ce point de vue, une signification certaine. L'inflation, expression du parasitisme, est encore inexistante. Entre 1875 et 1896 aux USA, en Angleterre, en France, les prix fléchissent. Après 1896, jusqu'à la première guerre mondiale ils sont en légère augmentation. La courbe des prix des USA montre qu'en 1913 les prix ont retrouvé leur niveau de 1865, année où se termine la guerre de Sécession.

De même et conjointement, le système monétaire international est stable jusqu'à la première guerre mondiale. C'est l'étalon-or. La valeur théorique des monnaies comme la livre, le franc ne varie pas pendant plus d'un siècle, malgré les crises. La définition or de la livre a été fixée en 1711, quinze ans après la fondation de la Banque d'Angleterre. Celle

du franc a été fixée en Germinal (avril), an XI (1803).

Pourtant, Marx montre que la ruée vers l'or n'est pas d'aujourd'hui :

« Dans la crise on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de change, des titres, des marchandises doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or. »

Mais jusqu'en 1913 le crédit des Banques centrales n'était pas ruiné par le parasitisme qui, de nos jours a pris le nom d'inflation. Cela suffit à montrer la cassure qui s'établit entre l'époque du capitalisme ascendant et celle du capitalisme pourrissant, l'impérialisme. Sans établir tout à la fois les raisons fondamentales des crises du mode de production capitaliste qui indiquent ses limites, ce qui est commun à toutes les époques du capital et ce qui les différencie, il est impossible de procéder à l'analyse des crises à l'époque de l'impérialisme.

**

La forme de cet article est inhabituelle. La nécessité de rétablir, contre les falsificateurs, l'analyse marxiste des causes et conséquences des crises du mode de production capitaliste l'a imposée. Les citations du *Capital* de Marx, d'Engels constituent l'essentiel du texte : autant en appeler directement aux maîtres. Ainsi, et c'est la justification de cet article et de sa forme, il sera possible d'aborder clairement, dans un prochain article, les crises à l'époque de l'impérialisme et la crise qui approche.

S. J.

Avril 1975.

Compte rendu

Le siège de Léninegrad

par Pierre BROUÉ

L'ouvrage du journaliste américain Harrison E. Salisbury sur le siège de Léninegrad (1) repose sur un dépouillement attentif de la presse et de nombreux imprimés, ainsi que sur un certain nombre d'interviews. Il fournit à ses lecteurs des éléments d'information précieux, dont l'ampleur dépasse de beaucoup la seule « histoire » du siège, qu'il reconstitue d'ailleurs avec minutie. Il éclaire notamment les aspects originaux des méthodes de la défense de Léninegrad (2) au moins jusqu'en septembre 1941 : le recours au volontariat, la mise sur pied d'unités de type « milices ouvrières » et l'appel à la tradition du bolchevisme pour défendre l'ancienne capitale. Du même coup, il

(1) Harrison E. Salisbury, **The 900 Days. The Siege of Leningrad.**

(2) Ces aspects avaient déjà été relevés et indiqués dans leurs grandes lignes dans la revue théorique des trotskystes américains du S.W.P., cf. John G. Wright, « URSS in the War » : **Fourth International**, janvier 1942, p. 15-19.

des meetings qui se tenaient dans les
sont premiers mois de la guerre. Il n'est
particulièrement pas question de la défense
de la partie russe de la Russie soviétique
et de son histoire grandiose, ni même
du « rôle de la ville ». Dans cet état
de fait, on trouve les spécialistes tenant
pour vraisemblable et possible la chute
de Léninegrad, c'est-à-dire la chute de
Lénine, le « berceau de la révolution
prolétarienne et des ouvriers ». Les
Léninegrad déclinant contre un ennemi
de classe, qui n'aurait d'ailleurs pas
la signification syndicale de la ville.

Des images fort impressionnantes
d'Anatoli I. Iliouchine, qui avec
Mouchkov, a la responsabilité
de Léninegrad, n'ont pas dans
ment du commandement de l'armée
rouge, mais à Smolny l'assemblée géné-
rale des comités « de la ville »
répondit effectivement à l'opération
qui semble induire le langage employé
le décroit en effet de connaître que
« Autre population » Opération en
réalité de nos visiteurs — respecté par
les volontaires des ports et citadines

La défense de la « cité de Lénine »

Bien que Harrison Salisbury ne le
souligne pas, une première remarque
s'impose à la lecture des extraits de
proclamations et de résolutions, au récit

(3) Jdanov, qui avait été installé à la
tête du parti à Léninegrad au lendemain
de l'assassinat de Kirov, était générale-
ment considéré comme l'un des princi-
aux lieutenants de Staline. Il mourut le
31 août 1948. Une purge sauvage s'abat-
tit alors sur son fief dont le seul indice
fut, à l'époque, la disparition définitive
du nom de Nicolas Voznessensky de
l'énumération des membres du Politburo
pour la cérémonie du 1^{er} mai 1949. Ce
n'est qu'après la mort de Staline qu'on

des meetings qui se tiennent dans les tout premiers mois de la guerre. Il n'est pratiquement pas question de la défense de la patrie russe, de la Russie éternelle et de son histoire grandiose, ni même du « chef bien aimé ». Dans cet été 1941 où tous les spécialistes tiennent pour vraisemblable et prochaine la chute de Léninegrad, c'est bien « la cité de Lénine », le « berceau de la révolution prolétarienne » que les ouvriers de Léninegrad défendent contre un ennemi de classe à qui n'échappe d'ailleurs pas la signification symbolique de la ville.

Des images ici s'imposent. Le quartier général d'Andrei Jdanov, qui, avec Vorochilov, a la responsabilité du front de Léninegrad, n'est pas dans le bâtiment du commandement de l'armée rouge, mais à Smolny. L'assemblée générale des cadres — l'**aktiv** — de la ville est réunie le 24 juillet dans la salle même, dit-on aux présents, où Lénine donna le signal de l'insurrection d'octobre. Les participants font serment de mourir plutôt que de rendre « la cité de Lénine », et se séparent au chant de l'**Internationale**.

La gravité de l'heure et l'imminence du péril n'expliquent pas à elles seules les caractères exceptionnels des conditions de tenue des réunions de l'**aktiv** du 20 août : aucun des rites habituels n'est respecté, il n'y a ni présidium, ni rapports, et chaque participant

apprendra qu'il avait été arrêté et exécuté en même temps que d'autres dirigeants connus comme A.A. Kouznetzov, secrétaire du C.C. et bras droit de Jdanov, Rodionov, Piotr Popkov, maire de Léninegrad, etc. Mais il faudra attendre le XXII^e congrès pour savoir que l'« affaire de Léninegrad » fut une épuration comparable — selon les termes même de Chélepine — à celle de l'avant-guerre, et que le secrétaire du parti à Léninegrad la qualifiait d'« extermination de cadres »... Les révélations sur l'affaire de Léninegrad ont été jusqu'à maintenant très limitées, destinées seulement à ajouter une pièce au dossier de Malenkov lors de son élimination et après.

conserve son arme à la main ou à la ceinture. « **L'ennemi est à nos portes** », lance brièvement Jdanov, qui souligne que l'enjeu, pour « la classe ouvrière de Léninegrad », c'est « l'esclavage ». Ni mensonge, ni bluff, peu de phrases mais un langage de classe. Et, le 14 septembre, ce sont les vétérans de la guerre civile qui sont extraits de l'obscurité pour appeler la jeunesse au combat à travers un meeting de masse.

L'appel aux ouvriers

Les mesures exceptionnelles de défense ont le même caractère. Dès le 30 juin — Staline a disparu depuis une semaine, se cloître, et, selon Khroutchev, boit — les dirigeants de Léninegrad ont pris des initiatives qui répondent effectivement à l'orientation que semble indiquer le langage employé. Ils décident en effet de constituer une « Armée populaire » (Opolchenie) — en réalité, le nom variera — recrutée parmi les volontaires entre dix-huit et cinquante ans qu'encadreront des officiers. Le 1^{er} juillet, il y a 10 000 volontaires, 77 000 le 4, 100 000 le 6, 170 000 le 7. Au bout d'une semaine, trois divisions de l'Armée populaire sont déjà au feu, après une préparation plus que sommaire, bien entendu.

Plus de 61 % des volontaires sont des ouvriers d'usine. Ceux de Kirov (anciennement Poutilov, le Renault de l'ancienne Pétrograd) constituent le gros de la première division : il a fallu refuser des engagements pour permettre à l'usine de continuer à produire. Les 15 000 « kirovistes » se battent au front, ensemble, au coude-à-coude, dans des unités qui rassemblent les camarades d'atelier. A côté d'eux, dans les premières unités, la fleur de la jeunesse étudiante : 2 500 volontaires de l'université, 3 500 des instituts supérieurs techniques. Bien peu de ces combattants survivront. La première division a été engagée avec un encadrement de métier correspondant à 10 % d'une division « normale », et, comme taux d'arme-

ment, 35 % pour les mitrailleuses 13 % pour les canons, 8 % pour les mortiers. Presque tous les combattants sont certes munis de grenades et de cocktails Molotov, mais beaucoup n'ont pas de fusils, même pas ces armes de 1917 que portent nombre d'entre eux, et l'arme individuelle n'est bien souvent, au départ, qu'une pique, une hache ou un couteau de chasse, en attendant que la mort d'un camarade rende disponible un fusil.

Sans illusions — comment en auraient-ils dans les conditions où ils sont placés et devant la foudroyante avance de l'armée allemande ? — ces combattants ont pourtant un moral magnifique. Parmi eux, de nombreux volontaires pour les tâches les plus périlleuses : 15 000 pour les détachements de partisans ainsi sommairement improvisés, dont une partie est lancée derrière les lignes allemandes.

À la mi-août, quand l'encercllement est presque achevé et que le combat dans la ville même est la perspective la plus probable, la décision est prise de combattre maison par maison, bloc par bloc. 150 « bataillons ouvriers », de 600 hommes ou femmes chacun, sont prévus : le 1^{er} septembre, il y a 79 bataillons — essentiellement de grandes usines — dont les 40 000 militaires, qui dorment à l'usine, ne la quittent que pour aller patrouiller ou monter la garde, voire faire le coup de feu aux tranchées ou aux parapets des défenses extérieures.

Fin septembre, le mouvement est terminé. Trois divisions de l'Armée populaire ont été pratiquement exterminées, les autres ont perdu la moitié de leurs effectifs. Quelques volontaires sont renvoyés à la vie civile, leur spécialité les rendant indispensables à la production ; les autres sont versés dans l'Armée rouge : la période d'« improvisation » est terminée et c'est désormais à Moscou que se prennent de nouveau toutes les décisions.

Les historiens soviétiques, et après eux, les Américains comme Harrison

Salisbury et avant lui Léon Gouré (4), rendent tous hommage au moral des troupes volontaires, mais se complaisent à souligner leur inexpérience et leur inefficacité sur le plan proprement militaire. Pourtant, dans une circonstance au moins — pour la défense des usines d'Ijorsk, qui fabriquent des tanks T 34 et KV de 60 tonnes — c'est la résistance des travailleurs, organisés en bataillon ouvrier dans le cours d'une assemblée générale, qui tient en échec la pointe avancée de l'armée hitlérienne et mène une contre-attaque dès le lendemain. Ce fait d'armes, célébré avec beaucoup d'éclat en 1941 et encore en 1942 (5) à Léninegrad même, sera passé sous silence pendant plus de vingt ans (6).

Staline contre Léninegrad

De nombreux éléments apportés par le livre de Harrison Salisbury concordent sur ce point capital : Staline n'apprécia ni le type de mesures, les méthodes employées à Léninegrad par Jdanov et ses lieutenants à l'été 1941, ni le fait que, invoquant vraisemblablement l'imminence des dangers, ces derniers aient paru disposés à agir indépendamment de son contrôle au jour

(4) Léon Gouré, *The Siege of Leningrad*, publié en 1962 sous l'égide de la Rand Corporation, utilisait, outre les sources imprimées, des témoignages de réfugiés vigoureusement anti-communistes.

(5) Le bataillon ouvrier d'Ijorsk était commandé le 20 août 1941 par un *apparatchik*, membre du comité régional, A.A. Anisimov. Les combattants d'août 1941 furent honorés en sa personne en février 1942 à Smolny où il reçut l'ordre de Lénine.

(6) Le silence fut ensuite total sur l'épisode pendant des années. Harrison E. Salisbury cite l'exemple de deux romans et d'une pièce de théâtre consacrés à l'épisode d'Ijorsk qui ne purent être publiés ou ne le furent qu'au prix de modifications qui rendaient le fait historique non identifiable.

le jour, et même à prendre des initiatives sans l'avoir préalablement consulté.

L'occasion du déchaînement de sa colère fut la création, le 20 août, d'un organisme chargé de préparer la défense intérieure de la ville, quartier par quartier, bloc par bloc, le « Conseil de défense de la ville de Léninegrad », dont ni Jdanov, ni Vorochilov, qui se réservaient le conseil du front, ne faisaient partie. Staline exigea leur entrée dans ce conseil, le remaniement de nombre des organismes — **quartet** ou **troïka** — constitués sous son autorité, et le Conseil de défense ne survécut pas à cette réorganisation, disparaissant dès le 30 août.

Harrison Salisbury, dont l'attention se concentre sur la lutte entre fractions au sommet de la bureaucratie du Kremlin, en l'occurrence le duel entre Jdanov d'une part, Beria-Malenkov de l'autre, souligne très justement la constante et ombrageuse hostilité de Beria à toute initiative susceptible de restreindre la toute puissance du NKVD, et notamment son opposition à tout mouvement partisan qu'il ne dirigerait pas directement. Mais l'explication est peut-être un peu courte. L'enjeu de la bataille, à Léninegrad, dépassait et de beaucoup celui d'un conflit — réel — entre hiérarques du Kremlin ; et celui-ci, à son tour, ne peut s'expliquer sans recourir aux forces des classes sociales fondamentales. Incontestablement face à la menace mortelle constituée par l'avance de l'armée hitlérienne, la fraction locale de la bureaucratie stalinienne incarnée par Jdanov et ses lieutenants a pris le risque d'en appeler, tout en le contrôlant de son mieux, au mouvement des masses de la grande cité prolétarienne, seules susceptibles effectivement de sauver ce que la politique de la bureaucratie mettait en un péril si grave.

Ainsi, cinq ans auparavant, les dirigeants staliniens en Espagne avaient-ils décidé, afin de sauver Madrid, de faire appel aux masses ouvrières, accepté, voire dans certains cas suscité, les formes d'organisation de type « soviétique »

ou « milice », qu'ils combattaient, au nom du maintien de l'ordre bourgeois, avec acharnement partout, mais dont ils savaient bien qu'elles seules pouvaient, pour le moment, empêcher Franco de s'emparer de la capitale.

Y a-t-il à ce propos une véritable ligne de clivage au sein même de la bureaucratie ? Il est difficile de répondre à cette question bien qu'une véritable opposition apparaisse à plusieurs reprises entre Staline et « Léninegrad ». Staline donne les instructions pour préparer le minage et la destruction en cas d'entrée allemande au moment où les Léninegradois se préparent à mourir en combattant devant leur ville, et ils ressentiront durement cette mesure qui leur paraît préjuger du sort de la bataille, qu'ils n'ont pas perdue. C'est évidemment sur l'ordre de Staline que le général Voronov organisa avec succès l'évacuation systématique, notamment vers le front de Moscou, des armes et des munitions de Léninegrad dont les combattants, pourtant, manquaient cruellement. S'agit-il là des tendances « défaitistes » que bien des habitants de Léninegrad ont cru déceler dans ces mesures au moins prématurées, ou de telles décisions ne s'expliquent-elles que par le mépris du « désordre » créé par les initiatives de Jdanov, et surtout la peur des masses ainsi armées (7) ? Le massacre de la fleur du prolétariat de Léninegrad — de ce qu'il en restait après les purges staliniennes — ne constituait sans doute pas aux yeux de Staline une catastrophe majeure. Il se chargea d'ailleurs lui-même d'exterminer des milliers de survivants.

(7) La proportion élevée de membres du parti et des jeunesses fortement soulignée par H. Salisbury et plus encore par Gouré, qui y voit une preuve du caractère « factice » du volontariat, ne change évidemment rien au fait que des armes furent distribuées sans véritable discrimination à la majorité des travailleurs, au moins ceux des entreprises industrielles, organisés sur la base de leur lieu de travail.

Lumières sur l'« affaire »

Jdanov est mort en août 1948 — et il faut se résigner à ignorer s'il s'est agi d'une mort naturelle ou d'une élimination camouflée. Mais dans les mois qui suivent, c'est par milliers que sont arrêtés et exécutés les cadres du parti et de l'Etat, ainsi que de l'économie, dans la ville qui avait été la sienne : parmi eux périssent ses collaborateurs les plus directs, A.A. Kouznetzov, Rodionov, le maire Popkov, etc., tous hommes jeunes, mais bureaucrates éprouvés, dont la fidélité à Staline ne pouvait sans doute pas plus être mise en cause que celle de Jdanov lui-même.

Là aussi l'explication unique par la lutte entre fractions bureaucratiques — le conflit de Jdanov avec Malenkov-Beria — est un peu courte. Harrison Salisbury, après d'ailleurs Léon Gouré, relève en effet une incontestable diminution de l'emprise du NKVD sur Léninegrad pendant la durée du siège. Conséquence de la panique qui a secoué ses dirigeants en août-septembre, des désertions et destructions hâtives qui ont entamé son « prestige » ? Résultat inévitable de l'envoi au front de nombreuses unités du NKVD ? Sans aucun doute. Mais, surtout, une population ouvrière armée et combattant, supportant tant d'indicibles souffrances et vivant avec la mort, ne pouvait pas ne pas relever la tête dans la ville qu'elle défendait. La peur de la police a reculé à Léninegrad pendant le siège et les habitants de la ville assiégée s'expriment. C'est l'une des formes les plus significatives de cette expression que la disparition quasi totale en 1943 des portraits de Staline et la généralisation de ceux de Jdanov, pourtant loin d'être populaire en 1941, mais qui, dans le cours du siège, finit aux yeux des assiégés par devenir l'un des leurs.

C'est là que se trouve sans aucun doute la clef de « l'affaire de Léninegrad ». Les **apparatchiki** qui avaient entouré Jdanov étaient coupables à plus d'un titre aux yeux de Staline. Coupables d'appartenir à la « ville de Lénine », au

« berceau de la révolution prolétarienne » comme l'avaient clamé à l'été 1941, avec leur consentement, des dizaines de milliers de prolétaires dont beaucoup savaient que, de Trotsky à Zinoviev, d'autres ombres hantaient les couloirs de Smolny. Coupables d'avoir, à l'heure du danger, pris ou endossé des initiatives — et des initiatives qui avaient sauvé cette ville. Coupables d'avoir — même de façon indirecte et dévoyée — insuffisamment contrôlé et, dans une certaine mesure, encouragé un mouvement des masses que la bureaucratie tient à bon droit pour un danger mortel. Ainsi les généraux Berzine et Goriev, qui avaient en 1936-37 organisé la défense de Madrid en se souvenant de celle de Pétrograd, se retrouvèrent-ils un jour de 1938 devant le peloton d'exécution à Moscou. Ainsi Staline fit-il pourchasser à Prague aussi bien Smrkovsky parce qu'il avait dirigé en 1945 l'insurrection ouvrière contre les nazis avant la libération de la ville par l'armée russe que Josef Pavel parce qu'il fut en 1948 l'organisateur des « milices ouvrières », fer de lance du « coup de Prague » et expression du mouvement de la classe ouvrière contre la bourgeoisie qu'elle voulait alors chasser du pouvoir.

Défendre l'URSS

Pendant le débat sur la nature de l'URSS mené en 1939-1940 dans le SWP, envisageant l'attaque hitlérienne contre l'Union soviétique, Trotsky écrivait :

« Dans ces conditions, les partisans de la IV^e Internationale, sans changer en quoi que ce soit leur attitude à l'égard de l'oligarchie du Kremlin, mettront au premier rang, comme la tâche la plus urgente du moment, la résistance militaire à Hitler. Les ouvriers diront : **Nous ne pouvons laisser à Hitler le soin de renverser Staline. C'est notre tâche.** »

Le déroulement de la Deuxième Guerre mondiale en Union soviétique,

celui de la bataille pour Léninegrad en particulier ont confirmé jusque dans le détail ce pronostic du fondateur de l'Armée rouge, qui poursuivait en effet :

« Ce type de « défense de l'URSS » différera naturellement comme le ciel et la terre de la défense officielle qui se mène aujourd'hui sous le mot d'ordre : « Pour la Patrie ! Pour Staline ! » Notre défense de l'URSS se mène sous le mot d'ordre **Pour le socialisme ! Pour la révolution mondiale ! Contre Staline** » (8).

De façon tout à fait involontaire, Harrison Salisbury démontre, dans son ouvrage historique, que la véritable « défense de l'URSS » ne pouvait être, comme le pensait Trotsky, que la défense de l'État ouvrier et de l'économie planifiée en même temps que la lutte sans merci contre la bureaucratie parasitaire, et que c'est sur cette voie que s'engageait le mouvement de la classe ouvrière de Léninegrad, dont les « initiatives » de Jdanov ont traduit de façon déformée un élan authentique qui permit de briser l'offensive hitlérienne.

Plus tôt sans doute que l'ensemble du peuple russe, et particulièrement des masses paysannes, et que l'expérience éduquée durement, les travailleurs de Léninegrad avaient en effet compris que l'attaque au compte de l'impérialisme mondial qu'Hitler déchaînait contre la Russie était une offensive pour détruire les conquêtes d'Octobre dans ce pays, qu'elle impliquait un immense bond en arrière, une désindustrialisation (9), con-

(8) L. Trotsky, *Défense du marxisme*, p. 123.

(9) A. Dallin, *German Rule in Russia 1941-1945* cite abondamment les rapports d'experts (*Braune Mappe* des archives) qui avaient examiné les implications, dans tous les domaines, de la décision de réintégrer la Russie et les territoires conquis dans l'économie capitaliste en tant que « colonies » ; l'accent y est mis nettement sur la nécessité absolue d'une diminution massive de la population et même de la « diminution de son potentiel

dition d'une véritable colonisation, et par conséquent le massacre d'« **importants pourcentages de population** », comme l'écrivait en mai 1941 un rapport d'experts allemands. Ils savaient qu'il s'agissait véritablement d'une question de vie et de mort lorsqu'à l'ordre du jour figurait la destruction des rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre et la transformation de leur pays en réserve de matières premières, de denrées alimentaires et de main-d'œuvre servile.

C'est avec ce « feu »-là que la bureaucratie joue. C'est à ce danger que la politique allemande aveugle et irresponsable de la bureaucratie stalinienne ouvre en juin 1941 les espaces occidentaux du pays. L'extermination des cadres de l'Armée rouge à partir de l'affaire Toukhatchevski, le refus de Staline de croire aux avertissements que lui adressent les Sorge ou les Trepper sur une attaque imminente, les ordres qu'il donne de ne pas riposter aux premières heures de l'invasion, la persécution qu'il lance — après huit jours de soulerie en solitaire — contre ceux de ses collaborateurs qui, selon lui, n'ont pas assez peur des masses, ne sont que la partie visible de l'iceberg. Harrison Salisbury y joint bien d'autres éléments, empruntés aux mémoires de guerre éditées en URSS : la fuite en panique des dirigeants du NKVD, l'exécution sommaire de chefs militaires capables dont le rôle dans la résistance a été décisif (10) et le maintien en

biologique ». Le génocide était impliqué dans le mécanisme même de la reconquête impérialiste et la volonté de détruire les conquêtes d'Octobre, en particulier les nouveaux rapports sociaux.

(10) Les exemples abondent dans le livre de Salisbury d'exécutions d'officiers pris comme boucs émissaires de l'incurie et du sabotage bureaucratique. Le plus scandaleux — si possible — des cas mentionnés est sans doute l'exécution du lieutenant-général Pyaditchev, qui venait précisément de reconstituer sur la ligne de Louga les lignes de défense de l'Armée rouge : on sait seulement qu'il s'était

fonction de monstrueux incapables notoires (11) en raison de leur rang dans le NKVD. Mais il faut aller au-delà des anecdotes : la bureaucratie, de façon générale, par ses méthodes, ses conceptions, ses objectifs — le fait qu'elle soit une couche petite-bourgeoise tournée contre les masses — constitue le principal obstacle à la défense de l'URSS, défense qui sera pourtant victorieusement assurée — mais à quel prix — par des centaines de milliers d'ouvriers qui font face aux **Panzer** avec des couteaux de chasse et des cocktails Molotov. Quant aux « partisans de la IV^e Internationale », que Trotsky appelait à défendre l'URSS en subordonnant « la question du renversement de la bureaucratie » à celle de « la pré-

servation de la propriété étatique des moyens de production » et cette dernière « à la révolution prolétarienne internationale », ils ont dans leur quasi-totalité été massacrés dans les conditions que l'on sait quelques années auparavant. Les rares survivants éventuels étaient sans doute parmi ces silhouettes de prisonniers envoyés au front avec des gardes du NKVD armés de mitrailleuses dans leur dos, et abattus quant vint l'ordre du repli vers l'Est. C'est à ce prix, à celui du sang versé par les travailleurs russes pour la défense des conquêtes d'Octobre, que la bureaucratie est parvenue à arracher un sursis pour sa domination.

P. BROUE.

permis, dans une conjoncture où les troupes manquaient cruellement de cadres techniquement valables, de critiquer l'utilisation des cadets de l'école d'infanterie dont beaucoup avaient une expérience de sous-officiers, voire d'officiers, comme unité de choc. Le général Pyaditchev, avec bien d'autres, a été réhabilité en 1956.

(11) Harrison Salisbury revient à plusieurs reprises sur le cas du général Kulik, aussi incapable comme chef mili-

taire que brutal. Kulik avait servi en Espagne sous le nom de général Kupper, y était haï de ses compatriotes et avait reçu des Espagnols le surnom de « général No No », ce mot espagnol étant apparemment le seul qu'ils l'aient entendu prononcer. Le général Kulik fera beaucoup de ravages avant d'être finalement relevé de son commandement et de connaître, selon toute apparence, le sort qu'il avait lui-même réservé à tant de combattants valeureux et compétents.

LISEZ, DIFFUSEZ, ABONNEZ-VOUS A :

"JEUNE REVOLUTIONNAIRE"

**ORGANE MENSUEL DE L'ALLIANCE DES JEUNES
POUR LE SOCIALISME**

J.R. Prix : 2 F

Abonnements : 1 an : 20 F

C.C.P. JEUNE REVOLUTIONNAIRE : 25 445-62 - PARIS

En vente : 87, rue du Fg-Saint-Denis, PARIS (10^e)

IL FAUT LIRE ET ETUDIER SUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE AU PORTUGAL :

- « 25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne,

PROBLEMES DE LA REVOLUTION PORTUGAISE

(Documents de l'OCI numéro 3.)
Editions SELIO, 142 pages, 8 francs.

- La brochure de l'OCI d'avril 1975 :
« Comment sauver le Portugal et les masses laborieuses de la catastrophe économique ? ».
Supplément à « I.O. », 16 pages, 1 franc.
- Un album de 115 photos commentées

PORTUGAL, L'AN 1

Édité par « Informations ouvrières ».
Prix : 20 francs.

Tous ces documents sont en vente à la SELIO.

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45

VOUS Y TROUVEREZ :

- Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier.
- Les dernières nouveautés de l'édition dans le domaine social, économique et politique.
- Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais.

Expédition en province dès réception du chèque correspondant à la commande.

Remise spéciale importante sur les manuels universitaires.

ABONNEZ-VOUS A ARGUMENTS

TARIFS D'ABONNEMENT

ABONNEMENT 7 N° « ARGUMENTS »

CATEGORIES C ET D, SURVEILLANTS, MA,
ETUDIANTS, ETC. : 30 F

TITULAIRES CATEGORIES A ET B, ETC. : 40 F

SOUTIEN : 60 F

L'ABONNEMENT PEUT ETRE PRIS A TOUT MOMENT
DANS L'ANNEE. IL DONNE DROIT AUX 7 NUMEROS
D' « ARGUMENTS » QUI PARAITRONT EN 1975.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

FREDERIC CASTAING,
15, RUE DU LUNAIN, 75014 PARIS.

MONTANT DE L'ABONNEMENT

AU NOM DE DANIEL ETIEMBLE,
33, RUE DU Dr HEULIN, 75017 PARIS
OU C.C.P. DANIEL ETIEMBLE, 3094151 LA SOURCE.

Numéros disponibles :

N° 1 : Ecole laïque et révolution socialiste.

N° 2 : Syndicalisme et communisme dans l'enseignement.

SOMMAIRE

Portugal, nouvelle défaite de la contre-révolution, par Jacques Meyrand	p. 1
Documents sur le Portugal : un débat qui concerne tous les militants	p. 30
Le tournant de la situation politique mondiale, par Roger Ducros ..	p. 35
Un an de lutte contre le gouvernement Giscard-Chirac, nouvelles perspectives, par Marc Lacaze	p. 56
Elleinstein : un « phénomène stalinien » délimité dans l'espace et le temps, par Stéphane Just	p. 82
Les crises du mode de production capitaliste (extraits commentés du Capital), par S. Just	p. 108
Compte rendu	
Harrison S. Salisbury : « Le siège de Léningrad » (par Pierre Broué)	p. 127



Prix du numéro : 6 F